



LE MILEISME

EN QUELQUES DISCOURS

Annexe

VII – Le “mileisme” en quelques discours

Discours lors de la présentation du budget 2025 au Congrès

15 septembre 2024

Nous sommes aujourd'hui réunis pour présenter un projet de budget national qui changera l'histoire de notre pays. Après des années de restrictions des libertés individuelles par la classe politique, nous sommes aujourd'hui réunis pour restreindre l'État. Ce projet de budget repose sur une méthodologie qui préserve l'équilibre budgétaire, quel que soit le contexte économique. Cela signifie que, quelle que soit l'évolution de l'économie au niveau macroéconomique, le résultat budgétaire du secteur public national sera équilibré. Cette protection budgétaire ouvre une nouvelle page de notre histoire, une page jusqu'alors inconnue. Désormais, l'Argentine sera solvable, avec pour conséquence une diminution du risque pays et des taux d'intérêt, et donc une augmentation des investissements, de la productivité, des salaires réels et, in fine, une diminution de la pauvreté et de l'extrême pauvreté. Je ne peux m'empêcher de souligner que nous sommes réunis aujourd'hui, dans cette même enceinte où, en décembre 2001, sous la présidence d'Adolfo Rodríguez Saá, le défaut de paiement de l'Argentine fut déclaré et applaudi par une salle comble et dans une immense liesse. Ce défaut de paiement, célébré et applaudi par la classe dirigeante, serait le début d'un cycle populiste qui a détruit l'Argentine.

Certains se demanderont peut-être pourquoi je suis ici ce soir ; en général, c'est le ministre de l'Économie qui présente le budget national proposé par l'exécutif au Congrès. J'ai décidé de le faire personnellement pour deux raisons. Premièrement, parce que je suis économiste, et j'en suis fier – le premier président économiste de l'histoire, pour être plus précis – et parce que je suis économiste, probablement par déformation professionnelle, pour moi, le destin d'un peuple dépend des décisions économiques qu'il prend, car seule une économie saine permet aux citoyens d'exercer pleinement leur liberté. La première et la plus fondamentale de ces décisions concerne les responsabilités de l'État et l'utilisation qu'il fera de l'argent des contribuables. C'est cela, ni plus ni moins, le budget national. Rappelons que, d'une certaine manière, la démocratie moderne telle que nous la connaissons aujourd'hui est issue d'une révolution conçue selon le principe qu'il ne peut y avoir d'impôt sans représentation.

La deuxième raison de ma présence ici aujourd'hui est que je propose un budget radicalement différent de ce à quoi nous sommes habitués. Non seulement différent, mais le plus radicalement différent de notre histoire. Et j'ai pu constater par moi-même que plus le changement est profond, plus les efforts nécessaires pour le concrétiser sont importants. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui : le budget national n'est pas une simple loi ; c'est la loi des lois, c'est la feuille de route qui guidera notre administration dans la période actuelle.

La pierre angulaire de ce budget est la première vérité d'une administration publique saine, une vérité négligée en Argentine depuis de nombreuses années : le déficit zéro. Il faut d'abord comprendre que lorsque les gouvernements veulent dépenser, et dépensent compulsivement, et manquent de marge de manœuvre pour continuer à augmenter les impôts, comme c'est le cas en Argentine, le seul moyen de payer la facture est d'emprunter ou d'imprimer de l'argent à la Banque centrale. Rappelons brièvement la méthodologie historique de notre classe dirigeante : les politiciens ne comprenant pas les restrictions budgétaires et ne voulant pas arrêter de dépenser, ils génèrent des déficits. Pour combler ce déficit, ils commencent par s'endetter. Mais faute de procéder aux ajustements nécessaires, la dette devient impayable et ils font alors défaut. Nous devenons ainsi le plus grand défaillant en série au monde, mais le défaut de paiement n'est pas anodin ; tomber en défaut de paiement provoque la désormais célèbre fuite des capitaux en Argentine. Alors que les dollars commencent à se raréfier, les politiciens n'ont d'autre solution que d'instaurer des tarifs douaniers ou des droits à l'exportation pour capter les dollars du secteur privé, et, d'autre part, de mettre en place des contrôles de capitaux pour tenter de conserver les rares dollars produits par le pays. Comme cela provoque l'épuisement du crédit de l'Argentine sur les marchés financiers, ils n'ont d'autre solution que d'imprimer de la monnaie, ce qui, comme nous le savons déjà, génère de l'inflation. Note : car l'inflation est toujours un phénomène monétaire, qu'on le veuille ou non. Pour lutter contre l'inflation, ils mettent en place des contrôles des prix dont nous savons depuis 4 000 ans qu'ils sont inefficaces, et ils inventent des réglementations qui détruisent la propriété privée, entravent le calcul économique, détruisent le capital et, par conséquent, accroissent la pauvreté et la misère. Telle est la triste histoire de ce que les politiciens et les analystes appellent la politique économique en Argentine, qui n'a été rien d'autre qu'une violation systématique des droits de propriété des citoyens.

En d'autres termes, le déficit ne peut être comblé que par la dette, qui ne se résume ni à plus ni à moins d'impôts futurs, ni à des impôts sur les générations futures, ni à davantage d'impôts actuels ou à davantage d'émissions. En Argentine, il ne peut y avoir plus d'impôts ; c'est le pays qui en impose le plus au monde. Et si l'on ajoute à cela le fait que 50 % de l'activité économique est informelle, la pression fiscale en Argentine s'élève à environ 60 %. C'est tout simplement absurde pour un pays qui a désespérément besoin d'accumuler du capital.

Une fois exclue la possibilité d'augmenter les impôts, l'autre solution pour résoudre le déficit est l'endettement, c'est-à-dire en faisant peser sur les générations futures le fardeau du gaspillage d'aujourd'hui. Cela revient à livrer la vie de nos jeunes à l'autel du populisme ; cela implique l'extermination des générations futures, qui représentent déjà aujourd'hui 70 % de la pauvreté.

Mais l'Argentine, en raison de son statut de plus grand défaillant en série au monde, n'a pas accès au crédit, pour l'instant, ce qui exclut tout type de dette, même si elle était souhaitable, ce qui n'est pas le cas. Et lorsque cette alternative est épuisée, le déficit est comblé par l'impression de pesos, ce qui revient à voler tous les Argentins par le biais du seignuriage. Pour vous donner une idée de l'escroquerie que nous avons vécue, la politique a volé près de 25 milliards de dollars par an aux Argentins grâce au seignuriage au cours des 20 dernières années. Et je dis volé, non pas par euphémisme, mais au sens littéral : car plus ils impriment, moins chaque peso qu'un Argentin a en poche vaut, avec le pénible facteur supplémentaire que l'inflation, conséquence directe de l'émission monétaire, frappe 25 à 30 fois plus durement les moins touchés.

Ce n'est pourtant pas nouveau. En Argentine, nous avons enregistré un déficit budgétaire pendant 113 des 123 dernières années, et ces dix années sans déficit étaient dues à la catastrophe et à la situation de défaut de paiement. Cela signifie que, pendant pratiquement 100 % de notre histoire moderne, les gouvernements ont failli à cette règle économique fondamentale et ont répercuté la facture sur les Argentins ordinaires à maintes reprises. Cela signifie également que ce sera la première année de l'histoire de l'Argentine avec un excédent budgétaire sans défaut de paiement. Quel manque de gestion !

Ce n'est donc pas un hasard si nous sommes le pire pays en défaut de paiement de l'histoire moderne. Ce n'est pas un hasard si nous avons vécu avec une inflation exorbitante au cours du siècle dernier, terminant 2023 avec le taux d'inflation le plus élevé au monde, supérieur à celui du Venezuela et du Liban. Ce n'est pas non plus un hasard si, en 120 ans, nous sommes passés du PIB par habitant le plus élevé au monde à un pays où 60 % de la population est pauvre. Le principal problème économique de l'Argentine, le déficit budgétaire, est la seule constante de notre histoire.

Parce que la dette est un produit des déficits, l'émission monétaire est un produit des déficits, l'inflation est un produit du financement des déficits par l'émission, et la destruction du capital est un produit de la dette qui génère des déficits ; par conséquent, la pauvreté et la misère sont un produit des déficits.

On pourrait alors se demander à qui profite un tel modèle. Connaissez-vous la cause profonde du déficit ? La raison de ces déficits est l'incessante soif des politiciens de dépenser de l'argent public, sans aucune contrainte budgétaire. Car ce n'est qu'en dépensant de l'argent qui ne leur appartient pas qu'ils peuvent faire des affaires pour eux-mêmes, leurs clients et leurs amis. Friedman disait déjà qu'il n'y a pas de pire façon de dépenser que de dépenser l'argent public, car il existe quatre façons de dépenser de l'argent : dépenser son propre argent pour soi-même, dépenser son propre argent pour les autres, dépenser l'argent des autres pour soi-même, ou dépenser l'argent des autres pour les autres. Et comme on ne connaît pas les préférences des autres, et qu'on n'est pas responsable de l'argent des autres parce qu'on ignore combien il a coûté pour l'obtenir, la pire façon de dépenser de l'argent est de dépenser l'argent des autres pour les autres, ce qui est précisément l'essence même des dépenses publiques.

Il faut que ce soit clair une fois pour toutes : rien n'est plus appauvrissant pour les Argentins ordinaires qu'un déficit budgétaire. Et rien n'enrichit davantage les politiciens qu'un déficit budgétaire. Voilà le triste rôle que jouent les dépenses publiques dans le modèle des castes. La politique a orné ce modèle de bonnes intentions et de cadres théoriques pompeux. Depuis des années, on entend parler de justice sociale, ce qui est non seulement injuste, mais extrêmement violent, car la justice sociale implique de prendre aux uns pour donner aux autres, selon un principe incohérent selon lequel là où il y a besoin, il y a droit. Mais le problème, mes amis, c'est que les besoins sont infinis et les ressources limitées.

Ainsi, lorsque les politiciens exigent toujours plus de dépenses pour distribuer de l'argent qui n'existe pas, ils escroquent en réalité le peuple argentin ; ils jouent avec l'avenir de tous pour marquer des points politiques à coups de discours bien pensés. Car les politiciens savent pertinemment qu'en augmentant les dépenses publiques, ils mettent de l'argent dans une poche et en prennent le double dans l'autre.

C'est pourquoi nous avons opposé notre veto au projet de loi d'augmentation des dépenses publiques approuvé par ce Congrès, et nous opposerons notre veto à tous les projets de loi qui menacent l'équilibre budgétaire. Et nous agissons ainsi parce que nous ne voulons pas nous rendre complices d'une fraude envers le peuple argentin visant à adopter une mesure populiste. Le seul contexte dans lequel nous accepterons de discuter d'une augmentation des dépenses est celui où la demande sera accompagnée d'une explication explicite des coupes budgétaires nécessaires pour la couvrir. Dans le cas contraire, elle sera rejetée.

Cette vérité, qui devrait être une évidence, semble un sacrilège proféré dans cette assemblée, lieu d'où sont issues toutes les mesures populistes qui ont ruiné ce pays. Le paradoxe est qu'elles bénéficient toujours d'un soutien massif, car c'est une règle tacite de la politique argentine que plus un projet de loi recueille de votes au Congrès, plus il est néfaste pour la société. Ils l'ont démontré une fois de plus dans cette assemblée ces dernières semaines, car ils sont très clairs sur un point qui l'emporte sur tout préjudice qu'ils pourraient infliger à la société : ils savent que si le déficit disparaît, beaucoup perdront leur entreprise.

Malheureusement, cette compulsion dépensière des politiciens a été une constante tout au long du siècle dernier en Argentine. De 1901 à nos jours, l'Argentine a connu 22 crises économiques. Vingt d'entre elles ont été caractérisées par des déficits budgétaires élevés, voire exorbitants. Cela a généré une profonde volatilité dans l'économie argentine, compromettant l'investissement et la croissance.

Cela dit, rappelons-nous la situation budgétaire avant les crises qui nous hantent le plus. Avant le Rodrigazo, le déficit budgétaire était de 14 points de PIB. À l'approche des crises de 1981 et 1982, avec le système de change, il était de 11 points. Avant l'hyperinflation de 1989, le gouvernement national était accablé par un déficit de 8 points de PIB. Et après l'un de nos derniers traumatismes nationaux, la crise de convertibilité de 2001 et 2002, nous avions également un déficit de 7 points de PIB.

Une tendance claire se dégage de ce parcours : outre l'obstination des responsables politiques à dépenser l'argent dont nous ne disposons pas, le pays tolère de moins en moins les distorsions budgétaires. Les crises éclatent de plus en plus souvent avec des déficits de plus en plus faibles. Et l'on pourrait se demander pourquoi ? Parce qu'ayant abusé de tous les mécanismes existants de financement du déficit, les Argentins et les marchés nous accordent de moins en moins de crédit. Cela signifie que, face à la situation héritée, nous ne parlons pas seulement du « massazo » de 2023, mais de l'effet cumulé de tout un siècle de crises récurrentes. Cela signifie également que si nous ne la résolvons pas maintenant, si nous ne menons pas ce combat une fois pour toutes, la solution sera de plus en plus difficile et deviendra bientôt une tâche impossible.

En politique, en économie et dans la vie, on ne choisit pas ses cartes ; on joue avec celles qu'on a. Les imbéciles ignorent la réalité, les imbéciles la nient, et ceux qui misent sur le succès l'acceptent et la résolvent. Et le sort qui nous a été réservé n'était rien de moins que le pire héritage de l'histoire démocratique, tant en matière budgétaire et monétaire que dans de multiples dimensions de la vie sociale argentine. Nous avons hérité d'un déficit consolidé de 15 points de PIB, dont 5 points pour le Trésor et 10 pour la Banque centrale – plus que lors de toutes les crises que je viens d'évoquer.

Mais certains qui se disent économistes, qui gagnent leur vie en oubliant délibérément des choses, apparaissent chaque jour à la télévision en prétendant que nous vivions en Suisse. Pour le dire en chiffres concrets, réduire le déficit de quinze points de PIB a signifié une réduction des dépenses d'environ quatre-vingt-dix milliards de dollars, ce qui revient à dire que nous rendons ces quatre-vingt-dix milliards de dollars au peuple argentin.

Autrement dit, nous n'exagérons pas lorsque nous affirmons avoir réalisé le plus grand ajustement de l'histoire de l'humanité. C'est pourquoi je suis toujours étonné que des dirigeants de tous bords nous accusent si souvent de manquer de compétences en gestion. À eux, je réponds : vous savez quoi ? Gérer, ce n'est pas nommer des milliers de fonctionnaires aux quatre coins de l'État, alors que la moitié de ces zones ne devraient pas exister. Gérer, ce n'est pas signer par un directeur national une résolution pour dépenser des millions de pesos dans des services que le secteur privé peut fournir mieux et à moindre coût. Gérer, ce n'est pas créer des routes qui ne mènent nulle part ni des logements surpeuplés dont personne ne veut. Gérer, ce n'est pas savoir utiliser correctement le GDE, comme le disait l'ancien candidat Massa.

Gérer, c'est éviter l'hyperinflation qu'ils nous ont laissés au bord du gouffre. Gérer, c'est assainir le bilan de la Banque centrale et désamorcer la bombe de la dette dont nous avons hérité. Gérer, c'est réduire les dépenses publiques comme nous l'avons fait, en un temps record, et sans abandonner les secteurs les plus vulnérables de la société. Gérer, c'est avoir adopté la réforme législative la plus ambitieuse des 40 dernières années avec 37 députés et 6 sénateurs, c'est pourquoi je suis très reconnaissant à ceux qui nous ont soutenus dans toutes ces actions législatives. Gérer, c'est évincer les 31 000 « profiteurs » que nous avons chassés au cours de ces neuf premiers mois. Gérer, c'est approuver le bulletin de vote unique, symbole de ceux qui parlent de transparence mais ne l'ont pas promue. Gérer, c'est éliminer les intermédiaires qui ont profité de la pauvreté. Gérer, c'est éliminer les piquets de grève et tenir plus de quatre mois sans barrages routiers dans l'AMBA (Pays basque), ou réduire les homicides de 75 % à Rosario.

Gérer, c'est supprimer les réglementations interminables qui existent dans tous les secteurs de l'économie afin de simplifier la vie des entrepreneurs et des travailleurs. Gérer, c'est regagner la confiance du secteur privé et s'assurer qu'il prévoit d'investir plus de 50 milliards de dollars, comme il l'a annoncé. En fin de compte, gérer, ce n'est pas gérer l'État ; gérer, c'est réduire l'État pour développer la société. Nous résolvons en un an le désastre que nos prédécesseurs, par leur action ou leur inaction, ont créé pendant plus de 20 ans. Alors, lorsque les responsables de cet échec nous accusent de mauvaise gestion, nous assumons fièrement notre action.

Cependant, l'énorme défi demeure, et nous devons maintenant capitaliser sur l'effort titanesque fourni par tous les Argentins et assurer sa pérennité. C'est pourquoi nous avons décidé de laisser un héritage en modifiant définitivement la méthodologie d'élaboration du budget. Le déficit a toujours été la conséquence d'une réflexion préalable sur les dépenses à engager, puis sur les moyens de les réaliser. Nous allons procéder à l'inverse : nous allons d'abord déterminer les économies à réaliser, puis déterminer les dépenses possibles. C'est pourquoi nous proposons une règle budgétaire intangible pour ce budget et tous les budgets à venir.

Je vous invite à revenir un instant pour clarifier le point X avec moi et comprendre de quoi il s'agit. Vous pouvez vous abstenir, car vous avez du mal à additionner. Écoutez, que je l'aie lu ou non, vous avez toujours du mal à additionner, Martínez. Prenez note, cependant, car je commence maintenant. Le premier postulat est que l'excédent primaire doit nécessairement être égal ou supérieur au montant des intérêts de la dette à payer. Ainsi, si l'excédent primaire résulte de la compensation des recettes avec les dépenses courantes et d'investissement, les dépenses primaires devront être égales ou inférieures aux recettes moins l'excédent primaire. Autrement dit, le niveau des dépenses à déboursier sera conditionné par le niveau d'excédent primaire à atteindre, lui-même conditionné par le montant de la dette à payer.

Arrêtons-nous un instant sur les dépenses. Les dépenses courantes se composent de la somme des dépenses automatiques, indexées illégalement par la loi, et des dépenses discrétionnaires. Les dépenses automatiques sont la composante des dépenses indexée sur l'inflation et d'autres variables macroéconomiques ; les dépenses discrétionnaires ne sont pas indexées, ce qui signifie que, quelle que soit l'inflation, elles restent inchangées. Dans le cadre du nouveau dispositif que nous proposons, si les recettes sont supérieures aux estimations, les dépenses automatiques pourraient augmenter en conséquence, tandis que les dépenses discrétionnaires resteraient inchangées.

En revanche, si l'on considère les recettes actuelles, si l'augmentation des recettes fiscales est temporaire, l'État pourra réaliser des économies en absorbant des pesos ou en remboursant la dette, ce qui entraînera la destruction de pesos et, par conséquent, la réévaluation du peso ou l'annulation de la dette. Et si la croissance économique est permanente et, par conséquent, si l'augmentation des recettes est structurelle, l'État pourra restituer cette augmentation à la société sous forme de réductions d'impôts, comme nous nous y sommes engagés.

En revanche, si l'économie ne croît pas et que les recettes sont inférieures aux prévisions, les dépenses automatiques diminueront également, et nous réduirons les dépenses discrétionnaires jusqu'à atteindre un déficit nul. Cette fois, ce sera le secteur public, et non le secteur privé, qui absorbera les effets des chocs économiques.

En bref, notre méthodologie budgétaire permettra d'atteindre trois objectifs sans précédent :

- Il protégera de manière permanente l'équilibre budgétaire, en mettant fin aux pénalités et à l'émission de dettes.
- Cela obligera l'État à prendre en charge et à absorber les effets des perturbations de l'économie.
- Lorsqu'il y aura des améliorations permanentes, comme ce sera le cas dans les années à venir, il sera nécessaire de restituer les recettes excédentaires à la société par le biais de réductions d'impôts.

Cela signifie que, si cette méthodologie est maintenue, nous pourrions non seulement réduire les impôts, mais aussi la taille de l'État, qui constitue la véritable charge fiscale. Je tiens à le répéter pour que ce soit clair et sans équivoque : la méthodologie que nous présentons dans le budget national protège le résultat budgétaire, indépendamment des résultats macroéconomiques, de l'évolution de la conjoncture économique, que nos projections soient bonnes ou mauvaises. Quel que soit le résultat économique, le résultat budgétaire sera toujours garanti.

Mais pour que cela soit possible, en Argentine, nous nous devons de débattre honnêtement de ce que l'État national devrait ou non prendre en charge. Nous nous sommes habitués à considérer l'État national comme une nounou qui doit s'occuper de tout, de l'alimentation à l'entretien de chaque Argentin. Mais lorsqu'un État assume des tâches qui ne lui incombent pas, il finit par manquer aux responsabilités fondamentales qui lui incombent. Ainsi, nous nous retrouvons avec un État qui, dans son empressement à satisfaire tous les prétendus désirs de ses citoyens, est incapable de remplir ses obligations fondamentales. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés avec 50 % de pauvreté, le retour de l'analphabétisme, des taux de criminalité exorbitants, un système énergétique incapable de supporter quatre jours de chaleur d'affilée, des forces armées abandonnées et insensibles, une justice tragiquement lente et des hôpitaux publics sans matériel capable de soigner qui que ce soit.

Pendant ce temps, des milliards de pesos ont été gaspillés en concerts auxquels ont assisté 300 personnes, en médias publics au service des militants, en chemins sans issue, et ils ont passé la journée à promulguer des lois aussi ridicules qu'inutiles et néfastes. Comme le disait Cicéron : « Plus un empire est proche de l'effondrement, plus ses lois sont stupides. » Et quelles lois stupides le kirchnérisme a-t-il produites ? Et pire encore, il nous a laissé un système où 70 % des dépenses publiques sont consacrées à divers types de dépenses sociales. Ce phénomène, salué depuis des années comme un succès par tout le spectre politique, n'est rien d'autre qu'une tragédie humanitaire, car il signifie que plus de 20 millions d'Argentins ne peuvent subvenir à leurs besoins sans l'aide de l'État. Une aide financée par le pillage d'une partie de la société par l'impôt. Si quelqu'un pense que c'est souhaitable, laissez-moi vous dire qu'il a tort. Cela semble-t-il sans rapport avec le fait que l'État accomplit si mal ses missions essentielles ?

C'est pourquoi il est temps de revenir aux fondamentaux et de repenser certaines définitions. La mission fondamentale d'un État national est d'assurer la stabilité macroéconomique et l'État de droit. Point final. Toute autre question peut être résolue par le marché ou relève de la compétence des collectivités territoriales. Pour être plus clair, permettez-moi de la décomposer : qu'est-ce que la stabilité macroéconomique ? Cela signifie l'absence de déficits budgétaires et commerciaux, et la stabilité monétaire, ce qui signifie par conséquent absence d'inflation et croissance économique. Elle facilite la croissance, car ce sont les particuliers qui décident dans quoi investir, et non un bureaucrate assis sur une chaise et s'accrochant à quelque chose entre les deux.

De plus, sans inflation, le crédit privé est accessible et, par conséquent, les particuliers, les familles et les entreprises peuvent retrouver leur capacité de calcul économique, de planification et, en fin de compte, de reconstruire leur avenir. Qu'est-ce que l'État de droit ? La sécurité, pour protéger les citoyens contre d'éventuelles attaques contre leur vie et leurs biens ; la justice, pour résoudre impartialement les conflits entre citoyens et punir ceux qui enfreignent la loi ; et la défense, pour nous protéger d'éventuels conflits avec d'autres pays ou menaces extérieures.

Je le répète, toute autre question peut être résolue par le marché ou relève de la responsabilité des collectivités territoriales. Il faut bien comprendre une fois pour toutes que l'État n'a pas vocation à interférer dans le processus économique ; nous ne croyons pas aux politiques économiques contracycliques, quelles qu'elles soient. Nous croyons à la liberté, aux droits de propriété et à la libre expression des prix. Si le cycle économique est authentique, c'est-à-dire s'il a une origine réelle, l'État n'a d'autre rôle que de garantir la stabilité macroéconomique et l'État de droit. Si le cycle économique n'a pas d'origine réelle, mais est généré par l'État, c'est comme accepter qu'un gangster qui nous casse les jambes vienne nous offrir des béquilles. Nous ne voulons pas de béquilles ; nous voulons vivre en liberté ; nous ne voulons pas qu'on nous casse les jambes.

Tout comme le déficit est au cœur du problème, réduire les dépenses pour dégager un excédent sera au cœur de la solution. Pourquoi ? Parce que c'est le seul moyen de restituer au peuple argentin les fruits de son travail, que l'État lui vole actuellement par le biais des impôts. Un déficit zéro rendra la dette soutenable. La soutenabilité de la dette réduira le risque pays et les coûts financiers, contribuant ainsi à la croissance de l'investissement et de l'épargne, et par conséquent à la croissance économique et aux salaires réels. En retour, cela se traduira par une baisse future de la pression fiscale sur les contribuables, ce qui renforcera l'incitation à investir. Dans une économie mondialisée, et plus encore depuis l'avènement d'Internet, les capitaux sont devenus nomades. Aujourd'hui, n'importe qui peut ouvrir un compte aux États-Unis ou au Paraguay sans quitter son domicile, et ce, en recherchant de meilleures conditions fiscales que celles que nous proposons.

Il est donc impératif que l'Argentine redevienne attractive pour les Argentins. Nous devons mettre un terme à cette politique d'expulsion des capitaux de nos compatriotes par des impôts prohibitifs qui ne font que réduire les flux et la taille de notre économie, pénalisant le pays tout entier par une plus grande pauvreté et une plus grande exclusion. Nous voulons que les entreprises argentines redeviennent compétitives afin de pouvoir embaucher davantage de travailleurs, leur offrir de meilleurs salaires et ainsi enrayer l'exode du capital humain que nous connaissons depuis plus de vingt ans. Nous devons accepter une fois pour toutes l'idée que le meilleur pour un travailleur est un entrepreneur qui investit.

Mais la seule façon de multiplier les entreprises est de les empêcher de puiser dans leurs poches et de les libérer de l'enfer des réglementations, des permis et des coûts exorbitants qu'implique l'activité privée dans ce pays. Pour y parvenir, nous avons proposé le plan de réformes structurelles le plus ambitieux de l'histoire argentine, initié par le décret 70/23, poursuivi par l'approbation de la loi de base votée par ce Congrès et se poursuivant avec toutes les déréglementations que nous annonçons quotidiennement, en plus des projets de loi que nous continuerons de soumettre à ce Congrès.

Grâce à cette réforme d'État majeure que nous avons entreprise, nous atteignons des niveaux de liberté économique similaires à ceux de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, en moins d'un an de mandat, contre toute attente. Et nous sommes fermement et résolument engagés sur la voie de devenir le pays le plus libre du monde. Car la liberté nous apportera prospérité et nous rendra notre grandeur.

Cependant, même si tout se déroule comme prévu, cette guerre que nous menons contre les dépenses publiques et les coûts de l'Argentine se déroule à tous les niveaux de l'État, y compris au niveau provincial et municipal. C'est pourquoi je dis aux gouverneurs : respecter l'engagement de réduire les dépenses publiques consolidées à 25 points de pourcentage du PIB exige que les provinces, dans leur ensemble, procèdent à un ajustement supplémentaire de 60 milliards de dollars. Nous avons déjà rempli notre part de l'accord ; c'est maintenant à vous de jouer.

Les Argentins, partout dans le pays, savent pertinemment que pour chaque peso que les provinces et les municipalités cessent de dépenser, elles pourront le récupérer sous forme de réduction du revenu brut ou d'autres impôts. S'ils respectent ce mandat populaire, les Argentins de bonne volonté leur en seront reconnaissants. Et il y a une chose que les Argentins ne toléreront certainement pas : lorsque le gouvernement national supprime ou baisse un impôt, vous souhaitez augmenter le vôtre. Cela ne fonctionnera pas.

Les Argentins sont un peuple rebelle et lassés des ruses des politiciens. Nous vivons un tournant dans l'histoire argentine ; ne le sous-estimez pas. D'ailleurs, lorsque je suis entré en politique, j'avais prévenu que je ne viendrais pas pour mener des agneaux, mais pour réveiller des lions. Je vous le dis, si vous ne l'avez pas vu ou ne voulez pas le voir, les lions se sont réveillés.

Enfin, je voudrais m'adresser aux membres de ce Congrès. Nous vivons un moment charnière dans l'histoire de notre pays. Il est rare que des moments puissent changer le cours de l'histoire. Si c'était facile, nous ne serions pas là où nous en sommes aujourd'hui. C'est pourquoi nous avons l'opportunité – plus que l'opportunité, l'obligation – de saisir ce moment. Car rappelez-vous, plus nous nous enfonçons au fond de la mer, plus il nous sera difficile de remonter. Mais la seule issue est de mettre fin au déficit budgétaire, de réduire les dépenses publiques, de supprimer les impôts et de faire confiance à la liberté du peuple argentin. Tout ce que vous détestez.

Si nous faisons les choses correctement, nous vivrons dans un pays économiquement stable, où planifier un projet de vie, fonder une famille ou lancer une entreprise redeviendra une réalité. Si nous faisons les choses correctement, nous serons en tête du classement mondial de la liberté économique. Si nous faisons les choses correctement, nous aurons un pays où l'État redeviendra le serviteur de ses citoyens, et non leur seigneur et maître, comme le disait Milton Friedman. Si nous faisons les choses correctement, nous inverserons le siècle d'humiliation auquel la société argentine a été injustement condamnée.

Par conséquent, honorables membres du Congrès national, la conjoncture politique nationale actuelle vous offre deux options : soit faire exactement le contraire de ce que nous faisons depuis plus de cent ans pour prendre notre envol et redonner à l'Argentine sa grandeur ; soit continuer sur cette lancée, laisser les choses en l'état et maintenir ce système corrompu qui appauvrit les Argentins chaque jour. Ce sont les deux voies possibles. Sachez, honorables membres de ce Congrès, que la décision de quel côté de l'histoire vous souhaitez vous situer vous appartient. Ce seront alors les citoyens qui vous placeront du côté des justes ou de celui des misérables rats qui ont joué contre le pays et son peuple. Enfin, je voudrais citer à nouveau Cicéron, le grand législateur romain, qui disait : « Le budget doit être équilibré, le trésor public renfloué, la dette publique réduite, l'arrogance des fonctionnaires modérée et contrôlée. Et l'aide aux autres pays doit être supprimée pour que Rome ne fasse pas faillite. Les gens doivent réapprendre à travailler au lieu de vivre aux frais de l'État. » Cette phrase date de plus de 10 000 ans ; vous n'en avez tiré aucune leçon. J'espère que cet honorable Congrès national débattrà du projet de budget national avec la responsabilité et le sérieux qu'exige la situation actuelle.

Que Dieu bénisse les Argentins et que les forces du ciel soient avec nous.

Vive la liberté, bon sang !

Merci beaucoup.

Discours à l'ouverture de la 142e session ordinaire de l'Assemblée législative, du Congrès national

Vendredi 1er mars 2024

Députés et sénateurs du Congrès national, gouverneurs, juges de la Cour suprême de justice de la nation, ambassadeurs et tous ceux qui nous rejoignent aujourd'hui : nous nous réunissons ici, comme le prévoit la Constitution nationale, pour communiquer l'état de notre nation à tout le peuple argentin, qui nous regarde de tout le pays.

Aujourd'hui, cela fait exactement 83 jours que nous avons relevé le défi de diriger la nation, probablement au moment économique le plus critique de son histoire. Après plus d'un siècle d'obstination à privilégier un modèle appauvrissant et avoir presque complètement oublié les idées qui ont fait la grandeur de notre pays, ces vingt dernières années ont été, en particulier, un désastre économique ; une orgie de dépenses publiques et d'émissions incontrôlées, qui ont laissé le pire héritage qu'un gouvernement ait jamais reçu dans l'histoire argentine.

En réalité, les déficits jumeaux dont nous avons hérité ont atteint 17 points de pourcentage du PIB. Une grande partie des données économiques de cet héritage sont publiques depuis notre arrivée au pouvoir : un déficit de 5 points de pourcentage du PIB au Trésor et un déficit quasi-budgétaire de 10 points de pourcentage généré par la Banque centrale, pour un total de 15 points de pourcentage de déficit consolidé. Il y avait également une dette massive envers les importateurs et les organismes de prêt multilatéraux, qui nous a conduits au bord du défaut de paiement ; des réserves nettes négatives à la Banque centrale de 11,2 milliards de dollars ; des prix des transports et de l'énergie sous-estimés, dans certains cas jusqu'à un cinquième de leur valeur réelle ; et un écart de 200 % entre le dollar et les monnaies officielles et parallèles ; une émission monétaire effrénée au cours des dernières années de l'administration, s'élevant à 13 points de pourcentage du PIB, s'ajoutant aux plus de 15 points de pourcentage du PIB émis au cours des trois premières années de l'administration.

Pendant ce temps, durant la première semaine de décembre, l'inflation de détail atteignait un taux annuel de 3 700 % ; durant la deuxième semaine, elle s'est accélérée à 7 500 %, tandis que – pour ceux qui considèrent ces chiffres comme une illusion – le taux d'inflation mensuel de 52 % au niveau du marché de gros impliquait un taux d'inflation annuel de 17 000 %. Ces chiffres correspondent parfaitement à l'excédent monétaire et au potentiel d'émission, découlant des engagements portant intérêt de la Banque centrale. Je comprends que certains politiciens aient du mal à calculer, sauf s'il s'agit des leurs. Par conséquent, leur demander de calculer une fonction de croissance géométrique est un oxymore pour ceux qui ne l'ont pas vue, ne la voient pas et ne la verront pas.

Rien de tout cela n'est nouveau, mais le désastre ne s'arrête pas là. À mesure que nous auditons l'administration publique nationale et que certains symptômes tardifs du chaos économique qu'elle nous a laissés commencent à se matérialiser, nous comprenons mieux l'ampleur de la crise dont nous avons hérité, une crise présente dans tous les aspects de la société. L'indicateur le plus frappant de cet héritage a peut-être été révélé récemment par la publication de données indiquant que près de 60 % des Argentins vivent sous le seuil de pauvreté. Cependant, pour certains, la pauvreté semble être apparue du jour au lendemain. Je tiens à souligner que le salaire réel résulte de la productivité marginale du travail, elle-même déterminée par l'accumulation du capital. Par conséquent, l'expression souvent utilisée pour désigner la « lutte contre le capital » sape l'investissement, réduit le stock de capital par habitant et, par conséquent, les salaires réels.

Cette folie à laquelle le populisme nous a conduits a fait que le salaire moyen – en dollars – au taux de change parallèle, car le prix est au taux actuel, est passé à 300 dollars, alors qu'il atteignait 1 800 dollars dans les années 1990, ce qui, avec les monnaies actuelles, équivaldrait à 3 000 dollars. Autrement dit, le populisme nous a amputé de 90 % de nos revenus, atteignant un tel niveau de folie qu'un tiers des travailleurs formels sont pauvres. C'est un fait déchirant, qui révèle brutalement la brutalité de l'héritage que nous avons hérité et les ravages causés par le tristement célèbre modèle d'État actuel.

'être le pays le plus riche du monde, lorsque nous avons adopté les idées de liberté, à être un pays où 6 Argentins sur 10 sont pauvres, tandis que la majorité des politiciens – comme beaucoup d'entre vous – sont riches.

À cette tragédie de la pauvreté, qui a décuplé au cours des cinquante dernières années, s'ajoutent des problèmes supplémentaires tels que la dette sociale et de profondes difficultés dans tous les aspects de la vie argentine. Une société qui connaît des niveaux de pauvreté records, mais qui, parallèlement, n'a jamais distribué autant d'aide sociale qu'aujourd'hui, dont une bonne partie sert de butin de guerre aux organisations de gauche qui volent l'argent de ceux qu'elles prétendent défendre et attaquent ceux qui le produisent.

D

Nous vivons dans une société où le marché du travail est gelé, et où, en raison de sa rigidité et de ses coûts salariaux élevés, il n'a créé aucun nouvel emploi en douze ans, tandis que seuls l'emploi public et l'emploi informel progressent. Et comme si cela ne suffisait pas, nous avons un système de retraite défaillant, qui coûte chaque jour moins cher que ses dépenses et qui, au cours des dix dernières années, a ajouté près de quatre millions de bénéficiaires sans cotisations, par le biais de moratoires qui constituent un affront moral à tous ceux qui ont assumé leurs responsabilités tout au long de leur vie.

Les retraités, victimes de cet héritage, restent liés à une formule que nous avons cherché à modifier car elle érode leurs revenus, dans un contexte de forte inflation causée par l'administration précédente. Sans la réduction discrétionnaire des obligations que nous mettons en œuvre, cela aurait entraîné une perte allant jusqu'à 40 % de leur pouvoir d'achat. De fait, le recours récurrent aux obligations compensatoires illustre clairement la mauvaise conception de cette formule, et la nécessité urgente de la modifier afin que les retraités ne soient pas victimes des vicissitudes de la politique.

En matière de sécurité, nous nous trouvons face à une société abandonnée à son sort, des villes entières prises en otage par le trafic de drogue, des rues en proie au chaos et au désordre, générés par des organisations de gauche avides d'extorquer constamment des fonds publics – un chaos alimenté par la politique à leur profit depuis vingt ans. Face à cela, les forces de sécurité ont été maltraitées et piétinées par les gouvernements précédents, qui les ont paralysées et empêchées de faire leur travail, se rangeant du côté des criminels, comme en témoigne la libération absurde de prisonniers pendant la pandémie.

En matière d'éducation, la crise qui dure depuis des décennies s'aggrave. Aujourd'hui, la moitié des élèves de CE2 en Argentine ne comprennent pas ce qu'ils lisent et 70 % sont incapables de résoudre un problème mathématique élémentaire. Telle est la réalité du pays comptant le plus grand nombre de prix Nobel de la région, autrefois un modèle de qualité en matière d'éducation. L'analphabétisme naissant est à notre éducation ce que l'inflation est à notre économie.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, la création d'universités est devenue une simple affaire politique, et les programmes d'enseignement de gauche, ouvertement anticapitalistes et antilibéraux, prolifèrent dans les écoles normales et les instituts de formation des enseignants, dans un pays où le besoin urgent est de plus de capitalisme et de plus de liberté. En matière de santé, le système est poussé vers une crise d'approvisionnement, causée par la politique commerciale irresponsable du gouvernement précédent, qui a privé médecins, patients et familles de fournitures de toutes sortes, et notamment de médicaments spéciaux comme les anticancéreux. Tout cela dans un contexte de mascarade du « L'État prend soin de vous » pendant la pandémie, où, si nous avions agi comme un pays plus médiocre, nous aurions eu 30 000 décès, pour de vrai, contre 130 000, avec l'immense souffrance que cela représente.

Autrement dit, on nous a vendu l'idée que l'État fonctionne comme une compagnie d'assurance, mais dans la réalité, en cas de catastrophe, il fait défaut. Techniquement, c'est ce qui se passe lorsqu'on vole les primes, tout comme on peut sous-estimer un État qui fait tout si mal.

En matière de défense, nous avons hérité d'une armée sous-financée, voire discréditée, dépourvue des ressources et de la préparation nécessaires pour affronter les défis d'un monde en constante évolution, de plus en plus éloigné de la paix. Et comme si cela ne suffisait pas, cette débâcle nationale nous réduit encore davantage à l'insignifiance dans le concert des nations, nous rendant incapables de protéger notre propre territoire et nous obligeant à ramper devant les pays les plus menacés du monde.

Voilà la réalité qu'ils nous ont laissée, à nous qui sommes, de droit et par l'histoire, l'un des pays les plus importants du monde. Un pays qui, il y a 120 ans, affichait l'un des trois PIB par habitant les plus élevés au monde et accueillait des immigrants venus des quatre coins de la planète. Derrière tous ces maux se cache un État national inopérant et en faillite, incapable même de remplir ses fonctions essentielles, un État qui fait tout et tout mal, nuisant à tous les aspects de la vie sociale qu'il perturbe. Comme le soulignait Milton Friedman : « On ne peut rien attendre de bon de l'État. » Selon le père du monétarisme, il existe quatre façons de dépenser : on peut dépenser son propre argent pour soi-même ou pour les autres, et on peut faire de même avec l'argent des autres. Ainsi, la meilleure façon de dépenser son propre argent est de le faire pour soi-même, car on sait ce que l'on veut et combien il en coûte pour le gagner. Autrement dit, le bénéfice est maximisé. En revanche, lorsque l'on dépense son propre argent pour les autres, le coût est minimisé ; Dépenser l'argent des autres pour soi-même est un gaspillage. Il n'y a donc rien de pire que de dépenser l'argent des autres pour les autres, et c'est précisément ce que fait l'État. C'est pourquoi plus l'État existe, plus le gaspillage est important et moins les Argentins se sentent bien.

Le rapport de situation sur les 114 agences de l'administration publique nationale, réalisé par le SIGEN et le Secrétariat à la Transformation de l'État, a révélé des informations alarmantes, notamment une dette consolidée de près de 3 milliards de dollars en biens et services impayés. Cet État non seulement manque de contrôle, mais contrôle mal ce qu'il contrôle. Il est conçu non pas pour remplir ses fonctions de base, mais plutôt pour installer un guichet unique partout, partout où cela est possible, au profit du fonctionnaire en poste. Le meilleur exemple est peut-être l'affaire des assurances, récemment relayée par les médias, car il s'agissait d'un système conçu pour créer un intermédiaire entre différentes agences de l'État afin de percevoir des commissions sur chaque transaction ; un système corrompu qui a généré des centaines de millions de dollars de recettes, qui ont fini dans les poches des politiciens. C'est peut-être la meilleure définition que l'on puisse donner de la situation dans laquelle se trouve l'État : une organisation criminelle, conçue pour que chaque permis, chaque règlement, chaque procédure et chaque opération se traduise par un pot-de-vin pour le politicien au pouvoir.

Ce système corrompu s'étend à tous les pouvoirs du gouvernement, y compris les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, à tous les niveaux : national, provincial et municipal. Il est soutenu par les médias, qui prospèrent grâce à la publicité officielle et aux faiseurs d'opinion qui ferment les yeux ou choisissent soigneusement qui accuser et qui ne pas accuser. Il est également soutenu par des hommes d'affaires corrompus qui soutiennent ce modèle, car, en échange d'un pot-de-vin, il est plus tentant que la concurrence sur le marché. Il est également soutenu par des syndicalistes qui trahissent leurs travailleurs, les trompant avec de prétendus avantages tout en promouvant un régime de travail qui ne profite qu'à eux. En d'autres termes, un système totalement dénué de toute morale et intrinsèquement injuste. Un système qui ne peut engendrer que des pauvres et, au détriment de ceux-ci, produit une caste privilégiée, vivant comme des monarques, qui atteint des absurdités obscènes d'impunité, comme par exemple ce que nous avons vécu cette semaine, lorsque nous avons appris qu'un ancien gouverneur avait emprisonné un citoyen, sans procédure régulière, pendant 50 jours, simplement pour avoir médité de la Couronne lors d'une conversation privée. Le silence de ceux qui se disent républicains est offensant. Au cas où cela n'aurait pas été entendu par les applaudissements : le silence de ceux qui se disent républicains est offensant.

Après avoir constaté de mes propres yeux et en détail la vulgarité du gaspillage auquel la politique s'est habituée, je réaffirme une fois de plus qu'il ne s'agit pas d'incompétence. Le désastre dans lequel nous sommes plongés n'est pas une coïncidence pour un système qui cause tant de torts à tant de personnes. Il s'agit d'un projet conscient et planifié, ce que j'appelle « le modèle des castes ». Il existe un lien étroit entre les privilèges de la politique et le mécontentement des Argentins ordinaires. C'est précisément le modèle économique actuel de l'État, un régime de dépenses publiques élevées, de déficit budgétaire, de dette et d'émission monétaire. C'est le système que la caste politique utilise pour exproprier les richesses des Argentins de haut rang et les distribuer à leurs clients et amis. Dans ce système, la racine de la détérioration est omniprésente depuis un siècle : la construction d'une façade, un commerce protégé par des mensonges. Tel est l'état matériel et spirituel lamentable de notre nation.

Nous dénonçons ce modèle social depuis de nombreuses années. Et il y a un peu plus de trois mois, après cent ans de déclin progressif et plus d'une décennie de chute libre dans la misère, une majorité silencieuse s'est fait entendre. Cette majorité silencieuse est composée de ceux qui travaillent, de ceux qui produisent, des ouvriers agricoles qui se lèvent à quatre heures du matin, de ceux qui dirigent une entreprise, des travailleurs indépendants, des travailleurs informels, des jeunes sans emploi et des femmes au foyer qui ont l'immense tâche d'éduquer les générations futures.

Une majorité silencieuse de ces citoyens argentins sans protection, qui n'ont pas été invités à s'asseoir à la table du pouvoir, là où le cours du pays a toujours été défini. Cette Argentine s'est réveillée, s'est rendue aux urnes et a nommé à la présidence un homme fraîchement arrivé en politique, à la tête d'une nouvelle force politique qui ne dispose peut-être pas de majorité parlementaire, de maires ni de gouverneurs, mais qui sait ce qu'il doit faire, sait comment le faire et a la conviction de le faire.

Un président qui n'a peut-être pas le pouvoir politique, mais qui a le pouvoir de conviction et le soutien des millions d'Argentins qui aspirent à un véritable changement. Car, comme le dit la Sainte Écriture dans le Livre des Maccabées, commémoré pendant la fête de Hanoukka : « La victoire à la guerre ne dépend pas du nombre de soldats, mais de la puissance venue du ciel. »

Il y a trente-cinq ans, dans son premier discours sur l'état de la nation, le président Carlos Saúl Menem déclarait que « le courage d'un peuple ne se prouve pas seulement sur le champ de bataille ou face au malheur, mais se prouve aussi par le nombre de vérités qu'il est capable d'endurer ».

Il s'est adressé au peuple argentin, dans un contexte économique présentant des similitudes avec le contexte actuel, ce qui l'a poussé à prendre des décisions difficiles, similaires à celles que je dois prendre aujourd'hui. Durant la campagne électorale, nous avons parlé franchement au peuple argentin pour la première fois depuis des décennies, et le peuple nous a compris, acceptés et élus. Alors que d'autres candidats promettaient les mêmes solutions éculées, répétant la même rhétorique conciliante et trompeuse, pour la première fois depuis longtemps, la société a élu le candidat qui préférerait dire une vérité dérangeante plutôt qu'un mensonge confortable. Nous avons proposé à la société que le seul moyen d'éviter une catastrophe économique plus grave serait un ajustement brutal et rapide des dépenses publiques. Nous avons également proposé à la société que la correction des prix réprimés et de l'inflation retardée, conséquence de l'émission monétaire, engendrerait des mois d'inflation très élevée, et que l'assainissement de l'économie en ruine dont nous avons hérité impliquerait sacrifices et souffrances, et qu'il faudrait du temps pour sortir du trou. Nous avons signé un contrat électoral d'efforts et de sacrifices, car cent ans de déclin ne peuvent être inversés du jour au lendemain.

Mais en même temps, nous avons promis au peuple argentin que l'effort en vaudrait la peine, car cela nous permettrait d'atteindre deux objectifs : premièrement, mettre un terme définitif à l'inflation et engager des réformes structurelles pour que l'Argentine redevienne un pays prospère et prospère ; deuxièmement, mettre fin au régime d'apartheid politique qui règne en Argentine depuis des décennies. Un régime dans lequel les politiciens et leurs amis sont des citoyens de première classe et les bons Argentins sont des citoyens de seconde classe.

Ainsi, grâce au mandat de changement que nous a confié le peuple et à la garantie d'avoir dit la vérité, rien que la vérité, pendant la campagne, nous avons mené à bien, durant nos 82 premiers jours au pouvoir, le programme gouvernemental le plus ambitieux de mémoire d'homme. Sur le plan économique, nous avons commencé par détruire le vilain défaut : le déficit budgétaire. Nous avons réalisé la plus importante réduction des dépenses publiques de notre histoire, avec une baisse de 5 points de PIB en un mois seulement. Nous avons réduit les dépenses primaires du gouvernement national de 40 % en termes réels, grâce à la suppression des travaux publics, à la réduction de 98 % des transferts aux provinces, à la réduction de moitié des ministères, au licenciement d'employés publics fantômes, à la suppression des programmes sociaux pour les personnes qui n'en avaient pas besoin, à l'élimination des intermédiaires de la pauvreté et à la réduction au minimum du parc automobile, des conseillers et des téléphones portables. Autrement dit, s'il y a eu liquidation, il y a eu beaucoup plus de travail à la tronçonneuse, tout cela au nom de la politique.

En bref, il s'agit d'un ajustement qui a principalement concerné le secteur public national, et non pas, comme cela a toujours été le cas, en augmentant les impôts et en faisant peser toute la charge sur le secteur privé. Comme vous l'avez peut-être déjà entendu, l'Argentine a enregistré un déficit budgétaire pendant 112 des 123 dernières années. Le déficit budgétaire et la lutte contre la forte pression fiscale sont, pour nous, la mère de tous les combats ; ils sont la cause de la pauvreté et de la stagnation des 100 dernières années. Après des décennies de gouvernements qui ont gaspillé l'argent des contribuables, l'Argentine a de nouveau un gouvernement qui prendra en charge chaque peso que les Argentins paient au prix de leur travail. Deuxièmement, nous avons évité le défaut de paiement auprès du FMI et d'autres organisations multilatérales, dans lequel nous étions sur le point de tomber 11 jours après notre arrivée au pouvoir. Troisièmement, nous avons cessé d'émettre de la monnaie, seule cause avérée d'inflation. Et grâce à un programme financier ambitieux, nous progressons dans l'assainissement du bilan de la Banque centrale. En fait, depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons acheté près de 9 milliards de dollars sur le marché. Malgré cette émission, l'exécution des puts contre la Banque centrale (BCRA), les paiements d'intérêts sur les passifs portant intérêt, la contraction due à la Banque centrale argentine (BOPREAL) et l'ajustement budgétaire, nous avons réussi à maintenir une base monétaire constante. Autrement dit, pour la même base monétaire en pesos, nous disposons désormais de 9 milliards de dollars de réserves supplémentaires, couvrant plus de 90 % de celle-ci. De plus, la base monétaire, qui au cours du XXI^e siècle a oscillé autour de 9 % du PIB, ne représente plus que 3 %. Au sens large, ce qui n'est possible qu'en période de crise de confiance intense, elle est conforme à la moyenne historique. Ainsi, le mois dernier, le cours du dollar parallèle a chuté, l'écart avec le dollar importé, corrigé par la taxe pays, a disparu et les contrats à terme sur le dollar se sont alignés sur les directives établies par la BCRA, dans un contexte de hausse des prix des obligations, de baisse du risque pays et d'envolée des actions, malgré les tentatives de certains procureurs dégénérés de saboter l'avenir des bons Argentins.

Par conséquent, dans ce contexte, même si plusieurs mois de forte inflation nous attendent encore, celle-ci continuera de baisser fortement et la fin du contrôle des changes sera de plus en plus proche. Quatrièmement, nous avons réussi à résoudre le problème de la dette des importateurs, qui représentait une épée de Damoclès de 42 milliards de dollars au-dessus de la tête de tous les Argentins. Grâce à toutes ces mesures économiques, nous avons dégagé un excédent budgétaire, tant primaire que financier, dès notre premier mois au pouvoir, un record mondial dans l'histoire du capitalisme moderne. Et comme si cela ne suffisait pas, nous avons pris toutes ces mesures uniquement avec le soutien du pouvoir exécutif, sans aucun soutien du reste du spectre politique, à quelques exceptions près.

Mais notre action ne se limite pas à la seule sphère économique. En matière de sécurité, nous avons instauré une nouvelle doctrine d'ordre public que personne n'osait appliquer, alors même qu'elle était incontestablement la seule voie à suivre. Nous avons d'abord commencé à faire respecter la loi sans exception. Ainsi, nous avons libéré les rues du fléau des grèves incessantes grâce à notre protocole d'ordre public. Lors de chacune des manifestations organisées pendant ces près de trois mois de gouvernement, qui ont débuté immédiatement après notre prise de fonctions, battant un record dans l'histoire démocratique, nous avons maintenu l'ordre et empêché les fermetures indiscriminées de rues grâce à un déploiement contrôlé des forces de sécurité.

De plus, nous exhortons les organisations qui appellent aux manifestations à prendre en charge les frais des opérations policières. Deuxièmement, nous prenons soin des victimes et de ceux qui prennent soin de nous. Avec nous, la culture ignoble du mépris des forces de l'ordre et des victimes d'actes criminels, ainsi que de la glorification des criminels, est révolue. C'est pourquoi nous promouvons un élargissement du cadre de la légitime défense et de l'accomplissement du devoir, afin que les citoyens qui se protègent, ou les policiers qui protègent les citoyens, ne finissent pas derrière les barreaux tandis que les criminels circulent librement dans nos rues.

Troisièmement : Nous luttons sans relâche contre le crime organisé. C'est pourquoi, grâce à l'Opération Bandera, nous avons déployé de nouvelles forces fédérales à Rosario. Grâce à ce travail de prévention, les homicides volontaires sur la voie publique dans les zones contrôlées par les forces fédérales ont diminué de près de 60 % au cours de ces deux mois. C'est pourquoi nous avons également créé un système de gestion spécifique pour les détenus à haut risque de notre système pénitentiaire. Désormais, ils seront suivis par un groupe d'élite afin d'éviter qu'ils ne continuent à commettre des délits derrière les barreaux, une pratique malheureusement devenue courante ces derniers temps.

Concernant l'aide sociale, nous nous sommes engagés à mettre un terme définitif aux activités des gestionnaires de la pauvreté, qui utilisent l'intermédiation des régimes comme mécanisme de recouvrement et comme moyen d'extorsion pour manipuler les plus démunis. C'est pourquoi nous avons mené un audit des régimes sociaux qui a révélé, comme nous le soupçonnions, qu'au moins 52 000 plans « Potenciar Trabajo » ont été attribués de manière abusive à des bénéficiaires ne remplissant pas les conditions. Les membres du plan VIP ont perçu frauduleusement des prestations inutiles, souvent lors de voyages en avion à l'étranger, souvent grâce à des relations politiques douteuses, et de nombreux fonctionnaires, dont la radiation du registre a permis une économie annuelle de 43 milliards de pesos.

C'est pourquoi nous avons également mis en place la ligne d'assistance téléphonique 134 du ministère de la Sécurité, qui nous a permis de dénoncer le mécanisme pervers utilisé par les organisations de piquets de grève pour convoquer des personnes contre leur gré aux manifestations, sous peine de les éloigner de leurs objectifs. Nous avons reçu près de 80 000 appels, qui ont donné lieu à plus de 1 300 plaintes. Grâce à ce système de signalement, nous avons pu révéler le côté le plus sombre de ce phénomène : un gang politique du Chaco qui exploitait sexuellement des femmes et organisait ses programmes sociaux.

Nous mettons fin à l'extorsion des organisations sociales envers les bénéficiaires et, grâce au protocole de sécurité mis en place par le ministre Bullrich, nous mettons également fin à l'extorsion quotidienne que ces organisations imposent à la société chaque fois qu'elles bloquent une rue. Nous avons toujours affirmé, sous notre gouvernement, que « celui qui bloque la route n'est pas payé ».

Mais nous avons pour vocation de protéger, autant que possible, les victimes du système appauvrissant que nous cherchons à changer. Aucun Argentin n'est responsable de l'inefficacité et de la cupidité des politiciens qui ont détruit leurs revenus, et encore moins des plus vulnérables. C'est pourquoi nous avons décidé de mettre fin au système d'aide intermédiaire et de renforcer les mécanismes d'aide directe. Dans ce cadre, nous avons doublé les montants de l'Allocation Universelle pour Enfant, de l'Allocation de Grossesse et de la Carte Alimentaire. Nous avons également rendu le versement de l'aide sociale compatible avec un salaire allant jusqu'à 1 million de pesos, afin que les bénéficiaires d'un plan social puissent réintégrer progressivement le marché du travail. Nous avons également repris des fonctions que les organisations sociales, comme la distribution alimentaire, assuraient sans audit, sans registre ni contrôle. Nous savons désormais précisément ce qu'il advient de chaque sac de nourriture distribué.

En matière d'éducation, nous avons quadruplé l'aide scolaire afin que les familles touchées par des augmentations drastiques – à la rentrée – puissent acheter les fournitures et le matériel scolaires nécessaires à leurs enfants. Cette mesure bénéficiera aux familles de 7 300 000 enfants, de la maternelle au lycée.

Dans une Argentine où les enfants ne savent ni lire ni écrire, nous ne pouvons plus permettre à Baradel et à ses amis d'utiliser les étudiants comme otages pour négocier les salaires avec les gouvernements provinciaux. C'est pourquoi nous avons inclus l'éducation comme service essentiel dans le Décret de nécessité et d'urgence, qui retirera le contrôle des syndicats et les obligera à assurer au moins 70 % des services éducatifs en cas de grève.

Nous avons toujours dit que nous donnions le vote du peuple, non pas pour qu'il nous donne le pouvoir, mais pour le donner au peuple argentin. Cette croisade commence par réduire la taille de l'État à son minimum indispensable et le purger des privilèges accordés aux politiciens et à leurs amis. C'est pourquoi nous sommes passés de 18 à 8 ministères et de 106 à 54 secrétariats, réduisant ainsi les postes hiérarchiques publics de plus de 50 %. C'est une véritable tronçonneuse.

C'est pourquoi nous avons également supprimé la publicité gouvernementale dans les médias pendant un an. Cela permettra d'économiser plus de 100 millions de pesos, par rapport aux dépenses de l'année dernière. Il est immoral que, dans un pays pauvre comme le nôtre, les gouvernements dépensent l'argent du peuple pour acheter le soutien des journalistes. De plus, nous avons supprimé des agences gouvernementales comme l'INADI, qui, en plus de servir de police de la pensée, disposait d'un budget annuel de 2,8 millions de pesos pour entretenir des militants retraités.

Dans le même esprit, nous fermons l'agence de presse Télam, qui a servi, ces dernières décennies, d'agence de propagande kirchneriste. Nous avons réduit au minimum les transferts discrétionnaires aux provinces. Ces fonds servaient traditionnellement de monnaie d'échange pour acheter des soutiens politiques. Pour vous donner une idée de ce que cela signifie, nous actualisons ce montant à sa valeur actuelle : l'année dernière, le gouvernement national a dépensé 5 400 milliards de pesos en transferts discrétionnaires aux provinces.

Mes collaborateurs et moi-même voyageons en avion commercial, et non en avion privé, comme le font les politiciens, car ils ont une compréhension vague de l'utilité d'un avion médical. C'est pourquoi, dans les prochains jours, l'Administration nationale de l'aviation civile établira de nouveaux critères réglementaires interdisant à tout politicien ou membre de sa famille d'utiliser des avions privés, sauf pour des raisons strictement officielles. De plus, à compter du 1er mars, aucun fonctionnaire voyageant avec un billet payé par une agence publique ne pourra cumuler de miles pour ses déplacements personnels, un privilège insensé qui illustre parfaitement le système des castes.

Nous avons également mis fin à la fête des véhicules officiels, que chacun pouvait utiliser à toutes fins, comme si un directeur des ressources humaines avait besoin d'un chauffeur. Tous les ministères ont respecté l'obligation de saisir au moins 30 % de leur flotte. Nous avons également supprimé le SIRAS (Registre civil espagnol) et le caractère non automatique des importations. Nous avons ainsi mis fin à la discrétion et au clientélisme. Désormais, quiconque souhaite importer peut le faire sans demander l'avis de qui que ce soit ; l'ère des pots-de-vin en échange de permis d'importation est révolue.

Enfin, nous avons également signé un décret de nécessité et d'urgence pour... pour la première fois depuis dix ans, restaurer la liberté des Argentins au lieu de la restreindre. Ce décret comprenait 366 articles qui supprimaient ou modifiaient les réglementations qui freinaient l'économie, compliquaient la vie des citoyens pour protéger un privilège ou exacerbaient les problèmes qu'elles étaient censées résoudre. Parmi ces mesures, je tiens à souligner la libéralisation du choix des régimes de sécurité sociale, afin que les travailleurs ne soient plus prisonniers de leur syndicat et de leurs activités, et puissent choisir le prestataire de services qu'ils préfèrent.

Nous avons abrogé la loi désastreuse sur les loyers, et ce que nous avons annoncé s'est produit exactement : l'offre de biens sur le marché a doublé de décembre à février ; par conséquent, la valeur réelle des loyers a chuté. Nous avons également abrogé cette loi désastreuse sur l'offre, qui était un outil utilisé par les politiciens pour extorquer des fonds aux entreprises, et nous avons supprimé le pouvoir des politiciens d'interdire les exportations. Nous avons modernisé la législation du travail afin de faciliter l'embauche de travailleurs déclarés, une mesure à laquelle les syndicats s'opposaient.

Cependant, tous ces premiers résultats ne représentent qu'une infime partie des changements majeurs que nous sommes ici pour mettre en œuvre en Argentine. Afin de poursuivre notre mission visant à mettre fin aux privilèges des politiciens et de leurs complices, nous soumettons au Congrès un ensemble de lois anticastes ; j'aimerais partager avec vous quelques-uns de ses éléments.

Nous supprimerons les avantages sociaux privilégiés des présidents et vice-présidents. Nous obligerons les syndicats à élire leurs dirigeants lors d'élections libres et périodiques, supervisées par le Tribunal électoral. Leur mandat sera limité à quatre ans et leur réélection sera limitée à une seule. Les conventions collectives spécifiques, librement conclues par les travailleurs d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises, primeront sur les conventions collectives sectorielles. Nous mettrons fin à cette folie qui consiste à imposer aux salariés des conditions de travail définies derrière un bureau par un homme qui n'a pas travaillé depuis 30 ans.

Les personnes condamnées pour corruption en deuxième instance ne pourront pas se présenter aux élections nationales. De plus, tout ancien fonctionnaire condamné définitivement en deuxième instance pour corruption perdra automatiquement les avantages qu'il a perçus en tant que fonctionnaire. Nous réduirons drastiquement le nombre de contrats des conseillers des députés et des sénateurs. Il est courant que les représentants du peuple créent des petites et moyennes entreprises de 30 à 40 conseillers chacune, gaspillant ainsi les ressources du peuple argentin. La journée de travail sera déduite du salaire des fonctionnaires absents du travail en raison de la grève. Parallèlement, nous supprimerons le financement public des partis politiques ; chaque parti devra se financer grâce aux contributions volontaires de ses membres.

Tous les économistes sérieux du monde – à l'exception de quelques petits malfrats de la politique argentine – s'accordent à dire que financer le Trésor avec l'argent émis par la Banque centrale génère de l'inflation. C'est incontestable ; financer le Trésor avec l'argent émis par la Banque centrale est tout simplement inacceptable, techniquement et moralement. Car cela génère de l'inflation et érode le pouvoir d'achat de tous les Argentins. Et pour quoi faire ? Pour mettre de l'argent entre les mains des politiciens, qui l'utilisent uniquement à leur profit personnel.

Cependant, en Argentine, nous l'avons fait à maintes reprises, et de ce fait, nous sommes l'un des pays avec la plus forte inflation de l'histoire moderne. C'est fini pour nous. Nous allons soumettre au Congrès un projet de loi visant à sanctionner juridiquement le président de la nation, le ministre de l'Economie, les responsables de la Banque centrale, ainsi que les députés et sénateurs qui approuvent un budget prévoyant le financement du déficit budgétaire par l'émission monétaire, afin de mettre un terme définitif à ces pratiques moralement insoutenables et criminelles. Nous proposerons également que ce crime soit qualifié de crime contre l'humanité, afin qu'il soit imprescriptible et qu'ils en paient tôt ou tard le prix.

Ce ne sont là que quelques-unes des réformes que nous mettrons en œuvre. Nous avancerons, par le biais de projets de loi, de décrets ou de modifications réglementaires, dans le processus de régulation économique le plus ambitieux de notre histoire, car si nous ne changeons pas fondamentalement ce modèle économique, l'Argentine n'a aucun avenir. Cependant, toutes ces mesures, ainsi que les projets de réforme que nous avons promus, ont été accueillis avec suspicion et méfiance par une grande partie des dirigeants politiques argentins, voire rejetés catégoriquement.

Ce qui s'est passé avec le chapitre travailliste de la DNU et avec la loi « Bases et point de départ pour la liberté des Argentins », qui reflétait certains des changements que nous souhaitons promouvoir, le démontre clairement. Une loi dont le principe directeur est de réintégrer le modèle de liberté inspiré des idées d'Alberdi, la génération de 37, venue libérer les forces productives des Argentins, restaurer les libertés et mettre fin aux privilèges et aux entreprises des élites, a été manipulée et rejetée par une partie de la classe politique réfractaire au changement. Car il ne faut pas se leurrer : une part importante de la classe politique refuse d'abandonner les privilèges de l'ancien régime.

Nous l'avons constaté lors des violentes manifestations devant le Congrès, dans les déclarations des syndicalistes refusant de comprendre que l'Argentine des privilèges est révolue, dans les actions des représentants qui ont réclamé des votes pour le changement, mais qui ont tenté de trahir leur mandat à l'insu de tous. Nous l'avons également constaté dans la réapparition des cavaliers de l'échec comme Sergio Massa, Pablo Moyano, Juan Grabois et Máximo Kirchner. Même avec la réapparition de l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner, responsable de l'une des pires administrations de l'histoire. Mais nous l'avons également constaté chez les journalistes qui, face à la décision de mettre fin à la publicité officielle, ont décidé de défendre ouvertement leurs privilèges, allant jusqu'à recourir à la diffamation et au mensonge abject.

Nous l'avons également constaté chez des gouverneurs dont la seule préoccupation est de sécuriser leurs finances afin de poursuivre le festin des dépenses publiques, de la publicité officielle, des concerts d'artistes de renom de qualité douteuse, des avions privés et de tant d'autres vices auxquels les politiciens nous ont habitués depuis des décennies. De toute évidence, de nombreux acteurs de l'establishment politique et économique du pays ne veulent pas abandonner l'Argentine de l'échec ; certains par peur du changement, d'autres parce qu'ils sont les bénéficiaires de cet ancien régime. Il est important que la société comprenne que c'est la réticence d'une grande partie de l'establishment politique à renoncer à ses privilèges qui a conduit au boycott de la loi, comme l'a démontré le rejet par 142 voix de l'article supprimant les fonds fiduciaires.

Tout au long du processus de négociation pour l'adoption de la loi, une partie de la classe politique est apparue comme ne comprenant pas ce moment historique, ni pourquoi le peuple nous a élus. Nous ne sommes pas venus pour jouer le jeu médiocre de la politique, nous ne sommes pas venus pour nous livrer aux mêmes concessions mutuelles, pour imiter ces politiciens qui subordonnent leurs projets à l'échange de faveurs, de positions et de contrats. Nous ne sommes pas venus pour répéter la même chose. Nous sommes venus pour changer profondément le pays. C'est pourquoi, plutôt que d'approuver un projet de loi vide de sens, nous avons préféré le retirer. Nous ne négocions pas le changement et nous tiendrons la promesse faite à la société, avec ou sans le soutien des dirigeants politiques. Nous le ferons avec les outils qu'ils pourront nous fournir, ou nous le ferons uniquement avec les ressources juridiques du pouvoir exécutif, comme nous l'avons fait jusqu'à présent. Car face à un obstacle, nous ne reculerons pas ; nous continuerons d'accélérer.

Aujourd'hui, la réalité est que nous nous trouvons face à un tournant. La crise que nous avons décrite est bien plus profonde que simplement matérielle : c'est une crise d'horizon, car tout ce que nous, Argentins, avons tenté au cours des cent dernières années a échoué. Il n'y a plus d'options : la seule alternative possible est de faire quelque chose de radicalement différent, de ce qui a été fait par le passé. C'est ce que nous essayons de faire : revenir à l'essentiel, aux idées qui ont fait la grandeur de ce pays. Cependant, nous nous sommes heurtés à une résistance insurmontable à tout changement. Nous avons trouvé la volonté de construire n'importe quelle réforme. Toute velléité de changement impliquant un sacrifice pour la classe politique a été rejetée. Certains parce qu'ils ne comprennent pas la gravité de la situation dans laquelle nous nous trouvons et s'accrochent à des traditions passées qui n'ont produit que des échecs, tandis que d'autres sont réticents à perdre leurs privilèges, leurs entreprises ou leur confort.

Cela nous laisse face à deux scénarios possibles : le premier est la voie que nous suivons actuellement, celle de la confrontation, du conflit. Ce n'est pas celle que nous avons choisie, et nous l'avons démontré en tentant de soumettre un projet de loi ambitieux à cette honorable Chambre, en espérant qu'il serait soutenu. Or, si nous n'avons pas choisi la voie de la confrontation, nous n'y avons pas échappé non plus. Car nous savions, dès le jour où nous avons décidé d'entrer en politique, que ce combat ne serait pas facile. Je tiens cependant à vous dire que si vous choisissez la voie de la confrontation, vous vous retrouverez face à un animal bien différent de celui auquel vous êtes habitués. Car contrairement à certains ici présents ou à ceux qui nous regardent depuis leurs provinces, la politique n'est pas pour nous une fin en soi. Nous ne vivons pas pour la politique, nous ne vivons pas de la politique, nous n'avons aucune ambition de pouvoir. Loin de tout cela, nous n'avons qu'une soif de changement.

Nous ne prenons pas de décisions en fonction de notre carrière politique. Nous sommes venus ici pour hisser les étendards de la liberté, pleinement conscients que nous aurions à payer le prix de la fête obscure à laquelle nombre d'entre vous ont participé. Car ce qui nous anime, ce n'est pas le pouvoir pour le pouvoir, mais notre cause sacrée : la défense de la vie, de la liberté et de la propriété privée du peuple argentin. Nous ne cherchons ni ne provoquons la confrontation ; nous refusons de discuter du passé. Nous sommes venus ici pour proposer un programme pour l'avenir, car, comme le dit le proverbe, « Le secret du changement est de concentrer toute son énergie, non pas à combattre l'ancien, mais à construire le nouveau. »

Nous sommes venus pour mettre notre énergie à construire quelque chose de nouveau, mais je tiens à dire à tous ici et à ceux qui nous regardent que si vous recherchez le conflit, vous le trouverez. Car contrairement à certains d'entre vous, qui pensent à vos prochaines élections ou à vos propres intérêts, nous ne pensons qu'à défendre la cause de la liberté, à reconstruire notre nation et à offrir un avenir prospère à nos enfants, quel qu'en soit le prix. Cependant, la confrontation n'est ni la voie que nous souhaitons ni celle que nous choisissons. Il existe une autre voie possible, une voie différente, celle de la paix, non de la confrontation ; une voie de l'accord, non du conflit. L'accord, non le consensus, contre le changement.

Je dois être honnête et vous dire que je n'ai guère d'espoir que vous empruntiez cette voie. Je crois que la corruption, la méchanceté et l'égoïsme sont trop répandus. Mais si je n'ai guère d'espoir, je ne l'ai pas perdu non plus. En fait, je veux que vous me prouviez que j'ai tort. Je veux vous mettre au défi de montrer que la politique peut être plus que ce qu'elle est, que nous pouvons aspirer à être meilleurs, de montrer que malgré nos différences, nous pouvons faire passer les intérêts de la nation avant de mesquins intérêts électoraux. C'est pourquoi, et dans l'espoir que ma méfiance envers nombre d'entre vous soit démentie, je profite de cette occasion pour vous lancer une invitation.

Aujourd'hui, à l'occasion de la première ouverture des séances de notre administration, je souhaite appeler les gouverneurs, les anciens présidents et les dirigeants des principaux partis politiques à mettre de côté leurs intérêts personnels et à se réunir le 25 mai dans la province de Córdoba pour signer un nouveau contrat social appelé Pacte de Mai : un contrat social qui établit les 10 principes du nouvel ordre économique argentin.

J'espère ainsi que nous pourrions laisser derrière nous les contradictions du passé, abandonner les recettes de l'échec et revenir, comme l'ont fait nos Pères fondateurs il y a plus de 200 ans, à l'idée de liberté une fois pour toutes. Ce pacte de mai établira les dix politiques d'État dont le pays a besoin pour abandonner la voie de l'échec et s'engager sur la voie de la prospérité.

Ces 10 politiques d'État sont : un, l'inviolabilité de la propriété privée ; deux, l'équilibre fiscal non négociable ; trois, la réduction des dépenses publiques à des niveaux historiques d'environ 25 % du PIB ; quatre, une réforme fiscale qui réduit la charge fiscale, simplifie la vie des Argentins et favorise le commerce ; cinq, une rediscussion sur le partage des impôts fédéraux et la fin permanente du modèle actuel d'extorsion ; six, un engagement des provinces à faire progresser l'exploitation des ressources naturelles du pays ; sept, une réforme du travail moderne qui favorise l'emploi formel ; huit, une réforme des retraites qui rende le système durable, respecte ceux qui ont contribué et continuent de contribuer, et permet à ceux qui préfèrent souscrire à un système de retraite privé ; neuf, une réforme politique structurelle qui modifie le système actuel et réaligne les intérêts des représentants et de ceux qui sont représentés ; dix, et enfin, l'ouverture du commerce international pour que l'Argentine redevienne un acteur sur le marché mondial.

Ces dix idées, qui sont les fondements du progrès de toute nation, peuvent préparer le terrain pour la pharouse de l'Argentine pour les 100 prochaines années, afin que l'Argentine puisse à nouveau être un phare pour l'Occident.

Tous les acteurs politiques sont appelés à nous soutenir. Peu importe qui ils sont, d'où ils viennent ou quelles idées ils défendent. Afin de démontrer la détermination du gouvernement à avancer dans cette direction, j'ai demandé au chef de cabinet, au ministre de l'Économie et au ministre de l'Intérieur, avant la signature du Pacte de mai, de convoquer les gouverneurs de toutes les provinces argentines à la Casa Rosada afin de signer un accord préliminaire et d'approuver la loi « Bases » et un plan d'allègement budgétaire pour les provinces. Une fois ces deux lois approuvées, en signe de bonne volonté, nous pourrions commencer à travailler sur un document commun basé sur les dix principes énoncés ci-dessus, afin que, le 25 mai prochain, réunis à la Docta, nous puissions inaugurer une nouvelle ère de gloire pour notre pays.

Voici l'offre que nous vous proposons : il appartiendra à vous et au reste des dirigeants argentins de saisir l'opportunité de changer l'histoire ou, au contraire, de poursuivre sur cette voie de décadence où nous avons été entraînés. Ce jour-là, nous verrons qui s'assoit à la table des négociations pour le peuple argentin et qui entend poursuivre sur cette voie de servitude. Je tiens à être clair sur la nature de cet appel : nos convictions sont inébranlables. Nous assainirons les comptes publics de l'Argentine, avec ou sans l'aide du reste des dirigeants politiques. Mais si le reste des dirigeants politiques nous soutient, nous le ferons plus vite et mieux, avec un coût social moindre et un coût plus élevé pour ceux qui vivent de ce système. Avec le soutien du reste des dirigeants politiques, les réformes que nous mettrons en œuvre seront plus durables et, par conséquent, généreront une plus grande sécurité pour les acteurs économiques locaux et étrangers, ce qui se traduira par une accélération de la croissance économique, une réduction de la pauvreté et une amélioration du bien-être.

Ce moment historique n'est pas pour tout le monde. Il n'est pas pour les dirigeants qui spéculent politiquement, il n'est pas pour ceux qui considèrent le gouvernement comme un concours de popularité, il n'est pas pour ceux qui veulent maintenir leurs privilèges au détriment d'un pays en faillite, et il n'est pas pour les belles âmes, pour qui les formes et les virgules d'un texte pèsent plus lourd que la volonté de changement. Il est pour les hommes et les femmes d'État, pour les patriotes, pour ceux qui réfléchissent à l'histoire, prêts à tout risquer pour le bien de la nation, car redresser ce pays exige d'énormes sacrifices.

Nous ne gouvernons pas pour être populaires ; la recherche de popularité est un mauvais conseil pour un dirigeant. C'est cette boussole qui a poussé les gouvernements – ces vingt dernières années – à reporter des mesures qui, bien que difficiles, étaient également nécessaires. Nous n'écoutons pas ces chants de sirènes ; nous ne gouvernons pas pour être populaires, ni aujourd'hui ni demain ; nous gouvernons pour tous les Argentins, même pour ceux qui ne sont pas encore nés, afin qu'un jour, dans trente ans, lorsque l'Argentine sera une puissance mondiale, les générations futures se retourneront et diront : « C'est là, à La Docta, dans notre chère province de Córdoba, que le chemin de la prospérité a commencé. »

C'est pourquoi nous avons la main ferme, car nous avons une direction claire. C'est aussi pourquoi nous acceptons de payer tous les coûts politiques pour parvenir à ces changements, y compris des coûts politiques qui ne relèvent pas de notre responsabilité. Car si le prix à payer pour réparer ce pays est l'ostracisme, vous me trouverez là avec fierté, car, pour nous, rien n'est plus sacré que le combat pour la liberté.

Je regarde l'Argentine et je vois un pays où tout reste à faire, un pays riche en ressources naturelles, riche en capital humain, et dont l'esprit avide de prospérité, mais confiné, corseté et réprimé par un modèle qui ne peut que le mener à l'échec. Nous venons restaurer la liberté du peuple argentin, car seule une société libre peut progresser ; seule une société dynamique qui travaille, emploie, commerce, produit, importe et exporte, sans que personne ne lui dicte quoi et comment elle peut prospérer. Ce n'est qu'en tant que société libre que nous pourrions, en tant que nation, profiter des dons naturels que Dieu nous a accordés.

Je regarde l'Argentine aujourd'hui et je suis certain qu'avec la liberté comme phare, ce pays a encore tout ce qu'il faut pour retrouver le chemin de la prospérité. C'est pourquoi nous gouvernons : pour faire de l'Argentine une grande nation mondiale, un leader et une référence dans la région, une puissance productive, agricole, énergétique, commerciale, maritime et technologique débordante de vie, désireuse de peupler chaque recoin du pays de l'esprit pionnier qui nous caractérisait autrefois. C'est le pays dont je rêve et pour lequel je gouverne.

Pour conclure ce message aux gouverneurs, aux dirigeants et aux différents partis politiques, ainsi qu'aux députés et sénateurs présents aujourd'hui, je dis : vous vivez un tournant dans l'histoire argentine. Vous pouvez vous accrocher à un système injuste, dont la grande majorité de la société est victime, ou vous pouvez mettre de côté vos intérêts particuliers et vos préjugés idéologiques pour collaborer à notre mission de changement, nous aider à transformer le pays et entrer dans l'histoire en tant que patriotes. Si vous choisissez de vous montrer à la hauteur et de venir à Córdoba signer le Pacte de Mai, le peuple argentin et moi-même reconnaitrons dans ce geste un acte d'humilité et de courage, et un signe clair que nous pouvons travailler ensemble sans rancœur.

Je demande au peuple argentin une seule chose : patience et confiance. Il faudra du temps avant que nous puissions voir les fruits de la reprise économique et des réformes que nous mettons en œuvre. De plus, nous n'avons pas encore pleinement perçu les effets du désastre dont nous avons hérité, mais nous sommes convaincus d'être sur la bonne voie car, pour la première fois dans l'histoire, nous nous attaquons au problème à sa racine : le déficit budgétaire, et non à ses symptômes. Je vous demande donc patience et confiance, car quelle que soit l'obscurité de la nuit, le soleil se lève toujours le matin.

Le roi Salomon a demandé à Dieu la sagesse pour distinguer le bien du mal ; le courage de le choisir ; et la tempérance pour persévérer dans cette voie. Je demande la même chose pour moi-même et pour chacun ici présent.

Ainsi s'ouvre la 142e session ordinaire du Congrès de la Nation. Que Dieu bénisse le peuple argentin et que les forces du ciel soient avec nous.

Merci beaucoup.

Vive la liberté, bon sang !

Discours du président de la Nation, Javier Milei, lors de la présentation de son livre à Luna Park

Mercredi 22 mai 2024

Bonjour à tous.

Je suis ici pour présenter mon dernier livre, intitulé « Capitalisme, socialisme, dans le piège néoclassique ». Le sous-titre est d'ailleurs « De la théorie économique à l'action politique ». Le livre est donc structuré en trois parties. La première est l'introduction. Dans cette introduction, nous présentons les discours les plus emblématiques que nous avons prononcés depuis notre arrivée en politique.

En ce sens, le premier des articles de l'introduction est le discours d'acceptation du doctorat honorifique de l'ESEADE, qui est un article dans lequel je passe en revue comment ma pensée a muté au fil des ans, passant de ce qu'on appelle un post-keynésien, un keynésien marxiste, à devenir fièrement un disciple de l'école autrichienne, un libertaire libéral, anarcho-capitaliste.

Le deuxième article est essentiellement le discours de Davos, le jour où nous avons annoncé au monde : « L'Argentine est présente et vient promouvoir les idées de liberté comme personne d'autre au monde. » La troisième conférence de cette introduction est une intervention que j'ai donnée au CIPAC à Washington, où j'explique les risques liés à l'adoption d'idées néoclassiques sur les monopoles et, à la lumière de cela, comment la régulation économique finit par détruire la croissance économique. Il est vrai que cet article pourrait faire partie de la première partie, consacrée aux articles techniques, mais compte tenu de la pertinence de ce discours et de son complément au discours de Davos, vous le trouverez là. En revanche, la conclusion de cette section est essentiellement le discours d'ouverture de l'Assemblée législative, c'est-à-dire ce fameux discours où je me suis présenté devant le Congrès et lui ai dit en face tout ce que nous, citoyens argentins, voulions lui dire, et nous le lui avons dit.

Je vous assure que je chanterais avec vous, mais cela porterait atteinte à l'indépendance des pouvoirs. Vous ne trouvez pas que j'ai déjà eu assez d'ennuis ? Très bien.

Hé, pourquoi Mondino me demanderait-il des heures supplémentaires ?

Dans la première partie du livre, vous découvrirez précisément ce qui se rapporte à la structure de cette idée de capitalisme, de socialisme et de démocratie. Vous y trouverez cinq articles : le premier pose le problème du point de vue de l'histoire de la pensée économique, et j'essaie de le situer dans la théorie économique, ce que j'expliquerai plus tard ; tous ces problèmes découlent de la théorie néoclassique. Le deuxième article aborde la même question, mais dans mon domaine de spécialisation, la croissance économique, et nous y reviendrons plus tard lorsque nous aborderons le modèle macroéconomique dans la deuxième partie.

D'autre part, le troisième article est celui où le sujet est le plus concentré. Il s'agit d'un article en anglais, publié dans le *Palgrave of Austrian Economics*, où étaient réunis les plus grands Autrichiens du monde. Il semble que certains, pourtant très savants, l'aient oublié, par erreur, entre eux. Et il figurera dans cet article ; c'est aussi un article écrit en l'honneur de Jesús Huerta de Soto.

Ensuite, ils trouveront une application pour les impôts, et cette partie se conclut par une application pour la bataille culturelle et la conception des politiques, et comment affronter et combattre de front le socialisme du XXI^e siècle, et la stratégie qu'ils ont élaborée en s'appuyant sur Gramsci et la logique du groupe appelé Forum de São Paulo, et maintenant Groupe de Puebla. Autrement dit, ces ennemis qui, soudain, tentent de renverser ce gouvernement parce qu'ils veulent la pérennité du socialisme et de la misère.

Concernant la deuxième partie, on y présente un modèle de macroéconomie intertemporelle, qui aide à comprendre ma vision de ces problèmes. Vous constaterez également que toute la macroéconomie moderne est écrite en termes de croissance économique. Pour ma part, je m'intéresse essentiellement au niveau intermédiaire, car pour le niveau avancé, le meilleur ouvrage est celui du Dr Federico Sturzenegger, ici présent. Il existe également un ouvrage de Barro intitulé *Macroeconomics*, qui s'appuie sur le modèle de Solow. En ce sens, je reproduis le type d'exercice, puis je pose les problèmes que Solow se pose, et le premier patch apparaît, pour un problème appelé efficacité dynamique. Ce premier patch est la règle de Phelps, mais il ne s'agit que d'un seul problème.

Ce modèle a ensuite été amélioré et matriciel, notamment grâce à l'optimisation intertemporelle, qui est un réseau, une amélioration par rapport au modèle Ramsey de 1928, développé au milieu des années 1960 par deux économistes, l'un nommé Cass et l'autre Koopmans. Malgré cela, ils ne parvenaient pas à expliquer la croissance économique. De plus, lorsque ces modèles ont été testés en situation réelle, ils n'en expliquaient que 15 %, le reste étant appelé résidus. Je dirai ceci : le modèle n'expliquait rien ; tout était exclu. En ce sens, quelques corrections ont été apportées, et j'expliquerai également comment les corriger : l'intégration du capital humain ou l'intégration du progrès technologique, et c'est ainsi qu'on peut expliquer la croissance économique.

Cependant, le problème est que tous ces éléments sont exogènes, c'est-à-dire que tout est trié sur le volet et que la dynamique est triée sur le volet. C'est donc une période difficile avec laquelle nous, économistes, vivons, mais il faut comprendre que c'est une période difficile. Je vais vous dire quelque chose : dans mon prochain livre – que je vais écrire avec le Dr Demian Reidel, ce génie – nous avons trouvé la solution. Je vous informe donc déjà que le prochain livre contient la solution.

Ensuite, la pensée économique évolue vers des modèles de cycle de vie réel, puis épuise un ensemble d'hypothèses pour réapparaître dans le modèle de Solow et devenir gérable pour le grand public. Mais, contrairement au modèle de Barro, qui s'appuie sur le marché du travail, nous abordons ici le marché des capitaux. En s'appuyant sur le marché des capitaux, nous déduisons non seulement la demande de travail, mais aussi, puisque le capital est ce que les entreprises appellent des actifs, de l'autre côté, nous avons la dette et les capitaux propres, c'est-à-dire le financement des entreprises. Cela nous permet d'intégrer le marché des capitaux au marché monétaire. Ainsi, tout est intégré : la monnaie, les marchés des capitaux et le côté réel de l'économie. C'est une contribution plutôt divertissante.

Et, naturellement, cela se termine par l'extension à une économie ouverte. Mais le cœur du livre est ce qu'on appelle la première partie, qui porte précisément sur « Capitalisme, socialisme et le piège néoclassique ». La première chose à laquelle il faut réfléchir, c'est que c'est drôle, parce que certains me disent : « Tiens, tu travailles 16 heures par jour. Je veux dire, quand est-ce que tu écris ? Enfin, quand est-ce que tu lis ? » Eh bien, je fais ce que je peux.

Mais, à proprement parler, cet article, ou ce travail, si vous préférez, a commencé il y a 11 ans. J'étais... c'est censé être ma spécialisation, la croissance économique, avec et sans argent, et je me suis retrouvé confronté à un problème que nous, économistes, rencontrons régulièrement lorsqu'on étudie les problèmes de croissance, appelé « la crosse de hockey ». Il y a un économiste – qu'il repose en paix ! – nommé Angus Maddison, qui a estimé le PIB par habitant de différents pays du monde à travers l'histoire. En général, on pouvait remonter jusqu'à avant l'an zéro de l'ère chrétienne, mais il n'y avait aucune différence.

Donc, en général, on trouve une série allant de l'an zéro de l'ère chrétienne à l'an 2000, avec évidemment des mises à jour, c'est tout.

Ce qui est intéressant, c'est que, si l'on observe le PIB par habitant sur les 1 800 ans de cette série, il est pratiquement constant. Sa seule augmentation a été de 40 % au XVI^e siècle, c'est-à-dire après la découverte de l'Amérique. Sur cette période de 1 800 ans, l'économie a progressé de 0,02 % par habitant. Autrement dit, pour doubler le PIB par habitant, il a fallu 3 500 ans. L'économie a évolué très lentement. Ce qui est intéressant, c'est qu'en 1800, la planète comptait 800 millions d'êtres humains – soit moins d'un milliard – et qu'en 2000, la population a été multipliée par près de huit et le PIB par habitant par quatorze.

C'est un énorme problème en économie ; on parle de rendements croissants. Adam Smith fut le premier à le constater avec l'idée de la fabrique d'épingles. Mais en économie, les rendements croissants sont généralement associés à la présence de monopoles, et pour les penseurs néoclassiques, les monopoles sont néfastes, car ils pénalisent le bien-être. La question est : si en 1800, 95 % de la population mondiale vivait sous le seuil d'extrême pauvreté, et qu'en 2000, ce chiffre était inférieur à 10 %, avec une population multipliée par huit et un niveau de vie sans précédent dans l'histoire de l'humanité, pouvez-vous m'expliquer comment quiconque peut croire que les structures concentrées sont néfastes ? Il était évident qu'il y avait un problème, et c'est de cela qu'il s'agit.

Face à ce problème, je me suis dit : « J'ai un problème étrange avec la microéconomie. » Après presque 25 ans d'enseignement de la microéconomie, quelque chose cloche. Et puis j'ai eu la chance de tomber sur un article intitulé « Le merveilleux Murray Newton Rothbard », le père de l'anarcho-capitalisme, intitulé « Monopole et concurrence ».

La première chose est que c'est un article que vous pouvez trouver en espagnol, et la traduction a été faite par Alberto Benegas Lynch Sr., c'est-à-dire le père du héros et le grand-père de Berti.

Je me souviens qu'après trois heures de lecture de cet article de 140 pages, je l'ai terminé et j'ai dit : « Tout ce que j'ai enseigné sur la structure du marché pendant 25 ans est complètement faux. » Et c'est à ce moment-là que je suis devenu un anarcho-capitaliste autrichien, complètement. Ce fut une révélation totale.

Parce que le problème du monopole, vous avez d'abord ce que Hasley a appelé, la différence entre le bon et le mauvais économiste dans le livre d'économie en un seul cours, qui est la différence, c'est que tandis que le mauvais économiste ne regarde qu'un seul secteur, une seule période, le bon économiste regarde l'équilibre général, c'est-à-dire qu'il ne regarde pas seulement un secteur, mais regarde tous les autres secteurs et considère non seulement les effets à court terme mais aussi ceux à long terme ; c'est-à-dire que le mauvais économiste travaille avec un modèle d'équilibre partiel d'un seul bien et d'une seule période pour un modèle d'équilibre général intertemporel.

Par exemple, une marque automobile peut avoir un monopole sur ce véhicule, mais elle est aussi en concurrence avec d'autres, et il y a substitution. Et on peut se concurrencer. Mais maintenant, je vais rendre les choses plus violentes. Imaginons une entreprise qui produit des téléphones portables et qui est en concurrence avec neuf autres. Dix entreprises se font concurrence, et une entreprise apparaît qui parvient à fabriquer un téléphone portable avec des fonctionnalités bien meilleures et à un coût bien inférieur – c'est-à-dire un produit de meilleure qualité à un meilleur prix. Que pensez-vous qu'il adviendra des neuf autres ? Elles vont faire faillite. Et quel mal y a-t-il à cela ? Il n'y a rien de mal à cela ; c'est merveilleux. Si vous avez maintenant un téléphone dix fois meilleur, dix fois moins cher, et qu'il vous reste beaucoup d'argent pour tout un tas d'autres choses, allez !

Bien sûr, mais nous allons ici dire aux politiciens quelque chose de gênant : les seuls monopoles qui sont réellement mauvais, c'est-à-dire la véritable définition du monopole, créée par Lord Coca-Cola, un Lord Coca-Cola visionnaire, et c'est celle qu'Adam Smith adopte : un monopole, c'est quand le monarque ou le seigneur féodal donne à une entreprise le pouvoir d'être la seule à vendre ce produit à cet endroit, et que quiconque viole ce pouvoir est soumis à toute la puissance de l'État. Autrement dit, un monopole est mauvais lorsque l'État est au milieu. Par conséquent, le problème reste cet État.

L'inspiration est donc venue à ce moment-là, et il s'agissait de trouver où résidait le problème dans l'instrument néoclassique. L'autre élément de l'article – car, remarquez, il s'intitule « Capitalisme, socialisme et le piège néoclassique » – est que le système néoclassique constitue un piège, et je mentionne le capitalisme et le socialisme. Je tiens cela de deux auteurs : Ludwig von Mises et Friedrich von Hayek.

Si vous examinez l'œuvre de Mises, il vous dira très clairement qu'il n'y a que deux systèmes. D'un côté, vous trouverez le capitalisme de libre entreprise. Et de l'autre, à l'opposé, vous trouverez le véritable socialisme. Voilà les deux pôles. Et l'autre livre que je prends comme référence ici est un livre qui vient de fêter ses 80 ans : « La Route de la servitude ». Quelle est l'intrigue de « La Route de la servitude » ? Si je me suis trompé sur le nombre d'années, veuillez m'en excuser. Enfin, plus ou moins.

En ce sens, Hayek soulignait que lorsqu'un homme politique d'une arrogance fatale intervenait sur un marché, convaincu d'une défaillance, le résultat était un dysfonctionnement. Cette situation déclenchait davantage de violence et de frustration chez l'homme politique, le poussant à intervenir davantage. Par conséquent, les libertés individuelles étaient perdues, le système économique fonctionnant de plus en plus mal. D'où la voie du servage, la voie de la misère, le piège dans lequel les socialistes bien pensants nous conduisent. Parce qu'elle exige toujours plus d'intervention, l'économie fonctionnera moins bien, tandis que nous perdrons nos libertés et que le mécanisme de coordination et de production d'information sera bloqué. En fait, Milton Friedman avait formulé cela autrement, et avec ce génie qu'il possédait pour ce genre de choses, il disait : « Souvent, la solution de l'État à une défaillance du marché est bien pire. » L'Argentine en est un bon exemple. Pour comprendre cela, il fallait d'abord comprendre ce qu'est le marché. Et c'est très intéressant, car mon expérience avec de nombreux économistes m'a appris que, lorsqu'on leur demande ce qu'est le marché, ils ne le savent pas. Je ne sais pas ; c'est comme un médecin qui ne sait pas ce qu'est une jambe. Qu'est-ce que j'en sais ? C'est étrange.

Cela m'a donc amené à explorer la définition du marché, du moins ma définition. Je comprends le marché comme un processus de coopération sociale où les droits de propriété sont échangés volontairement.

Or, s'il existe une propriété privée, il n'y a pas d'État. C'est logique, car à quoi sert le système des prix ? Il est un mécanisme de transmission, de coordination et d'ajustement des signaux. Autrement dit, lors d'une transaction, un prix est enregistré. Ce prix est transformé en un signal qui coordonne les agents ; certains seront acheteurs, d'autres vendeurs. Ils commenceront à interagir et, à mesure que l'offre et la demande divergeront, les prix évolueront jusqu'à atteindre l'équilibre. Évidemment, si l'État intervient, en perturbant la propriété privée, cela génère des perturbations dans les prix et, par conséquent, le marché perd sa coordination. Et alors, les choses commencent à dérailler.

C'est donc très attrayant. Je suis donc en conflit avec des amis, car je suis en conflit avec ceux de Chicago, qui sont aussi des libéraux, mais des libéraux néoclassiques. Ce sont des libéraux, arrêtez de faire des bêtises. Enfin, ne nous laissons pas aller au purisme de la vingt-cinquième série qui a inspiré le développement de Taylor, sinon les gauchistes nous mangeront. Sinon, on pourrait revenir à ceux qui organisaient des réunions et qui pensaient qu'un ascenseur était trop grand pour eux. L'ambiance qu'ils donnent à leurs conférences est amusante, mais je suis censé parler de théorie économique.

Alors, que se passe-t-il ? Vous constaterez que, dans la tradition de Chicago, enfin, dans la tradition néoclassique, la seule raison d'être de l'État est la lutte contre les défaillances du marché. Par conséquent, la seule justification de l'État et de la collecte des impôts est qu'il corrige ces défaillances. Mais que se passe-t-il ? Cette définition ne correspondait pas à celle du marché, elle ne me correspondait pas. Et en ce sens, ma réflexion, qui paraîtra évidemment un peu extrême à certains, comme tout ce que je fais, est la suivante : les défaillances du marché n'existent pas. Si vous considérez qu'il y a une défaillance du marché, la première chose que je suggère est de vérifier qu'il n'y a pas d'intervention de l'État. Car s'il y a une intervention de l'État, le problème ne vient pas du marché, ni des citoyens, mais des politiques.

Mais évidemment, si j'avais laissé la définition là, elle était très légère. Donc, pour la rendre un peu plus précise, j'ai dit : « Et si vous pensez que même sans l'État, il y a une défaillance du marché, refaites l'analyse, car elle est erronée. » Ce qui est intéressant, c'est que l'analyse néoclassique et les économistes... je pense que nous avons définitivement sombré dans la dépravation à un moment donné et que nous nous sommes égarés. Qu'est-ce qu'un modèle ? Un modèle est une représentation simplifiée de la réalité. Or, si le modèle ne correspond pas à la réalité, que fait un esprit normal et raisonnable ? Il abandonne le modèle et en cherche un qui corresponde à la réalité. Eh bien, les néoclassiques sont devenus si fous qu'ils ont appelé cela une « défaillance du marché ». Il nous faut donc maintenant découvrir pourquoi les économistes font cela. Pour trouver l'origine de tout cela, qu'ai-je fait ? Je me suis tourné vers papa, pas vers vous, vers Adam Smith. Vous et votre entreprise, que faites-vous ? Le père de l'enfant est là. La mère aussi.

Alors, qu'ai-je fait ? Je suis allé voir Adam Smith. Et le plus intéressant, c'est qu'Adam Smith proposait un modèle de croissance économique. Adam Smith est à l'économie ce que Gauss est aux mathématiques : quelqu'un qui avait 200 ans d'avance sur son temps. Bien sûr, c'est aussi pour ça qu'il était un peu fou ; il se fichait éperdument de tout le monde. Gauss était bien plus complexe.

Voilà, j'arrive, mais arrêtez de me gâcher les titres.

Fondamentalement, Adam Smith repose sur deux idées clés : l'une est l'idée de la fabrique d'épingles, selon laquelle si une personne se consacrait à la fabrication d'une seule épingle, elle pouvait en produire 20 par jour, mais si elle divisait cette activité en 15 activités différentes, la productivité par habitant grimperait à 5 000 épingles par jour. La première est l'idée que la division du travail conduit à des rendements croissants, autrement dit que l'élément fondamental expliquant la croissance économique se trouvait dans l'ouvrage d'Adam Smith, publié en 1776, mais qu'il avait commencé à rédiger en 1766, soit dix ans plus tôt. L'autre idée, l'une des plus merveilleuses et qui a fasciné tout le monde, est celle de la main invisible. Elle affirme que chacun, guidé par son propre intérêt, mène au bien-être général maximal. Par conséquent, nous n'avons besoin de personne pour nous gêner ; tant que nous faisons ce que nous voulons, c'est largement suffisant, tant que nous ne gâchons la vie de personne.

Ainsi, comme il y avait toujours le rabat-joie qui gâchait tout et qu'Adam Smith considérait comme un fou – autrement dit, quiconque le voyait était traité de fou –, il a inventé l'idée des rendements marginaux décroissants. C'était une idée assez simple. Il disait : « Eh bien, les gens arrivent et que font-ils ? Ils s'installent dans la zone la plus productive, et à mesure que d'autres arrivent, ils se dirigent vers des zones de moins en moins productives. » Et c'est ainsi qu'apparaissent les rendements marginaux décroissants. En gros, ce que Malthus voulait expliquer était une chose véritablement aberrante, appelée la « loi d'airain des salaires », selon laquelle, à mesure que le revenu par habitant augmentait, la passion sexuelle incitait les gens à avoir plus d'enfants, et à mesure que la procréation augmentait et que la productivité marginale diminuait, il y avait un point où l'équilibre était atteint. Et si la population dépassait ce point, les salaires réels étaient détruits et les gens mouraient de faim. Et comment Malthus a-t-il eu l'idée de corriger cela ? Avec le contrôle des naissances, dont la version moderne est l'avortement.

D'ailleurs, si vous lisez le Livre de Shemot, le deuxième livre du Pentateuque, c'est-à-dire l'Exode, vous découvrirez que, déjà à cette époque, c'était un mécanisme de massacre des populations que les Égyptiens utilisaient pour liquider les Juifs. Et si vous voulez en savoir plus, ici, dans le temps, ce qui inspire tout le programme meurtrier actuel, c'est le Club de Rome. Lorsque les dossiers de Nixon sont déclassifiés, on découvre que, inspirés par toutes les prédictions du Club de Rome, qui prédisait qu'en l'an 2000, la planète serait saturée de nourriture, qu'une panne d'électricité entraînerait une chute brutale de la production alimentaire et que nous mourrions, laissant derrière nous un milliard de personnes, ils ont donc suggéré de promouvoir le programme d'avortement. Autrement dit, ce qu'ils considèrent comme si avancé avec le programme d'avortement est un programme vieux de plus de trois mille ans, un programme absolument meurtrier, créé par deux imbéciles aux calculs douteux.

« Mais M. Milei est un négationniste scientifique. » Puis l'analyse se poursuivait, l'analyse économique. De toute évidence, parmi les héritiers de Malthus figurent David Ricardo, John Stuart Mill, et après John Stuart Mill, deux figures sinistres apparaissent : Rodbertus et Karl Marx.

Mais, face à l'échec retentissant dû à l'incapacité à développer une bonne théorie de la valeur, un échec que les Rouges n'ont pas encore acquis, la théorie subjective de la valeur et l'école néoclassique émergent. Trois branches émergent alors : l'école autrichienne, issue de Menger et de son livre « Principes d'économie politique » de 1871 ; une ligne de William Stanley Evans et une autre de Léon Walras, celle de l'équilibre général. Dans cette ligne d'équilibre général, lorsqu'on applique les mathématiques à l'économie, on voit apparaître un certain Vilfredo Pareto, dont les idées ont influencé un gauchiste infâme nommé Mussolini, inventeur de la doctrine du fascisme et qui déclare ouvertement détester le libéralisme, affirmant que « tout dans l'État, rien hors de l'État, et rien contre l'État ». Tiens, quelle ignorance, nous appelle-t-on des fascistes ?

L'idée de l'optimalité parétienne était que, si l'on se trouvait dans une situation où l'on pouvait améliorer le sort de quelqu'un sans dégrader le sort de quelqu'un d'autre, on la considérerait comme optimale parétienne. Revenons à l'optimalité parétienne. Je vous assure que j'en aurai terminé dans quelques instants, et ensuite, le plat principal sera Adorni et Espert. Mais je terminerai trois choses, et ce sera terminé.

Heureusement qu'ils nous ont terminés... On n'aurait pas pu aller à la Foire du Livre, sinon on aurait dû partir à l'heure. Comme ça, on peut rester toute la journée.

Revenons à l'idée de l'optimum de Pareto. Ce concept affirmait que si l'on se trouvait dans une situation où, pour améliorer le bien-être d'autrui, il fallait en aggraver le sort, on était alors dans un optimum. Si l'on pouvait améliorer le bien-être d'autrui sans ruiner la vie d'autrui, on pouvait obtenir une amélioration au sens de Pareto. Autrement dit, il n'y avait pas d'optimum. Et si l'on corrigeait cette situation, lorsque ces gains de bien-être seraient épuisés, on serait dans un optimum de Pareto. Autrement dit, l'idée d'une économie stationnaire semblait tout à fait raisonnable.

Que se passe-t-il maintenant ? Comme nous l'avons dit, le monde qui existait de l'an 0 à 1800 a disparu avec la révolution industrielle. L'économie a commencé à croître et la qualité de vie s'est améliorée. Les économistes ont commencé à comprendre l'existence de rendements croissants, c'est-à-dire que le monde que Malthus avait proposé à Adam Smith n'avait aucun sens. Deux économistes sont alors apparus, Alfred Marshall et Allyn Young, qui ont commencé à explorer les moyens d'expliquer la croissance économique, c'est-à-dire comment intégrer le problème des rendements croissants à la théorie économique. Parallèlement, les économistes ont commencé à travailler sur les fondements microéconomiques pour générer des structures concurrentielles avec des monopoles. C'est ainsi qu'est apparu le modèle de concurrence monopolistique de Chamberlin, et, d'autre part, la théorie du monopole de Joan Robinson.

Tout cela se passait dans les années 1920. La Grande Dépression est arrivée, et elle a marqué un revers majeur pour l'École autrichienne. Face à ce revers, et malgré d'autres explications, l'une des choses les plus sombres de l'histoire de l'humanité, avec le marxisme, est apparue. Qui ? Keynes, n'est-ce pas ?

Eh bien, cela impliquait de bouleverser toute l'analyse économique. Cela impliquait de revenir – en fait, cela signifie, d'une certaine manière, en termes de théorie de la valeur – à la théorie de la valeur-travail. Cela impliquait de briser beaucoup de choses. Mais, de toute évidence, tel un mécanisme sinistre et incohérent, à partir des années 1950, il a commencé à dysfonctionner. Face à cette situation, et alors que, de toute évidence, l'idée du multiplicateur était censée violer la contrainte budgétaire, la science économique a cherché à renouer avec la tradition du respect de la contrainte budgétaire. Et, sur la base des travaux parus au début du XXe siècle sur l'existence de l'équilibre par un économiste et mathématicien nommé Abraham Wald, les travaux de McKenzie, Debreu et Arrow ont vu le jour. Je vais vous confier un secret ; je l'ai déjà dit, je le redis. Regardez, le modèle – quand j'ai lu le modèle de Debreu, un livre en hébreu intitulé « Théorie de la valeur » – je peux vous assurer qu'il possède une beauté mathématique extrêmement inspirante. Je vais vous dire une chose. Je pourrais presque vous dire que je l'ai apprécié plus que mon premier Playboy. C'est une licence poétique.

Alors, que font ces modèles ? Ils reposent sur l'idée d'unicité et de stabilité. Autrement dit, si l'équilibre existe, s'il est unique et stable, si on introduit une perturbation et qu'elle s'éloigne de l'équilibre, on vérifie si le modèle revient à l'équilibre. Dans ce sens, quel est l'intérêt ? Jusque-là, il n'y a pas de problème, car il faut construire une construction topologique pour appliquer un théorème du point fixe, comme celui de Brouwer ou de Kakutani, selon qu'on travaille avec des fusions ou des correspondances. Le problème survient lorsque, sans tenir compte des fondements mathématiques, on veut introduire l'idée d'optimalité. Et lorsqu'on introduit cette idée, étroitement liée à celle de la main invisible, on commence à exiger que ces fonctions génèrent des valeurs maximales. Ainsi, si j'ai des fonctions de demande qui dérivent de la maximisation de l'utilité, des fonctions d'offre qui dérivent de la maximisation des profits, Par conséquent, si ces fonctions sont continues dans un ensemble compact, fermé et borné avec ces caractéristiques, si les fonctions sont continues, l'équilibre existe et est unique.

Dans ce cas, et si l'on suppose que les effets directs dépassent les effets croisés, la stabilité est également assurée. Or, pour obtenir la propriété d'optimalité, il faut une maximisation, et pour cela, l'économie néoclassique exige à tort que ces fonctions soient strictement concaves, de sorte qu'elles aient un maximum unique. Or, c'est faux, car une fonction croissante pourrait atteindre son maximum lorsqu'elle sature à la limite. De plus, dans ce cas... Ce problème impliquerait peut-être un problème empirique lié au fait qu'il ne resterait qu'une seule entreprise.

Mais, en réalité, l'analyse est mal conçue. Et ce mécanisme néfaste engendre des problèmes, car travailler avec des rendements d'échelle constants ne permet pas d'expliquer la croissance économique. Et lorsque ce que nous avons n'est pas convexe, nous parlons de « défaillance du marché », et nous luttons alors contre les monopoles ou contre les biens publics. Combien de fois les politiciens vous répondent-ils : « Non, car c'est un bien public et l'État doit le fournir » ? Voyez, le meilleur exemple de bien public jamais créé a été inventé par Samuelsson : les phares. Un bien public a deux caractéristiques : la première est la question de la rivalité. Non, un bien qui a un rival, c'est que si je le consomme, personne d'autre ne peut le consommer. C'est la rivalité de consommation. Et la deuxième est la non-exclusion : si on me le donne, je ne peux pas exclure les autres. Par exemple, la lumière, je consomme cette lumière et, cependant, il n'y a pas de rivalité dans la consommation, vous pourriez tous la consommer, ce n'est pas un problème, et de plus, celui qui me donne cette lumière me la donne, il ne peut pas vous exclure, c'est-à-dire que le phare a ces caractéristiques, c'est précisément la définition d'un bien public pur.

Puis, un avocat, qui n'était pas influencé par l'appareil néoclassique, est apparu et s'est rendu aux réunions organisées par Milton Friedman chez lui à Chicago. Je vous le dis, ce pauvre Ronald Coase a été brutalisé comme un fou ! Il a exigé des sommes exorbitantes, mais c'était un génie. Alors, qu'a-t-il fait ? Ah, les phares, je veux dire, sont des biens publics. Alors, qu'a-t-il fait ? Il a examiné tous les phares du XIXe siècle. Qu'a-t-il découvert, à votre avis ? Ils étaient tous privés. Allons !

D'autres problèmes se posent, notamment les cas d'externalités, que Coase a également résolus en attribuant des droits de propriété. Il y a aussi les problèmes d'asymétrie d'information, et le secteur privé a également ses propres solutions pour gérer l'aléa moral, la sélection adverse et créer ses propres signaux. Ou ne nous contentons-nous pas de nous gaver du principe de révélation ?

Un autre cas est celui de ce qu'on appelle « l'échec de coordination ». L'exemple le plus frappant est celui du « dilemme du prisonnier ». Mais personne n'a réalisé que, lorsqu'on pose l'hypothèse du dilemme du prisonnier, les prisonniers ne peuvent pas interagir. Autrement dit, ce n'est pas qu'il n'y a pas de solution ; si la solution ne se trouve pas, c'est parce qu'il y a un obstacle : ce maudit État qui les empêche d'interagir. Par conséquent, si l'on lève cette hypothèse, le dilemme du prisonnier ne pose aucun problème. Par conséquent, toute cette idée de défaillance du marché, parce qu'elle ne cadre pas avec notre modèle idéal d'Arrow-Debreu, ne fait que favoriser l'intervention de l'État, et chaque intervention de l'État génère un facteur supplémentaire, erroné, dans le fonctionnement du marché, qui exige une intervention plus poussée ; et ainsi, on finit par nous condamner à ce maudit socialisme, contre lequel nous devons lutter une fois pour toutes.

Merci beaucoup.

Discours spécial de Javier Milei, président de l'Argentine, à Davos 2024

19 janvier 2024

Bonjour, merci beaucoup.

Je suis ici aujourd'hui pour vous dire que l'Occident est en danger. Il est en danger parce que ceux qui sont censés défendre les valeurs occidentales sont cooptés par une vision du monde qui mène inexorablement au socialisme et, par conséquent, à la pauvreté.

Malheureusement, au cours des dernières décennies, motivés par certains désirs bien intentionnés d'aider les autres et d'autres par le désir d'appartenir à une caste privilégiée, les principaux dirigeants du monde occidental ont abandonné le modèle de liberté pour différentes versions de ce que nous appelons le collectivisme.

Nous sommes ici pour vous dire que les expériences collectivistes ne sont jamais la solution aux problèmes des citoyens du monde, mais qu'elles en sont au contraire la cause. Croyez-moi, personne ne peut mieux témoigner de ces deux réalités que nous, Argentins.

En adoptant le modèle de la liberté en 1860, nous sommes devenus la première puissance mondiale en 35 ans. Avec l'adoption du collectivisme, au cours des 100 dernières années, nos citoyens se sont systématiquement appauvris, tombant au 140^e rang mondial. Mais avant d'aborder ce sujet, il est important d'examiner les données qui démontrent que le capitalisme de libre entreprise est non seulement un système possible pour mettre fin à la pauvreté dans le monde, mais aussi le seul système moralement souhaitable pour y parvenir.

Si l'on considère l'histoire du progrès économique, on constate que, de l'an 0 à 1800 environ, le PIB mondial par habitant est resté quasiment constant tout au long de la période de référence. Si l'on observe un graphique de l'évolution de la croissance économique au cours de l'histoire de l'humanité, on observe un graphique en forme de crosse de hockey, une fonction exponentielle, qui est restée constante 90 % du temps et a connu une croissance exponentielle à partir du XIX^e siècle. La seule exception à cette stagnation historique s'est produite à la fin du XVe siècle, avec la découverte de l'Amérique. Mais hormis cette exception, pendant toute la période comprise entre l'an 0 et 1800, le PIB mondial par habitant est resté stagnant.

Or, non seulement le capitalisme a généré une explosion de richesses dès son adoption comme système économique, mais si l'on analyse les données, on constate que la croissance s'est accélérée tout au long de la période.

Entre 0 et 1800, le taux de croissance du PIB par habitant est resté stable, autour de 0,02 % par an. C'est-à-dire une croissance pratiquement nulle. À partir du XIX^e siècle, avec la révolution industrielle, le taux de croissance a atteint 0,66 %. À ce rythme, doubler le PIB par habitant nécessiterait une croissance de 107 ans.

Si l'on considère la période 1900-1950, le taux de croissance s'accélère pour atteindre 1,66 % par an. Il ne faut plus 107 ans pour doubler le PIB par habitant, mais 66. Si l'on considère la période 1950-2000, le taux de croissance est de 2,1 % par an, ce qui signifie qu'en seulement 33 ans, nous pourrions doubler le PIB mondial par habitant. Cette tendance, loin de s'arrêter, se poursuit encore aujourd'hui. Si l'on considère la période 2000-2023, le taux de croissance s'accélère à nouveau pour atteindre 3 % par an, ce qui signifie que nous pourrions doubler notre PIB mondial par habitant en seulement 23 ans.

Aujourd'hui, lorsque l'on étudie le PIB par habitant de 1800 à nos jours, on constate qu'après la révolution industrielle, le PIB mondial par habitant a été multiplié par plus de 15, générant une explosion de richesse qui a sorti 90 % de la population mondiale de la pauvreté.

Nous ne devons jamais oublier qu'en 1800, près de 95 % de la population mondiale vivait dans l'extrême pauvreté ; alors que ce chiffre était tombé à 5 % en 2020, avant la pandémie.

La conclusion est évidente : loin d'être la cause de nos problèmes, le capitalisme de libre entreprise, en tant que système économique, est le seul outil dont nous disposons pour mettre fin à la faim, à la pauvreté et au sans-abrisme sur toute la planète. Les preuves empiriques sont incontestables.

Par conséquent, puisqu'il ne fait aucun doute que le capitalisme de marché libre est supérieur en termes de productivité, la doxa de gauche a attaqué le capitalisme sur le terrain de la moralité, car il serait, selon ses détracteurs, injuste.

On dit que le capitalisme est mauvais parce qu'individualiste, et que le collectivisme est bon parce qu'altruiste, au service des autres. Par conséquent, ils aspirent à la justice sociale. Mais ce concept, récemment à la mode dans les pays développés, est une constante du discours politique dans mon pays depuis plus de 80 ans. Le problème est que la justice sociale n'est pas juste et ne contribue pas au bien-être général. Bien au contraire, c'est une idée intrinsèquement injuste parce que violente. Injuste parce que l'État est financé par l'impôt, et que l'impôt est perçu de manière coercitive. Peut-on dire que l'on paie des impôts volontairement ? Ce qui signifie que l'État est financé par la coercition, et que plus la charge fiscale est lourde, plus la coercition est forte, moins la liberté est grande.

Ceux qui promeuvent la justice sociale partent du principe que l'économie tout entière est un gâteau qui peut être divisé différemment, mais que ce gâteau n'est pas acquis ; c'est la richesse qui est générée, dans ce qu'Israel Kirzner, par exemple, appelle un processus de découverte de marché. Si le bien ou le service qu'une entreprise propose n'est pas désiré, elle fera faillite si elle ne s'adapte pas aux exigences du marché. Si elle produit un produit de qualité à un prix attractif, elle réussira et produira davantage.

Le marché est donc un processus de découverte, où le capitaliste trouve la bonne voie. Mais si l'État punit le capitaliste pour sa réussite et l'empêche de poursuivre ce processus de découverte, il détruit ses motivations, ce qui a pour conséquence une production moindre et un gâteau plus petit, ce qui nuit à la société dans son ensemble.

En inhibant ces processus de découverte et en entravant l'appropriation de ce qui a été découvert, le collectivisme lie les mains de l'entrepreneur et l'empêche de produire de meilleurs biens et d'offrir de meilleurs services à un meilleur prix. Comment se fait-il alors que le monde universitaire, les organisations internationales, la politique et la théorie économique diabolisent un système économique qui a non seulement sorti 90 % de la population mondiale de l'extrême pauvreté, et ce à un rythme de plus en plus rapide, mais qui est aussi juste et moralement supérieur ?

Grâce au capitalisme de libre entreprise, le monde d'aujourd'hui est à son apogée. Jamais dans toute l'histoire de l'humanité n'a connu une période de plus grande prospérité que celle que nous connaissons aujourd'hui. Le monde d'aujourd'hui est plus libre, plus riche, plus pacifique et plus prospère qu'à toute autre époque de notre histoire. Cela est vrai pour tous, mais particulièrement pour les pays libres, où la liberté économique et les droits de propriété individuelle sont respectés. Car ces pays sont douze fois plus riches que ceux qui sont réprimés. Le décile inférieur de la distribution des revenus dans les pays libres vit mieux que 90 % de la population des pays réprimés, compte 25 fois moins de pauvres dans le modèle standard et 50 fois moins dans le modèle extrême. Et comme si cela ne suffisait pas, les citoyens des pays libres vivent 25 % plus longtemps que ceux des pays réprimés.

Pour comprendre ce que nous défendons ici, il est important de définir ce dont il est question lorsque nous parlons de libéralisme. Pour le définir, je reprendrai les mots du plus grand défenseur argentin des idées de liberté, le professeur Alberto Benegas Lynch Jr., qui affirme : « Le libéralisme est le respect absolu du projet de vie de son prochain, fondé sur le principe de non-agression, pour la défense du droit à la vie, à la liberté et à la propriété, dont les institutions fondamentales sont la propriété privée, des marchés libres de toute intervention étatique, la libre concurrence, la division du travail et la coopération sociale. » C'est là que le succès ne peut être atteint qu'en offrant à son prochain des biens de meilleure qualité à un meilleur prix.

En d'autres termes, le capitaliste, l'entrepreneur à succès, est un bienfaiteur social qui, loin de s'approprier la richesse d'autrui, contribue au bien-être général. En bref, un entrepreneur à succès est un héros.

Voilà le modèle que nous proposons pour l'Argentine du futur. Un modèle fondé sur les principes fondamentaux du libéralisme : la défense de la vie, de la liberté et de la propriété.

Or, si le capitalisme de libre entreprise et la liberté économique ont été des outils extraordinaires pour mettre fin à la pauvreté dans le monde, et que nous nous trouvons aujourd'hui dans le meilleur moment de l'histoire de l'humanité, il convient de se demander : pourquoi alors est-ce que je dis que l'Occident est en danger ?

Je dis que l'Occident est en danger précisément parce que dans les pays où nous devrions défendre les valeurs du marché libre, de la propriété privée et d'autres institutions du libéralisme, des secteurs de l'establishment politique et économique – certains en raison d'erreurs dans leur cadre théorique et d'autres en raison d'une soif de pouvoir – sapent les fondements du libéralisme, ouvrant la porte au socialisme et nous condamnant potentiellement à la pauvreté, à la misère et à la stagnation.

Car il ne faut jamais oublier que le socialisme est toujours et partout un phénomène appauvrissant qui a échoué dans tous les pays où il a été tenté. Ce fut un échec économique. Un échec social. Un échec culturel. Et il a également tué plus de 100 millions d'êtres humains.

Le problème essentiel auquel l'Occident est confronté aujourd'hui est que nous devons affronter non seulement ceux qui, même après la chute du Mur et des preuves empiriques accablantes, continuent de lutter pour un socialisme appauvrissant, mais aussi nos propres dirigeants, penseurs et universitaires qui, protégés par un cadre théorique défectueux, sapent les fondements du système qui nous a donné la plus grande expansion de richesse et de prospérité de notre histoire.

Le cadre théorique auquel je fais référence est la théorie économique néoclassique, qui conçoit une boîte à outils qui, involontairement, finit par servir l'ingérence de l'État, le socialisme et la dégradation de la société. Le problème avec les néoclassiques, c'est que, puisque le modèle dont ils sont tombés amoureux ne correspond pas à la réalité, ils attribuent l'erreur à de prétendues défaillances du marché au lieu de réexaminer les prémisses de leur modèle.

Sous prétexte d'une prétendue défaillance du marché, des réglementations sont introduites qui ne font que générer des distorsions dans le système des prix, entravant le calcul économique et, par conséquent, l'épargne, l'investissement et la croissance.

Ce problème réside essentiellement dans le fait que même les économistes soi-disant libéraux ne comprennent pas ce qu'est le marché, car s'ils le comprenaient, il deviendrait rapidement évident qu'il n'existe pas de défaillance du marché.

Le marché n'est pas simplement la représentation graphique d'une courbe d'offre et d'une courbe de demande. Il est un mécanisme de coopération sociale où les droits de propriété sont échangés volontairement. Par conséquent, compte tenu de cette définition, parler de défaillance du marché est un oxymore. Une défaillance du marché n'existe pas.

Si les transactions sont volontaires, le seul contexte où une défaillance du marché peut se produire est celui de la coercition. Or, le seul à pouvoir exercer une contrainte généralisée est l'État, qui détient le monopole de la violence. Par conséquent, si quelqu'un estime qu'il y a une défaillance du marché, je lui recommande de vérifier si l'État intervient dans ce média. Et s'il constate l'absence d'intervention de l'État, je lui suggère de refaire l'analyse, car elle est indéniablement erronée. Les défaillances du marché n'existent pas.

Les structures concentrées de l'économie sont un exemple des prétendues défaillances du marché décrites par les penseurs néoclassiques. Cependant, sans fonctions affichant des rendements d'échelle croissants, dont la contrepartie est la structure concentrée de l'économie, nous ne pourrions expliquer la croissance économique de 1800 à nos jours.

Remarquez l'intérêt de ce phénomène. À partir de 1800, la population ayant été multipliée par plus de huit ou neuf, le PIB par habitant a été multiplié par plus de quinze. Il existe des rendements croissants ; cela a fait passer l'extrême pauvreté de 95 % à 5 %. Cependant, cette présence de rendements croissants implique des structures concentrées, ce que l'on pourrait appeler un monopole.

Comment quelque chose qui a généré tant de bien-être pour les théoriciens néoclassiques peut-il être un échec du marché ? Économistes néoclassiques, sortez des sentiers battus. Lorsque le modèle échoue, il ne faut pas s'indigner de la réalité, il faut s'indigner du modèle et le changer.

Le dilemme auquel est confronté le modèle néoclassique est qu'il prétend vouloir perfectionner le fonctionnement du marché en s'attaquant à ce qu'il considère comme ses défauts, mais ce faisant, il ouvre non seulement la voie au socialisme, mais compromet aussi la croissance économique.

Par exemple, réglementer les monopoles, détruire leurs profits et les rendements croissants reviendrait automatiquement à détruire la croissance économique.

En d'autres termes, chaque fois que vous essayez de corriger une prétendue défaillance du marché, vous ouvrez inévitablement la porte au socialisme et condamnez les gens à la pauvreté, soit parce que vous ne savez pas ce qu'est le marché, soit parce que vous êtes tombé amoureux d'un modèle qui a échoué.

Cependant, face à la démonstration théorique que l'intervention de l'État est néfaste, et à la preuve empirique qu'elle a échoué – parce qu'il ne pouvait en être autrement – la solution que les collectivistes proposeront n'est pas une plus grande liberté mais une plus grande réglementation, générant une spirale descendante de réglementations jusqu'à ce que nous soyons tous plus pauvres, et que la vie de chacun d'entre nous dépende d'un bureaucrate assis dans un bureau de luxe.

Face à l'échec retentissant des modèles collectivistes et aux avancées indéniables du monde libre, les socialistes ont été contraints de modifier leur programme. Ils ont abandonné la lutte des classes fondée sur le système économique et l'ont remplacée par d'autres conflits sociaux supposés tout aussi néfastes à la vie communautaire et à la croissance économique.

La première de ces nouvelles batailles fut le combat ridicule et contre nature entre l'homme et la femme.

Le libertarisme établit déjà l'égalité entre les sexes. La pierre angulaire de notre credo est que tous les hommes sont créés égaux, que nous possédons tous les mêmes droits inaliénables conférés par le Créateur, parmi lesquels la vie, la liberté et la propriété.

La seule chose que ce programme féministe radical a produit est une plus grande intervention de l'État pour entraver le processus économique, en employant des bureaucrates qui n'apportent rien à la société, que ce soit sous la forme de ministères des femmes ou d'organisations internationales dédiées à la promotion de ce programme.

Un autre conflit soulevé par les socialistes est celui de l'homme contre la nature. Ils soutiennent que les humains détruisent la planète et qu'il faut la protéger à tout prix, allant même jusqu'à prôner des mécanismes de contrôle démographique ou le programme sanglant de l'avortement.

Malheureusement, ces idées néfastes ont profondément imprégné notre société. Les néomarxistes ont réussi à s'approprier le bon sens occidental. Ils y sont parvenus en s'appropriant les médias, la culture, les universités et, bien sûr, les organisations internationales. Ce dernier cas est peut-être le plus grave, car il implique des institutions qui exercent une influence considérable sur les décisions politiques et économiques des pays membres de ces organisations multilatérales.

Heureusement, nous sommes de plus en plus nombreux à oser parler. Car nous constatons que si nous n'affrontons pas ces idées de front, le seul résultat possible est un renforcement du contrôle étatique, de la réglementation, du socialisme, de la pauvreté, du manque de liberté et, par conséquent, une dégradation du niveau de vie.

L'Occident, malheureusement, a déjà commencé à emprunter cette voie. Je sais que beaucoup peuvent trouver ridicule de prétendre que l'Occident s'est tourné vers le socialisme. Mais cela n'est ridicule que dans la mesure où l'on se limite à la définition économique traditionnelle du socialisme, qui établit qu'il s'agit d'un système économique où l'État possède les moyens de production.

Pour nous, cette définition doit être adaptée aux circonstances actuelles. Aujourd'hui, les États n'ont plus besoin de contrôler directement les moyens de production pour contrôler chaque aspect de la vie des individus.

Grâce à des outils tels que l'émission monétaire, la dette, les subventions, le contrôle des taux d'intérêt, le contrôle des prix et les réglementations visant à corriger les prétendues « défaillances du marché », ils peuvent contrôler le destin de millions d'êtres humains.

C'est ainsi que nous en sommes arrivés au point où, sous des noms ou des formes divers, une bonne partie des propositions politiques généralement acceptées dans la plupart des pays occidentaux sont des variantes collectivistes. Qu'elles se déclarent ouvertement communistes, fascistes, nazies, socialistes, sociales-démocrates, nationales-socialistes, démocrates, chrétiennes, keynésiennes, néo-keynésiennes, progressistes, populistes, nationalistes ou mondialistes.

En fin de compte, il n'y a pas de différences substantielles : tous soutiennent que l'État doit régir tous les aspects de la vie des individus. Tous défendent un modèle contraire à celui qui a conduit l'humanité aux progrès les plus spectaculaires de son histoire.

Nous sommes ici aujourd'hui pour inviter les autres pays occidentaux à retrouver le chemin de la prospérité. La liberté économique, un État limité et le respect absolu de la propriété privée sont des éléments essentiels à la croissance économique.

Ce phénomène d'appauvrissement engendré par le collectivisme n'est ni un fantasme, ni une fatalité. C'est une réalité que nous, Argentins, connaissons bien depuis au moins un siècle.

Parce que nous l'avons déjà vécu. Nous l'avons déjà vécu. Parce que, comme je l'ai dit plus tôt, depuis que nous avons décidé d'abandonner le modèle de liberté qui nous avait enrichis, nous sommes pris dans une spirale infernale où nous nous appauvrissons chaque jour davantage.

C'est vrai : nous l'avons déjà vécu. Et nous sommes là pour vous mettre en garde contre ce qui pourrait arriver si les pays occidentaux, qui se sont enrichis grâce à la liberté, continuent sur cette voie de la servitude.

Le cas argentin est la preuve empirique que peu importe la richesse d'un pays, la quantité de ressources naturelles dont il dispose, le niveau de qualification et d'éducation de sa population ou le nombre de lingots d'or présents dans les coffres de la banque centrale.

Si des mesures sont adoptées qui entravent le libre fonctionnement des marchés, la libre concurrence, les systèmes de prix libres, si le commerce est entravé, si la propriété privée est violée, le seul destin possible est la pauvreté.

Enfin, je voudrais laisser un message à tous les entrepreneurs ici présents et à ceux qui nous regardent de tous les coins de la planète.

Ne vous laissez pas intimider par la classe politique ni par les parasites qui vivent aux crochets de l'État. Ne cédez pas à une classe politique dont le seul but est de se maintenir au pouvoir et de préserver ses privilèges.

Vous êtes des bienfaiteurs sociaux. Vous êtes des héros. Vous êtes les artisans de la période de prospérité la plus extraordinaire que nous ayons jamais connue. Que personne ne vous dise que votre ambition est immorale. Si vous gagnez de l'argent, c'est parce que vous proposez un meilleur produit à un meilleur prix, contribuant ainsi au bien-être général.

Ne cédez pas à l'avancée de l'État. L'État n'est pas la solution. L'État est le problème lui-même.

Vous êtes les véritables protagonistes de cette histoire, et sachez qu'à partir d'aujourd'hui, vous pouvez compter sur l'Argentine comme un allié inconditionnel.

Merci beaucoup et vive la liberté !

Discours spécial de Javier Milei, président de l'Argentine, à Davos 2025

Jeudi 23 janvier 2025

Bonjour à tous.

Que de choses ont changé en si peu de temps ! Il y a un an, j'étais seul devant vous et j'ai énoncé certaines vérités sur l'état du monde occidental, qui ont été accueillies avec une certaine surprise et un certain étonnement par une bonne partie de l'establishment politique, économique et médiatique occidental. Et je dois admettre que, dans un certain sens, je comprends. Le président d'un pays qui, en raison d'un échec économique systématique depuis plus de cent ans, de ses positions pusillanimes dans les grands conflits mondiaux et de sa fermeture aux échanges commerciaux, a perdu pratiquement toute pertinence internationale au fil des ans, prend la parole à cette tribune et dit au monde entier qu'il a tort, qu'il est voué à l'échec, que l'Occident a dévié de sa trajectoire et qu'il doit la remettre sur les rails.

Un président de ce pays, l'Argentine, qui n'était pas un politicien, qui ne bénéficiait d'aucun soutien législatif, ni de la part des gouverneurs, des chefs d'entreprise ni des médias. Dans ce discours, devant vous, je vous ai dit que c'était le début d'une nouvelle Argentine, que l'Argentine avait été trop longtemps contaminée par le socialisme et qu'avec nous, elle allait à nouveau embrasser les idées de liberté ; un modèle que nous résumons dans la défense de la vie, de la liberté et de la propriété privée.

Et je vous ai aussi dit que, d'une certaine manière, l'Argentine était le fantôme de Noël pour l'Occident, car nous avons déjà vécu tout ce que vous viviez et nous savions déjà comment cela finirait. Un an plus tard, je dois dire que je ne me sens plus aussi seul, car le monde a accueilli l'Argentine à bras ouverts. L'Argentine est devenue un exemple mondial de responsabilité budgétaire, d'engagement envers nos obligations, de solution au problème de l'inflation, et aussi d'une nouvelle façon de faire de la politique, qui consiste à dire la vérité aux gens en face et à compter sur leur compréhension.

Je ne me sens pas seul, car tout au long de cette année, j'ai pu trouver des compagnons de lutte pour les idées de liberté aux quatre coins du monde. Du merveilleux Elon Musk à la courageuse Italienne, ma chère amie Giorgia Meloni ; de Bukele au Salvador à Viktor Orbán en Hongrie ; de Benjamin Netanyahu en Israël à Donald Trump aux États-Unis. Une alliance internationale s'est peu à peu formée, regroupant toutes ces nations qui aspirent à la liberté et qui croient aux idées de liberté.

Et lentement, ce qui semblait être l'hégémonie mondiale absolue de la gauche éveillée dans la politique, les institutions éducatives, les médias, les organisations supranationales et les forums comme Davos s'est effondré, et une lueur d'espoir pour les idées de liberté commence à émerger.

Aujourd'hui, je viens ici pour vous dire que notre bataille n'est pas gagnée, que même si l'espoir renaît, il est de notre devoir moral et de notre responsabilité historique de démanteler l'édifice idéologique d'un wokisme malade. Tant que nous n'aurons pas reconstruit notre cathédrale historique, tant que la majorité des pays occidentaux n'auront pas embrassé à nouveau les idées de liberté, tant que nos idées ne seront pas le point de départ d'événements comme celui-ci, nous ne pourrons pas baisser les bras car, je dois le dire, des forums comme celui-ci ont été les protagonistes et les promoteurs du sinistre programme du wokisme qui nuit tant à l'Occident. Si nous voulons changer, si nous voulons vraiment défendre les droits des citoyens, nous devons d'abord commencer par leur dire la vérité.

Et la vérité, c'est qu'il y a quelque chose de profondément erroné dans les idées défendues sur des forums comme celui-ci. J'aimerais prendre quelques minutes, dès aujourd'hui, pour en discuter. Rares sont ceux qui nient aujourd'hui que le vent du changement souffle sur l'Occident. Il y a ceux qui résistent au changement ; il y a ceux qui l'acceptent à contrecœur, mais le font quand même ; il y a les nouveaux convertis qui apparaissent alors qu'ils le perçoivent comme inévitable ; et enfin, il y a ceux d'entre nous qui ont lutté toute leur vie pour son avènement.

Chacun d'entre vous sait à quel groupe vous appartenez. Il y a sûrement un peu de chaque dans cette salle, mais vous reconnaîtrez tous que l'heure du changement est venue. Les moments de changement historique ont une particularité : ce sont des moments où les formules en vigueur depuis des décennies s'épuisent, où des façons de faire considérées comme uniques cessent d'avoir du sens, et où ce qui, pour beaucoup, était des vérités incontestables sont enfin remises en question. Ce sont des moments où les règles sont réécrites, et c'est pourquoi ils récompensent ceux qui ont le courage de prendre des risques.

Mais une grande partie du monde libre préfère encore le confort du familier, même si c'est la mauvaise voie, et persiste à appliquer des recettes vouées à l'échec. Et le grand dénominateur commun des pays et des institutions en faillite est le virus mental de l'idéologie woke. C'est la grande épidémie de notre époque qu'il faut guérir ; c'est le cancer qu'il faut éradiquer.

Cette idéologie a colonisé les institutions les plus importantes du monde, des partis politiques et États des pays libres d'Occident aux organisations de gouvernance mondiale, en passant par les institutions non gouvernementales, les universités et les médias, et a également façonné le cours du débat mondial au cours des dernières décennies. Tant que nous n'éliminerons pas cette idéologie aberrante de notre culture, de nos institutions et de nos lois, la civilisation occidentale et même l'espèce humaine ne pourront retrouver le chemin du progrès exigé par notre esprit pionnier.

Il est essentiel de briser ces chaînes idéologiques si nous voulons avancer vers un nouvel âge d'or. C'est pourquoi je souhaite aujourd'hui consacrer quelques minutes à les détruire, mais parlons d'abord de ce pour quoi nous luttons. L'Occident représente l'apogée de l'espèce humaine ; le terreau fertile de son héritage gréco-romain et de ses valeurs judéo-chrétiennes a semé les graines d'un phénomène sans précédent dans l'histoire. Après avoir définitivement triomphé de l'absolutisme, le libéralisme a inauguré une nouvelle ère de l'existence humaine. Dans ce nouveau cadre moral et philosophique, qui plaçait la liberté individuelle au-dessus des caprices du tyran, l'Occident a pu libérer la capacité créatrice de l'humanité, initiant un processus de création de richesses sans précédent.

Les données parlent d'elles-mêmes : jusqu'en 1800, le PIB mondial par habitant est resté quasiment constant. Cependant, à partir du XIX^e siècle, grâce à la révolution industrielle, le PIB par habitant a été multiplié par 20, sortant 90 % de la population mondiale de la pauvreté, alors même que la population était multipliée par huit. Cela n'a été possible que grâce à la convergence de valeurs fondamentales : le respect de la vie, de la liberté et de la propriété, qui ont rendu possibles le libre-échange, la liberté d'expression, la liberté religieuse et les autres piliers de la civilisation occidentale.

À cela s'ajoute notre esprit faustien, inventif, explorateur et pionnier, toujours à la recherche des limites du possible. Un esprit pionnier incarné aujourd'hui, entre autres, par mon cher ami Elon Musk, injustement vilipendé par le mouvement wok ces dernières heures pour un geste innocent qui ne traduit que son enthousiasme et sa gratitude envers le peuple. En bref, nous avons inventé le capitalisme basé sur l'épargne, l'investissement, le travail et le réinvestissement. Nous avons permis à chaque travailleur de multiplier sa productivité par 10, 100, voire 1 000, surmontant ainsi le piège malthusien. Cependant, à un moment donné du XX^e siècle, nous nous sommes égarés et les principes libéraux qui nous avaient rendus libres et prospères ont été trahis.

Une nouvelle classe politique, protégée par des idéologies collectivistes et profitant des moments de crise, y a vu une occasion idéale d'accumuler du pouvoir. Toutes les richesses créées par le capitalisme jusqu'alors et à l'avenir seraient redistribuées selon un schéma de planification centralisée, déclenchant ainsi un processus dont nous subissons aujourd'hui les conséquences désastreuses. Promouvant un programme socialiste, mais agissant insidieusement au sein du paradigme libéral, cette nouvelle classe politique a déformé les valeurs du libéralisme. Elle a ainsi remplacé la liberté par la libération, utilisant le pouvoir coercitif de l'État pour distribuer les richesses créées par le capitalisme. Sa justification était l'idée sinistre, injuste et aberrante de justice sociale, complétée par des cadres théoriques marxistes visant à libérer l'individu de ses besoins. Et au cœur de ce nouveau cadre de valeurs, le principe fondamental d'égalité devant la loi ne suffit pas, car des injustices sous-jacentes doivent être corrigées, ce qui représente une mine d'or pour les bureaucrates aspirant à la toute-puissance.

C'est fondamentalement le sens du wokisme. Il résulte de l'inversion des valeurs occidentales. Chacun des piliers de notre civilisation a été remplacé par une version déformée de lui-même, par l'introduction de divers mécanismes issus de sa propre version culturelle. Des droits négatifs à la vie, à la liberté et à la propriété, nous sommes passés à une infinité artificielle de droits positifs. D'abord l'éducation, puis le logement, et de là, des choses absurdes comme l'accès à internet, le football télévisé, le théâtre, les soins de beauté et d'innombrables autres désirs ont été transformés en droits humains fondamentaux – des droits pour lesquels, bien sûr, quelqu'un doit payer.

Et ces garanties ne peuvent être garanties que par l'expansion infinie d'un État aberrant. Autrement dit, du concept de liberté comme protection fondamentale de l'individu contre l'intervention tyrannique, nous sommes passés au concept de libération par l'intervention de l'État. Sur ce fondement s'est construit le wokisme, un régime unilatéral, soutenu par diverses institutions dont le but est de pénaliser la dissidence. Le féminisme, la diversité, l'inclusion, l'équité, l'immigration, l'avortement, l'environnementalisme, l'idéologie du genre, entre autres, sont autant de figures d'une même créature dont le but est de justifier la progression de l'État par l'appropriation et la déformation de nobles causes.

Examinons-en quelques-unes. Le féminisme radical est une distorsion du concept d'égalité, et même dans sa version la plus bienveillante, il est redondant, puisque l'égalité devant la loi existe déjà en Occident. Tout le reste n'est qu'une quête de privilèges, ce qui est précisément l'objectif du féminisme radical : dresser la moitié de la population contre l'autre, alors qu'elles devraient être du même côté. Nous en sommes même arrivés à normaliser, dans de nombreux pays soi-disant civilisés, le meurtre d'une femme, qualifié de féminicide, et cette pratique est plus lourdement punie que le meurtre d'un homme uniquement en raison du sexe de la victime.

En effet, cela revient à légaliser l'idée que la vie d'une femme vaut plus que celle d'un homme, brandissant le drapeau de l'écart salarial entre les sexes. Pourtant, lorsqu'on examine les données, il est clair qu'il n'y a pas d'inégalité à travail égal, mais plutôt que la plupart des hommes tendent vers des professions mieux rémunérées que la plupart des femmes. Cependant, ils ne se plaignent pas que la plupart des prisonniers soient des hommes, ni que la plupart des plombiers soient des hommes, ni que la plupart des victimes de vol ou de meurtre soient des hommes, sans parler de la majorité des morts de guerre.

Mais si l'on soulève ces questions, que ce soit dans les médias ou même sur cette tribune, on nous qualifie de misogynistes simplement parce que nous défendons un principe fondamental de la démocratie moderne et de l'État de droit : l'égalité devant la loi et les faits. Le wokisme se manifeste également par un environnementalisme radical et sinistre, brandissant le fléau du changement climatique. Préserver notre planète pour les générations futures est une question de bon sens ; personne ne veut vivre dans une décharge. Mais une fois de plus, le wokisme a réussi à pervertir cette idée fondamentale de préservation de l'environnement pour le bien-être humain. Nous avons évolué vers un environnementalisme fanatique où l'être humain est un cancer à éradiquer, et le développement économique un véritable crime contre la nature.

Cependant, lorsqu'on affirme que la Terre a déjà connu cinq cycles de brusques changements de température et que l'homme n'a pas existé pendant quatre d'entre eux, on nous traite de platistes pour discréditer nos idées, que la science et les données soient ou non de notre avis. Ce n'est pas un hasard si ces mêmes personnes sont les principaux promoteurs du programme sanguinaire et meurtrier de l'avortement, un programme conçu à partir du postulat malthusien selon lequel la surpopulation détruira la Terre et, par conséquent, nous devons mettre en place un mécanisme de contrôle démographique. En fait, ce principe est déjà adopté, à tel point qu'aujourd'hui, le taux de croissance démographique commence à devenir un problème sur la planète.

Quelle tâche ils ont accomplie avec ces aberrations liées à l'avortement ! Depuis ces forums, ils promeuvent le programme LGBT, essayant de nous faire croire que les femmes sont des hommes et que les hommes ne sont des femmes que s'ils se perçoivent comme tels, et ils passent sous silence le cas où un homme se déguise en femme et tue son adversaire sur un ring de boxe, ou celui où un prisonnier prétend être une femme et finit par violer toutes les femmes qu'il rencontre en prison.

Il y a quelques semaines à peine, l'affaire de deux Américains homosexuels qui, défendant la diversité sexuelle, ont été condamnés à 100 ans de prison pour avoir abusé et filmé leurs enfants adoptés pendant plus de deux ans a fait la une des journaux du monde entier. Je tiens à préciser que lorsque je parle d'abus, ce n'est pas un euphémisme, car dans ses versions les plus extrêmes, l'idéologie du genre constitue, purement et simplement, de la maltraitance infantile. Ce sont des pédophiles ; je veux donc savoir qui cautionne un tel comportement.

Ils portent atteinte de manière irréversible à des enfants en bonne santé par le biais de traitements hormonaux et de mutilations, comme si un enfant de moins de cinq ans pouvait consentir à une telle chose. Et si leur famille s'avère en désaccord, des agents de l'État seront toujours prêts à intervenir en faveur de ce qu'ils appellent l'intérêt supérieur de l'enfant. Croyez-moi, les expériences scandaleuses menées aujourd'hui au nom de cette idéologie criminelle seront condamnées et comparées à celles qui ont eu lieu durant les périodes les plus sombres de notre histoire. Et pour masquer cette multitude de pratiques abjectes, on se retrouve avec l'éternelle victimisation, toujours prête à lancer des accusations d'homophobie ou de transphobie et autres inventions dont le seul but est de tenter de réduire au silence ceux qui dénoncent ce scandale, dont les autorités nationales et internationales sont complices.

D'autre part, dans nos entreprises, nos institutions publiques et nos établissements d'enseignement, le mérite a été mis de côté par la doctrine de la diversité, ce qui implique un retour aux systèmes de noblesse d'antan. On invente des quotas pour autant de minorités que les politiciens peuvent imaginer, ce qui ne fait que saper l'excellence de ces institutions. Le wokisme a également déformé la cause de l'immigration ; la libre circulation des biens et des personnes est au fondement du libéralisme, nous le savons bien. L'Argentine, les États-Unis et bien d'autres pays sont devenus grands grâce à ces immigrants qui ont quitté leur pays d'origine à la recherche de nouvelles opportunités.

Cependant, de la tentative d'attirer des talents étrangers pour promouvoir le développement, nous sommes passés à une immigration massive motivée non par l'intérêt national, mais par la culpabilité. Puisque l'Occident est la cause supposée de tous les maux de l'histoire, il doit se racheter en ouvrant ses frontières au monde entier, ce qui aboutira nécessairement à une colonisation à rebours, assimilable à un suicide collectif.

C'est ce que nous voyons aujourd'hui dans les images de hordes d'immigrés maltraitant, violant ou tuant des citoyens européens dont le seul péché était de ne pas adhérer à une religion particulière. Mais quiconque remet en question ces situations est taxé de raciste, de xénophobe ou de nazi. Le wokisme a imprégné nos sociétés si profondément, promu par des institutions comme celle-ci, qu'il a même conduit à remettre en question l'idée même de sexe à travers l'idéologie néfaste du genre.

Cela a conduit à une intervention étatique encore plus importante, par le biais de lois absurdes, exigeant par exemple que l'État finance des hormones et des interventions chirurgicales à coups de millions de dollars pour se conformer à la perception qu'ont certaines personnes d'elles-mêmes. Ce n'est qu'aujourd'hui que nous constatons les conséquences de la mutilation corporelle d'une génération entière, encouragée par une culture de la relativité sexuelle, qui devra passer sa vie entière en traitement psychiatrique pour faire face à ce qu'elle s'est infligé, sans que personne ne dise rien de ces problèmes. De plus, ils ont soumis la grande majorité à l'esclavage des perceptions erronées d'une infime majorité d'entre eux, et, de plus, le wokisme cherche à détourner notre avenir.

Car en s'emparant des chaires des universités les plus prestigieuses du monde, elle entraîne les élites de nos pays à remettre en question et à renier la culture, les idées et les valeurs qui ont fait notre grandeur, détériorant encore davantage notre tissu social. Que nous reste-t-il pour l'avenir si nous enseignons à nos jeunes la honte de notre passé ? Tout cela s'est instauré et s'est développé de manière de plus en plus visible au cours des dernières décennies, après la chute du mur de Berlin. Curieusement, les pays libres ont commencé à s'autodétruire lorsqu'ils ont manqué d'adversaires à vaincre. La paix nous a affaiblis ; nous avons été vaincus par notre propre complaisance. Toutes ces aberrations, et d'autres encore, que nous ne pouvons énumérer faute de temps, menacent l'Occident aujourd'hui et constituent, malheureusement, les croyances que des institutions comme celle-ci promeuvent depuis quarante ans. Personne ici ne peut prétendre être innocent. Pendant des décennies, ils ont vénéré une idéologie sinistre et meurtrière comme un veau d'or et ont remué ciel et terre pour l'imposer à l'humanité.

Cette même organisation, ainsi que les organismes supranationaux les plus influents, ont été les idéologues de cette barbarie. Les institutions financières multilatérales ont été un instrument d'extorsion, et de nombreux États-nations, et notamment l'Union européenne, ont été et continuent d'être un bras armé. Ou peut-être qu'aujourd'hui, au Royaume-Uni, des citoyens ne sont pas emprisonnés pour avoir révélé des crimes odieux, véritablement horribles, commis par des migrants musulmans, que le gouvernement cherche à dissimuler ?

Ou peut-être que les bureaucrates bruxellois n'ont pas suspendu les élections roumaines simplement parce qu'ils n'appréciaient pas le parti vainqueur. Face à chacun de ces débats, le wokisme tente de discréditer ceux qui remettent ces choses en question, d'abord en nous étiquetant, puis en nous censurant : si nous sommes blancs, nous sommes forcément racistes ; si nous sommes un homme, nous sommes forcément misogynes ou membres du patriarcat ; si nous sommes riches, nous sommes forcément des capitalistes cruels ; si nous sommes hétérosexuels, nous sommes forcément hétéronormatifs, homophobes ou transphobes. Pour chaque question, ils attribuent une étiquette, qu'ils tentent ensuite de censurer, de facto ou de jure.

Car sous la rhétorique de la diversité, de la démocratie et de la tolérance qu'ils prétendent défendre se cache en réalité une volonté manifeste de détruire la dissonance, la critique et, fondamentalement, la liberté, afin de continuer à défendre un modèle dont ils sont les principaux bénéficiaires. Ou peut-être n'entendons-nous pas ces jours-ci comment certaines autorités européennes importantes, plutôt véhémentes, appellent ouvertement à la censure ; ou qu'en réalité, il n'y a pas de censure, mais que ceux qui pensent différemment de l'idéologie woke doivent être réduits au silence.

Et quel genre de société peut naître du wokisme ? Une société qui aurait remplacé le libre échange des biens et des services par la distribution arbitraire des richesses sous la menace des armes, remplacé les communautés libres par la collectivisation forcée, remplacé le chaos créatif du marché par l'ordre stérile et sclérosé du socialisme. Une société emplies de ressentiment, où il n'y aurait que deux catégories de personnes : les contribuables nets d'un côté, et les bénéficiaires de l'État de l'autre. Et par là, je ne parle pas de ceux qui perçoivent des allocations sociales parce qu'ils n'ont pas assez à manger ; je parle des grandes entreprises privilégiées. Je parle des banquiers renfloués lors de la crise des subprimes, de la plupart des médias, des centres d'endoctrinement déguisés en universités, de la bureaucratie d'État, des syndicats, des organisations sociales, des entreprises publiques et de tous les secteurs qui vivent des impôts payés par ceux qui travaillent.

Je parle du monde décrit par Ayn Rand dans *La Grève*, qui s'est malheureusement concrétisé. Un système où le grand gagnant est la classe politique, qui devient à son tour l'arbitre et la partie prenante de ce partage. Je le répète : la classe politique est à la fois l'arbitre et la partie prenante de ce partage. Et comme toujours, celui qui distribue se taille la part du lion. Là où, sous les différences superficielles entre les différents partis, se cachent des intérêts communs, des partenaires, des arrangements et une volonté inébranlable de garantir que rien ne change. C'est pourquoi elle les a tous appelés le Parti de l'État. Un système qui se cache derrière une rhétorique vertueuse où, selon eux, le marché est défaillant et où ce sont eux qui sont chargés de résoudre ces défaillances par la réglementation, la force et la bureaucratie. Mais il n'y a pas de défaillances du marché. Je le répète : il n'y a pas de défaillances du marché.

Le marché étant un mécanisme de coopération sociale où les droits de propriété sont échangés volontairement, la prétendue défaillance du marché est une contradiction. Une telle intervention ne génère que de nouvelles distorsions dans le système des prix, qui entravent à leur tour le calcul économique, l'épargne et l'investissement, et finissent ainsi par engendrer davantage de pauvreté ou un enchevêtrement de réglementations, comme celles en vigueur en Europe, par exemple, qui freine la croissance économique. Comme je le dis souvent dans mes présentations : « Si vous pensez qu'il y a une défaillance du marché, vérifiez si l'État n'est pas impliqué, et si vous constatez que ce n'est pas le cas, refaites l'analyse, car elle est erronée. »

C'est précisément pour cette raison que le wokisme n'est rien d'autre qu'un plan systématique du parti étatique pour justifier l'intervention de l'État et l'augmentation des dépenses publiques. Notre première croisade, la plus importante si nous voulons retrouver le progrès de l'Occident, si nous voulons construire un nouvel âge d'or, doit être la réduction drastique de la taille de l'État. Non seulement dans chacun de nos pays, mais aussi dans toutes les organisations supranationales.

Car c'est le seul moyen de mettre fin à ce système pervers qui draine les ressources, de rendre aux contribuables ce qui leur appartient et de mettre fin au trafic d'influence. Il n'y a pas de meilleure méthode que d'éliminer la bureaucratie étatique afin d'éliminer toute possibilité de trafic d'influence.

Les fonctions de l'État doivent à nouveau se limiter à la défense du droit à la vie, à la liberté et à la propriété. Toute autre fonction de l'État porterait atteinte à sa mission fondamentale et aboutirait inévitablement au Léviathan omniprésent dont nous souffrons tous aujourd'hui. Nous assistons aujourd'hui à l'épuisement mondial de ce système qui nous a dominés ces dernières décennies. À l'instar de ce qui s'est passé en Argentine, le seul conflit pertinent de ce siècle et de tous ceux qui l'ont suivi s'intensifie dans le reste du monde : celui entre les citoyens libres et la classe politique qui s'accroche à l'ordre établi, redoublant d'efforts pour censurer, persécuter et détruire.

Heureusement, dans le monde libre, une majorité silencieuse s'organise, et l'écho de ce cri de liberté résonne aux quatre coins de notre hémisphère. Nous sommes confrontés à un changement d'ère, à un tournant copernicien, à la destruction d'un paradigme et à la construction d'un autre. Et si des institutions d'influence mondiale, comme la nôtre, souhaitent tourner la page et participer de bonne foi à ce nouveau paradigme, elles devront assumer la responsabilité du rôle qu'elles ont joué ces dernières décennies et reconnaître devant la société le mea culpa qui leur est demandé.

Pour conclure, je voudrais m'adresser directement aux dirigeants du monde, à tous ceux qui dirigent les États-nations, les grands groupes économiques et les organisations internationales, tant ceux qui sont ici présents que ceux qui nous écoutent chez nous. Les formules politiques des dernières décennies que j'ai exposées dans ce discours ont échoué et s'effondrent. Cela signifie que penser comme tout le monde, lire ce que tout le monde lit, dire ce que tout le monde dit ne peut que mener à l'erreur, même si nombreux sont ceux qui persistent à marcher au bord du précipice.

Le scénario des 40 dernières années s'est essoufflé, et lorsqu'un système s'essouffle, l'histoire s'ouvre à nouveau. C'est pourquoi je dis à tous les dirigeants mondiaux : il est temps de rompre avec ce scénario, il est temps d'être audacieux, il est temps d'oser penser et d'oser écrire ses propres vers, car lorsque les idées et les textes du présent disent tous la même chose et des choses erronées, le courage consiste précisément à être intempestif, à revenir en arrière, à ne pas se laisser éblouir par l'éphémère, à ne pas perdre de vue l'universel. Il consiste à retrouver des vérités évidentes pour nos ancêtres et qui sont à la base du succès civilisateur de l'Occident, mais que le régime obstiné des dernières décennies a perçues comme des hérésies.

Comme l'a dit Churchill : « Plus on regarde en arrière, plus on voit loin. » Autrement dit, nous devons renouer avec les vérités oubliées de notre passé pour dénouer le nœud du présent et franchir une nouvelle étape, en tant que civilisation, vers l'avenir. Et que constate-je en regardant en arrière ? Que nous devons embrasser, une fois de plus, les théories les plus récentes et éprouvées de la réussite économique et sociale. Autrement dit, le modèle de liberté, réintégrer les idées de liberté, revenir au libéralisme. C'est ce que nous faisons en Argentine, c'est ce que, j'en suis sûr, le président Trump fera dans cette nouvelle Amérique du Nord, et c'est ce à quoi nous invitons toutes les grandes nations libres du monde, celles qui cherchent à enrayer à temps ce qui, de l'avis général, mène à la catastrophe.

En fin de compte, ce que je propose, c'est de rendre à l'Occident sa grandeur. Aujourd'hui, comme il y a 215 ans, l'Argentine s'est libérée de ses chaînes et invite – comme le dit notre hymne national – tous les mortels du monde à entendre le cri sacré : liberté, liberté, liberté.

Que les forces du ciel soient avec nous.

Merci beaucoup à tous, et... vive la liberté, bon sang !

Allocution du Président Javier Milei, lors de la remise de l'Ordre de Mai au Dr Jesús Huerta de Soto

Dimanche 27 avril 2025

Bonjour à tous.

C'est un plaisir et un immense honneur pour moi d'avoir l'occasion de rendre hommage à ce géant des idées de liberté, le professeur Jesús Huerta de Soto. Comme je le dis toujours, avec notre plus grand héros de la liberté, le professeur Alberto Benegas Lynch Jr., il est mon mentor intellectuel.

Les erreurs sont de moi, mais le bon côté des choses leur revient. Et cette distinction n'est pas seulement une question de mérite personnel ou autre ; elle est due à l'immense contribution qu'ils apportent à l'humanité, par leurs contributions remarquables, leurs cours en ligne et tout ce que nous apprenons constamment d'eux, en classe comme en dehors.

De plus, compte tenu de la situation actuelle de l'Argentine, je suis profondément impliqué dans l'une des contributions du professeur Huerta de Soto, à savoir la théorie de l'efficacité dynamique. C'est pourquoi je voulais évoquer l'importance de ce concept aujourd'hui. Je vous présente le professeur Martín Krause, un autre géant. Merci beaucoup. Je me fais un plaisir immense. Et regardez, vous avez l'un des interprètes de ces idées, le Dr Federico Sturzenegger, qui dérégule à tout va. Ou le professeur Espert, qui défend les coupes budgétaires au Congrès. Au-delà de cela, nous avons sans aucun doute réalisé l'effort de stabilisation le plus réussi de l'histoire mondiale. Nous avons procédé à un ajustement budgétaire de 15 points de PIB ; 5 pour le Trésor, 10 pour la Banque centrale ; l'inflation globale est passée de 54 % à 1,5 % par mois ; et si l'on supprime le taux de change à crémaillère qui était en vigueur, elle est de 0,5 % ; cela signifie que, en termes annuels, nous sommes passés de 54 000 à 6 % par an. Mais ce n'est pas tout, car lorsque nous avons commencé tout cela, ils ont déclaré que l'ajustement était impossible, et comme le Dr Sturzenegger l'a brillamment souligné, il a déclaré : « Nous avons brisé trois dimensions de la nature de l'ajustement. » La première est la dimension quantique et temporelle. Ils appellent généralement Federico pour lui demander : « Bon, l'ajustement, je dois le faire. Que pouvez-vous faire ? » Et ils lui répondent : « Non, un point par an. » Federico répond : « Et si vous en faisiez cinq en un mois ? » C'est ce qu'a fait Javier. De plus, en six mois, nous avons également éliminé le déficit de la Banque centrale – nous avons Furiase ici, qui fait partie de la Banque centrale et qui a également contribué à cette formidable réussite. Mais ce n'est pas tout. Lorsque nous avons procédé à l'ajustement et que l'inflation a commencé à baisser, ils ont dit que nous allions plonger l'économie dans une grande dépression et que le PIB allait être détruit ; et comme l'ajustement avait été réduit de moitié et qu'ils avaient fait chuter le PIB de 15 points, nous courions droit à la catastrophe. Et puis ils ont commencé à dire que ça allait être un L : ça allait tomber, puis ça allait rester plat. Puis ils ont commencé à dire que ça allait être le pic Nike, très doux. Puis le pic est devenu plus fort. Puis c'était un V. En réalité, c'est un accent. Et pardonnez-moi cette licence poétique, mais l'économie argentine est en pleine croissance et on voit des bulles partout.

Et voilà, si l'on considère les données de décembre-décembre, corrigées des variations saisonnières, selon l'EMAE (Estimateur mensuel de l'activité économique), un indicateur du PIB, la croissance est de 6 %. Le dernier chiffre disponible est de 5,7 %, mais le chiffre corrigé des variations saisonnières est de 0,8 %. Autrement dit, l'Argentine connaît actuellement une croissance de 10 %.

Nous y parvenons sans aucun doute !

Et ils ont aussi dit que nous étions un gouvernement inhumain, insensible, que nous ne nous soucions pas des plus vulnérables. Une fois que nous avons été honnêtes sur le désastre que le gouvernement précédent nous a laissé... Évidemment, être honnête sur les prix a clairement fait grimper la pauvreté à 57 %. Aujourd'hui, ce chiffre, grâce à la baisse de l'inflation, à la reprise de l'activité et aux coupes budgétaires politiques opérées par la ministre Pettovello, absente car épuisée par son voyage de retour de Rome, nous avons tous été brûlés par le soleil, et ce qui ne se voit pas grâce à Lilia qui a fait un coup de génie sous mes yeux – elle a fait un miracle elle-même –, la pauvreté a chuté de plus de 20 points de pourcentage. Autrement dit, en un an, nous avons sorti plus de 10 millions de personnes de la pauvreté en Argentine. C'est vraiment très raisonnable de mettre en pratique les idées du libre marché.

Et comme si cela ne suffisait pas, au cours des 500 premiers jours de notre mandat, nous avons mis en œuvre 2 000 réformes. Soit quatre réformes par jour pendant 500 jours, pour paraphraser le ministre Petri. Une véritable machine à déréglementer et à nous débarrasser de l'État oppressif. Je crois donc que nous rendons hommage à mes mentors, les professeurs Huerta de Soto, Benegas Lynch et Krause, par tout ce que nous faisons. Je vous tiendrai au courant, nous allons plus loin.

Mais au-delà des résultats d'un programme de stabilisation réussi et des perspectives prometteuses pour les Argentins, il me semble que – et au-delà du fait que d'ici le milieu de l'année prochaine, compte tenu des retards de la politique monétaire, l'inflation sera devenue un problème du passé, puisque nous avons abandonné la monnaie fixe au milieu de l'année dernière. Il est donc prévisible que d'ici le milieu de l'année prochaine, l'inflation ne sera plus un problème en Argentine – elle est désormais au cœur du débat. C'est pourquoi j'ai aimé aborder ce sujet, en hommage au professeur Huerta de Soto : la croissance. Autrement dit, ce qui nous attend maintenant, c'est une croissance sérieuse. Comment allons-nous rendre à l'Argentine sa grandeur ? Et ici, les idées jouent un rôle essentiel. Et je peux vous assurer que le débat d'idées est bien plus important, tout comme la compréhension du rôle des valeurs éthiques et morales d'une société, qui sont ce qui rendra à l'Argentine sa grandeur. En ce sens, je vais parler de croissance optimale et d'efficacité dynamique.

Et pour commencer, je vais m'en prendre à quelqu'un que je critique régulièrement, M. Vilfredo Pareto, et à sa définition de l'optimum de Pareto. En gros, comment définit-on habituellement une situation optimale au sens de Pareto ? C'est lorsque les possibilités de gains de bien-être sont épuisées. Plus précisément, si vous vous trouvez dans une situation non optimale et que vous pouvez améliorer le bien-être de quelqu'un sans dégrader le bien-être de quelqu'un d'autre, on parle d'amélioration au sens de Pareto. Et lorsque cette possibilité est épuisée, cela signifie que vous avez atteint l'optimum. C'est l'optimum de Pareto. Autrement dit, cela ressemble à la façon dont on passe d'un point situé à l'intérieur de la frontière des possibilités de production à la limite de cette frontière. Ensuite, il y a toute une discussion sur l'optimalité se déplaçant le long de la frontière des possibilités de production. Et puis – et c'est un point excellemment abordé par le professeur Huerta de Soto – il poursuit en attaquant directement les deux théorèmes de l'économie du bien-être. Le premier théorème affirme que le système de concurrence parfaite est Pareto-efficace. Et maintenant, dans un instant, nous allons examiner le nombre de monstruosité que cela implique. Car c'est lié à cela que se trouve la discussion que j'ai soulevée dans « Capitalisme, socialisme et le piège néoclassique », à savoir que lorsque le modèle ne correspond pas à la réalité, au lieu de le modifier, on s'en prend à la réalité et on parle de défaillance du marché. Cette atrocité découle du premier théorème de l'économie du bien-être, selon lequel l'équilibre concurrentiel est optimal au sens de Pareto. Ainsi, lorsque la réalité ne correspond pas à cette monstruosité, on parle de défaillance du marché, et c'est de là que naissent toutes les monstruosité de l'intervention.

Et le deuxième, qui est aussi une autre monstruosité et qui est essentiel aux travaux de Huerta de Soto, est le deuxième théorème de l'économie du bien-être, selon lequel l'efficacité au sens de Pareto est compatible avec différents types de dotations initiales. Autrement dit, si l'on pousse cette idée à l'extrême – et elle est présente dans les manuels de microéconomie ou de théorie des prix, quel que soit le nom qu'on lui donne –, c'est le fait que l'optimalité est indépendante de la distribution. Une idée introduite par John Stuart Mill. Eh bien, c'est une véritable aberration. Et le professeur Huerta de Soto y revient sans détour à un moment donné. Car tout le débat entre le capitalisme de marché, le modèle de marché libre, la société de marché, et le socialisme ou l'étatisme, dans leurs différentes versions, de droite ou de gauche, mais toutes fondamentalement étatistes... ce que nous savons n'est pas anodin. Le résultat n'est pas indépendant de la distribution. Il ne l'est pas en termes statiques, ce qui est grave ; mais il est aussi bien pire en termes dynamiques. Et si nous comprenons ce point, nous comprendrons qu'adopter les idées du socialisme peut détruire une société. Le meilleur exemple est l'Argentine : alors que ce pays était l'un des plus riches du monde, les différentes formes de socialisme ont fait sombrer l'économie et nous ont laissé avec un désastre qui aurait été la pire crise de l'histoire argentine, car il a combiné les pires conséquences du Rodrigazo, de l'hyperinflation d'Alfonsín et de la sortie de la convertibilité en 2001.

Donc, ce n'est pas seulement que ce n'est pas faisable, que c'est faux et que cela pourrait conduire à un désastre en termes statiques ; mais les conséquences dynamiques sont atroces. Autrement dit, il est faux de dissocier l'efficacité de la question de la propriété. Et c'est un point central. Je vais maintenant aborder le premier point. Le premier point concerne la non-vérification du premier théorème du bien-être, c'est-à-dire une défaillance du marché. Or, comme vous le remarquerez, toutes les défaillances du marché sont des problèmes que nous traitons avec les mathématiques de l'équilibre, et non avec des problèmes concrets. Le premier est celui des non-convexités. Autrement dit, l'équivalent de ce terme technique, « non-convexités », est l'existence de structures de marché concentrées ou, si vous préférez, dans le cas le plus extrême, de monopoles. En fait, je dis toujours que j'ai été converti à l'école autrichienne en lisant l'article de Murray Rothbard « Monopole et concurrence », paru dans l'ouvrage « L'Homme dans l'économie et l'État », traduit en espagnol par le père de l'illustre Alberto Benegas Lynch ; autrement dit, le père de l'illustre grand-père de Bertie. Il s'agit donc essentiellement d'une caractérisation mathématique du modèle d'équilibre général pour qu'il soit optimal, et des structures mathématiques sous-jacentes qui rendent ce résultat optimal. Mais c'est un problème mathématique, un problème qui se pose aux économistes ; cela n'a rien à voir avec la vie réelle des individus. Autrement dit, les monopoles ne sont mauvais que s'ils ont été créés artificiellement par l'État. Sinon, comme le disait Mises : s'il n'y a qu'un seul fournisseur, que se passe-t-il ? Vais-je me battre avec le seul qui existe ?

L'autre est celui des biens publics, avec cette question de rivalité et d'exclusion, où Ronald Coase a clairement fait rire tout le monde en montrant à quoi ressemblaient les phares, un cas typique de biens publics, au XIXe siècle. Il a pris la peine de vérifier un par un : ils étaient tous privés. Autrement dit, le rôle de l'entrepreneur au sein de l'entreprise et la nature de celle-ci sont mal définis. C'est pourquoi le travail de Coase est si important. D'ailleurs, dans une brillante conférence sur le sujet, Martín Krause souligne : il passe en revue le meilleur livre de microéconomie du moment, sans aucun doute celui de Varian, à un niveau intermédiaire, et cherche le concept d'entrepreneur. Il n'y figurait pas. Il cherche donc le terme « entreprise ». Eh bien, il apparaît quatre fois. Entreprise et entreprise. Quatre fois. Eh bien, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi nous sommes contre cela et contre le ridicule... d'ailleurs, il y a une phrase d'Israel Kirzner, qui a travaillé aussi dur que le professeur Huerta de Soto, par exemple, dans sa thèse de doctorat « Socialisme, calcul économique et fonction entrepreneuriale ». Il y a une phrase dans le livre d'Israel Kirzner, « Créativité, capitalisme et justice distributive », où il dit que le modèle de concurrence parfaite est comme s'il était implicite dans les paramètres profonds, tout comme l'a dit Robert Lucas Jr., qu'il repose en paix. C'est-à-dire les préférences, la technologie et les dotations. C'était comme si la voiture était implicite dans la quantité d'acier, de caoutchouc, de verre, de cuir... une stupidité. Mais bien sûr, il faut le voir. Eh bien, nous vivons avec des gens qui ne le voient pas.

L'autre problème concerne les externalités. Celles liées à la consommation sont liées à un problème de circularité, de résolution du modèle d'équilibre général. Bien sûr, si la consommation d'un individu dépend de celle d'un autre, si ces deux phénomènes sont croisés, cela génère une circularité et le modèle est insoluble. Mais il existe un cas plus amusant que le professeur cite dans son article. Par exemple, le cas de l'envie. Ce serait donc aussi un problème intéressant pour la résolution de modèles. Et il y en a tellement. Eh bien, c'est en production ; l'analyse de ce sujet m'a conduit à de nombreuses interprétations erronées et malveillantes. Et il y a bien sûr les problèmes d'asymétrie d'information, d'aléa moral, de sélection adverse, et comment ces problèmes sont résolus par la signalisation ; mais un autre aspect plus amusant de cette famille – et que les néokeynésiens utilisent souvent pour irriter leurs interventions – est l'idée du dilemme du prisonnier, qui est à l'origine de tous les problèmes dits de défaillance de coordination.

Et c'est là l'un des problèmes. L'autre problème, c'est que l'optimum de Pareto est bouleversé par la croissance économique. Pour le dire plus simplement : nous sommes à la fin du XIXe siècle, et un homme nommé Thomas Alva Edison arrive et invente l'ampoule électrique. Puis, une poignée de fabricants de bougies font faillite. Si l'on considère l'optimum de Pareto, la situation pour ces gens est désastreuse. Rien n'est plus anti-Pareto que le progrès technologique. Or, si l'on tue le progrès technologique, on tue les 250 dernières années de l'histoire humaine, qui sont les 250 meilleures que l'humanité ait jamais connues. Avant la révolution industrielle, la condition naturelle de l'humanité était la pauvreté. Et dans une situation où, au départ, 95 % de la population vivait sous le seuil d'extrême pauvreté, ce seuil doit constamment évoluer, car il est devenu totalement obsolète. Waouh, le capitalisme de libre entreprise a apporté des bienfaits, malgré toutes les interventions.

Fondamentalement, il y a deux problèmes. Le premier est que la croissance est le fruit du progrès technologique. Et si, au lieu de la considérer comme une bénédiction, nous la poursuivons pour le deuxième problème, dérivé, celui de la répartition des revenus, nous tuons la croissance économique, car nous persécuterons ceux qui créent la richesse. C'est pourquoi je tiens à insister autant sur ce point, et je deviens un peu lourd et borné, mais c'est le défi auquel nous sommes confrontés pour l'avenir. Car se pose maintenant le problème, la question de la croissance économique. Et c'est pourquoi la bataille culturelle est si importante. Car si nous laissons les idées de la gauche s'infiltrer, elles ne feront qu'avorter la croissance économique, comme elles le font à chaque fois qu'elles interviennent. Notez que, dans le même ordre d'idées, un excellent article de Henry Hazlitt, « L'économie en une leçon », s'attaque au sophisme luddite, qui est précisément la haine de la machine. C'est exactement ce dont il s'agit, et ce livre s'inspire de Bastiat, de ce qui est visible et de ce qui ne l'est pas. Et pour reprendre la terminologie néoclassique, lorsque Hazlitt distingue le bon et le mauvais économiste, il dit : « Quel est le mauvais économiste ? Celui qui ne considère que l'équilibre partiel, ne considère qu'un seul marché, et de manière statique. » La différence avec le bon économiste, c'est qu'il considère l'équilibre général et l'aborde en termes dynamiques. Il ne se limite pas à un seul marché aujourd'hui, mais à tous les marchés, aujourd'hui et demain. Nous pouvons alors aborder d'autres questions, mais conceptuellement, pour reprendre le langage que nous utilisons tous... C'est pourquoi je propose une traduction néoclassique.

Le premier problème que nous rencontrons est... disons qu'il y a un problème avec le traitement de l'optimalité dans le contexte de la croissance économique, car cela continue à toute vitesse. Mais ce n'est pas tout, nous pouvons continuer à approfondir la nature des modèles de croissance, comme le modèle de Ramsey. C'est intéressant, car si on y regarde de plus près – et ici le germe interventionniste réapparaît, avec le premier théorème de l'économie du bien-être – si on propose le modèle de Ramsey – en fait, il est proposé dans le livre de Xavier Sala i Martín : il propose le modèle de Ramsey et la solution socialiste. Et devinez quoi ? La même chose. Par conséquent, peu importe ; si on a un modèle concurrentiel, au-delà des différences que nous pouvons avoir avec les néoclassiques sur ce qu'ils définissent comme concurrentiel, le résultat est le même. Mais, qui plus est, lorsqu'on avance et, par exemple, qu'on aborde la question de l'éducation, une question qui n'est pas mineure, on s'en rend compte. Car tout le débat sur la croissance endogène, lorsqu'il a repris au milieu des années 1980 sur la base de la thèse de Romer et de l'impulsion donnée par Robert Lucas Jr., a suscité un vaste débat, qui a culminé avec un article empirique de Mankiw, David Romer et David Weil, qui a montré que 70 points de croissance économique s'expliquent par le capital humain. Le débat était donc clos, disaient-ils. Il s'agit du capital humain. Mais il s'avère que lorsqu'il aborde la question du capital humain, il dit : « Eh bien, mais il a la caractéristique d'un bien public. Donc, pour maximiser la croissance, il faut impliquer l'État. »

Je vais citer une merveilleuse citation du professeur Huerta de Soto, car j'ai hâte : « Justice et efficacité sont les deux faces d'une même médaille, car ce qui est juste ne peut être inefficace, et ce qui est efficace doit toujours être juste. » Et ce dont il est question ici, c'est que quelqu'un va voler quelqu'un, faire les poches de quelqu'un et transférer l'argent à quelqu'un d'autre. Autrement dit, là où nous voulons corriger ce problème, nous semons les racines de la destruction. Et qui plus est, lorsqu'ils s'attaquent également à l'éducation publique, qu'elle soit privée ou publique. Sans oublier l'armée d'interventionnistes que l'État est en train de créer.

Voilà donc l'un des problèmes. L'autre, qui me passionne et sur lequel je travaille, concerne la présence de rendements croissants. Les données du PIB par habitant ont la forme d'une crosse de hockey. On constate que jusqu'en 1800, le PIB par habitant était pratiquement constant, puis il a soudainement commencé à augmenter considérablement avec l'avènement du capitalisme de libre entreprise, malgré toutes les interventions des interventionnistes. Il s'agit de la présence de rendements croissants. Or, pour l'économie néoclassique, la présence de rendements croissants est synonyme de structures concentrées. Or, ces structures concentrées, à la limite des monopoles, sont censées être mauvaises, non optimales au sens de Pareto ; la réglementation est donc nécessaire. Et quelle est la caractéristique de la réglementation ? Elle conduit les entreprises à se comporter comme si elles étaient en concurrence parfaite. Autrement dit, elles font faillite, elles tuent les rendements croissants. Et, par conséquent, la croissance économique finit par être anéantie.

Je me souviens d'une réunion avec la directrice du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, après notre intervention au G7, alors que nous attendions la photo de famille... nous attendions le regretté pape François, qu'il repose en paix. Alors, pendant que nous l'attendions, la poussette dans laquelle il voyageait avec Meloni étant tombée en panne, nous nous sommes mis à l'écart et avons commencé à parler d'intelligence artificielle, de croissance, etc. Dans ce contexte, elle m'a cité un article de Keynes, « L'économie de mes petits-enfants ». Nous en avons discuté. Lors de l'autre réunion, je lui ai expliqué cet argument théorique. Le plus drôle, c'est que, à l'autre réunion, nous n'avions même pas encore commencé, qu'elle m'a dit : « Monsieur le Président, vous avez raison. » J'ai répondu : « À propos de quoi ? » J'ai dit qu'avec toutes ces avancées économiques, c'était peut-être lié. Et c'était à peu près ça. De plus, j'ai réalisé une estimation empirique du coût des réglementations pour l'économie ; on estime qu'elles entraînent une perte de productivité totale des facteurs de plus d'un point de pourcentage. Ce qui est considérable. Un point de pourcentage de croissance par an. C'est considérable. Entre un et un point et demi de pourcentage. L'Europe en est un bon exemple. L'Europe ne croît pas parce qu'elle est surchargée de réglementations.

C'est alors qu'il m'a demandé la permission d'appeler le Dr Sturzenegger, notre spécialiste de la déréglementation. C'est pourquoi ce point me tient tant à cœur. C'est là que je souhaite aborder la dernière partie de cet exposé. Que pouvons-nous faire pour maximiser la croissance ? Pour atteindre une efficacité dynamique. Voici la définition du professeur Huerta de Soto, qui est très importante. Je vais le citer textuellement : « Le système économique sera plus efficace s'il favorise davantage et mieux la créativité et la coordination entrepreneuriales. » Cela repoussera continuellement les limites des possibilités de production. Autrement dit, quel est le système institutionnel, quel est le cadre dans lequel je peux repousser le plus fortement les limites des possibilités de production ? Autrement dit, comment puis-je me développer ? Et cela est essentiellement lié à la créativité, à la fonction entrepreneuriale. Comment puis-je maximiser cela ? Quel est le cadre institutionnel qui maximise cela ? Je vais vous gâcher le plaisir : évidemment, le capitalisme de libre entreprise, c'est-à-dire l'anarcho-capitalisme.

Il repose essentiellement sur trois piliers. Le premier est la fonction entrepreneuriale, le rôle de la découverte... Il y a toute une discussion sur le principe d'appropriation, qui est extrêmement riche, et je ne veux pas trop entrer dans les détails, car l'important ici est que le professeur s'exprime, pas moi. Et cela combine cela avec l'idée de destruction créatrice de Schumpeter, c'est-à-dire une approche proactive de ce processus en termes d'innovation et de découverte. Si vous regardez attentivement ce que propose cet homme, pensez aux paramètres profonds d'un modèle d'équilibre général. Nous parlons de la façon dont Debreu définirait une économie en termes de paramètres profonds. Ce serait : les préférences, dont nous savons qu'elles peuvent changer ; la technologie, et évidemment, en reléguant cette idée de progrès technologique au système de Pareto, on l'élimine. Donc, ce que nous disons, c'est que la technologie peut changer. Mais pas seulement, car nous avons plus ou moins inclus le sujet de la technologie d'une certaine manière, mais il y a quelque chose d'encore plus fort : nous examinons l'ensemble des dotations. Et comme si tout cela ne suffisait pas, cela montre que le schéma de propriété – les citations de Xénophon sont un plaisir – montre que la structure institutionnelle dont je dispose motive ou non ce processus de création et de découverte.

Donc, évidemment, cela rejoint le concept d'efficacité adaptative de North, selon lequel ce sont les institutions qui permettent tout cela. Si j'ai le socialisme, cela n'arrivera pas, car je ne peux pas m'approprier les résultats de mon acte créatif, de ma découverte, de mon innovation. Je ne le ferai pas, sinon l'État se l'appropriera. Et cela bloque cette capacité de création et de découverte. Dans quel sens vais-je le faire, si je ne peux pas me l'approprier ? Sinon, tout cela a un prix. C'est là que, combinant ces trois éléments, il parvient à la théorie de l'efficacité dynamique et, par là, il met en évidence l'impossibilité du socialisme en termes statiques – un sujet qu'il aborde également dans son livre de thèse –, l'inefficacité en termes statiques, qu'elle soit liée à la quantité d'informations impossibles à traiter ; mais même si c'était possible, le problème est qu'en termes statiques, ce qui compte le plus, c'est le savoir-faire. Je veux dire, M. Michael Jordan pourrait venir me décrire comment il dunker, et moi non. Par exemple, mon ami Mike Boggiano ne pourrait pas, car les différences de taille sont importantes. Et même là, tous ceux qui mesurent 1,98 mètre ne sont pas capables de faire ça, n'est-ce pas ? Je ne te vois pas dunker, Manu. Et toi non plus, Fede, qui es à portée.

Et puis, autre chose fabuleuse soulevée par le professeur Huerta de Soto : les problèmes dynamiques. Car il faut que cette information soit créée, mais l'information qui parvient au socialisme est toujours lente. Et c'est le plus intéressant, car vous pouvez imaginer que derrière tout cela se cache un cadre qu'il faut connaître en économie ; il faut absolument le savoir. Et le plus brillant dans la contribution du professeur Huerta de Soto, c'est que vous n'avez pas besoin de connaître tout cela. Car ce qui est vraiment important, c'est la question éthique et morale. Par exemple, si l'Argentine a sombré, ce n'est pas à cause d'un problème de calcul. Le problème est d'ordre moral. Il s'agit de valeurs. De la façon dont nous avons prostitué nos valeurs. Nous avons cessé d'adhérer aux valeurs occidentales, aux valeurs de la culture judéo-chrétienne, pour embrasser le démon du socialisme éveillé, et c'est ainsi que nous avons sombré. C'est pourquoi cette définition prend encore plus de force, oui, car il existe de nombreuses voies par lesquelles la croissance serait censée être optimale. Non. Et c'est très clair. Il n'existe qu'une seule voie qui réponde à ces caractéristiques. C'est pourquoi j'ai tant aimé cette définition : « Justice et efficacité sont les deux faces d'une même médaille, car ce qui est juste ne peut être inefficace, et ce qui est efficace doit toujours être juste. » Et le seul système juste est le capitalisme de libre entreprise. Par conséquent, si l'on adhère à des valeurs morales et éthiques qui définissent clairement le bien et le mal, et que l'on respecte ces valeurs, ce qui est juste suivra le système efficace. De plus, le seul système juste est le capitalisme de libre entreprise. Dans son livre sur la répartition des revenus, Israel Kirzner écrit : « De quoi accuse-t-on le système capitaliste ? On l'accuse d'être injuste. » Et que dit Israel Kirzner ? Il dit : si c'était vrai, nous serions plus efficaces sur le plan productif ; mais si c'était vrai que le système est injuste, il ne vaut pas la peine d'être défendu. Et quelle est la preuve centrale de cet ouvrage ? Que le système capitaliste est non seulement plus efficace, mais aussi le seul système équitable. C'est pourquoi, en adoptant les idées de liberté, nous nous engagerons sur la voie de la croissance qui rendra à l'Argentine sa grandeur.

Merci à tous, et en particulier à vous, Professeur Jesús Huerta de Soto.

Discours du président Javier Milei lors du gala « American Patriots » à Mar-a-Lago, États-Unis.

Vendredi 4 avril 2025

Malgré tous ces objectifs et ces mesures, l'ensemble de l'establishment politique, les médias, les syndicats et de nombreux chefs d'entreprise complaisamment servis par le régime précédent ont déclaré à plusieurs reprises que c'était impossible.

Nous démontrons non seulement que nos idées fonctionnent, mais aussi que la prétendue impossibilité de la politique n'est qu'un mirage inventé par ceux qui ne veulent rien changer.

Grâce à toutes les mesures mises en œuvre, la croissance globale de décembre 2023 à 2024 a été de 6 %, ce qui nous a permis de sortir 20 % de la population argentine de la pauvreté, et notre programme de réformes se poursuit car notre objectif est d'être le pays le plus libre du monde.

Dans ce cadre, et à la suite des réunions tenues par le ministre des Affaires étrangères Werthein avec le Département d'État et le Secrétaire au Commerce des États-Unis, l'Argentine ira de l'avant pour adapter sa réglementation afin de se conformer aux exigences de la proposition de tarif réciproque élaborée par le président Donald Trump.

Nous avons déjà satisfait à 9 des 16 exigences nécessaires et j'ai demandé au ministère des Affaires étrangères de mon pays et au Secrétariat du Commerce de procéder à la satisfaction des exigences restantes.

Comme vous pouvez le constater, nous menons notre politique par des actes, et non par de simples paroles, et nous sommes d'accord avec le président Trump sur ce point. Il est temps d'agir. Et nous sommes déterminés à prendre les mesures nécessaires pour résoudre l'asymétrie avec les États-Unis au plus vite.

En outre, dans le cadre du TIFA, nous allons promouvoir l'harmonisation des tarifs douaniers sur un panier de près de 50 produits afin qu'ils puissent circuler plus librement entre nos deux nations.

Il ne s'agit pas d'une mesure isolée. Elle représente plutôt un pas en avant dans la décision de l'Argentine de progresser vers un accord commercial avec les États-Unis, où les droits de douane et les barrières commerciales ne sont plus qu'un mauvais souvenir.

Car, en fin de compte, une chose est claire pour nous : il n'existe pas d'autre voie que celle de la liberté. Par conséquent, pour redonner à l'Argentine sa grandeur et pour le bien commun de nos deux nations, nous devons travailler ensemble, en tant que partenaires stratégiques, avec des objectifs communs.

Merci beaucoup à tous. Que Dieu vous bénisse tous. Que les forces du Ciel soient avec nous. Et vive la liberté, bon sang !

Discours du président Javier Milei lors de la présentation des « Porte-parole de la liberté » de la Fondation Faro

Lundi 4 août 2025

Bonjour à tous.

Comme toujours, c'est un plaisir d'être ici devant vous, membres, collaborateurs et amis de la Fondation Faro, qui devient progressivement un lieu incontournable de notre grande bataille culturelle.

Lorsque j'ai commencé à mener le combat culturel, il y a quelques années, j'étais économiste et je gagnais ma vie en donnant des conférences et en écrivant des livres. J'étais souvent plus seul qu'Adam le jour de la fête des Mères. Car défendre publiquement le libéralisme était mal vu à l'époque, et peu de médias ou de lieux de diffusion m'accueillaient. De plus, je me souviens qu'à l'époque, les conférences semblaient être un ascenseur trop grand pour nous, mais heureusement, les choses ont changé pour le mieux.

Aujourd'hui, mon travail est un peu plus exigeant, et nous sommes de plus en plus nombreux à défendre cette cause. Mais je n'ai jamais renoncé, et je ne le ferai jamais, à mon rôle de diffuseur des idées de liberté. Car – soit dit en passant – c'est la partie de mon travail que j'apprécie le plus. Quoi qu'il en soit, maintenant que je suis président, ma responsabilité de mener la bataille culturelle est encore plus grande, car la parole d'un président a plus d'impact que celle d'un simple citoyen. Et parce qu'en plus d'être moralement correct, mener la bataille culturelle contribue au succès des réformes que nous menons au sein du gouvernement. Parce que le soutien social assure la pérennité de nos réformes et garantit qu'à l'avenir, ce seront les citoyens eux-mêmes qui défendront leur liberté et ne se laisseront plus piétiner par des socialistes, qu'ils soient justes ou injustes. Il y a les très totalitaires et les bienveillants, mais ils sont tout aussi sinistres.

C'est pourquoi je dis toujours que la grande lutte pour changer l'Argentine comporte trois fronts distincts, mais tout aussi indispensables. Le front administratif, pour concevoir et mettre en œuvre les réformes profondes dont le pays a besoin ; le front politique, où nous construisons le pouvoir institutionnel nécessaire pour promouvoir ces réformes et les soutenir politiquement ; et, bien sûr, le combat culturel, où nous garantissons la pérennité de ces changements en éduquant le souverain, autrement dit, pour que ceux qui ont les yeux les voient une fois pour toutes.

La Paracha de la semaine dernière est particulièrement pertinente : elle dit... Voici les paroles que Moïse a adressées à tout le peuple d'Israël. Je précise que je ne me prends pas pour Moïse – juste un avertissement ; je ne fais que citer la Paracha de la semaine dernière. Laissez-moi vous expliquer pourquoi... Parce que vous avez vu qu'en Argentine, il semble que certains vont mourir de littéralisme. Je dois donc être prudent, même lorsque je cite. Mais les sages nous expliquent que les vérités énoncées par Moïse doivent être perçues et étudiées par nous chaque jour comme quelque chose de nouveau. D'où l'accent mis sur le mot « ces ». Pour situer le contexte, cette Paracha ouvre le cinquième et dernier livre du Pentateuque, ou la Torah, où le peuple hébreu, après avoir marché dans le désert pendant 40 ans, était déjà tout proche de la Terre promise. Et alors qu'ils étaient sur le point d'arriver, juste avant ce moment crucial, Moïse répète les événements de l'Exode, passant en revue avec le peuple tout ce qui s'était passé jusqu'à leur arrivée. Il a souligné l'importance de vivre chaque jour de manière renouvelée les vérités qui lui ont permis d'atteindre son destin et de parvenir à la liberté.

Autrement dit, notez qu'en entrant en Terre promise, le peuple juif pourrait commencer à penser qu'il ne serait plus nécessaire de continuer à étudier la Torah, puisqu'il avait atteint son objectif. Cependant, Moïse leur a clairement fait comprendre que lorsque des conquêtes sont accomplies, c'est précisément à ce moment-là qu'il ne faut pas relâcher sa vigilance ; c'est alors qu'il faut redoubler de vigilance et d'assiduité. Cette réflexion est fondamentale pour comprendre la bataille culturelle, car elle nous enseigne qu'une victoire politique ne marque pas la fin d'une lutte pour les idées, mais le début d'une nouvelle lutte pour les défendre. Relever un défi signifie l'émergence d'un nouveau défi, et ainsi de suite. C'est très intéressant, car on nous accuse parfois de répéter systématiquement nos exploits, mais on a parfois le sentiment que la tâche est sous-estimée ou qu'on a oublié que nous étions face à l'abîme. Autrement dit, nous avons pris le pouvoir avec le pire héritage de l'histoire de l'Argentine. Nous avons combiné la crise, par exemple, avec un déséquilibre monétaire, avec une surabondance de monnaie pire qu'en 1975. Autrement dit, c'était le prélude à l'affaire Rodrigazo. Le bilan de la Banque centrale était pire que celui d'Alfonsín avant son hyperinflation, et les indicateurs sociaux étaient également pires qu'en 2001. Autrement dit, nous étions confrontés à une combinaison de tous les maux, et la réalité est que nous étions confrontés à une tâche titanesque, et je voudrais demander un tonnerre d'applaudissements à notre ministre de l'Économie, le meilleur ministre du monde.

Parfois, on a l'impression qu'ils ont oublié d'où nous venons. Je pense donc qu'il est utile de le souligner, car il semble que ceux qui s'expriment si ouvertement aujourd'hui sur les retraites, par exemple, sont les mêmes qui y ont opposé leur veto à l'époque, annonçant la faillite de l'État, et qui ont laissé les retraites à 80 dollars, et maintenant elles dépassent les 320 dollars, c'est-à-dire qu'elles ont quadruplé. Ou alors, il y avait des salaires à 300 dollars, et maintenant ils sont à 1 100 dollars. Et maintenant, ils arrivent et disent : « Non, on n'arrive pas à joindre les deux bouts. »

Eh bien, je dis que nous sommes également d'accord pour dire que cette expression semble très intéressante, pour devenir sentimentale, non ? Et c'est très intéressant, car si c'était vrai, il faudrait marcher dans la rue et elle serait pleine de cadavres. Quelqu'un a alors sérieusement réfléchi à cette absurdité, car, au final, si c'était vrai, les rues seraient bien plus compliquées. De plus, c'est une insulte à ceux qui font manifestement de gros efforts pour avancer sur la voie honnête. Bien sûr, cette voie, les kukas et une grande partie de la presse l'ignorent.

Je me souviens que l'autre jour, on montrait un socle où, lors d'une émission télévisée, un journaliste qui parle mal de moi dès qu'il le peut, et un autre qui, après avoir mal interprété mon deuxième discours à Davos, a pris un paragraphe, en a supprimé deux du milieu et a conservé le dernier pour me faire dire quelque chose que je n'ai pas dit, quelqu'un est venu me défendre. Et il se trouve qu'un autre journaliste, d'Espagne, qui présentait son livre, l'a appelé et lui a dit : « Non, non, comment allez-vous le défendre ? Il est temps de le frapper pour le renverser. » Puis on a montré un socle sur lequel était écrit, par exemple : « Aide économique : cette année, l'inflation ne dépassera pas 100 %. » Intéressant, n'est-ce pas ? Comme ils ont changé... Oh, j'ai un invité de marque, il y a un invité de marque. Il filme en ce moment, posez votre téléphone, mais nous avons l'honneur d'avoir ici, levez-vous, le frère de Mike, Pablo Boggiano, le chef d'orchestre. Tu ressembles de plus en plus à Muti chaque jour... Il faut donc prendre conscience de nos origines. S'il le faut, il faudra le répéter, car on a l'impression que les Kukas nous ont abandonnés en Suisse et que nous avons provoqué un massacre, alors qu'en réalité, ce sont eux qui ont détruit et consommé le capital, appauvrissant le peuple.

De plus, c'est une réflexion que j'ai eue la semaine dernière : il est bien plus facile de détruire que de construire, car construire demande beaucoup de temps. Par conséquent, l'effort de construction doit être soutenu dans la durée, et nous ne devons pas nous laisser éblouir ni nous contenter de réalisations qui ne sont que des étapes intermédiaires sur notre long chemin. Si l'on considère la situation argentine, il est impossible de reconstruire en un an et demi ce qui a été détruit pendant près d'un siècle, et il est donc insensé que d'autres nous demandent une telle rapidité. Il est également très important de garder à l'esprit que construire demande beaucoup d'efforts, beaucoup de travail, cela demande du temps, et détruire est bien plus facile. C'est pourquoi on a parfois cette réaction envers ceux qui se consacrent uniquement à la destruction ou qui les ignorent purement et simplement. Certains ignorent les restrictions, directement. D'autres envisagent d'en imposer, et seuls nous, ici au gouvernement, connaissons les restrictions auxquelles nous sommes confrontés et le type de problèmes qui surgissent lorsqu'on est au pouvoir. Nous avons donc connu près de 100 ans de destruction. C'est pourquoi j'apprécie beaucoup la classification des cycles longs de Federico Domínguez, qui décompose le cas argentin en cycles : 1853-1943, 1943-2003... il appelle donc le premier cycle le cycle libéral, et c'est le même : l'Argentine passe du statut de pays barbare à celui de puissance mondiale. 1943-2003... 2023, pardon, le cycle du déclin, où les vingt dernières années ont clairement été les plus marquées, lorsque nous avons adopté les idées collectivistes. Et l'auteur se demande si, eh bien, si maintenant le cycle libéral arrive. Eh bien, nous faisons tout ce qui est humainement possible pour rendre à nouveau possible ce rêve d'une grande Argentine.

Honnêtement, c'est une tâche colossale, et parfois je me dis qu'il n'y a pas d'ordre de grandeur pour ce que nous faisons. Je dis toujours que nous avons la meilleure administration de l'histoire, et c'est essentiellement grâce à l'ouvrage de Gerardo Della Paolera, « Refiler la balle », qu'il a réalisé avec Bózzoli et Irigoin. Il y évalue les différentes administrations de l'histoire argentine et montre que, jusqu'alors, la meilleure administration de l'histoire était celle de Menem. En gros, à y regarder de plus près, cette administration se caractérisait par deux choses : un plan de stabilisation réussi et un ensemble de réformes structurelles. En réalité, nous avons réussi à réduire l'inflation beaucoup plus rapidement. Tout d'abord, pour ceux qui commencent à critiquer, nous avons une différence majeure : nous l'avons fait sans expropriations ; nous n'avons pas mis en œuvre le plan Bonex. Par conséquent, certains devraient être plus prudents dans leur évaluation du programme actuel, surtout s'ils en ont été complices ou en ont bénéficié au moment de la stabilisation. Et ce n'est pas tout, la vie est pleine d'ingrats. Certains l'ont déjà compris.

De plus, non seulement nous l'avons fait sans expropriations, nous n'avons pas eu l'hyperinflation précédente ou les deux hyperinflations précédentes qui ont détruit tous les actifs financiers, il était donc évident que la demande de monnaie ne pouvait pas baisser plus qu'elle ne l'a fait et donc la stabilisation était plus facile, nous n'avons pas non plus fixé le taux de change parce que parfois les gens de ce gouvernement nous critiquent pour avoir une monnaie appréciée et on suppose qu'à cette époque la monnaie était beaucoup plus basse, elle était très bloquée ppa qui serait le taux de change actuel de 700 pesos, c'est incroyable parce que les gens à cette époque se plaignent du taux de change, mais bon, nous savons déjà à quel point ils sont ingrats, non seulement cela mais aussi contrairement à d'autres plans qui ajustaient d'abord les taux pour ensuite montrer une meilleure réalisation, nous ajustions les taux pendant le processus et avec une inflation qui se déplaçait à près de 1,5% par jour qui se reflétait dans un indice des prix de gros en décembre de 54% qui annualisé qui donnait 17 000 et il y avait des conditions monétaires pour précisément une telle inflation de ce niveau pour être validé calibre, en fait, Ariel Coremberg a récemment fait une estimation des déséquilibres monétaires, de combien était l'inflation potentielle et il l'a donnée à 18 000, donc ils se trompent, ce n'est pas le cas et aujourd'hui l'inflation en Argentine à la pointe se déplace à un taux entre 20 et 25 %, non seulement cela, si nous regardons les grossistes, elle se déplace à moins de 10 %, si nous regardons la nourriture et les boissons ou le panier de base, elle se déplace à moins de 10 % et clairement dans un contexte où les salaires ont systématiquement augmenté en termes réels depuis avril, quelque chose qui a permis à ce gouvernement « insensible et cruel » d'avoir sorti 12 millions de personnes de la pauvreté et 2,5 millions d'enfants de la pauvreté, nous faisons bien les choses.

Mais ce n'est pas tout. Si l'on considère les réformes structurelles, dans leur ensemble, elles sont 28 fois plus importantes que celles mises en œuvre par Menem. Et si l'on considère les articles, et c'est là que cela compte, elles sont 80 fois plus importantes que celles mises en œuvre par Menem. Autrement dit, nous avons mis en œuvre plus de 8 000 réformes structurelles en un an et demi. Je suis infiniment reconnaissant à toute l'équipe gouvernementale, car nous dirigeons sans aucun doute le meilleur gouvernement de l'histoire.

Mais en fin de compte, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que, malgré toutes ces avancées majeures, faire progresser le pays prendra du temps. Autrement dit, nous ne deviendrons pas un pays développé du jour au lendemain. Les processus de convergence peuvent prendre 30, 35 ou 40 ans. Ce n'est donc pas seulement une question de travail acharné ; cela exige aussi de la patience et de la persévérance, et c'est pourquoi la bataille culturelle est si importante. La gestion est importante ; la bataille politique est fondamentale. Merci, Chef, pour tout ce que vous accomplissez.

Mais sans la bataille culturelle, nous ne pourrions pas pérenniser les réformes. Cela exigera une lutte continue, un combat permanent, un éclairage constant, un phare parmi les phares, en définitive, dans la direction que nous souhaitons prendre. Et c'est de cela que nous devons discuter. Autrement dit, outre une direction claire, il est essentiel d'avoir la volonté et la patience nécessaires pour atteindre notre objectif.

C'est pourquoi nous devons être conscients que la lutte est constante ; il y aura toujours de nouveaux objectifs à atteindre et de nouveaux défis à surmonter. C'est pourquoi l'immense travail de la Fondation Faro, qui défend activement les idées de liberté, est si important – des idées sans lesquelles tout gouvernement s'égare rapidement et s'échoue sur le précipice du socialisme. Je regarde autour de moi nombre des personnes présentes, et aussi celles qui ont pris la parole avant moi, et je trouve un dénominateur commun : nous ne sommes pas issus de la politique ou de l'État ; nous sommes avant tout des citoyens argentins ; nous sommes des patriotes soucieux du destin de notre pays. En être arrivés là est la preuve vivante que la société civile peut et doit occuper la place publique. Nous avons démontré que pour faire la différence, nous devons patauger dans la boue du débat, et pourquoi pas, aussi dans la politique. Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas continuer à être de simples spectateurs, car si nous ne nous défendons pas activement, l'élite nous submergera. Je le dis toujours : les buts ne sont pas marqués par le public, mais par les joueurs sur le terrain. Et même si nous pensons que nous ne pouvons pas faire grand-chose, la différence entre faire peu et ne rien faire est, en soi, infinie.

C'est pourquoi Diego Recalde, Mike Boggiano et Ramiro Castiñeira sont d'excellents exemples à suivre. Ils ne se concentrent pas uniquement sur leurs activités personnelles, mais s'efforcent chaque jour d'exprimer leurs idées en public et d'attaquer les innombrables porte-paroles rémunérés du parti d'État. Et bien sûr, tout cela au prix de lourds sacrifices personnels et souvent professionnels. C'est pourquoi je dis : bienvenue aux porte-paroles de la liberté.

Eux et bien d'autres se lancent tête baissée dans le champ miné du débat politique pour défendre des positions étouffées par la caste parasitaire, car les sectaires de l'État font tout ce qui est en leur pouvoir pour que les seules idées qui parviennent au peuple soient les leurs, celles qui sont néfastes et qui engendrent leur modèle criminel de pauvreté et d'asservissement. Pour faire un parallèle historique, dans la Grèce antique, les hommes libres étaient ceux qui pouvaient participer au débat public, ce qui nécessitait du temps libre, un atout dont les esclaves manquaient, car ils travaillaient de l'aube au crépuscule.

En Argentine, un phénomène similaire s'est produit ces dernières décennies : d'honnêtes citoyens ont été contraints de travailler toujours plus dur pour financer, grâce aux impôts, le train de vie extravagant des politiciens. Et, bien sûr, ils ont profité de leur temps libre excédentaire pour passer allègrement du temps à la télévision à promouvoir leurs propres idées confiscatoires. Ainsi, la gauche politique dispose d'un avantage structurel dans la bataille culturelle : grâce aux faveurs accordées par le pouvoir politique, elle a infiltré pendant des décennies toutes les institutions possibles, subvertissant leurs valeurs et les façonnant pour faire avancer son programme. Une opération qui, pour beaucoup, serait invisible sans l'énorme contribution de mon grand ami et directeur exécutif de cette fondation, Agustín Laje.

Ainsi, politiciens, chefs d'entreprise, responsables syndicaux, secrétaires et toute la caste élargie ont fini par répéter les mêmes idées, presque comme si elles étaient gravées dans leur cerveau, des idées contraires aux notions les plus élémentaires de liberté. C'est ce qu'Axel Kaiser a dit : « Où es-tu, Axel ? » Félicitations pour ton travail. Tant qu'à faire, félicitons également Adrián Ravier, qui sera également notre candidat dans La Pampa. Axel a développé ce point en détail dans son livre « Parasites mentaux », que je vous recommande vivement de lire. Allez, cassez votre tirelire ! Ces idées qui, à première vue, semblent innocentes et se nourrissent de nos bonnes intentions, mènent à la misère à long terme. Des idées activement promues par la caste politique à travers la propagande étatique et paraétatique, et dont le but est de légitimer l'expansion illimitée du secteur public.

Permettez-moi de préciser que lorsque je parle de parasites mentaux, je ne parle pas d'êtres humains. Les gens sont victimes de ces idées ancrées dans leur cerveau par des décennies d'endoctrinement collectiviste. Le problème, c'est qu'une fois que ces idées – ces parasites mentaux – prennent le dessus, plus elles envahissent leur esprit, plus le problème est qu'elles les transforment en zombies, c'est-à-dire en une secte, ce qu'elles sont fondamentalement : la secte Kuka. Autrement dit, peu importe les données présentées. Par exemple, vous leur présentez les données sur l'inflation : ils disent : « Non, vous mentez sur l'inflation. » Vous leur présentez les données sur la pauvreté : « Non, la pauvreté, c'est mentir. » Bien sûr, ils avaient éliminé cet indicateur, car il était stigmatisant.

Car en fin de compte, et s'étendant à d'autres plans, le voleur croit que tout le monde est comme lui. Et il a clarifié, s'étendant également à d'autres plans : « Qui veut comprendre, qu'il comprenne. » Recalde est très perspicace et comprend tout ce que je dis.

Un premier exemple de parasite mental est la notion de justice sociale, qui n'a rien à voir avec la justice sociale, puisqu'elle découle de l'injustice consistant à prendre de force quelque chose à une personne pour le donner à une autre. Autrement dit, elle vole le travail d'une personne pour le distribuer arbitrairement. Elle présente deux problèmes, non ? Parce qu'elle est précédée du vol, et parce qu'elle est soumise à un traitement inégal devant la loi, qui, au fond, n'est rien de plus ni de moins que de faire la charité avec l'argent d'autrui. Et cela nous amène naturellement à un autre parasite mental, la notion de droits sociaux. Ceci dit, il s'agit des deux premiers chapitres du livre d'Axel. Selon ce parasite, de toute différence, quelle qu'elle soit, naît un prétendu droit qui ne peut être résolu que par l'intervention de l'État. C'est-à-dire des dépenses publiques financées par les impôts présents ou futurs.

Le fait est que, Dieu merci, les différences entre chacun de nous sont infinies. Et je dis Dieu merci, car si elles ne l'étaient pas, il n'y aurait pas de division du travail, et par conséquent, pas de coopération sociale et économique efficace, ni de prospérité. Le but ultime de cette perspective est l'interventionnisme total de l'État et l'appropriation totale de la production privée pour une distribution future. Autrement dit, appliquer cette idée à ses conséquences ultimes conduit au totalitarisme. J'allais m'avancer dans une autre partie de mon discours, et je m'en suis souvenu, et pour l'instant, je ne m'écarterai pas du sujet. Je m'écarterai du sujet dans un instant.

De plus, même cela ne suffirait pas, car c'est une contradiction logique : l'inflation des droits sociaux génère des attentes illimitées chez les citoyens et autorise et oblige l'État à les satisfaire. Le problème, c'est que ces droits doivent être payés, et si les attentes des citoyens sont infinies, les ressources sont limitées. Autrement dit, pour se conformer à une telle absurdité, il faudrait violer la première loi de l'économie, celle de la rareté. Comme le dit Thomas Sowell, la première loi de l'économie est la rareté ; autrement dit, il n'y a pas tout pour tout le monde. Et quelle est la première loi de la politique ? Violenter la première loi de l'économie. Nous en avons beaucoup appris, n'est-ce pas ? Car l'autre jour – j'essaie de modérer mes propos –, un type... à la plume empoisonnée, a déclaré en substance : non, un plan ne se résume pas à l'équilibre budgétaire, à donner du pouvoir aux dégénérés fiscaux, car, au fond, le déficit zéro est une politique et s'appelle le respect des contraintes budgétaires, et le non-respect des contraintes budgétaires nous a coûté cher, à nous, Argentins. En fait, durant les 123 années précédant notre arrivée au pouvoir, à l'exception de dix périodes, il y a toujours eu un déficit, et les autres fois, c'était parce que nous étions en défaut de paiement, ce qui rend fausse l'affirmation selon laquelle nous n'avions pas de déficit. Donc, si pendant 123 ans personne n'a pu le faire, et que nous l'avons fait nous-mêmes, et qu'ils ont également déclaré que c'était impossible – par exemple, qu'il était impossible de réduire les dépenses publiques d'un point de PIB – et que, dès le premier mois, nous avons procédé à un ajustement de sept points de PIB, les dépenses publiques en termes réels ont chuté de plus de 30 %, et ils ont déclaré que c'était impossible. Après ajustement de certains postes, l'ajustement final a finalement atteint cinq points de PIB. Et ce, en un mois. C'est intéressant, car Federico Sturzenegger a mené une étude sur les ajustements budgétaires depuis le milieu du XXe siècle, et il n'existe que 24 cas où les dépenses publiques ont été réduites de cette ampleur. Ce qui est intéressant, c'est que les 23 cas restants se sont produits après une guerre, ce qui est assez clair : les dépenses augmentent en raison des dépenses de guerre, puis la guerre prend fin, et les dépenses sont réduites. Nous avons donc fait quelque chose d'inédit dans l'histoire récente. Mais ce n'est pas tout : si l'on ajoute à cela l'ajustement du bilan de la Banque centrale de 10 points de PIB, il s'agit du plus important ajustement budgétaire de l'histoire de l'humanité en six mois.

Je voudrais également apporter une touche de couleur, car dans l'une des interviews de Toto, elles sont toutes très bonnes, mais certaines ont des aspects qui dépassent déjà l'extraordinaire et cela montre également l'énorme tâche de cet autre colosse qui est ici, Santiago Bausili, le président de la Banque centrale, à un moment donné, il souligne pourquoi nous avons un déficit budgétaire de 15 points de PIB, 5 au Trésor et 10 à la Banque centrale. C'est très intéressant car ce que Toto montre, c'est que même si nous avons fait l'ajustement au Trésor, si nous n'avions pas réparé le désastre à la Banque centrale, l'hyperinflation se serait produite de toute façon, avec le facteur aggravant qu'ils nous auraient dit que nous avions de l'hyperinflation même avec l'ajustement budgétaire. Imaginez ce que cela aurait été en termes de bataille culturelle, le plus intéressant dans tout cela est que lorsque nous, au début, ils ont dit que c'était impossible, puis quand ils ont commencé à le voir, ils ont dit que ce n'était pas tenable, puis ils ont commencé à dire que nous allions sombrer dans une énorme récession. Dire que cela pourrait être compréhensible à la lumière de la bibliographie sur le sujet, la chose la plus intéressante est que nous avons fait des ajustements énormes et la chose la plus incroyable, et la raison pour laquelle le monde parle du miracle argentin, c'est que dans la première année, si vous comparez le 24 décembre avec le 23 décembre, le produit brut a augmenté de 6%.

Nous avons donc quelque chose à dire et à apporter : nous savons comment procéder à un ajustement qui réduit l'inflation sans engendrer de récession et qui permette à un quart de la population de sortir de la pauvreté. En définitive, pour en revenir aux parasites mentaux, ces parasites cachent une distorsion du concept de liberté. Si, pour le libéralisme, la liberté est la possibilité de poursuivre un projet de vie dans un contexte d'égalité devant la loi, pour le collectivisme, la liberté n'existe que si elle garantit la réussite de tous. La gauche ne conçoit pas que, compte tenu de la diversité des individus, chacun puisse user de sa liberté comme bon lui semble et en assumer les conséquences. Or, si l'on prend la définition de la liberté, par exemple celle de Hayek, la liberté signifie que l'on peut, tant que l'on ne porte pas préjudice à des tiers, faire ce que l'on veut. Or, bien sûr, il faut aussi en assumer les conséquences. Autrement dit, liberté et responsabilité sont les deux faces d'une même médaille. Mais bon, de quoi parlez-vous, de responsabilité, à des types qui réclament un trou budgétaire de 2,8 % du PIB, ce qui veut dire qu'ils fumeraient un YPF par an. Les sentimentaux.

Autrement dit, pour eux, tout le monde devrait avoir accès aux mêmes biens, et c'est l'État qui devrait gérer la vie des individus, passant de l'égalité devant la loi proposée par le libéralisme à un contexte de prétendue égalité des chances, où, comme nous l'avons vu, tout ce qui nous rend uniques en tant qu'individus disparaît. Pour couronner le tout, ils prétendent ensuite défendre la diversité et la pluralité. Le problème avec tout cela, c'est qu'ils violent la restriction budgétaire. Autrement dit, l'interprétation que nous avons de ce parasite mental est que la question des droits sociaux se pose face à son échec – un cheveu vient de me rentrer dans l'œil, et ils ne savent pas ce qui me dérange – mais pas assez pour faire tourner le compteur d'insultes. Je vais faire ceci : je vais arrêter d'utiliser des insultes pour voir si vous êtes en position de discuter d'idées. Parce que je pense que vous discutez de formes parce que vous n'avez pas le niveau intellectuel pour discuter d'idées.

Je voudrais aussi faire une remarque intéressante : il y avait un homme, président et insulteur en série. On l'appelait « El Loco » (Le Fou), et c'est lui qui a transformé l'éducation argentine. Il s'appelait Domingo Faustino Sarmiento. Selon ce groupe de porte-étendards et d'experts en formalités, il aurait été condamné au bûcher. Mais bon, c'est comme ça... la dictature des formalités. Nous allons les affronter en respectant leurs formalités, une fois pour toutes. Voyons s'ils peuvent démontrer la force intellectuelle nécessaire pour nous affronter avec des idées. Autrement dit, faute de pouvoir répondre par des idées, ils se contentent de formalités. Alors maintenant, nous vous lançons un défi, porte-étendards des formalités. Nous allons utiliser les formalités que vous aimez. Vous savez pourquoi ? Pour vous exposer comme une coquille vide.

Et ceci, au-delà du fait que je peux raconter ces blagues à Mike parce que je suis un ami. J'espère que vous ne vous sentez pas offensé. Voyons si vous continuez à me poursuivre en justice parce que vous vous sentez offensé et pensez que j'essaie d'attaquer institutionnellement votre nouveau rôle à la Fondation Faro. Mais au-delà de ça, il y a quelque chose de très intéressant : quand vous présentez ces arguments aux socialistes, ils n'accepteront jamais l'égalisation vers le bas, ils ne l'accepteront jamais. Ils disent non : l'égalité se fait vers le haut. Le problème, c'est que c'est faux, car cela viole les restrictions budgétaires. Supposons que j'ai une économie qui produit 100 % et qu'un groupe en consomme 20 % et un autre 80 %. Que se passe-t-il si je veux que les deux aient la même chose ? Eh bien, en principe, je ne pourrais pas avoir une situation où les deux gagnent 80 parce que pour qu'ils gagnent tous les deux 80, je devrais produire 160 et j'en produis 100 donc la première chose qui va m'arriver c'est que je viole la restriction budgétaire et violer la restriction budgétaire n'est pas cruel, ce n'est pas que l'on veut respecter la restriction budgétaire parce qu'on n'a pas de cœur ou qu'on est insensible mais parce que la solution pour nier la restriction budgétaire est bien pire parce que la tentative de faire en sorte que tout le monde gagne 50, le problème est que celui qui génère 80 ne va pas être prêt à être payé 50, alors que vont-ils faire, vont-ils ajuster leur production pour être à 50, si l'autre n'a pas produit 50, donc ce qui va se passer c'est qu'ils vont passer à 70. Donc si vous insistez sur cette dynamique, ce que vous allez faire c'est expulser les talentueux, quelque chose que les socialistes font toujours, n'est-ce pas ? Non seulement ils finissent par chasser les talents, mais la violation des restrictions budgétaires est financée soit par la dette – autrement dit par des impôts futurs – condamnant les générations futures à la misère, à l'instar des démagogues populistes du Congrès, soit par l'émission monétaire et finissent par supprimer 13 zéros de la monnaie (et nous pourrions en supprimer trois de plus). Et ce n'est pas tout, ils condamnent aussi les plus vulnérables à la misère. Quel groupe est le plus vulnérable ? Les personnes âgées, ou sans autre scrupule, lèvent des impôts explicites, ce qui finit par menacer la croissance économique. Au final, le remède est pire que le mal. D'ailleurs, Hayek a une merveilleuse citation : « Si les socialistes connaissaient l'économie, ils ne seraient pas socialistes. » La connaissance économique mène au libéralisme. Mais bon, ces gens-là, eh bien, ce sont des zombies. Et c'est pourquoi notre tâche, maintenant que nous prenons le Léviathan par les cornes, n'est pas moins titanesque qu'elle ne l'était à l'extérieur. Parce que le parti au pouvoir a des décennies d'avance. Ils inoculent notre population avec ces parasites mentaux qui sont devenus du bon sens depuis des décennies. Et ils sont devenus du bon sens au point que de nombreuses personnes qui n'avaient jamais voté pour aucune version du collectivisme de leur vie, que ce soit le péronisme, le kirchnerisme, le socialisme, la social-démocratie ou même les communistes, comme le nain soviétique Kicillof, les tiennent pour acquis.

Nous avons pour mission de démanteler la structure tentaculaire que les sectaires d'État ont construite pour s'immiscer dans tous les aspects de la vie des gens. Comme Procuste dans la Grèce antique, ils coupaient les jambes des gens pour les conformer à leur idéal d'égalité tordu et les remplir de parasites mentaux. Le cas de Procuste est intéressant. Procuste était une personne profondément attachée à l'égalité. Et c'est une métaphore intéressante. Procuste invitait les gens chez lui, puis il les invitait à dîner et leur offrait des boissons jusqu'à ce qu'ils soient ivres. Et lorsqu'ils étaient déjà très ivres, Procuste était si généreux qu'il les invitait à passer la nuit chez lui. Ainsi, s'ils étaient trop grands, il leur coupait les jambes ; s'ils étaient trop larges, il leur coupait les bras ; s'ils étaient trop petits, il les allongeait. Autrement dit, cet homme était sanguinaire. Et c'est ça, l'égalitarisme. C'est précisément ce que représente la guillotine de l'égalité : elle est profondément violente, sanguinaire et, surtout, appauvrissante.

Par conséquent, si nous nous concentrons uniquement sur la réforme de l'État national et négligeons les provinces et les municipalités, ces districts serviront de refuge aux agents de la caste pendant la tempête. De là, soyez-en sûrs, ils rassembleront leurs forces pour ensuite défaire tout ce qu'ils ont accompli. Ils admettent déjà qu'ils prévoient de revenir encore plus mal. En fait, ils admettent ouvertement qu'ils reviendront encore plus mal. Un jour, j'ai vu un message sur Twitter montrant qu'une fois les pouvoirs délégués finalisés et Federico ayant publié toutes les entités éliminées, un de ces zombies, membre de la secte, est intervenu et a déclaré : « Voici le programme du prochain gouvernement : détruire tout ce que fait ce gouvernement. » Autrement dit, leur objectif est uniquement de détruire. Nous devons donc continuer à nous battre, non seulement pour défendre nos acquis, mais aussi pour continuer à construire. D'ailleurs, sans aller plus loin, Kicillof consacre aujourd'hui une bonne partie du budget de la province de Buenos Aires à nourrir une armée de fonctionnaires sans fonction. Comme si cela ne suffisait pas, il peut aussi se permettre de financer toutes les chaînes de streaming du pays, même celles qui n'atteignent que 10 vues. Autrement dit, même lui, qui ne s'y connaît pas en réflexion, sait combien il est important de mener une guerre constante dans le domaine des idées et de la culture.

La province de Buenos Aires est un lieu où la propagande de Kicillof a fait de véritables ravages, contaminant les esprits de millions d'habitants qui, malgré la pauvreté la plus abjecte, restent prisonniers du kirchnerisme. Le pouvoir des idées et de ces parasites mentaux est tel que, sous couvert de justice sociale et de droits, ils mènent des sociétés entières au bord du gouffre. C'est pourquoi, lors de ces élections législatives de septembre, nous devons faire parler la réalité. Nous devons demander aux habitants de Buenos Aires de regarder autour d'eux et d'évaluer ce qui est arrivé à la province et à ses municipalités ces dernières décennies. Ils doivent s'intéresser, par exemple, à l'administration de personnes comme mon cher ami Diego Valenzuela.

Les élections devraient être un espace où les citoyens peuvent exprimer si les provinces se sont améliorées ou non au cours de tout ce temps, si la sécurité s'est améliorée ou non, s'ils marchent dans la rue avec plus de confiance chaque jour ou non, s'ils ont investi ou non dans l'amélioration de la qualité des services essentiels qu'un État doit garantir, ou si l'argent des citoyens a été gaspillé ou non sur des questions sans importance, laissant les besoins les plus élémentaires sans réponse.

Enfin, les habitants de Buenos Aires doivent décider si le gouvernement provincial, disproportionné, a servi le bien-être de la société ou, au contraire, si des impôts toujours plus élevés servent à payer les salaires de fainéants sans emploi, amis de Kicillof, partisans de Kicillof ou militants du parasitisme du parti d'État. Par conséquent, je le répète, c'est précisément le choix que les habitants de Buenos Aires auront le 7 septembre : dire non à des décennies et des décennies de misère persistante dans la province de Buenos Aires, aujourd'hui sous le contrôle du gouvernement sphérique inutile de Kicillof. Un gouvernement sphérique inutile est inutile, quelle que soit la façon dont on le considère. Dire non aux impôts confiscatoires, dire non à un État qui dépense pour des choses stupides mais ne répond pas aux besoins fondamentaux, et dire plus jamais au kirchnérisme, cette expérience de gouvernement qui perdure depuis des décennies, mais qui, dans la province, n'a abouti qu'à un échec après l'autre. Je souhaite également apporter une touche de couleur et d'optimisme concernant les prochaines élections. Cette élection est cruciale, non seulement pour la province de Buenos Aires, mais pour tous les Argentins. Car elle pourrait signifier la fin du kirchnérisme. Il est important de noter que ces élections provinciales ne se limitent pas à une seule circonscription, mais qu'il s'agit d'une mascarade et d'une fraude morale avec des candidatures symboliques. De plus, les maires se présentent sur le terrain, mettant en jeu tout leur appareil, et ils sont prêts à commettre des fraudes, en votant avec un système électoral différent. Autrement dit, cela favorise la fraude. Alors, pourquoi cette élection est-elle importante ? Parce qu'elle marquera le plafond du kirchnérisme, et pour nous, le plancher, car aux élections nationales, il n'y aura pas de candidats symboliques, ou s'il y en a, ce ne sont pas les nôtres, et le système électoral sera différent. Le vote se fera avec un bulletin unique. Un système qui est censé nuire aux partis au pouvoir, et les seuls qui ont eu le courage de faire pression pour un bulletin de vote unique étaient nous, les libéraux.

Par conséquent, ce qui se passera en septembre constituera un point bas pour nous. Cela signifie que d'ici octobre, nous continuerons de progresser, mais le plus important est que nous ayons cette opportunité, et nous l'aurons en octobre. Or, ils n'en ont qu'une, c'est pourquoi ils coupent les ponts, ce qui explique les énormes difficultés opérationnelles que subit chaque membre de ce gouvernement. Car si nous gagnions la province de Buenos Aires en septembre, nous aurions enfoncé le dernier clou dans le cercueil du kirchnerisme.

Revenant aux questions pertinentes concernant la province de Buenos Aires, le prophète Isaïe, guidé par les Saintes Écritures, évoque une époque où le royaume de Judée était plongé dans une profonde corruption sociale et religieuse. Il raconte que Dieu réprimanda le peuple juif et dit : « Si vous étendez vos mains en prière, je détournerai mon regard de vous, et même si vous multipliez mes prières, je n'écouterai pas, car vos mains sont couvertes de sang. » Voilà ce qu'est la province de Buenos Aires. Une province où le gouvernement a les mains couvertes de sang, car la province de Buenos Aires est un véritable bain de sang. En fin de compte, ce fragment suggère que la qualité d'une personne se définit par ses actions. Nous pouvons avoir de bonnes idées ou de bonnes intentions, mais ce qui compte en fin de compte, ce sont les bonnes actions. Il y a une citation très intéressante de Milton Friedman, qui affirme que les politiques économiques ne sont pas jugées sur leurs intentions, mais plutôt sur leurs résultats. De ce fait, le gouvernement se caractérise par un bilardismo extrême, que nous affichons parfois fièrement. En réalité, nous sommes tous talibanisés, mais il fallait bien que quelqu'un fasse preuve d'un peu de retenue, et ce n'était pas moi.

Ce n'est donc pas une question de qui nous pensons être, mais de ce que nous faisons qui nous définit. Je vais vous donner un autre exemple : non seulement nous parlons de liberté, mais lorsque nous avons dû stabiliser le pays, nous avons respecté les droits de propriété, car nous n'avons pas créé de plan Bonex, nous n'avons pas instauré de contrôle des prix, nous n'avons pas appelé les commerçants pour faire pression sur les gens afin qu'ils maintiennent les prix bas, et encore moins mis un 9 mm sur leur table ou envoyé la police pourchassant les petits arbres. Mais il me semble que ce qui illustre le mieux notre engagement à concevoir des politiques publiques, des politiques conçues dans une perspective morale et éthique, c'est ce qui s'est passé avec le contrôle des changes. Toute l'équipe économique était fermement déterminée à le supprimer. Le contrôle des changes est fondamentalement un outil de torture, et c'était une très bonne chose qu'on l'appelle ainsi, car, fondamentalement, si vous gagnez votre argent honnêtement, vous devriez pouvoir le dépenser comme bon vous semble. Il n'y a aucune raison pour qu'un fonctionnaire vienne vous dire ce que vous pouvez ou ne pouvez pas acheter. Et cela a des conséquences, non seulement sur leur niveau d'utilité, en termes économiques, en termes d'amitié, de satisfaction, mais aussi parce que cela a détruit leurs économies.

Imaginez que si vous aviez pu conserver 1 350 pesos en 2001, aujourd'hui – je précise, aujourd'hui, car la valeur va continuer à baisser –, enfin, pour être précis, 1 360. À l'époque, vous aviez 1 360 pesos, et vous auriez pu conserver 1 360 dollars ou 1 360 pesos. Donc, si vous aviez conservé 1 360 dollars, vous auriez aujourd'hui 1 360 dollars. Si vous aviez conservé 1 360 pesos, vous n'auriez plus qu'un dollar. Plus tard, vous pourriez acheter plus de dollars, mais peu importe ; c'est un autre détail qui viendra plus tard. Et, par conséquent, cela implique que vous auriez détruit votre richesse et que votre qualité de vie se serait énormément détériorée. Les gens n'ont pas choisi le dollar par haine du pays. En réalité, ils l'ont choisi par haine, à juste titre, des politiciens qui l'ont émis.

Je me souviens qu'environ six mois s'étaient écoulés depuis mon arrivée au Congrès. Un journaliste m'a demandé ce que je pensais maintenant que j'étais en politique, ce que je pensais de la politique, et je lui ai répondu que j'avais tort. Puis le journaliste a commencé à me critiquer, me demandant si j'avais changé d'avis maintenant qu'il était ici. Je lui ai répondu : « Je vais clarifier quelque chose. Ce n'est pas que mon opinion des politiciens s'est améliorée, c'est qu'elle est bien pire que ce que je pensais. » Ce qui est intéressant, c'est que nous avons clairement défini notre volonté de nous retirer. Nous, au ministère de l'Économie et le géant José Luis Daza, avions fait nos estimations. Il y avait aussi les autres, Furiase, le muet, le faucon. Il y avait l'estimation du montant des dollars à retirer de la Banque centrale, et voilà ce que je pensais qu'il nous fallait. Nous étions donc parvenus à un consensus : avec 12 milliards de dollars, nous pouvions ouvrir. Mais comme Toto et moi sommes des hyper-bilaristes, nous nous sommes dit : « Si nous obtenons 15 milliards de dollars, nous nous en sortirons. » Le programme a finalement été plus important, mais ils disaient qu'ils n'y parviendraient pas, qu'ils n'oseraient pas laisser flotter ou lever le contrôle des changes en année électorale. Ils croyaient en une vision utilitariste de la vie. Ils pensaient que pour nous, la liberté se résumait à une augmentation du PIB, et ce qu'ils ne comprenaient pas, c'est que nous concevons nos politiques avec une perspective morale, une perspective éthique. Par conséquent, si les dollars apparaissaient, quelle année électorale, même pas huit trimestres ! Quelle spéculation ! La liberté n'est pas négociable, et lorsque nous avons pu lever le contrôle des changes, même en année électorale et contre tout ce que disaient le parti et la caste, nous l'avons fait avec succès.

Mais, puisqu'il s'agit de mettre un terme au kirchnérisme, il faut revenir à ce qu'il a fait, n'est-ce pas ? Ce qu'il a fait au pays et à la province en dit long. Ils n'ont aucun moyen de se cacher de Dieu, ni du peuple, car ils ont détruit tout ce qu'ils ont touché. Je veux dire, quelque chose comme le roi, Sadim, non, le roi Midas, tout ce qu'il touchait se transformait en or. Ces gens transforment tout ce qu'ils touchent en... disons... excréments, d'accord ? Je veux dire, tout habitant de Buenos Aires, où qu'il vive, regarde autour de lui et sait que la province est la même, voire pire, qu'au siècle dernier. Peu importe qu'ils parlent beaucoup de solidarité avec des discours grandiloquents, si, en fin de compte, en pratique, ils sont prêts à briser l'État et à ruiner l'avenir de tous. Sachez que non seulement Dieu, mais aussi le peuple, vous jugera sur vos actes, et non sur vos paroles. Car, en fin de compte, comme le dit le vieil adage, l'enfer est pavé de bonnes intentions. Les Argentins ont décidé de quitter l'enfer kirchnérien, et j'espère qu'ils y parviendront lors des élections du 7 septembre.

En fin de compte, c'est l'adversaire auquel nous sommes confrontés, et c'est pourquoi le travail de fondations comme Faro est si important. Je voudrais m'attarder un instant sur le nom de la fondation : elle a été créée en l'honneur de Benjamín Solari Parravicini. Il a déclaré que l'Argentine serait le phare des phares, le premier phare d'une nouvelle ère. Et que fait un phare ? Il éclaire le chemin, marque une direction, un point d'arrivée pour que le bateau perdu puisse accoster. Et c'est précisément ce que fait la Fondation Faro à travers ses différentes initiatives. Aujourd'hui, elles font honneur à leur nom et à leur mission. Et en plus de présenter leurs nouveaux porte-parole dans la bataille culturelle, elles annoncent également un projet aussi ambitieux que nécessaire : le Conseil de la Liberté. Ce sera un véritable ordre de chevaliers dédié à la réflexion sur les réformes libérales dont les provinces ont besoin pour accompagner la nation sur le chemin de la liberté que nous avons emprunté. Ils ont donc l'énorme tâche de s'attaquer à ces produits de l'étatisme qui agissent comme une enclume, freinant une économie qui a tous les ingrédients pour décoller.

En bref, par l'intermédiaire du Conseil de la Liberté, cette fondation créera des phares locaux, chargés d'illuminer chaque recoin de l'Argentine des idées de liberté, transmises par sa maison mère, la fondation elle-même, phare des phares. Et rien de mieux pour atteindre cet objectif que d'intégrer à l'équipe des personnes issues du secteur privé, habituées à interagir avec le système byzantin mis en place par la classe politique et ses partenaires. Car ce sont elles qui savent parfaitement comment ces nobles privilèges, légaux, oppriment tous les citoyens au profit d'intérêts particuliers. Car les simples citoyens sont les véritables patriotes silencieux, garantis par le système, ceux qui œuvrent chaque jour pour offrir à leurs voisins des biens de meilleure qualité à moindre coût. Non pas ceux qui se disent patriotes, mais qui ne savent que voler les uns pour donner la moitié aux autres et empocher la différence. Et c'est pourquoi les simples citoyens sont les personnes idéales, celles qui possèdent à la fois les connaissances et la volonté nécessaires pour mener à bien cette tâche titanesque.

Ce groupe de réformes jouera un rôle clé dans la conception de différents types de projets adaptés à la situation particulière de chaque province. Je suis sûr qu'ils seront très utiles pour les programmes législatifs des années à venir. Je parle bien sûr du programme « La Libertad Avanza », mais je me permets aussi de rêver et de réfléchir : j'espère qu'ils auront un effet de contagion et que d'autres forces politiques y trouveront leur compte. Pourquoi pas ? Une boussole est toujours nécessaire pour orienter et donner corps aux efforts politiques. Car si l'objectif est de baisser les impôts et de rendre notre économie plus efficace afin qu'elle soit la plus libre et la plus compétitive du monde, nous devons analyser la réalité de chaque province pour comprendre quelles réglementations absurdes les entravent, quels impôts locaux les étranglent ou combien de fainéants subsistent au sein des États infranationaux. Diego l'a déjà fait, car c'est la municipalité qui compte le moins d'employés par habitant. Félicitations encore, Diego. J'espère que tu les remporteras au premier tour.

Nous avons déjà appris du passé que les efforts pour changer le pays ne peuvent être timides ; ils doivent être ambitieux et profonds. Ils doivent être déployés à la racine et englober les réglementations provinciales, voire municipales. Pour ceux qui produisent ou commercent, pour ceux qui travaillent, pour ceux qui emploient, innover et entreprennent, la réalité économique est une. Ils ne peuvent ni ne doivent séparer le national du local. Cela exige qu'à tous les niveaux, le chemin vers une plus grande liberté soit tracé. Pour tout cela, je tiens à remercier la Fondation Faro, mon cher ami Agustín Laje, Adrián Ravier, qui a également pris part à cette bataille culturelle en défendant les idées de l'École autrichienne, Axel Kaiser, le géant Toto Caputo, qui a parrainé ce projet, et le faucon de l'orthodoxie, Felipe Núñez, qui le portera. Je tiens à leur exprimer ma plus sincère gratitude et mon soutien total, car rien n'est plus digne d'un patriote que de se battre pour la liberté de ses concitoyens.

En bref, que Dieu vous bénisse tous, que les forces du ciel soient avec nous, et : vive la liberté, bon sang !

Merci beaucoup à tous.

Discours du président de la nation, Javier Milei, à La Derecha Fest, Cordoue

Mardi 22 juillet 2025

Bonjour à tous.

C'est vous qui donnez tout pour faire avancer un pays que des années d'étatisme incontrôlé semblaient avoir condamné à la misère. C'est vous qui avez vu vos amis faire leurs valises et émigrer, qui avez vu vos parents subir l'inflation et les dévaluations, qui avez vu chaque jour s'éloigner de plus en plus le rêve d'indépendance économique et de progrès.

Les gars : Je crois à l'ordre spontané. Organisez-vous et mettez les choses en ordre. Allez ! La classe politique vous a volé vos rêves de laisser à vos enfants un pays meilleur ; elle vous a volé ni plus ni moins que l'espoir. Et pourtant, au lieu de vous exiler ou de vous enfermer dans votre vie privée, vous avez décidé de vous battre pour l'avenir. Vous avez décidé de relever un défi héroïque depuis les marges de la société. Vous avez décidé de faire face à un véritable cri, un rugissement de liberté qui a fini par prendre d'assaut le pays. Et nous voici aujourd'hui, après avoir créé, en seulement un an et demi, le meilleur gouvernement de l'histoire argentine.

Comme je le dis toujours : notre mouvement a trois fronts de bataille, chacun avec ses caractéristiques et son importance : le front de la gestion, le front du pouvoir institutionnel et le front de la bataille culturelle. À travers le premier, nous appliquons efficacement les idées de liberté pour changer les normes du pays. C'est très intéressant et, de plus, c'est la raison pour laquelle nous affirmons que nous sommes le meilleur gouvernement de l'histoire.

Jusqu'à notre arrivée au pouvoir, le meilleur gouvernement de l'histoire avait été le premier gouvernement de Menem. Ce gouvernement s'était essentiellement caractérisé par un plan de stabilisation réussi, le Plan de convertibilité, et un ensemble de réformes structurelles. En matière de plan de stabilisation, ce programme économique, conçu par le plus grand ministre de l'Economie du monde, Toto Caputo, le surpasse sans aucun doute de loin.

Car non seulement nous avons réduit l'inflation plus rapidement, mais nous l'avons aussi fait sans recourir à des expropriations comme le plan Bonex. Nous y sommes parvenus sans avoir connu une ou deux hyperinflation importantes au préalable ; nous l'avons fait sans contrôler les prix ; nous l'avons fait sans fixer le taux de change et, de plus, contrairement aux autres programmes de stabilisation qui ajustaient les tarifs douaniers avant leur lancement afin de démontrer ultérieurement leur succès apparent, nous le faisons en cours de programme. Si l'on observe l'inflation du mois dernier, nous sommes passés de 300 % à 20 %, et aujourd'hui, nous avons déjà quitté le podium mondial des pays affichant la plus forte inflation.

Et, d'un autre côté, si l'on exclut ces effets de correction des prix ou si l'on considère le panier alimentaire de base ou le panier alimentaire total, l'inflation oscille déjà autour de 10 %. Waouh, nous sommes le meilleur gouvernement de l'histoire ! De plus, lorsqu'ils ont annoncé que nous allions plonger l'économie dans une grande dépression, compte tenu du programme de stabilisation qui réussissait à éliminer l'inflation, ils ont annoncé que nous allions faire sombrer l'économie, que nous allions entrer dans une grande dépression, que nous allions affamer les Argentins. Et pourtant, si l'on considère l'EMAE, indicateur du PIB mensuel, en décembre 2024, nous avons enregistré une croissance de 6 points de pourcentage supérieure à celle de 2023. Au premier trimestre, notre croissance était de 5, 6 ; et au deuxième, de 7, 7. Nous y parvenons vraiment.

Et comme si tout cela ne suffisait pas, nous, libéraux cruels et sans cœur, avons sorti 12 millions d'Argentins de la pauvreté. Et ce n'est pas tout : l'UNICEF a également reconnu que nous avons sorti 2,5 millions d'enfants de la pauvreté. D'autre part, en ce qui concerne le pouvoir institutionnel, grâce à ce deuxième élément, nous nous dotons du pouvoir nécessaire, tant au niveau exécutif que législatif, pour faire avancer nos idées. Cela détermine la profondeur et la rapidité avec lesquelles nous opérons le changement ; et c'est ce qui est en train d'être mis en œuvre – et je demande, s'il vous plaît, que le « Chef » se lève.

Et, enfin, à travers le dernier... la bataille culturelle, assurons-nous que ces changements soient durables, en éduquant le souverain. Bref, que ceux qui ont des yeux commencent à le voir. Sur le plan de la gestion, nous commençons par affronter les procureurs dégénérés. Nous avons hérité d'un État géant, en faillite et corrompu, qui a plongé la population dans la misère. Un État qui, en fin de compte, détestait ses citoyens et, par conséquent, méritait la haine de tous, et à juste titre.

Bien que cette première année et demie ait été difficile, nous avons montré dès le début, par nos actions, que nous étions parvenus à changer fondamentalement les choses. C'est le deuxième élément qui explique pourquoi nous sommes le meilleur gouvernement de l'histoire, car ce plan de stabilisation s'ajoute aux réformes structurelles. Lorsque les pouvoirs délégués ont été épuisés, le Dr Sturzenegger, « Le Colosse », l'architecte de cette réforme, a déclaré que les pouvoirs délégués ne représentaient que 5 % du travail. Autrement dit, si l'on considère les 101 agences et réformes mises en œuvre grâce aux pouvoirs délégués, et que l'on sait que ce chiffre représente 5 %, cela signifie que Federico Sturzenegger a mis en œuvre à lui seul 2 000 réformes structurelles. Si l'on ajoute à cela le décret 70/23 et les bases législatives, même révisées, nous pouvons affirmer que nous avons mis en œuvre 2 800 réformes structurelles, soit 28 fois plus que Menem.

De plus, si l'on considère les modifications apportées aux articles, qui n'ont fait que compliquer l'activité, comme lorsque Federico évoque l'affaire de la pastèque ou celle de la ferraille, etc., il s'agit d'une modification d'un article, mais il s'agit clairement d'une réforme structurelle. Si l'on considère les articles qui ont changé la vie de millions d'Argentins, les réformes du Dr Sturzenegger s'élèvent à 7 200, et si l'on ajoute la DNU et les Bases, on arrive à 8 000 réformes structurelles. Quel travail accompli en un an et demi !

En un an et demi, nous avons effacé 100 ans de dirigisme, et nous ne nous arrêterons pas tant que nous ne serons pas le pays le plus libre du monde. Cependant, ce n'est pas suffisant. Il nous faut maintenant traduire toutes les victoires du côté de la gestion au côté institutionnel, pour pouvoir continuer à accélérer sur ce chemin réformiste, car nous sommes vraiment des réformateurs extrêmes, fiers d'être des réformateurs extrêmes.

La bataille pour les voix est une longue marche. Imaginez qu'aujourd'hui nous n'ayons que 15 % des députés et 10 % des sénateurs, mais c'est une marche à sens unique, car le pays dont nous avons hérité, le parti d'Etat, était désastreux, et il est tellement évident pour la société qu'ils étaient tous complices du même système, qu'ils ont déjà perdu la tête pour se présenter aux élections. Les gens ne veulent même pas les considérer comme des figurines. C'est pourquoi beaucoup seront surpris par les résultats d'octobre.

Et si nous sommes convaincus que les votes soutiendront les réalisations de l'administration, le troisième front de la bataille – la bataille culturelle – présente un autre niveau de difficulté. C'est dans le domaine culturel que se disputent les concepts qui justifient la mise en œuvre des politiques publiques et des plans gouvernementaux. C'est là que le débat fait rage pour savoir qui a raison et pourquoi. L'histoire a maintes fois démontré que celui qui triomphe dans le domaine culturel finit par triompher dans l'arène politique. Agustín Laje, dixit.

Eh bien, c'est la culture qui génère les termes par lesquels les gens pensent et agissent dans la réalité. La gauche le sait parfaitement et s'est consacrée pendant des décennies à infiltrer toutes les institutions occidentales, à subvertir leurs valeurs et à les façonner à sa guise. Ainsi, nous en sommes arrivés à un état où politiciens, hommes d'affaires, dirigeants syndicaux, agents secrets et tous les autres membres de la caste ont mis en œuvre un ensemble d'idées anti-liberté pour se légitimer et légitimer leurs idées auprès de la population. Je parle de quelqu'un dont la tête est contaminée par tous les parasites mentaux qui circulent, ceux qui savent comme ceux qui ne savent pas. Mais rassurez-vous, je reviendrai sur les contributions de mon ami Axel Kaiser, mais laissez-moi le temps. Je suis du côté des Laje pour l'instant.

Ces idées s'enracinent dans l'esprit de millions d'êtres humains et contaminent les autres comme des parasites mentaux jusqu'à devenir indéniables dans l'imaginaire populaire. On en arrive ainsi à une situation où une liste de questions est acceptée comme valable alors qu'elle l'est loin d'être. Comme mon ami Axel Kaiser l'a souligné dans son livre, on peut les réduire à sept. La première est la justice sociale, qui n'a rien à voir avec la justice, puisqu'elle découle de l'injustice consistant à prendre de force à quelqu'un pour donner à quelqu'un d'autre. Cela constitue une inégalité devant la loi, et en fin de compte, faire la charité avec l'argent d'autrui est considéré comme inégalitaire. Ce parasite fait appel à la culpabilité morale et, par une tentative de lutte des classes, valide tout niveau d'intervention de l'Etat, remplaçant l'idée de responsabilité individuelle et réduisant les individus à l'esclavage de l'Etat, car, fondamentalement, la justice sociale est injuste ; parce que, comme je l'ai souligné, elle est précédée par le vol et, d'autre part, elle implique un traitement inégal devant la loi, ce qui est profondément violent, profondément injuste et conduit aussi inexorablement à la misère.

Cela ouvre la porte au deuxième parasite, celui des droits sociaux. J'ai d'ailleurs tweeté aujourd'hui à propos de ces idées, expliquant comment, par exemple, elles contaminent l'esprit soviétique. Cette idée cherche à susciter des attentes illimitées chez les gens en prétendant que chaque besoin est un droit et que tous les droits nécessitent l'intervention de l'Etat et des dépenses publiques. Le problème, c'est que pour se conformer à une telle absurdité, il faudrait violer la première loi de l'économie, celle de la rareté. Voyons voir... il y a une merveilleuse citation de Thomas Sowell qui dit : « La première loi de l'économie est la rareté. Il n'y a pas tout pour tout le monde. » Et sa deuxième réflexion est que la première loi de la politique consiste à ignorer la première loi de l'économie. Les populistes le savent certainement, ou peut-être qu'il y a quelques semaines, ils n'ont pas voté pour un projet de loi de dépenses de 17 milliards de dollars, et que cette brute traîtresse a dit qu'elle allait le financer avec 30 milliards de dollars. C'est facile de bluffer comme ça, mais je vous suggère, avant de bluffer, d'apprendre à additionner 2 + 2 ; et je ne vous dirai même pas ce que signifie un trou de 2,8 % du PIB en termes dynamiques. Cela implique une augmentation du ratio dette/produit de plus de 60 points de pourcentage et implique d'envoyer tous nos jeunes en enfer, ruinant le pays pour toujours.

Car, de plus, cela crée une incohérence flagrante. Si nous appelons chacun de nos besoins un droit, le problème est que ces droits doivent être payés, et pour les payer, il faut utiliser des ressources, et ces ressources sont limitées. Par conséquent, cette stupidité immonde : là où il y a un besoin, un droit naît. Le problème est qu'elle conduit constamment à des violations des restrictions budgétaires. En Argentine, cela a non seulement conduit à une inflation brutale, à la perte de treize zéros de la monnaie alors que nous aurions pu en perdre trois de plus, à devenir le pays avec le plus grand nombre de défauts de paiement de l'histoire, à la plus forte pression fiscale au monde. De plus, ces idées néfastes ont fait de nous l'un des pays les plus riches du monde. Ils nous ont envoyés à la catastrophe !

En fin de compte, ils agissent ainsi, en réalité, pour étendre la portée de l'Etat, ce qui nous amène à évoquer la troisième idée avancée par Kaiser : l'Etat-providence. Dans le chapitre... de ce quatrième livre, le néolibéralisme arrive en troisième position, mais j'y reviendrai plus tard. Ainsi, l'idée d'un Etat-providence, un Etat paternaliste, comme s'il était un Dieu tout-puissant, devrait nous fournir tout ce dont nous avons besoin. Ce qu'ils évitent dans ce type de déclaration, c'est de savoir qui génère la richesse et les ressources. En premier lieu, c'est le secteur privé, et pour que l'Etat les fournisse, il devrait les voler par le biais des impôts et de la bureaucratie, sacrifiant ainsi la croissance économique ; c'est ce à quoi la haute politique devrait réfléchir.

Et cela parce que cela finit par engendrer des sociétés plus dépendantes et une politique où les élections sont remportées par ceux qui promettent le plus. Mais comme le disait Francisco de Quevedo : personne n'offre autant que ceux qui ne tiennent pas leurs promesses. Car ceux qui gèrent aujourd'hui les retraites sont les mêmes qui les ont laissées à 80 dollars, alors qu'aujourd'hui, elles dépassent 350 dollars dans une économie plus ouverte. Par conséquent, chaque dollar permet d'acheter plus qu'avant.

Détail non négligeable : ceux qui ont pris leur retraite avec l'intégralité de leurs cotisations ont perçu des pensions comprises entre 700 et 800 dollars. Il s'agit de penser aux retraités, car c'est nous qui sortons les gens de la pauvreté, et non ceux qui nous ont ruinés avec l'impôt inflationniste.

D'un autre côté, cela évite aussi l'idée que lorsque l'État prend en charge des questions qui ne le concernent pas, il finit naturellement par négliger celles qui le concernent. Or, cette question est constamment débattue au sein de ce gouvernement : ce que l'État peut ou ne peut pas faire. Mais, dans cette transition, il faut bien comprendre que la seule chose à laquelle mène ce type d'égalitarisme, qu'il s'agisse de justice sociale ou de justice sociale 2.0, c'est-à-dire les droits sociaux, aboutit finalement à... cette belle expression d'« égalité des chances », si heureusement, et Dieu merci, nous sommes tous différents. Cela favorise la division du travail, la coopération sociale, rend les sociétés prospères, plus riches et, de plus, comme le disait Bastiat : « Là où le commerce entre, les balles n'entrent pas. » Et ces brutes égalitaires engendrent une société profondément violente et autoritaire, qui, en plus, vit comme une merde et se laisse mourir de faim.

Face à cet échec constant, un autre concept parasitaire émerge : le néolibéralisme. Ce n'est pas un hasard si aucun gauchiste ne sait précisément le définir. C'est un concept purement émotionnel de la gauche, visant à créer un épouvantail lorsqu'elle gouverne et un bouc émissaire en cas d'échec. Il vise également à susciter le rejet de toute réforme favorable au marché lorsqu'elle est au pouvoir, mais il est dénué de substance ; ce n'est qu'un fantôme, un épouvantail. Il est donc de notre devoir de leur montrer que cet épouvantail n'existe pas.

Car, au fond, en réalité, ceux qu'ils insultent ne sont que ceux qui cherchent à organiser les désastres qu'ils laissent derrière eux, car s'il y a une chose qu'ils font parfaitement, c'est laisser derrière eux un enfer fiscal et financier à la fin de leurs mandats. Ainsi, celui qui a la tâche ingrate d'organiser ce désordre a généralement un surnom tout préparé : « néolibéral ». Sans aller plus loin, ils nous ont laissé avec 57 % de la population dans la pauvreté, 70 % des enfants dans la pauvreté, une inflation quotidienne de 1,5 %, qui s'est annualisée à 17 000 % ; des réserves internationales négatives de 12 milliards de dollars, quatre bases monétaires arrivant à échéance en un jour, une dette en pesos arrivant à échéance en trois mois pour l'équivalent de neuf bases monétaires – autrement dit, en moins de trois mois, ils allaient nous faire multiplier la masse monétaire par 14. Et ce n'est pas tout, il y a aussi le projet SIRA, où 45 milliards de dollars ont été gaspillés, où ils n'ont rien laissé de côté, et cette bande de gens immoraux qui viennent nous parler, nous qui faisons avancer le pays, où nous sommes admirés dans le monde entier et où les gens parlent du miracle argentin.

Et ne parlons même pas du déficit budgétaire qu'ils nous ont laissé, qui représentait cinq points de pourcentage du PIB pour le Trésor et dix pour la Banque centrale. Je me souviens que, pendant ma campagne électorale, je parlais d'ajustement budgétaire. Ils disaient que c'était impossible, que j'étais fou, et je ne sais combien d'autres choses. Voilà. Disons que ça sort maintenant. C'est déjà en place. Le veto sera bientôt levé.

En ce sens, ils disaient qu'au maximum, au maximum, nous pourrions ajuster un point de pourcentage par an, et nous disions que nous allions atteindre l'équilibre budgétaire dès la première année ; et après 123 ans de déficit budgétaire ininterrompu, parce qu'il n'y avait d'équilibre budgétaire que lorsque nous étions en défaut de paiement, c'est-à-dire sans payer la dette... c'est pourquoi c'est drôle quand ils disent : non, nous ne faisons que masquer la dette, Dieu merci ; je veux dire, ils collaboraient à l'équilibre avec le défaut de paiement. Et, dans ce contexte, nous avons réalisé le plus important ajustement budgétaire de l'histoire de l'humanité en un mois ; En un mois, nous avons redressé les comptes publics et les avons remis sur les rails.

En six mois, nous avons enfin assaini le bilan de la Banque centrale. Un objectif dont personne n'avait parlé. Grâce à l'énorme travail de Santiago Bausili, président de la Banque centrale, et du secrétaire aux Finances, Pablo Quirno.

Mais, bien sûr... et quel est l'argument des primates, plus connus sous le nom de mandrills ? Ils disent que nous sommes endettés... C'est intéressant, car lorsque le kirchnérisme est arrivé au pouvoir, la dette publique argentine s'élevait à 140 milliards de dollars. À notre arrivée au pouvoir, la dette consolidée – car ils oublient toujours d'ajouter les désastres qu'ils provoquent à la Banque centrale – était de 500 milliards de dollars. Cela a augmenté la dette de 360 milliards de dollars. Si nous effaçons la dette de Macri, qui s'élevait à 60 milliards de dollars, le kirchnérisme, qui parle de dette, nous a endettés à 300 milliards de dollars. C'est le mouvement politique le plus endetté de l'histoire politique argentine.

Et tandis que ces hypothécaires du futur se souviennent que la dette est un impôt futur, donc un avenir que nous imputerons à nos enfants, à nos petits-enfants et aux générations futures. Pendant ce temps, ces voleurs immoraux qui commencent à peine à payer nous accusent de nous endetter nous-mêmes ; nous sommes le premier gouvernement de l'histoire argentine à réduire la dette de 50 milliards de dollars en un an. Par conséquent, lorsque ces immoraux parlent de néolibéralisme, c'est parce que ce mot peut avoir n'importe quel sens, puisqu'il ne désigne que les ennemis de l'expansionnisme étatique sans limite. Ils incluent donc également le monde des affaires soucieux de préserver ses activités. D'où l'idée de responsabilité sociale des entreprises. De nombreuses entreprises se sentent obligées de défendre des causes sociales, mais dans la plupart des cas, il s'agit d'une simulation guidée par des préceptes marketing. Le problème de cette simulation moralisatrice est que les entreprises négligent leur fonction première, qui est de créer de la valeur, source d'emplois et d'autres avantages sociaux réels. Ce problème avait déjà été résolu par le grand Milton Friedman : l'homme d'affaires, par sa simple recherche du profit économique dans les limites de la loi, est déjà un bienfaiteur social, car il ne peut s'enrichir qu'en offrant à son prochain un bien de meilleure qualité à un meilleur prix. Pour eux, en revanche, être un bienfaiteur social signifie se soumettre à leurs mandats arbitraires. Ainsi, à la tâche déjà stressante de gérer une entreprise, ils ajoutent le fardeau d'un État éléphantique et d'une charité forcée. Il n'y a pas de charité sous la menace d'une arme ; la charité, si elle n'est pas volontaire, n'est pas de la charité.

C'est dans ce sens qu'ont émergé les idées néfastes de promotion de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, tant dans les entreprises que dans la société en général. L'égalité devant la loi a été remplacée par la discrimination positive pour les groupes sociaux ; nous avons cessé de privilégier l'excellence et l'aptitude au profit de critères génériques ou ethniques. Cette situation a fragmenté la société, l'emprisonnant dans des luttes inventées de toutes pièces, et faisant perdre à chacun la confiance et la neutralité des institutions. L'État moderne s'est effondré en mille morceaux. Heureusement, en Argentine, seul l'État a souffert de cette perversion du droit, car notre déconnexion du reste du monde a atténué l'impact de ce parasite.

Et, cerise sur le gâteau de toutes ces idées parasites, leur désir de critiquer la civilisation dans laquelle ils vivent les conduit à romancer exagérément la vie sauvage. Critiquer le modèle qui a sorti 90 % de l'humanité de l'extrême pauvreté est absurde, sous tous les angles. C'est pourquoi ils doivent déguiser ces critiques ridicules sous des idées bien intentionnées, qui n'ont rien à voir avec la réalité et tout à voir avec leur idéologie. C'est ainsi qu'ils imposent aux cultures primitives des idéaux de pureté, d'harmonie naturelle et de résistance aux maux de la vie moderne. Selon cette idée, tous les peuples autochtones étaient extrêmement respectueux de la nature, respectueux des autres tribus, et ignorants de la cruauté sous toutes ses formes. Il semble qu'ils soient faibles en matière de données historiques. Les gauchers sont censés connaître l'histoire, soi-disant, mais il semble qu'ils ne la connaissent que telle que racontée par celui qui a fumé l'argent de son père, qui a épousé une millionnaire, a fumé sa fortune et a eu des enfants avec la bonne. Oh, et puis il a vécu aux crochets de son ami jusqu'à sa mort. Bien sûr, le roi des parasites, Karl Marx. Avec cette pantomime de sagesse ancestrale, ils tentent de nous faire croire que le monde était parfait avant l'avènement du commerce. Ils légitiment ainsi des politiques destructrices pour les pays en développement, comme l'environnementalisme et l'anti-développement, ou la légitimité de l'État moderne. Pour couronner le tout, ils enseignent cette vérité dans de grandes universités sous le label « anticolonialisme » ; tout comme tant d'autres absurdités dont ils nous bombardent depuis si longtemps. Grâce à la diffusion de ces idées, que ce soit dans le monde universitaire, les médias, les administrations publiques ou même les films hollywoodiens, la gauche a réussi à conquérir les personnalités les plus prestigieuses de chaque société, les utilisant comme vecteurs de son idéologie ; on ne pourrait pas être plus Gramscien. Je veux dire, l'éducation, la culture et les médias, tout est de gauche.

Et tout cela est financé aux dépens des impôts des citoyens prospères et prospères, qu'ils ont été chargés de diaboliser comme s'ils étaient la source de tous les maux. C'est un jeu dans lequel, malheureusement, nous partons aujourd'hui avec un handicap ; nous devons reconnaître qu'ils ont fait mieux. Lorsque nous reconnaissons qu'ils ont fait mieux, dans la bataille culturelle, nous serons en mesure de les dépasser, et c'est en grande partie grâce à Agustín Laje, Nicolás Márquez, Ballerini, Axel Kaiser et bien d'autres géants de la pensée qui ont commencé à mener cette bataille culturelle comme de véritables gladiateurs. Sans parler de ce « Colosse » qui les effraie et les empêche de diffuser en streaming, « Fat Dan ».

Si le libéralisme a su se placer à l'avant-garde de la bataille culturelle, changeant le cours de l'histoire humaine depuis sa naissance au XVII^e siècle, il a perdu du terrain au cours du siècle dernier face au collectivisme. Nous, les libéraux, avons négligé la bataille des idées et laissé la porte ouverte au fléau de la gauche. Par conséquent, nous ne pouvons plus perdre une seconde. Nos idées sont meilleures, mais les faits montrent que cela ne suffit pas. Nous devons savoir les médias communiquer, et c'est pourquoi nous devons imiter la gauche à cet égard en menant notre propre longue marche à travers les différents lieux d'influence. Sur chaque place, dans chaque Conseil délibératif, sur chaque onde radio et sur chaque chaîne de télévision du pays, nous devons voir quelqu'un défendre et promouvoir les idées de liberté.

Et nous devons le faire de manière durable afin que, tôt ou tard, la gauche ne soit plus qu'un mauvais rêve. C'est ce que dit quelqu'un qui l'a combattue dans les médias pendant dix ans et qui la combattait déjà depuis près de quinze ans dans le monde universitaire. Autrement dit, nous devons mener le combat, même si cela semble utopique. Seuls les fous sont capables de rêver d'un avenir, et ce sont eux qui, de surcroît, ont le courage de changer, ceux qui le font vraiment.

En ce sens, en décidant de combattre, vous avez décidé de devenir de véritables soldats de la bataille culturelle, de la bataille des idées, qui soutiendra durablement ce chemin de gloire que nous avons emprunté depuis notre arrivée au pouvoir.

Car le constater, c'est aussi constater l'état dans lequel cent ans d'étatisme incontrôlé ont laissé notre débat public, cent ans où nous avons été progressivement contaminés dans toutes nos institutions par des idées contraires à la liberté et au véritable progrès, cent ans où toutes les institutions qui ont jadis voué notre pays à la grandeur ont été infectées par des parasites idéologiques.

Mais il est important de comprendre que la plupart des gens ont intériorisé ces idées contagieuses simplement parce que c'est tout ce qu'ils ont toujours connu, et parce que, de plus, ces parasites se nourrissent de ce qu'il y a de plus noble chez les gens : leur sens de l'humanité et leurs bonnes intentions.

Pourtant, ils portent encore en eux le germe de la liberté et peuvent encore être persuadés de changer d'avis, d'où l'importance de la bataille culturelle.

C'est pourquoi je souhaite vous transmettre un message d'espoir. Nous avons une belle réflexion à mener ici. En 2023, les Argentins ont décidé de changer de cap, ce que nous devons confirmer en septembre dans la province de Buenos Aires, dans chaque province, et infliger un formidable choc violet en octobre.

Il faut comprendre qu'en octobre, d'un côté, il y aura le statu quo, le parti d'État, la caste politique idiote, parasitaire et inutile ; dans la haute politique, il y aura les manipulateurs, les journalistes à la solde de l'État ; il y aura aussi les dirigeants syndicaux, les entrepreneurs, les voleurs, les escrocs, les prébendiers. Et, de l'autre, il y aura les bons Argentins qui voudront embrasser les idées de liberté pour rendre à l'Argentine sa grandeur.

Ce qui s'est passé en Argentine ces cinq dernières années est un phénomène unique, car une nouvelle série de conditions s'est réunie, créant un environnement propice à la prise de conscience et à la formation d'anticorps contre les parasites qui sévissent dans nos esprits. Le désastre des trois derniers gouvernements argentins, l'inflation galopante engendrée par une politique économique dégénérée et le liberticide induit par la quarantaine perpétuelle ont créé un cauchemar si horrible que de nombreux Argentins n'ont eu d'autre choix que de se réveiller. Je n'ai pas oublié qu'un individu honteux a déclaré qu'en temps de pandémie, il n'y a pas de droits, et qu'il est dégoûtant que quelqu'un aille serrer dans ses bras ce sale morse. Si ce n'est pas clair, je parle de M. Mayans, sénateur de Gillo Insfrán.

Ainsi, la souffrance de notre peuple a alimenté une nouvelle lumière, un nouvel espoir au milieu des ténèbres. L'Argentine a vu un phare dans l'émergence de la droite libérale, car depuis des années, et seule, nous avons lutté contre les excès d'un État parasitaire, désespéré par ses ambitions budgétaires. Une caste politique capable des crimes les plus atroces pour maintenir ses privilèges. Bon sang, s'ils doivent tuer des gens au milieu, ils le font. Nisman, par exemple, mais ce n'est pas le seul exemple où la caste politique prend la vie d'êtres humains. Et ce, en se cachant derrière la rhétorique des droits de l'homme, tel Saturne... notre caste dévore ses enfants pour nourrir ses estomacs gras et insatiables ou pour les baisers, ses estomacs insatiables.

Ils disposaient de tout un ensemble de mécanismes pour empêcher une situation similaire à la nôtre. Un univers de relations clientélistes avec des hommes d'affaires, des leaders sociaux et des journalistes, voués à diffamer et à attaquer quiconque osait leur tenir tête. Ils pensaient avoir dompté le pays et le condamner à une servitude éternelle, mais nous avons vaincu tout cet appareil, et nous y sommes parvenus précisément parce que nous avons apporté la vérité avec nous. Et ce ne sont pas seulement les parasites mentaux qui sont contagieux ; la vérité, lorsqu'elle est dite avec conviction et détermination, l'est aussi.

C'est pourquoi nous portons aujourd'hui ces idées en avant et sortons l'Argentine de son dernier siècle sombre et humiliant. C'est pourquoi des forums comme celui-ci, où nous nous consacrons à discuter et à échanger sur les idées de liberté et sur la manière de les diffuser et de les faire connaître au grand public, sont si importants ; car nous voulons que chaque Argentin porte fièrement son pays dans ses veines, cesse de considérer son histoire avec honte. Nous ne souhaitons ni plus ni moins que l'Argentine et les Argentins retrouvent leur grandeur.

Quelle voix puissante, hein ! Nous avons mis tout cela en pratique avec une méthodologie politique qui a semblé nouvelle à beaucoup. J'en doute... Enfin, puisque nous ne sommes pas des kukas, nous chercherons à prospérer grâce à la libre association entre particuliers. Nous n'avions ni argent, ni appareil, ni territoire, ni amis dans les médias, seulement la parole de votre humble serviteur prononçant des discours de théorie économique sur une place, et vos téléphones portables, l'arme la plus pure de la liberté, qui désintermédie la circulation de l'information et libère la contagion de nos idées.

À cet égard, je voudrais souligner le travail de La Derecha Diario, qui est passé du statut de journal numérique, créé par deux adolescents, au statut de journal le plus lu d'Amérique latine en quelques années seulement. Félicitations à tous ceux qui ont contribué à La Derecha Diario et à ses créateurs.

De retour à notre campagne, ils se moquaient de nous, nous traitant de simples phénomènes de quartier. Pourtant, nous avons remporté deux sièges à la Chambre des représentants grâce à notre modeste campagne. Comme si ce n'était pas déjà un tournant, deux ans plus tard, nous avons remporté ni plus ni moins que la présidence du pays, en étant le candidat ayant recueilli le plus de voix de l'histoire, après avoir mené simultanément la campagne la plus austère de l'histoire.

En bref, militer en marge, rester fidèle aux idées de liberté, accéder au pouvoir en prêchant nos idées et en démontrant toute leur force, est une chose qu'un kirchnérien ne comprendra jamais, car ce sont des militants rémunérés, et d'autres ont aussi des militants rémunérés. Et, évidemment, les libéraux de café, les libéraux de cocktails, qui se complaisent dans des formalités pour se saboter systématiquement, ne comprendront jamais non plus. Dans leur vision enfantine de la politique, ils croient pouvoir gagner la guerre avec des présentations philosophiques, sans s'enliser dans la boue, car la boue leur semble vulgaire. Je dis souvent que si vous voulez aller au stade et voir un match argentin, il se passe une chose : disons que les tribunes sont très belles, très voyantes, mais si vous mettez le ballon au milieu du terrain, vous avez beau crier ou chanter, le ballon ne bouge pas. Recommencez l'expérience autant de fois que vous le souhaitez. Donc, si vous voulez gagner, vous devez marquer des buts, et pour marquer des buts, vous devez entrer sur le terrain. En Argentine, les buts ne sont pas marqués par le public ; ils sont marqués par Messi.

En ce sens, nous ne nous sommes pas simplement enlisés dans la boue, mais nous comprenons aussi que s'enliser exige de l'organisation, car nous avons lutté contre ceux qui ont brouillé les pistes pendant cent ans. Car si le libre marché et l'horizontalité sont les meilleurs vecteurs d'idées, l'organisation et l'ordre sont les meilleurs vecteurs d'action. Pour changer le pays de fond en comble, il est nécessaire d'avoir les deux camps. Nous sommes convaincus qu'une organisation mal organisée ne peut être vaincue que par une organisation bien organisée. Nous comprenons que, face au Léviathan à mille têtes, le pragmatisme et la verticalité sont fondamentaux, et que nous devons laver notre linge sale à huis clos, entre nous.

C'est pourquoi nous inaugurons cette manière innovante de faire de la politique, qui consiste à être à la fois libre et organisé. Non pas organisé, mais asservi, comme l'est le kirchnérisme, ni libre, mais dispersé et impuissant, comme l'ont été historiquement les libéraux en Argentine.

C'est en comprenant cela que nous pouvons mettre nos idées en pratique, et c'est grâce à cette capacité à les mettre en pratique que nous pouvons démontrer leur supériorité, comme je l'ai déjà dit. Ces derniers mois, nous avons accompli beaucoup de choses et, en seulement un an et demi, nous avons contré des décennies de destruction en semant les graines de la future puissance argentine. Nous avons démontré au monde et à nous-mêmes que l'esprit d'entreprise argentin est plus vivant que jamais, qu'il suffisait de nous libérer de la pression de l'État. Aujourd'hui, partout, on parle de notre miracle économique ; sans parler du président français qui vient d'annoncer son propre plan de sauvetage, et celui-ci se propage dans le monde entier.

À tous égards, nous avons la meilleure administration de l'histoire, et à en juger par nos innombrables réalisations, il semble que l'essentiel du travail soit accompli. Cependant, n'oublions pas une seconde que ce n'est que le début.

Non seulement nous devons réparer un siècle de misère accumulée et éduquer nos semblables aux idées de liberté, mais nous devons le faire avec l'ensemble du parti politique de l'État contre nous, sabotant toutes nos tentatives de redresser le navire qu'ils ont fait couler. Pendant ce temps, ils utilisent illégalement contre nous tous les mécanismes institutionnels initialement créés pour protéger les droits fondamentaux à la vie, à la liberté et à la propriété, y compris l'interrupteur.

Il y a quelque chose de très intéressant : si on doit tricher avant d'entrer sur le terrain, c'est parce qu'on sait qu'on est perdant. Aujourd'hui, les Kukas savent qu'ils sont perdants. D'ailleurs, j'imagine que beaucoup d'entre vous ont vu le film « Gladiateur ». Quand l'ignoble Commode décide de se battre au corps à corps avec Maximus ; et pour aller se battre, avant de se battre, il doit le poignarder et le faire saigner. C'est ce que le kirchnérisme doit faire. Il doit tricher parce qu'il ne peut pas gagner légitimement. Mais comme dans « Gladiateur », cela se produira en Argentine. Maximus, la liberté, vaincra le kirchnériste Commode.

De plus, les institutions républicaines, conçues pour empêcher la montée de la tyrannie, sont devenues des instruments d'oppression et de soumission, perpétuant le despotisme des bureaucrates. Les congrès ne se réunissent pas correctement, les juges statuent sur des questions qui ne leur appartiennent pas, tout cela dans le but de bloquer les réformes de liberté réclamées par le peuple. Et, comme si cela ne suffisait pas, il faut s'attaquer aux inévitables traîtres : des personnes élues avec un mandat clair pour libérer l'Argentine du joug de l'État, mais qui ont fait volte-face peu après leur arrivée au pouvoir. Des personnes qui ont mis quelques minutes à révéler leur irrépressible désir d'appartenir à une caste. Des personnes qui, peu après leur arrivée au pouvoir, ont tourné le dos au peuple argentin, éblouies par la soi-disant haute politique.

Mais tout comme l'histoire se souvient des héros, elle se souvient aussi des traîtres. Et au plus profond de l'enfer, décrit par Dante comme un lieu reculé, froid et sombre, ceux qui ont poignardé dans le dos ceux qui leur ont tendu la main souffrent d'un tourment éternel. À la fin, le temps remettra chacun à sa place.

Pour notre part, nous réaffirmons que Rome ne paie pas les traîtres. Nous prenons très au sérieux la mission que nous a confiée le peuple argentin. Comme je l'ai déjà dit, nous défendons une cause juste et noble, bien plus grande que chacun de nous. Nous sommes des individus libres qui se sont volontairement unis pour poursuivre un objectif commun. Nous avons volontairement décidé de nous soumettre à quelque chose qui nous dépasse, renonçant à nos ambitions personnelles, à notre confort et à nos désirs afin d'accomplir le plus grand exploit que notre nation ait connu depuis son indépendance : libérer le peuple argentin de la tyrannie de l'État omniprésent.

Pour être aussi direct que possible, ce qui me caractérise, nous sommes en guerre, et aussi répétitif que cela puisse paraître, l'histoire a montré que la seule façon de vaincre le mal organisé est de faire le bien. C'est pourquoi nous sommes des millions de personnes, mais nous avançons ensemble, et c'est ainsi que nous les écraserons aux urnes.

Nous sommes à un tournant de notre histoire. Les prochaines élections nationales détermineront si le changement que nous avons mis en œuvre depuis décembre 2023 se consolide ou si nous régressons vers le passé décadent et horrible dans lequel le kirchnerisme, ses sbires et le parti d'État tout entier nous ont entraînés. C'est pourquoi, cette année, nous devons faire campagne avec le même esprit et le même enthousiasme que le 23. Il est temps pour La Libertad Avanza de démontrer qu'elle est là pour changer cette grande nation une fois pour toutes, pour toujours.

Ainsi, ce pays de pillards, dirigé par une femme condamnée pour corruption, son défunt mari et le pire ministre de l'Économie de l'histoire, ne sera plus qu'un mauvais souvenir dans l'esprit des Argentins.

Mais pour y parvenir, nous ne devons pas baisser la garde, ne serait-ce qu'une seconde. La classe politique est toujours là, guettant nos erreurs. Ils ont passé leur vie à préparer l'État et à passer d'un poste à l'autre. Ils connaissent parfaitement chaque rouage de la machine de l'obstruction, une machine qu'ils ont eux-mêmes construite pour empêcher les changements que la société exige. Ils veulent nous voir faibles pour nous renverser et ainsi reprendre le pouvoir, dans le seul but de récupérer les privilèges que nous leur ôtons afin de rendre la liberté à chaque Argentin digne de ce nom. Nous ne devons pas laisser cela se produire. Il est temps d'être plus unis que jamais, fidèles à notre objectif. Ils veulent que nous soyons un pays de pauvres et d'opprimés. Nous voulons un pays prospère et libre. C'est le slogan que nous devons prêcher dans tout le pays, en nous engageant également à voter et à surveiller. Comme le disait Marc Aurèle : « Il n'y a pas de raccourci vers la grandeur. La patience et la persévérance sont fondamentales. » Ce n'est que le début, et la possibilité de rendre à l'Argentine sa grandeur dépend de nous.

N'ayons pas peur d'eux. Nous les avons déjà battus et nous le ferons à nouveau. Merci, Córdoba ; que Dieu bénisse les Argentins, que les forces du ciel soient avec nous, et vive la liberté, bon sang !

Vive la liberté, bon sang !

Vive la liberté, bon sang !

Merci beaucoup.

Discours du président de la Nation, Javier Milei, à la Bourse de Buenos Aires

Jeudi 10 juillet 2025

Bonjour.

Merci beaucoup de m'avoir invité et de m'avoir permis de participer à ce nouvel anniversaire de la Bourse, où j'arrive avec tant de fierté, d'affection et de joie. L'exposé d'aujourd'hui vise essentiellement à expliquer pourquoi nous sommes le meilleur gouvernement de l'histoire, même après 18 mois. C'est intéressant, car il y a un an, à mon arrivée, il y avait beaucoup de promesses, et maintenant nous disposons d'une tonne de données, mais visiblement, je ne suis pas un Martien. Je comprends où je vis, alors avant de commencer, je vais faire une brève réflexion sur la situation quotidienne.

Dans les années 1920, un grand économiste de l'Université de Chicago a commencé à développer le concept d'incertitude, et au cours des discussions entre Viner et Frank Knight, cette idée de risque et d'incertitude a commencé à émerger. Et la réalité est que le problème de l'incertitude... C'est un moment formidable de pouvoir l'expliquer ici aujourd'hui ! Et vous le savez aussi. Vous savez que le problème de l'incertitude, c'est qu'on ne peut pas la mesurer, on ne peut pas la gérer, on ne peut pas la gérer ; elle est hors de portée de chacun. Cependant, la différence avec le risque, c'est qu'on peut le mesurer. Et quand on peut aussi mesurer le risque, on comprend les mesures à prendre pour l'atténuer. Par conséquent, même si on vous poignardait dans le dos, si vous le saviez, vous porteriez probablement un gilet de sauvetage et rien ne se passerait. Les poignards existent, mais la macroéconomie est un gilet de sauvetage.

Vous pourriez dire : « Eh bien, j'en ai assez d'entendre des économistes qui avaient toujours raison ex post. Le processus décisionnel est un peu plus complexe. » Mais ceux qui ont eu l'occasion d'écouter mon entretien avec Luis Majul hier matin savent que rien de tout cela ne nous surprend, que nous y sommes préparés et que nous savons que nous réussirons. Et vous savez quoi ? Nous savions déjà ce qui s'est passé hier. Ils ont fait quelques gestes le 25 mai, mais mon approche a été critiquée. Maintenant, ils savent que Milei avait raison, mais surtout, le plus important est qu'ils sachent qu'ils sont désespérés. C'est un acte de désespoir, car ils savent qu'en octobre, La Libertad va déferler sur le pays.

De plus, au vu de ce qui s'est passé aujourd'hui, je parie à 100 000 contre un que tout le monde sait ce que je vais faire. Alors, vous savez quoi ? Nous allons opposer notre veto. Et si la situation se présente encore, ce qui, je le pense, ne se reproduira pas, mais c'est le cas, le veto tombera. Nous allons porter l'affaire devant les tribunaux, et même si le pire scénario se produisait, à savoir que les tribunaux réagissent soudainement et rapidement à des affaires qui prennent des années à traiter et décident de les reporter très rapidement, les dommages qu'ils pourraient causer pourraient rester minimes. Ce ne serait qu'une tache de deux mois, que nous corrigerions le 11 décembre si nous obtenons gain de cause. Comme vous pouvez le constater, la politique d'excédent budgétaire est permanente.

Cela dit, je vous ai déjà donné la conclusion que vous attendiez ; expliquons maintenant pourquoi nous sommes le meilleur gouvernement de l'histoire. Ceci dit, la question est : pourquoi dis-je ce que je dis ? Autrement dit, sur quoi me base-je ? Gerardo Della Paolera, Bózzoli et Irigoien ont publié un excellent ouvrage intitulé « Passing the Buck ». « Passing the Buck » (rejeter la responsabilité) se produit dans les courses de relais, lorsqu'on passe le témoin. Ainsi, en utilisant l'indice de pression macroéconomique développé par Barro, ces auteurs ont classé tous les gouvernements de l'histoire argentine. Dans ce contexte, le meilleur gouvernement de l'histoire a été le premier gouvernement de Menem. De plus, le deuxième gouvernement a été classé troisième. De plus, les auteurs ont amélioré l'indice pour prendre en compte l'impact des chiffres budgétaires et des privatisations ; et pourtant, le premier gouvernement reste le meilleur gouvernement de l'histoire – jusqu'à présent – et le deuxième gouvernement de Menem est arrivé sixième, avec cette correction. De plus, Gerardo lui-même me confie que l'un des défauts de cet indice était qu'il ne prenait pas en compte les réformes structurelles, qu'il n'était pas très juste en la matière. Mais l'important est la description très stylisée que l'on peut faire du gouvernement Menem. Ce dernier comportait essentiellement deux éléments : un plan de stabilisation – disons, la convertibilité – et un ensemble de réformes structurelles. Autrement dit, c'est ce qui en a fait le meilleur gouvernement de l'histoire.

Dans la première partie de cet exposé, j'expliquerai pourquoi, en ce qui concerne le plan de stabilisation, celui-ci est non seulement meilleur numériquement, mais aussi conceptuellement. J'expliquerai également pourquoi nos réformes structurelles, ou, si vous préférez, les fondamentaux de la croissance, sont bien plus solides. Et, bien sûr, lorsque nous aurons terminé, nous aborderons certaines questions de risques, etc. Je développerai plus en détail ce que je viens de développer.

La première question est donc de savoir pourquoi nous considérons que la stabilisation a été bien plus efficace que sous l'administration Menem. En réalité, si l'on observe la situation, le taux d'inflation baisse beaucoup plus rapidement, ce qui est très intéressant car nous travaillons souvent avec l'indice des prix de gros, car il est anticipé. Comme il est anticipé, on le voit plus clairement. Nous sommes ainsi passés de niveaux mensuels de 54 % à des niveaux déflationnistes. Autrement dit, après près de 17 ans, nous avons des chiffres déflationnistes. Nous sommes donc passés de niveaux annualisés d'environ 17 000 %... Aujourd'hui, j'ai entendu Ariel Coremberg expliquer ce qui explique notre situation dans une dynamique d'hyperinflation. Si l'on prend ce que Cagan a défini comme hyperinflation, c'est-à-dire une inflation supérieure à 50 % en un mois, les indicateurs d'inflation quotidiens et hebdomadaires montraient une inflation oscillant entre 1 et 1,5 %

Autrement dit, toutes les caractéristiques étaient réunies. Je comprends que cette extrapolation soit quelque peu exagérée. Mais compte tenu de l'ampleur du déséquilibre monétaire, nous avions une échéance d'un jour équivalente à quatre bases monétaires, et nous avions également une dette arrivant à échéance en pesos sur une courte période de neuf bases monétaires. Autrement dit, nous aurions pu multiplier la masse monétaire par 14 en très peu de temps, et, de plus, l'excédent monétaire était deux fois supérieur à celui d'avant le Rodrigazo. Je comprends donc que les contrefactuels tendent à susciter la suspicion, mais les éléments étaient clairs pour une véritable catastrophe macroéconomique.

Ils n'aiment pas voir les choses sous cet angle ; ils peuvent observer le taux de croissance annuel, qui atteint des niveaux autour de 300 %. Aujourd'hui, nous allons avoisiner les 20 %. Cela témoigne donc d'un grand succès. Et le plus important, c'est la façon dont cela a été réalisé. C'est très intéressant, car l'une des choses qui n'existait pas auparavant était une hyperinflation. Autrement dit, la convertibilité est issue de deux épisodes hyperinflationnistes : l'hyperinflation de 1989, sous Alfonsín, et sa propre hyperinflation, lorsque le plan Bunge & Born, puis celui d'Erman, ont fini par dérailler. Il n'y a donc pas eu ce grand mélange de tout cela, qui a maintenu la demande de monnaie à un niveau si bas que sa reprise a facilité la stabilisation. Mais il est également très intéressant que nous y soyons parvenus sans expropriation. Autrement dit, nous n'avons pas mis en œuvre de plan Bonex ; Nous n'avons pas réorganisé la dette en pesos, en ajoutant une clause pour masquer un défaut de paiement dans notre propre monnaie. Nous avons résolu le problème du bilan de la Banque centrale et des finances publiques sans expropriation, en respectant le marché.

Mais ce n'est pas tout, nous l'avons fait sans contrôle des prix. Aucun d'entre nous n'a même envisagé de violer le système des prix, car en tant que libéraux, nous respectons le droit à la vie, à la propriété et à la liberté, et, à proprement parler, le contrôle des prix constitue une violation des droits de propriété. Car, fondamentalement, qu'est-ce que le marché ? Le marché est un processus de coopération sociale où les droits de propriété sont échangés volontairement. Ces droits de propriété sont échangés volontairement, et de cet échange naissent des relations d'échange entre argent et biens qui établissent un historique appelé prix. Le prix est un mécanisme de transmission d'informations qui génère un signal qui incite les agents à se coordonner autour de ce signal. Certains seront acheteurs, d'autres vendeurs, et en cas de déséquilibre, un ajustement aura lieu. Mais tout ce mécanisme repose sur une institution fondamentale : les droits de propriété. Si l'on viole ces droits, le signal est contaminé et le marché ne se coordonne pas.

L'une des premières démonstrations de l'échec du socialisme, trouvée dans l'œuvre de Mises, est que le socialisme brise le calcul économique. Sans droits de propriété, les prix ne sont pas des prix ; ce sont des documents comptables. En réalité, les Russes ont dépensé beaucoup d'argent en espions pour fixer les prix. Par conséquent, sans calcul économique, il n'y a pas de coordination, et le système s'effondre. Nous comprenons et respectons parfaitement ce principe, et c'est ce qui explique le respect des droits de propriété et des libertés.

De plus, nous n'avons pas non plus adopté de système de change fixe. En fait, pour comparer l'évolution de l'inflation avec la convertibilité, qui était elle-même dotée d'un taux de change fixe, il faudrait soustraire du taux d'inflation mensuel la parité mobile que nous avions jusqu'à la décision de flotter. De plus, les précédents programmes de stabilisation se basaient essentiellement sur des ajustements tarifaires, et le plan de stabilisation a été lancé ultérieurement, comme pour démontrer un succès assez rapide. Contrairement à cette hypocrisie, nous avons mis en œuvre des ajustements tarifaires dès le début. Par conséquent, même si nous avons atteint des niveaux ou une dynamique d'inflation similaires, avec tous ces éléments dans notre programme, cela en ferait le meilleur programme de stabilisation de l'histoire, bien meilleur que le plan de convertibilité. C'est pourquoi je suis si reconnaissant au meilleur ministre de l'Économie du monde, Toto Caputo ; au président de la Banque centrale, Santiago Bausili ; au vice-président, Vladimir, José Luis Daza, et à l'expert financier, Pablo Quirno.

Mais nous n'avons pas été les seuls à réussir à stabiliser l'économie. Lorsque nous y sommes parvenus, on nous a notamment annoncé que nous allions la plonger dans la dépression. Je me souviens que nous parlions de ce que nous allions faire. Nous allions connaître une sortie en V, et j'ai aussi utilisé une expression latine : l'activité allait augmenter comme un pet de plongeur. De plus, ils ont récemment publié des chiffres de reprise comparative, et ce n'est pas seulement que nous sommes sortis d'une sortie en V, mais que, de toutes les sorties, celle-ci est la plus rapide depuis que les programmes de stabilisation ont réussi. Par conséquent, nous avons également réussi à remonter le niveau d'activité.

Mais ce n'est pas tout, car malgré cette stabilisation, avec un ajustement du Trésor de cinq points de pourcentage du PIB, et un ajustement de la Banque centrale de dix points de pourcentage du PIB, c'est très important, car Toto l'a souligné avec brio et clarté lors d'une interview : « Regardez dans quel piège nous nous sommes retrouvés, même si nous avons résolu le problème budgétaire d'une manière inattendue, n'est-ce pas ? » Car après 123 ans de déficit, les périodes où nous n'en avons pas, c'était parce que nous étions en défaut de paiement. Ainsi, comme une restructuration incomplète ne nous a pas sortis du défaut, elle a finalement été clôturée en 2015, et à ce moment-là, il n'y avait plus d'excédent.

Cela dit, tout le monde prédisait un cataclysme. Ce qui est intéressant, c'est qu'avec un tel ajustement, et en réduisant l'inflation – ce qu'ils disaient impossible –, car d'abord elle ne descendrait pas en dessous de 30, puis en dessous de 20, puis en dessous de 8, puis en dessous de 4... et elle continue de baisser. Le problème, c'est que ce n'est pas un mouvement rectiligne uniforme, ni une parabole aussi régulière. On vit dans un monde volatile. Mais, au-delà de cela, ce qui est intéressant, c'est que, si l'on examine l'EMAE en données corrigées des variations saisonnières, le chiffre du 24 décembre a terminé 6 % plus haut que celui du 23 décembre. Autrement dit, non seulement nous avons réussi à stabiliser l'économie très rapidement, mais elle s'est aussi redressée très vite, et elle a terminé 6 % plus haut que l'année précédente, malgré le plus important ajustement budgétaire de l'histoire. Autrement dit, les keynésiens devraient commencer à brûler leurs comptes.

De plus, au premier trimestre de cette année, nous avons enregistré une croissance de 5,7 % ; aujourd'hui, au deuxième trimestre, l'économie clôture à un rythme compris entre 7,5 % et 8 %. Cela nous a permis de stabiliser et d'accélérer la reprise, avec une économie qui croît désormais de plus de 6 %.

Mais ce n'est pas tout, car les libéraux sont généralement accusés d'être sans cœur, cruels. Et c'est aussi intéressant, car cela montre ce qui est arrivé aux pauvres. Que l'idiot qui les a cachés en effaçant les statistiques vienne me dire que je suis cruel est pour le moins insultant ; ou que ce type ait dit que nous avions moins de pauvres qu'en Allemagne. Mais au-delà de ces éclats de voix, pour le dire avec élégance, la réalité est que la pauvreté, l'indicateur officiel, est mesurée semestriellement et reflète la moyenne du semestre. Donc, si cette variable augmente, les dernières données sont supérieures à la moyenne, et donc, que le gouvernement précédent vienne me parler de moyenne semestrielle, il nous trompe, car cette variable était clairement en croissance. Mais, de plus, il n'y a pas que cette sous-estimation. L'Argentine utilise la méthode du panier alimentaire de base, c'est-à-dire comparée à un revenu. Le problème, c'est que beaucoup des prix affichés en rayon n'y étaient pas, car il y avait des contrôles de prix. Vous ne vous en souvenez peut-être pas, mais des gens avec des gilets de sécurité mesuraient les rayons, ou des voyous venaient essayer de faire baisser les prix, ou la police essayait de contrôler le dollar.

Par conséquent, ces lignes étaient également sous-estimées, et lorsque nous avons effectué la mesure mensuelle, ce chiffre a grimpé à 57 %. Voyez comme de nombreux communicateurs sont intellectuellement malhonnêtes, car ils accordaient de l'importance à l'estimation mensuelle de Martín González Rosada, de l'Université Di Tella. Maintenant, ils ne le font plus. Ils essaient désormais de trouver la moyenne, afin de diluer l'amélioration autant que possible.

Et grâce à l'énorme travail de la ministre du Capital humain, Sandra Pettovello, et à l'action de toute l'équipe du ministère de l'Économie, vous verrez, tout au long de cette conférence, comment tous les ministères collaborent pour générer de la prospérité. Ce qui est intéressant, c'est qu'aujourd'hui, grâce à ces 57 %, nous avons sorti 11 millions d'Argentins de la pauvreté, que cela plaise ou non.

De toute évidence, tout cela n'aurait pas été possible sans le travail remarquable de la ministre Patricia Bullrich dans le domaine de la sécurité intérieure. Autrement dit, le droit de propriété est respecté dans l'ordre. Je me souviens qu'il semblait impossible de mettre fin aux piquets de grève, et à notre arrivée, il y en avait eu 8 000 l'année dernière. Grâce au travail remarquable de la ministre Bullrich et de toute son équipe, ce nombre a été réduit à zéro. Merci, Monsieur le Ministre.

Nous n'avons pas seulement agi en matière de sécurité, car une partie concerne la sécurité intérieure, l'autre la sécurité extérieure, le ministère de la Défense. De plus, l'énorme travail réalisé par le ministre Petri a permis à l'Argentine, alors que nos forces armées étaient quasiment éteintes, de se classer au 23^e rang mondial après avoir mis en œuvre le plus grand programme d'armement militaire de l'histoire. Mais, comme si tout cela ne suffisait pas, il y a aussi, et c'est sans aucun doute là que se distingue le professeur Sturzenegger. Nous avons mis en œuvre 2 500 réformes structurelles. Ainsi, non seulement nous avons eu un programme de stabilisation bien plus efficace que la convertibilité, mais nous avons aussi mis en œuvre 25 fois plus de réformes structurelles. Mais nous avons réussi cela avec 15 % de la Chambre des députés, sept sénateurs, un traître, mais avec le meilleur chef d'état-major de l'histoire, Guillermo Francos. Pour une fois, Mariano, je ne connais pas votre sujet. Quand on m'explique tout ce qu'il dit, ce qu'il fait est énorme, mais ce n'est pas mon truc. La même chose m'arrive avec Mario Lugones, qui fait aussi un travail énorme, mais je ne connais même pas le nom de ses os. C'est donc une concentration excessive... Bon, il y a cinq ministres, ou au moins six, qui peuvent dire que je suis assez intense à leur sujet.

Je vais maintenant expliquer la structure du modèle qui justifie ce succès. Le premier élément est le rôle de la stabilisation macroéconomique, le rôle de l'équilibre macroéconomique, ce dont nous parlons habituellement : les trois ancres qui constituent actuellement le programme, Furiase, Vauthier et Núñez ; il s'agit, d'une part, de l'ancre budgétaire. Nous avions constaté, en nous appuyant sur les travaux de Cerro et Meloni, que toutes les crises argentines – ce point a d'ailleurs été ultérieurement mis à jour par Héctor Rubini –, à l'exception de deux cas, avaient toutes une origine budgétaire. Et cette origine budgétaire pouvait être un déséquilibre important, voire excessif. La politique budgétaire était donc au cœur de tous les problèmes. Je recommande vivement la première conférence, le premier rapport de Toto, où tout le problème tourne autour du déficit budgétaire. Je vais le faire avec un exemple, pour simplifier : nous avons généré un déficit budgétaire, et nous avons d'abord essayé de le financer par la dette. Lorsque nous n'avons plus pu nous endetter davantage, nous avons fait défaut, rompant ainsi nos contrats. L'Argentine est le pays le plus défaillant de l'histoire moderne ; nous avons battu l'Équateur. De plus, faute de financement, le pays a été financé par l'émission monétaire. Ce qui a généré de l'inflation. Alors, concrètement, que faisait-on ? Contrôle des prix, violation des droits de propriété, création de bureaux pour contrôler les prix. Que se passe-t-il ? Contrôler les prix provoque des pénuries. Au lieu de résoudre le problème, on l'a résolu en appliquant la loi sur les pénuries. Autrement dit, tout a fonctionné comme ça. Pour tenter de s'ancrer, sous l'hypothèse erronée que les fluctuations du taux de change génèrent de l'inflation, on a essentiellement contrôlé le taux de change. Ce déséquilibre entre l'émission et l'inflation a ensuite exercé une pression sur le marché des changes. Des réserves ont été perdues. Au lieu de résoudre le problème – qui restait le déficit budgétaire –, que faisait-on ? Lois de change criminelles, persécutions, contrôle des capitaux. Tout le cadre réglementaire argentin est lié à cela : à cette volonté de ne pas s'attaquer à l'origine des problèmes, mais plutôt à leurs causes.

En fait, rien n'est probablement plus lâche, par exemple, que la loi sur les gondoles. Car oui, le gouvernement précédent avait des hommes des cavernes chargés de contrôler les prix. Oui, des hommes des cavernes, littéralement. Mais la loi sur les gondoles était pire, car en réalité, au lieu d'envoyer des voyous non officiels, transitoires, typiques de ce type de gouvernement populiste, car ce sont des lâches qui n'ont pas eu le courage de le faire eux-mêmes, ils ont envoyé des voyous, et si vous voulez, des fonctionnaires. Ainsi, le problème s'est étendu au-delà de ce gouvernement, et une loi est restée en vigueur, qui a également ruiné le respect du droit de propriété pour nous tous. De plus, ces gens sans vergogne parlent d'institutions, de respect des institutions et de la propriété, ou bien ils sont stupides, ou bien hypocrites, ou bien cyniques, mais c'est la réalité de l'Argentine.

De plus, un déficit zéro présente plusieurs problèmes importants, car il ne s'agit pas d'un déficit zéro, comme le montre la figure 1, mais d'un déficit zéro sur le plan financier. Cela signifie que la dette ne croît pas, et si elle ne croît pas davantage, le ratio dette/PIB n'augmente pas, et nous devenons donc solvables intertemporellement. Ce n'est pas pour rien que le risque pays, qui était de 3 000, est maintenant de 700. Malgré la caste politique, malgré les dégénérés budgétaires, malgré ces primates – pardon aux primates – qui croient que les restrictions budgétaires sont flexibles, cela a un impact très important, car cela affecte la solvabilité, donc le risque pays, ce qui abaisse les taux d'intérêt et permet l'accumulation de capital. Cela permet une productivité accrue des travailleurs et de meilleurs salaires. Autrement dit, il est contradictoire que ces monstres se soucient du bien-être des populations et se consacrent à créer un risque pays. Parce qu'ils décapitalisent l'économie, et ceux qui en souffrent le plus sont les plus démunis.

Mais ce n'est pas tout : la mise en œuvre de l'ajustement budgétaire a permis de restituer 15 points de PIB à la population. Ainsi, en discutant de l'hyperinflation, par exemple, les banques ont commencé à fonctionner comme des banques, et non comme des succursales de la Banque centrale. Ne se rendaient-ils pas compte que le système financier fonctionnait avant ? C'était presque soviétique, une annexe de la Banque centrale avec une façade privée. Mais prêter à la Banque centrale... Et cela impliquait de restituer des ressources, d'augmenter l'épargne. Et qu'est-ce que cela produit ? Cela génère des investissements. Et c'est ce qui génère la croissance économique. Mais, par ailleurs, ce n'était pas seulement la question budgétaire : c'était aussi la politique zéro émission. Autrement dit, tôt ou tard, le taux d'inflation va s'effondrer, car l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, que cela plaise ou non aux monstres hétérodoxes qui peuplent ce pays et qui ont ruiné la vie de millions d'Argentins. Et, ayant déjà fixé le montant de la monnaie il y a plus d'un an, nous savons que, d'ici le milieu de l'année prochaine, l'inflation aura cessé d'exister. Va-t-elle fluctuer ? Oui. Elle pourrait baisser plus ou moins vite, selon les décisions des dégénérés budgétaires. Mais, inexorablement, elle s'effondrera.

Mais, de plus, en mettant fin à l'inflation, le système des prix n'est plus perturbé. Vous vous souvenez de ce que j'ai dit ? Le système des prix est un mécanisme de transmission d'informations. Je peux être un excellent communicateur, mais si un rideau de bruit, je ne sais pas, surgissait d'ici, je commencerais à parler et vous ne comprendriez rien, et non pas par incompetence, mais parce qu'il y a du bruit. Ce bruit, c'est l'inflation, et en le supprimant, ce qui émerge, c'est la véritable structure, et c'est sur cela que nous devons travailler. En fait, nous faisons beaucoup pour améliorer le fonctionnement de l'économie. Je vais avancer un argument en régime permanent, pour être clair, un argument en régime permanent, ou ce qu'en économie autrichienne on appelle une économie à rotation uniforme. Dans une économie à rotation uniforme, le prix est égal au coût moyen, ce qui signifie qu'avec le prix, vous pouvez payer les salaires, les frais d'exploitation et de maintenance, les impôts et le rendement du capital dans cet équilibre à régime permanent. Fondamentalement, une partie du travail que le secteur privé doit inévitablement effectuer consiste à réduire les coûts d'exploitation et de maintenance ; autrement dit, il doit être plus efficace. Une autre partie du travail que nous effectuons nous-mêmes consiste à réduire les impôts. L'année dernière, nous avons baissé les impôts de plus de deux points de pourcentage. Nous avons fait quelque chose d'inattendu : nous avons supprimé l'impôt foncier, et nous avons promis de le faire, et nous l'avons fait, et malgré cela, nous maintenons l'équilibre budgétaire. Mais ce n'est pas tout : nous faisons notre part. Les autorités fiscales dégénérées ne veulent pas que l'argent vous revienne. Car l'une de nos hypothèses est que, si l'économie se développe, si nous sommes réélus et que nous atteignons 2031 avec une croissance économique comprise entre 6 et 8 %, nous réduirons les impôts d'un point et demi de pourcentage du PIB par an et rapporterons 500 milliards de dollars au peuple argentin, soit plus que notre dette. Et vous savez de quoi on parle dans le nid à rats, dans le terrier immonde où se trouvent tous les procureurs dégénérés qui ne veulent pas vous donner votre argent.

Le troisième pilier de ce système est le libre-échange. Je me souviens qu'à nos débuts, lorsque nous avons décidé de geler la base monétaire, nous avons réalisé que nous allions avoir un problème de monétisation. Fondamentalement, si l'économie croissait, et c'était effectivement le cas, cela générerait une demande accrue de monnaie. Si l'inflation baissait, elle engendrait une demande accrue. Face à cette situation, les agrégats monétaires portaient eux aussi de niveaux très bas. Par conséquent, nous allions assister à une forte augmentation de la demande de monnaie, et sans offre de contrepartie, au moment même où l'excédent monétaire s'épuiserait, nous allions nous retrouver face à un problème d'asphyxie monétaire. Car sans une structure contractuelle préparée à la déflation, la croissance économique peut stagner. Face à cette situation, nous avons tenu l'une de nos promesses monétaires : nous allions passer à un régime de concurrence monétaire. En fait, aujourd'hui, on peut effectuer des transactions dans n'importe quelle devise, mais c'est possible depuis l'année dernière. Malgré cela, nous avons constaté que cette pratique ne prenait pas. Alors, constatant que nous n'avions pas compris, nous avons pensé que cela était en partie dû au maintien du contrôle des changes, qui nous semblait un outil immonde et horrible, et que je m'étais d'ailleurs engagé à supprimer. Bien sûr, je n'ai pas pu le faire dès le départ, car le déséquilibre des stocks nous aurait précipités dans l'hyperinflation. Nous avons donc commencé à travailler avec le Fonds monétaire international sur un programme aux caractéristiques uniques, visant essentiellement à inverser les aberrations du kirchnérisme. Rappelez-vous que le kirchnérisme saisissait, émettait des papiers de couleur, les donnait à la Banque centrale et prenait les réserves. C'est, par exemple, la raison pour laquelle Redrado a été expulsé de la Banque centrale. La femme, la prisonnière, voulait créer le Fonds du Bicentenaire. Soit dit en passant, cela s'est produit sous mon administration. Celle qui respecte les institutions, celle qui n'interfère pas avec le système judiciaire et les laisse agir librement.

Dans ce contexte, nous avons procédé à l'inverse. En effet, si l'on considère le problème de la transversalité, la condition terminale d'une économie, il faut racheter tous ces pesos. Et dans la mesure où ces pesos excèdent les actifs réels détenus, il faut un niveau de prix de plus en plus élevé pour fermer la Banque centrale, car les avoirs sont alors nuls. Imaginez combien de pesos, de dollars ou de quoi que ce soit d'autre que vous allez emporter le lendemain de votre départ. Combien allez-vous emporter de l'autre côté ? Rien. De l'autre côté, cela n'achète rien. Ainsi, dans ce contexte, à mesure que le bilan de la Banque centrale s'améliore, le niveau des prix à long terme baisse et, compte tenu du niveau actuel des prix, la pente entre ces deux points diminue. Par conséquent, l'inflation sous-jacente, l'inflation à long terme, baisse... et c'est ainsi que nous avons conçu le programme du Fonds.

Nous avons procédé différemment : le ministère de l'Économie a procédé d'une manière, la Banque centrale d'une autre ; et, disons, j'ai aussi développé une autre méthodologie pour voir comment cela se passait, si nous pouvions nous sortir du piège. En fait, je crois l'avoir raconté : le jour où j'ai terminé mes calculs et que j'ai parlé à Furiase, j'ai passé quatre heures au téléphone, jusqu'à tard dans la matinée – pauvre ex-petite amie, souffrante – et, bien sûr, je suis allé parler ailleurs, et, eh bien, il y a des conséquences plus tard, lorsque les médias inondent ces appels de bêtises.

Mais, au-delà de cela, ce que je veux dire, c'est que le lendemain, nous nous sommes réunis à Olivos, et nous étions tous convaincus qu'il fallait se débarrasser de cet outil immonde qu'étaient les actions. Mais nos calculs, effectués de différentes sources, nous avaient tous convenu qu'il nous fallait 12 milliards de dollars. Et, évidemment, comme Toto et moi sommes très frileux face au risque, nous avons dit : « Non, disons 15 000 dollars, pour pouvoir jouer à la roulette sur le marché pour 3 000 bâtons », ce qui créerait un étranglement qui conduirait le marché à jeter l'éponge tôt ou tard. Quoi qu'il en soit, c'est à ce moment-là que les opérations de presse ont repris. Et lorsqu'elles n'ont pas eu lieu, c'était plus près de mars. Nous l'avions annoncé et nous savions – nous avions un accord de confidentialité avec le Fonds – et, par conséquent, nous ne pouvions pas nous défendre contre toutes les déclarations scandaleuses des journalistes et des économistes, que ce soit par ignorance ou par intérêt personnel, ou les deux à la fois. Et c'était très intéressant, car ils nous ont dit que nous n'allions pas nous manifester, que c'était une année électorale, que nous n'oserions pas. Et nous avons fini par créer un programme qui, si l'on ajoute le renouvellement du swap chinois, le repo, etc., représente environ 49 milliards : 20 milliards en accès quasi rapide. Et, par conséquent, nous avons les chiffres. Mais il y avait des spéculations politiques. La liberté ne peut être soumise à des spéculations politiques, et c'est pourquoi nous avons levé les restrictions, malgré une année électorale.

Une autre discussion a également surgi, portant essentiellement sur le transfert de la dévaluation à un prix. Je comprends que si l'on examine l'histoire de l'Argentine depuis la création de la Banque centrale, si l'on croit à une relation entre dévaluation et inflation, c'est empiriquement vrai. C'est comme si je m'étais arrêté à 1801, année où Malthus a écrit, et que j'avais soumis les modèles d'Adam Smith et de Malthus à des preuves empiriques, les économètres auraient été d'accord avec Malthus. Cependant, la règle du hockey dit qu'Adam Smith avait raison. Donc, si l'on examine la situation depuis la création de la Banque centrale jusqu'à aujourd'hui, la vérité est que chaque fois que le problème de la dévaluation s'est posé, il y a eu de l'inflation par la suite, et la seule période où il n'y a pas eu d'inflation a été celle du taux de change fixe. Je comprends donc que cette situation puisse se produire. Or, en réalité, nous avons d'abord un problème – non, un problème conceptuel. Pensez en termes d'équilibre général : les prix déterminent les prix. Autrement dit, c'est un problème de circularité. Je ne sais pas quel modèle d'équilibre général ils résolvent. Premier point : ils ont un problème d'incohérence.

Mais ce n'est pas tout, il y a aussi ce qu'on appelle l'effet Hume-Cantillon. Imaginons une baisse de la demande de monnaie – peu importe la raison – et je vais la perdre. Prenons un exemple : je regarde le bilan de la Banque centrale et je reçois une énorme vague d'argent. Que va-t-on faire ? Rester en pesos ? Si l'offre augmente, le pouvoir d'achat du peso diminue, il faut alors fuir. Dans ce contexte, la demande de monnaie diminue, le cours du dollar augmente, puis les biens échangeables, puis les grossistes, puis les détaillants, et enfin les salaires. C'est pourquoi les dévaluations sont si impopulaires. Ce que je viens de décrire s'appelle l'effet Hume-Cantillon. Lorsque cet ignorant Keynes est apparu, il a anéanti toute la théorie monétaire. Les économistes ont alors complètement ignoré toute théorie monétaire et tout le débat monétaire antérieur à la parution de ce livre immonde communément appelé la Théorie générale. Et l'une des choses que nous avons réussi à démontrer, alors qu'ils annonçaient que l'inflation atteindrait 7, puis plafonnerait à 5, etc., c'est que nous sommes sortis du piège et que l'inflation continue de baisser. Si nous n'avions pas continué à reconstituer les droits de douane, l'inflation serait encore plus faible, et lorsque – comme je vous l'ai dit, lorsque nous aurons fini de résorber l'excédent monétaire – l'inflation disparaîtra. Ce sera peut-être plus tard, plus tôt, peut-être, voyons voir, si les dégénérés budgétaires ont réussi à faire des dégâts et à générer un peu plus de risque pays, etc., que feront-ils ? Vont-ils ralentir la croissance, le rythme de baisse de l'inflation va-t-il ralentir ? Mais tôt ou tard, cela prendra fin, car nous n'émettrons plus de monnaie. Et c'est l'autre élément.

Il est donc temps de parler de réformes structurelles et de croissance. L'un des principaux atouts de ce modèle, source d'admiration mondiale, réside dans notre déclaration directe : nous devons changer le thème de la politique sociale. Arrêtons de leur donner du poisson : ils apprendront à pêcher. C'est pourquoi, disons, nous ne sommes pas le ministère de l'Action sociale, ni de la Protection sociale, ni rien de ce genre. Notre ministère en charge des politiques sociales s'appelle « Capital humain ». Autrement dit, nous avons également rendu hommage à George Stigler, Gary Becker et Hirofumi Uzawa, ainsi qu'à la tradition de Chicago. Nous leur avons dédié un ministère. Si nous avons fait cela, c'est parce que, si l'on considère l'ensemble du débat sur la croissance économique – je ne vais pas vous ennuyer avec tout ce débat –, j'y reviendrai. Son point culminant est un ouvrage de 1989 de Mankiw, Romer et Weil – David Romer –, il montre que 70 points de pourcentage de la croissance économique s'expliquent par le capital humain. Il existe un capital humain de première et de deuxième génération. Le premier concerne la santé. Et nous avons accompli de grandes choses dans ce domaine, car le premier volet, celui de la santé, était si vaste et complexe que nous avons dû le séparer et créer un ministère distinct pour la Santé. Mais du côté du Capital Humain, ce qui est fourni, c'est l'aide à l'Enfance et à la Famille, c'est-à-dire l'accompagnement des enfants dès leur naissance et jusqu'à leur scolarisation. C'est intéressant, car nous avons réalisé plusieurs choses. Aujourd'hui, l'AUH (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) et la Carte Alimentaire couvrent 100% du panier alimentaire, alors qu'avant, les progressistes, les braves gens, les amis des pauvres, n'atteignaient même pas 56%.

De plus, comme je vous l'ai déjà dit, ces prix étaient falsifiés, mais ce sont désormais des prix réels. Ce sont désormais des prix, et non des documents comptables. Et un fait capital s'est produit : ils ont affirmé qu'il était impossible de mettre fin aux gestionnaires de la pauvreté. Le mécanisme était très pervers, car ils ont dit : « Non, mais si vous utilisez une carte. » Certes, l'argent était débité sur la carte, mais où était le piège ? Le piège, c'est qu'ils devaient effectuer un paiement ; et lorsqu'ils devaient signer le paiement, le péage arrivait. Et c'est ainsi que ces criminels, appelés gestionnaires de la pauvreté, se finançaient. Et grâce au courage inouï des ministres Pettovello et Bullrich, nous avons bafoué ces – pardonnez-moi le terme – ces horribles fils de pute qui ruinaient la vie des plus pauvres. Et maintenant, en plus, ils reçoivent encore plus.

Nous avons procédé différemment : le ministère de l'Économie a procédé d'une manière, la Banque centrale d'une autre ; et, disons, j'ai aussi développé une autre méthodologie pour voir comment cela se passait, si nous pouvions nous sortir du piège. En fait, je crois l'avoir raconté : le jour où j'ai terminé mes calculs et que j'ai parlé à Furiase, j'ai passé quatre heures au téléphone, jusqu'à tard dans la matinée – pauvre ex-petite amie, souffrante – et, bien sûr, je suis allé parler ailleurs, et, eh bien, il y a des conséquences plus tard, lorsque les médias inondent ces appels de bêtises.

Mais, au-delà de cela, ce que je veux dire, c'est que le lendemain, nous nous sommes réunis à Olivos, et nous étions tous convaincus qu'il fallait se débarrasser de cet outil immonde qu'étaient les actions. Mais nos calculs, effectués de différentes sources, nous avaient tous convenu qu'il nous fallait 12 milliards de dollars. Et, évidemment, comme Toto et moi sommes très frileux face au risque, nous avons dit : « Non, disons 15 000 dollars, pour pouvoir jouer à la roulette sur le marché pour 3 000 bâtons », ce qui créerait un étranglement qui conduirait le marché à jeter l'éponge tôt ou tard. Quoi qu'il en soit, c'est à ce moment-là que les opérations de presse ont repris. Et lorsqu'elles n'ont pas eu lieu, c'était plus près de mars. Nous l'avions annoncé et nous savions – nous avions un accord de confidentialité avec le Fonds – et, par conséquent, nous ne pouvions pas nous défendre contre toutes les déclarations scandaleuses des journalistes et des économistes, que ce soit par ignorance ou par intérêt personnel, ou les deux à la fois. Et c'était très intéressant, car ils nous ont dit que nous n'allions pas nous manifester, que c'était une année électorale, que nous n'oserions pas. Et nous avons fini par créer un programme qui, si l'on ajoute le renouvellement du swap chinois, le repo, etc., représente environ 49 milliards : 20 milliards en accès quasi rapide. Et, par conséquent, nous avons les chiffres. Mais il y avait des spéculations politiques. La liberté ne peut être soumise à des spéculations politiques, et c'est pourquoi nous avons levé les restrictions, malgré une année électorale.

Une autre discussion a également surgi, portant essentiellement sur le transfert de la dévaluation à un prix. Je comprends que si l'on examine l'histoire de l'Argentine depuis la création de la Banque centrale, si l'on croit à une relation entre dévaluation et inflation, c'est empiriquement vrai. C'est comme si je m'étais arrêté à 1801, année où Malthus a écrit, et que j'avais soumis les modèles d'Adam Smith et de Malthus à des preuves empiriques, les économètres auraient été d'accord avec Malthus. Cependant, la règle du hockey dit qu'Adam Smith avait raison. Donc, si l'on examine la situation depuis la création de la Banque centrale jusqu'à aujourd'hui, la vérité est que chaque fois que le problème de la dévaluation s'est posé, il y a eu de l'inflation par la suite, et la seule période où il n'y a pas eu d'inflation a été celle du taux de change fixe. Je comprends donc que cette situation puisse se produire. Or, en réalité, nous avons d'abord un problème – non, un problème conceptuel. Pensez en termes d'équilibre général : les prix déterminent les prix. Autrement dit, c'est un problème de circularité. Je ne sais pas quel modèle d'équilibre général ils résolvent. Premier point : ils ont un problème d'incohérence.

Mais ce n'est pas tout, il y a aussi ce qu'on appelle l'effet Hume-Cantillon. Imaginons une baisse de la demande de monnaie – peu importe la raison – et je vais la perdre. Prenons un exemple : je regarde le bilan de la Banque centrale et je reçois une énorme vague d'argent. Que va-t-on faire ? Rester en pesos ? Si l'offre augmente, le pouvoir d'achat du peso diminue, il faut alors fuir. Dans ce contexte, la demande de monnaie diminue, le cours du dollar augmente, puis les biens échangeables, puis les grossistes, puis les détaillants, et enfin les salaires. C'est pourquoi les dévaluations sont si impopulaires. Ce que je viens de décrire s'appelle l'effet Hume-Cantillon. Lorsque cet ignorant Keynes est apparu, il a anéanti toute la théorie monétaire. Les économistes ont alors complètement ignoré toute théorie monétaire et tout le débat monétaire antérieur à la parution de ce livre immonde communément appelé la Théorie générale. Et l'une des choses que nous avons réussi à démontrer, alors qu'ils annonçaient que l'inflation atteindrait 7, puis plafonnerait à 5, etc., c'est que nous sommes sortis du piège et que l'inflation continue de baisser. Si nous n'avions pas continué à reconstituer les droits de douane, l'inflation serait encore plus faible, et lorsque – comme je vous l'ai dit, lorsque nous aurons fini de résorber l'excédent monétaire – l'inflation disparaîtra. Ce sera peut-être plus tard, plus tôt, peut-être, voyons voir, si les dégénérés budgétaires ont réussi à faire des dégâts et à générer un peu plus de risque pays, etc., que feront-ils ? Vont-ils ralentir la croissance, le rythme de baisse de l'inflation va-t-il ralentir ? Mais tôt ou tard, cela prendra fin, car nous n'émettrons plus de monnaie. Et c'est l'autre élément.

Il est donc temps de parler de réformes structurelles et de croissance. L'un des principaux atouts de ce modèle, source d'admiration mondiale, réside dans notre déclaration directe : nous devons changer le thème de la politique sociale. Arrêtons de leur donner du poisson : ils apprendront à pêcher. C'est pourquoi, disons, nous ne sommes pas le ministère de l'Action sociale, ni de la Protection sociale, ni rien de ce genre. Notre ministère en charge des politiques sociales s'appelle « Capital humain ». Autrement dit, nous avons également rendu hommage à George Stigler, Gary Becker et Hirofumi Uzawa, ainsi qu'à la tradition de Chicago. Nous leur avons dédié un ministère. Si nous avons fait cela, c'est parce que, si l'on considère l'ensemble du débat sur la croissance économique – je ne vais pas vous ennuyer avec tout ce débat –, j'y reviendrai. Son point culminant est un ouvrage de 1989 de Mankiw, Romer et Weil – David Romer –, il montre que 70 points de pourcentage de la croissance économique s'expliquent par le capital humain. Il existe un capital humain de première et de deuxième génération. Le premier concerne la santé. Et nous avons accompli de grandes choses dans ce domaine, car le premier volet, celui de la santé, était si vaste et complexe que nous avons dû le séparer et créer un ministère distinct pour la Santé. Mais du côté du Capital Humain, ce qui est fourni, c'est l'aide à l'Enfance et à la Famille, c'est-à-dire l'accompagnement des enfants dès leur naissance et jusqu'à leur scolarisation. C'est intéressant, car nous avons réalisé plusieurs choses. Aujourd'hui, l'AUH (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) et la Carte Alimentaire couvrent 100% du panier alimentaire, alors qu'avant, les progressistes, les braves gens, les amis des pauvres, n'atteignaient même pas 56%.

De plus, comme je vous l'ai déjà dit, ces prix étaient falsifiés, mais ce sont désormais des prix réels. Ce sont désormais des prix, et non des documents comptables. Et un fait capital s'est produit : ils ont affirmé qu'il était impossible de mettre fin aux gestionnaires de la pauvreté. Le mécanisme était très pervers, car ils ont dit : « Non, mais si vous utilisez une carte. » Certes, l'argent était débité sur la carte, mais où était le piège ? Le piège, c'est qu'ils devaient effectuer un paiement ; et lorsqu'ils devaient signer le paiement, le péage arrivait. Et c'est ainsi que ces criminels, appelés gestionnaires de la pauvreté, se finançaient. Et grâce au courage inouï des ministres Pettovello et Bullrich, nous avons bafoué ces – pardonnez-moi le terme – ces horribles fils de pute qui ruinaient la vie des plus pauvres. Et maintenant, en plus, ils reçoivent encore plus.

Mais nous travaillons également sur le capital humain de la deuxième génération. Après la situation désastreuse de l'éducation, le ministre Pettovello a lancé le Plan d'alphabétisation. Nous avons commencé à l'évaluer, car on ne peut pas réparer ce qu'on ne mesure pas. Par ailleurs, un travail colossal est en cours dans tous les domaines de la politique éducative, où nous avons des secrétaires et des sous-secrétaires qui sont de véritables stars. De plus, toute cette politique est liée au marché du travail. Cela concerne aussi bien les jeunes diplômés qui peuvent intégrer le marché du travail que ceux qui en ont été exclus et qui peuvent se reconverter pour y réintégrer le marché du travail. Si nous avons déjà progressé en matière de législation du travail, nous poursuivrons la réforme du droit du travail à compter du 11 décembre.

Et pourquoi est-ce si important ? Parce que cela nous permettra d'intégrer davantage de personnes sur le marché du travail. Autrement dit, l'Argentine n'a pas créé d'emplois depuis 2011. Le nombre d'embauches est stable depuis 2008. La situation est en train de changer. Mais l'Argentine a aussi une population active très faible. Ainsi, avec la flexibilité du marché du travail, l'évolution de la population active et la croissance économique, il sera possible de mettre en œuvre une réforme sérieuse des retraites. Tout ce que les médias vous racontent n'est que du vent. Mais ce n'est pas la seule chose que nous faisons dans le domaine du capital humain. L'autre dossier concerne notre autre ministère phare, l'autre ministère admiré dans le monde entier, le ministère de la Déréglementation, dirigé par le Dr Sturzenegger.

Federico a brillamment expliqué le format de divulgation utilisé pour expliquer la mission du ministère lors de plusieurs interviews. Il déclare : « Bien sûr, avec l'arrivée de ce gouvernement au pouvoir, la question a changé. Avant, la question était de savoir comment rendre l'État efficace, comment rendre l'existant efficace. » Vous savez que, pour des raisons philosophiques, je ne me pose pas du tout cette question. Elle me révolte presque, car, comme l'a souligné Milton Friedman, il existe quatre façons de dépenser : son propre argent, celui des autres, et le dépenser pour soi-même ou pour les autres. La meilleure façon de dépenser est toujours de dépenser son propre argent pour soi-même, car on sait ce qu'on veut et combien il a été difficile de le gagner. C'est la meilleure façon de dépenser. Pourquoi ? Parce que cela maximise les bénéfices. Maintenant, par exemple, on peut dépenser son argent pour les autres : des cadeaux. On essaie de faire bonne figure avec le moins possible. Enfin, comment faire ? On minimise les coûts. Dans d'autres cas, on peut dépenser l'argent des autres pour soi-même. Eduardo, tu ne sais pas ce que certains de tes collègues te font subir : ils dépensent le tien, et tu ne sais pas combien tu dépenses quand ils partent en voyage avec le tien. Mais ce sont de grands snobs. Je n'oublierai jamais : un jour, alors que j'étais sur le point de prendre l'avion – disons, à l'époque où je travaillais avec Eduardo – merci pour tout ce que j'ai appris. Et merci à Miguel Ángel Broda, qui est aussi là, et qui a fait de moi un véritable économiste. Merci, professeur. Et c'était très drôle, parce qu'un jour, j'ai croisé quelqu'un à l'aéroport et il m'a sermonné sur le fait que je ne voyageais même pas en classe affaires, mais en première classe. J'ai dit : Oh, c'est intéressant. J'ai écouté, et puis je l'ai croisé pendant mes vacances à l'aéroport, et c'était très drôle, parce que, bien sûr, j'étais avec ma famille. Alors, au moment d'embarquer, j'ai dit : Oh, eh bien, excusez-moi, je vais faire la queue parce que vous voyagez. Non, non, non, non, non, non, non. Il a voyagé dans le poulailler, ce qui signifie qu'il a dépensé son propre argent, disons, là-bas. C'est ce que je veux dire par là ? Dépenser l'argent des autres pour soi-même, générer du gaspillage. Alors, quelle est la pire façon de dépenser l'argent des autres pour les autres ? Parce qu'on ne sait pas combien il en coûte pour le gagner, et qu'on ignore aussi ce que l'autre veut. Par conséquent, par définition, l'État fonctionne toujours mal et de manière inefficace.

C'est pourquoi je recommande vivement la lecture du merveilleux livre qu'Axel Kaiser vient de publier, intitulé « Parasites mentaux », qui explique comment, ces cent dernières années, on nous a bourré la tête de conneries socialistes, et comment nous croyons que l'État doit agir ; non, non, non, la responsabilité individuelle, voyons, Mais il n'est pas facile de s'en sortir non plus. Souvenez-vous que lorsque le peuple hébreu a quitté l'Égypte après plus de 400 ans d'esclavage et de malédictions quotidiennes contre Pharaon, lorsque Moïse a dit « Allons-y », un sur cinq est parti. Remarquez. La liberté est un défi à relever. Mais la question ne peut pas être de savoir comment bien faire les choses, car la réponse est : c'est impossible. Alors, ce qui a changé, comme le dit Fede, c'est la question. C'est : l'État est-il obligé de faire ça ? Heureusement, lui et son peuple se la posent ; ils ne me posent pas toutes les questions, car ils connaissent déjà la réponse.

Mais au-delà de cela, changer la réponse, changer la question, voilà ce qui a motivé cette impressionnante réforme de l'État menée par Federico, qui est fondamentalement l'un des piliers de cette grande réforme, la plus importante de l'histoire argentine. Nous sommes le gouvernement le plus réformateur de l'histoire. Mais, de plus, en un an et demi, nous avons accompli plus qu'au cours des 120 dernières années.

Si ce que je vais vous dire peut vous être utile : nous avons au moins 1 500 réformes supplémentaires. Nous ne nous arrêterons pas tant que nous ne serons pas le pays le plus libre du monde. Il y a donc plus. Au-delà de cela, quel est le fondement théorique ? D'où vient-il ? C'est ce que j'exprime dans un livre récent, intitulé « Capitalisme, socialisme et le piège néoclassique ». J'y parle de ce qu'on appelle la « crosse de hockey », cette série de données compilées par Angus Maddison, qui commence en 1800. Si vous regardez bien, vous constatez que, jusqu'en 1800, le PIB par habitant était pratiquement constant. Pour vous donner une idée : le PIB par habitant a augmenté à un taux de 0,02 %. Autrement dit, il faudrait 3 500 ans pour doubler le PIB par habitant. Cependant, à partir de 1800, dans un contexte où la population a été multipliée par 10, la productivité a été multipliée par au moins 15 à 20. En économie, on appelle cela des rendements croissants : la production a augmenté plus que proportionnellement, entre 15 et 20 fois. Que se passe-t-il ? Le problème, c'est que l'envers de la médaille, dans la théorie économique néoclassique, est appelé structures de marché concentrées. Ou, pour être précis sur la terminologie de l'équilibre général, on parle de non-convexités. Et selon la théorie néoclassique, ce sont des structures concentrées ; à l'extrême, cela pourrait être des monopoles. Et, selon ce fichu optimum de Pareto, c'est mauvais. Et j'ai décidé d'appeler cet optimum de Pareto, putain. Parce que si je parlais du principe qu'en 1800, 95 % de la population vivait avec moins d'un dollar par jour – et si je maintenant cette même mesure en termes réels, ce chiffre est aujourd'hui inférieur à 10 % –, comment peut-on me dire qu'une telle augmentation de la productivité, une telle augmentation du bien-être, est mauvaise ? C'est pourquoi les économistes m'irritent souvent. Parce que, que se passe-t-il ? J'imagine cette situation, quand je travaillais avec Eduardo : si j'étais allé lui dire : « Non, eh bien, je dois choisir entre la réalité et le modèle. » Puis, face au modèle, j'avais dit : « Non, la réalité est fausse. » Je n'aurais probablement pas eu la bonne relation que j'ai avec Eduardo. Car, de toute évidence, il aurait dû me botter le derrière pour avoir été un idiot.

Nous, économistes, sommes tellement fascinés par le modèle d'équilibre général que, lorsque la réalité ne correspond pas à ce modèle, nous sommes si arrogants que nous parlons de défaillance du marché. Non, pas de défaillance du marché. Je vais vous dire une chose : il n'y a pas de défaillance du marché. En effet, si le marché est un processus de coopération sociale, où les droits de propriété sont échangés volontairement, si les échanges sont volontaires, il ne peut jamais y avoir de défaillance. Et si un acte de violence empêche ces actions d'être volontaires, cela signifie que quelqu'un exerce la violence, et qui est-ce qui l'exerce systématiquement ? L'État. Par conséquent, lorsque vous pensez que quelque chose ne fonctionne pas correctement et que vous pensez à une défaillance du marché, la première chose que je recommande est de vérifier si l'État n'est pas impliqué. Et la deuxième chose, qui serait comme le deuxième théorème de Milei, est que si, malgré tout, le modèle continue de mal fonctionner, changez-le, car il est erroné. Et c'est sur cette base que, lorsque les néoclassiques commencent à réglementer et tentent d'assimiler une structure non convexe, non compétitive, une structure qui ne correspond pas à ce dont nous avons mathématiquement besoin pour l'optimum de Pareto – car elle n'est ni plus ni moins qu'une création mathématiquement conçue et régulée –, on tue les rendements croissants, et qui tuent les rendements croissants, on tue la croissance économique. Alors, que fait Federico tout le temps ? Il libère les rendements croissants. Autrement dit, nous ne sommes toujours pas conscients de toutes les réformes qui ont été faites et de tout ce qui se prépare en termes de croissance.

L'autre question fondamentale est celle des relations extérieures. Nous œuvrons pour l'ouverture économique. Vous avez entendu mes déclarations au Mercosur, vous avez vu les avancées que nous avons obtenues avec l'AELE, nous progressons vers un accord avec l'Union économique européenne et vers un accord de libre-échange préférentiel avec les États-Unis. Observez la situation dans le reste de la région : notre politique internationale semble porter ses fruits. De plus, d'autres leviers, comme le RIGI, la réforme fiscale, l'évolution vers un système de concurrence fiscale, et d'autres enjeux que j'ai déjà mentionnés, interviennent. Il est donc clair que nous avons engagé le processus qui fera de l'Argentine une puissance mondiale d'ici 30 ou 40 ans.

Donc, si tout va bien, tant mieux, mais bien sûr, la vie comporte des risques et nous devons les affronter. Nous devons les affronter, et comme des choses comme celles d'aujourd'hui peuvent arriver, mais revenons à ce qui se passe actuellement. Quelqu'un a-t-il des doutes ? Nous allons opposer notre veto. Si le veto est maintenu, les dépenses publiques resteront inchangées, les sommes d'argent inchangées, il y aura une certaine volatilité, rien de plus, tant que cela durera, et c'est tout. Autrement dit, rien ne changera. L'autre alternative serait : supposons que nous n'obtenions pas les chiffres nécessaires pour défendre le veto et que le germe socialiste et les parasites mentaux progressent dans les cerveaux, et alors nous ne pourrions pas le faire. Eh bien, ce qui a été approuvé aujourd'hui contredit l'idée selon laquelle pour dépenser quelque chose, il faut le financer. Par conséquent, si le veto devait être levé, nous porterions l'affaire devant les tribunaux. Il est peu probable que nous trouvions, ou ayons, une solution judiciaire avant le 11 décembre. Les délais des tribunaux sont généralement très lents. La seule différence, c'est que le risque pays sera un peu plus volatil, que le taux de croissance ralentira et que l'inflation baissera plus lentement, mais à long terme, rien ne se passera. L'équilibre à long terme restera intact. Car la justice, je parie, continuera de rendre justice, et par conséquent, cela ne pourra pas se produire. Mais imaginons le pire scénario : miraculeusement, si le veto n'est pas adopté, la justice s'emballe, et en plus, statue contre le gouvernement. Eh bien, tout ce processus, aussi rapide soit-il, que sera-t-il ? Hyper rapide, une vitesse délirante. Que sera-t-il ? Septembre. D'accord. Que nous reste-t-il ? Deux mois. Par conséquent, nous allons avoir un effet d'augmentation des dépenses publiques, d'augmentation de l'émission monétaire pendant l'équivalent de deux mois, et c'est intéressant car la politique monétaire et la politique budgétaire agissent toutes deux avec un décalage. Et l'une des raisons pour lesquelles le populisme est si attractif, c'est que ses effets à court terme se font sentir rapidement, tandis que ses effets négatifs surviennent tardivement.

Donc, à court terme, seuls des effets expansionnistes seront observés. Certes, le risque pays augmentera, mais deux choses se produisent. Premièrement, le mécanisme de transmission en Argentine ne fonctionne pas très bien aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que l'Argentine a un crédit au secteur privé non financier équivalent à 9 % du PIB. Rien. Ce n'est pas comme le Chili, qui en a 100 % ; ce n'est pas comme les États-Unis. Autrement dit, le canal du crédit de la politique monétaire n'a pas beaucoup d'influence. Et les investissements non plus, car ceux qui n'ont pas investi, attendant de voir ce qui se passera en octobre, n'avaient pas encore investi, donc cela n'a pas beaucoup d'influence non plus. Par conséquent, les effets négatifs ne fonctionneront pas, et le parti keynésien, lui, fonctionnera. Donc, si nous pensions obtenir un résultat électoral retentissant, il le serait bien plus. Autrement dit, ils se tirent une balle dans le pied. Mais, même si c'était le cas, à partir du 11 décembre, je vais inverser la tendance.

Par conséquent, ce ne sera qu'un effet temporaire. Quel sera son impact ? Aucun. Autrement dit, ils ne nous sortiront pas de l'orthodoxie monétaire, ils ne nous sortiront pas de l'orthodoxie budgétaire, ils ne nous sortiront pas de l'orthodoxie du taux de change, nous n'abandonnerons en aucun cas le régime de liberté. Et, par conséquent, nous allons rendre à l'Argentine sa grandeur.

Vive la liberté, bon sang ! Vive la liberté, bon sang ! Vive la liberté, bon sang !

Merci beaucoup.

Nous, économistes, sommes tellement fascinés par le modèle d'équilibre général que, lorsque la réalité ne correspond pas à ce modèle, nous sommes si arrogants que nous parlons de défaillance du marché. Non, pas de défaillance du marché. Je vais vous dire une chose : il n'y a pas de défaillance du marché. En effet, si le marché est un processus de coopération sociale, où les droits de propriété sont échangés volontairement, si les échanges sont volontaires, il ne peut jamais y avoir de défaillance. Et si un acte de violence empêche ces actions d'être volontaires, cela signifie que quelqu'un exerce la violence, et qui est-ce qui l'exerce systématiquement ? L'État. Par conséquent, lorsque vous pensez que quelque chose ne fonctionne pas correctement et que vous pensez à une défaillance du marché, la première chose que je recommande est de vérifier si l'État n'est pas impliqué. Et la deuxième chose, qui serait comme le deuxième théorème de Milei, est que si, malgré tout, le modèle continue de mal fonctionner, changez-le, car il est erroné. Et c'est sur cette base que, lorsque les néoclassiques commencent à réglementer et tentent d'assimiler une structure non convexe, non compétitive, une structure qui ne correspond pas à ce dont nous avons mathématiquement besoin pour l'optimum de Pareto – car elle n'est ni plus ni moins qu'une création mathématiquement conçue et régulée –, on tue les rendements croissants, et qui tuent les rendements croissants, on tue la croissance économique. Alors, que fait Federico tout le temps ? Il libère les rendements croissants. Autrement dit, nous ne sommes toujours pas conscients de toutes les réformes qui ont été faites et de tout ce qui se prépare en termes de croissance.

L'autre question fondamentale est celle des relations extérieures. Nous œuvrons pour l'ouverture économique. Vous avez entendu mes déclarations au Mercosur, vous avez vu les avancées que nous avons obtenues avec l'AELE, nous progressons vers un accord avec l'Union économique européenne et vers un accord de libre-échange préférentiel avec les États-Unis. Observez la situation dans le reste de la région : notre politique internationale semble porter ses fruits. De plus, d'autres leviers, comme le RIGI, la réforme fiscale, l'évolution vers un système de concurrence fiscale, et d'autres enjeux que j'ai déjà mentionnés, interviennent. Il est donc clair que nous avons engagé le processus qui fera de l'Argentine une puissance mondiale d'ici 30 ou 40 ans.

Donc, si tout va bien, tant mieux, mais bien sûr, la vie comporte des risques et nous devons les affronter. Nous devons les affronter, et comme des choses comme celles d'aujourd'hui peuvent arriver, mais revenons à ce qui se passe actuellement. Quelqu'un a-t-il des doutes ? Nous allons opposer notre veto. Si le veto est maintenu, les dépenses publiques resteront inchangées, les sommes d'argent inchangées, il y aura une certaine volatilité, rien de plus, tant que cela durera, et c'est tout. Autrement dit, rien ne changera. L'autre alternative serait : supposons que nous n'obtenions pas les chiffres nécessaires pour défendre le veto et que le germe socialiste et les parasites mentaux progressent dans les cerveaux, et alors nous ne pourrions pas le faire. Eh bien, ce qui a été approuvé aujourd'hui contredit l'idée selon laquelle pour dépenser quelque chose, il faut le financer. Par conséquent, si le veto devait être levé, nous porterions l'affaire devant les tribunaux. Il est peu probable que nous trouvions, ou ayons, une solution judiciaire avant le 11 décembre. Les délais des tribunaux sont généralement très lents. La seule différence, c'est que le risque pays sera un peu plus volatil, que le taux de croissance ralentira et que l'inflation baissera plus lentement, mais à long terme, rien ne se passera. L'équilibre à long terme restera intact. Car la justice, je parie, continuera de rendre justice, et par conséquent, cela ne pourra pas se produire. Mais imaginons le pire scénario : miraculeusement, si le veto n'est pas adopté, la justice s'emballe, et en plus, statue contre le gouvernement. Eh bien, tout ce processus, aussi rapide soit-il, que sera-t-il ? Hyper rapide, une vitesse délirante. Que sera-t-il ? Septembre. D'accord. Que nous reste-t-il ? Deux mois. Par conséquent, nous allons avoir un effet d'augmentation des dépenses publiques, d'augmentation de l'émission monétaire pendant l'équivalent de deux mois, et c'est intéressant car la politique monétaire et la politique budgétaire agissent toutes deux avec un décalage. Et l'une des raisons pour lesquelles le populisme est si attractif, c'est que ses effets à court terme se font sentir rapidement, tandis que ses effets négatifs surviennent tardivement.

Donc, à court terme, seuls des effets expansionnistes seront observés. Certes, le risque pays augmentera, mais deux choses se produisent. Premièrement, le mécanisme de transmission en Argentine ne fonctionne pas très bien aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que l'Argentine a un crédit au secteur privé non financier équivalent à 9 % du PIB. Rien. Ce n'est pas comme le Chili, qui en a 100 % ; ce n'est pas comme les États-Unis. Autrement dit, le canal du crédit de la politique monétaire n'a pas beaucoup d'influence. Et les investissements non plus, car ceux qui n'ont pas investi, attendant de voir ce qui se passera en octobre, n'avaient pas encore investi, donc cela n'a pas beaucoup d'influence non plus. Par conséquent, les effets négatifs ne fonctionneront pas, et le parti keynésien, lui, fonctionnera. Donc, si nous pensions obtenir un résultat électoral retentissant, il le serait bien plus. Autrement dit, ils se tirent une balle dans le pied. Mais, même si c'était le cas, à partir du 11 décembre, je vais inverser la tendance.

Par conséquent, ce ne sera qu'un effet temporaire. Quel sera son impact ? Aucun. Autrement dit, ils ne nous sortiront pas de l'orthodoxie monétaire, ils ne nous sortiront pas de l'orthodoxie budgétaire, ils ne nous sortiront pas de l'orthodoxie du taux de change, nous n'abandonnerons en aucun cas le régime de liberté. Et, par conséquent, nous allons rendre à l'Argentine sa grandeur.

Vive la liberté, bon sang ! Vive la liberté, bon sang ! Vive la liberté, bon sang !

Merci beaucoup.

Discours du président de la Nation, Javier Milei, lors de l'événement Freedom Advances à Puerto Madero, Buenos Aires

Mercredi 25 juin 2025

Bonsoir,

Et la vérité, par rapport à ce que disait Manuel, c'est que nous sommes face à des orcs insupportables. Comme vous le dites à juste titre, j'ai adoré la terminologie de ce géant de la Fondation Faro, Axel Kaiser, qui les qualifie de parasites mentaux. Ils ont la tête pleine de saletés, et pour une raison inconnue, le pays a sombré comme il l'a fait ces cent dernières années. Mais, malgré tout ce système d'obstacles, je tiens à vous dire qu'il est plus facile d'accomplir tout ce que nous faisons lorsqu'on est accompagné d'une équipe de géants, comme celle qui m'accompagne. La réussite revient donc à chacun de mes ministres, qui sont de véritables superstars, et je n'ai qu'à fixer le cap, rien de plus. D'où mes remerciements à tous ces géants qui m'accompagnent, formant le meilleur gouvernement de l'histoire.

Je voudrais également commencer par remercier chacun de sa présence à cet événement important. Votre soutien est essentiel à l'effort patriotique que nous menons. Sachez que votre contribution est un élément indiscutable de la grande transformation que nous entreprenons. Il y a un an et demi, je vous ai demandé, ainsi qu'à la société dans son ensemble, de nous juger sur nos intentions et notre engagement en faveur du changement. Aujourd'hui, je vous demande de renouveler votre confiance, sur la base de tout ce que nous avons déjà démontré. Nous ne sommes pas arrivés à ces élections de mi-mandat avec de vaines promesses sur le papier ; nous sommes arrivés les mains pleines de changements profonds, jamais mis en œuvre auparavant en Argentine.

Je vais vous raconter quelque chose de très intéressant à propos d'un travail de Manuel Adorni : lorsque nous avons passé en revue les chaînes, les gens disaient : « C'est plus que ce pour quoi j'ai voté », et nous nous sommes donc demandés : pourquoi ne pas conserver une trace de nos actions et de nos promesses ? Car s'il y a une chose qui caractérise la politique argentine, c'est que les politiciens sont des menteurs, et ils le sont toujours. Parce que nous sommes des étrangers, et même au pouvoir. Autrement dit, nous n'avons pas perdu notre dynamisme.

J'ai donc demandé à Manuel de tenir un registre de nos promesses de campagne, de leur réalisation. Cela faisait un an que nous étions au pouvoir, et nous avons pensé qu'il serait intéressant de vérifier cela. Surtout parce qu'ils disaient que chacune de nos promesses était impossible, impossible à réaliser, et que, fondamentalement, notre programme était fou, que rien de ce que nous avions dit ne pouvait être réalisé. Eh bien, la logique, la normale, aurait été que, si nous les tenions – de manière linéaire – dans 25 % des cas, nous aurions dû tenir 25 % des promesses. Et le plus intéressant, c'est que, lorsque nous avons commencé à tenir ce registre, nous avons constaté que non seulement nous tenions nos promesses, mais que nous faisons des choses que nous n'avions pas promises, et nous les faisons d'ailleurs. Et après avoir analysé les chiffres, nous avons constaté que nous avons tenu 98 % de nos promesses et qu'à proprement parler, il ne restait plus qu'à lever l'embargo, ce que nous avons déjà fait. Autrement dit, nous sommes aussi le premier gouvernement de l'histoire à tenir chacune de nos promesses. Nous sommes donc les rois de la concrétisation.

Parallèlement, il convient de rappeler pourquoi nous avons pris en charge un État en ruine, qui réunissait les pires éléments des trois dernières grandes crises que nous avons traversées : le déséquilibre monétaire du Rodrigazo, le fameux « surplomb Manny » ; un bilan de la Banque centrale en faillite, pire que celui de 1989 ; et, de plus, des indicateurs sociaux pires que ceux de 2001, nous plaçant au bord de la pire crise de l'histoire de l'Argentine, sans aucun doute. Et grâce au travail conjoint de toute notre équipe de direction, nous sommes passés d'une situation au bord de l'hyperinflation à une question : arriverons-nous à la fin de l'année avec une inflation de 1 ou de 0 ? Et l'année prochaine, comme je l'ai déjà dit, l'inflation ne sera plus qu'un souvenir.

Je vais partager ici quelques informations internes, positives, s'il vous plaît. Comme tout le monde le sait – « Toto » et moi – nous sommes très réticents au risque ; donc, dans notre hypothèse, l'inflation s'arrêtera au milieu de l'année prochaine, mais notre « colosse », « le géant » Federico Sturzenegger a dit : « Non, ça n'arrivera pas avant », et la première surprise nous est arrivée, en mai, avec une inflation à 1,5 %, alors que – rappelez-vous, nous sommes hors de contrôle ; l'inflation va stagner, entre 5 % et 7 %, et ils ne la baisseront plus. Sans parler de l'idiot qui a dit que cela formerait un « U » et augmenterait considérablement. Intéressant, car 1,5 %, dans le commerce de détail ; en déflation totale, après 17 ans, et puis, Federico a dit que nous pourrions arriver à la fin de l'année avec zéro, et comme je pense que nous allons perdre le pari – « Toto » et moi –, et j'ai dit que, quand l'inflation serait à zéro j'allais donner un récita..., je vous fais savoir que je commence déjà à répéter six chansons.

De plus, nous y parvenons en renouant avec la croissance, en commençant l'année avec une croissance trimestrielle de 0,8 %, et de 5,8 % sur un an par rapport au trimestre précédent, malgré l'incertitude engendrée par l'accord avec le Fonds durant cette période. Comme si tout cela ne suffisait pas, nous avons mis fin aux manifestations d'extorsion dans la ville de Buenos Aires et mis en œuvre 2 500 réformes pour empêcher l'État d'interférer dans la vie des Argentins. C'est d'ailleurs très intéressant car aujourd'hui, le monde parle d'ajustement expansionniste ; autrement dit, nous avons donné un cours mondial de macroéconomie appliquée, en mettant en œuvre un ajustement budgétaire qui, entre le Trésor et la Banque centrale, atteint 15 points de PIB, alors que tout le monde prédisait un cataclysme. Je n'oublie même pas les 200 économistes locaux qui ont tous laissé des traces de leur doigt, affirmant que ce que je proposais était une absurdité totale. Nous pouvons donc aller chercher cette liste et leur dire... et le Fonds monétaire international, qui a déclaré que tout cela était absurde, a non seulement procédé à l'ajustement, mais a également maîtrisé l'inflation, mais aussi – l'année dernière – le PIB, mesuré par l'EMAE (Mesuré par l'Estimation mensuelle de l'activité économique), a augmenté de 6 % de décembre à décembre. Le premier trimestre de cette année a enregistré une croissance de 6 %, et – au cours de ce trimestre – l'économie a progressé de 8 %.

Nous atteignons des sommets historiques en termes de PIB et de consommation ; la phrase de Maradona vaut largement l'attente. En seulement un an et demi de mandat, nous sommes passés d'une inflation de 54 % par mois (annualisée à 17 000 %, dont la valeur annualisée aurait impliqué une hyperinflation, capable d'anéantir toute richesse dans ce pays) à une déflation de 0,3 % en mai, son plus bas niveau en 17 ans. Et maintenant, nous nous demandons si une inflation de 1,5 % est trop élevée ou trop faible. Nous ne faisons certainement pas les choses correctement si le précédent ministre de l'Économie croisait les doigts pour que l'inflation démarre à 3 %, alors qu'il imprimait 13 points de PIB pour remporter les élections.

De plus, l'époque a tellement changé qu'en seulement 18 mois, nous avons réussi à faire en sorte que l'inflation ne soit plus la principale préoccupation des familles argentines. À notre arrivée, l'inflation et l'insécurité étaient au premier rang des préoccupations argentines, et tous ces chiffres s'effondrent. En fait, l'inflation est tombée à la sixième ou septième place ; et l'insécurité occupe toujours des positions importantes, car les gens ne réalisent pas pleinement que, par exemple, le massacre de la province de Buenos Aires est la faute de Kicillof, et non la nôtre. Mais il faut aussi être honnête, car avec les tonnes de publicité qu'il dépense, il est difficile pour les snobs de dire la vérité.

Et comme si cela ne suffisait pas, nous avons également réussi à maintenir le niveau d'activité, avec une estimation mensuelle de l'activité économique proche de ses valeurs maximales ; des indicateurs de consommation privée à des niveaux historiquement élevés ; et des secteurs en plein essor, statistiquement parlant, comme le secteur immobilier, qui enchaîne les records ; et la production pétrolière, qui n'a jamais trouvé de plafond et croît de plus de 10 % par an, marquant ainsi le meilleur trimestre du secteur depuis plus de 20 ans. Merci, Horacio Marín, pour votre travail considérable à YPF.

Pour donner une image plus concrète de la position de notre gouvernement et de l'opposition sur l'économie, l'opposition nous harcèle avec l'idée que les importations sont en constante augmentation et excessives, alors qu'en réalité, 70 % de ces importations sont des biens d'équipement, des accessoires pour biens et capitaux, des intrants productifs et des matières premières pour valoriser notre production locale et gagner en compétitivité. J'aimerais aussi apporter une touche de couleur. Je leur dis parfois que j'ai du mal à croire que les économistes soient si stupides, car ils parlent maintenant de compte courant, compte courant, compte courant. Désolé, je vais m'écarter du sujet théorique, mais je pense que cela en vaut la peine. Nous avons beaucoup parlé de notre cadre conceptuel. Nous parlons toujours de travailler avec des modèles d'équilibre général intertemporels. Une façon de simplifier les choses est de les envisager en termes de « modèles de Wicksell ». Nous avons ici notre excellent économiste de la Fondation Faro, Adrián Ravier, qui, en fait, pourrait enseigner cela bien mieux que moi. Vous avez fait un excellent reportage sur Public TV ; ils vont commencer à vous appeler. Vous êtes maintenant dans une situation très difficile.

Ainsi, ces cadres analytiques sont des systèmes d'épargne/investissement, où l'interaction entre épargne et investissement détermine le taux d'intérêt, un mécanisme de coordination intertemporelle. De plus, le taux d'intérêt est le prix relatif des biens présents par rapport aux biens futurs. Alors, pourquoi l'épargne augmente-t-elle lorsque le taux d'intérêt augmente ? Parce que l'épargne n'est ni plus ni moins que la consommation future. Ainsi, si le taux d'intérêt augmente, cela signifie que les biens présents deviennent plus chers par rapport aux biens futurs. On substitue donc la consommation présente à la consommation future. C'est pourquoi, lorsque le taux d'intérêt augmente, l'épargne augmente. Par ailleurs, plusieurs personnes ici se consacrent à la création de richesses ou à l'argent, ce qui est fabuleux, et cela signifie qu'elles ont réussi à offrir aux autres des biens de meilleure qualité et à meilleur prix ; autrement dit, ce sont des bienfaiteurs sociaux. Par conséquent, plus ils gagnent d'argent, mieux c'est.

Et pourquoi l'investissement augmente-t-il lorsque le taux d'intérêt baisse ? Parce que si vous pensez que le taux d'intérêt a baissé, cela signifie que les prix futurs augmentent par rapport aux biens actuels. Alors, où allez-vous vendre ? Où les biens sont-ils vendus moins cher ou plus cher ? Et – je ne vais pas vous l'expliquer – vous vendrez plus à l'avenir. Et comment cela se fait-il ? En déplaçant la production du présent vers le futur. Eh bien, c'est ce qu'on appelle l'investissement. Par conséquent, l'interaction entre l'épargne et l'investissement détermine le taux d'intérêt, le taux d'intérêt réel ; c'est le véritable mécanisme de coordination intertemporelle. Or, c'est une économie fermée. Que se passe-t-il en économie ouverte ? Eh bien, l'équilibre interne ne coïncide pas nécessairement avec l'équilibre externe. Je veux dire, nous venons d'une économie où, fondamentalement, nous faisons tout de travers ; à l'époque, nous avions un taux d'intérêt avec un risque pays de 3 000. Donc, clairement, ce taux était supérieur à l'équilibre interne, et par conséquent, un excédent de la balance courante a été généré, car l'épargne était supérieure à l'investissement. Le problème, c'est que les Argentins ont fui leurs économies, abandonnant le peso pour acheter des dollars. De plus, le gouvernement a maintenu artificiellement le taux de change à la hausse, tout en émettant de la monnaie à tout va.

Que se passe-t-il maintenant ? Après avoir mis en œuvre l'ajustement budgétaire, l'Argentine, en atteignant un déficit nul, garantit sa solvabilité intertemporelle. Autrement dit, le ratio dette/PIB du pays est en baisse. De fait, l'année dernière, la dette nette du secteur public est passée de près de 100 % à 40 %. L'Argentine est donc solvable intertemporellement. En contrepartie, le risque pays a diminué. Ainsi, si le taux d'intérêt d'arbitrage international tombe en dessous du taux d'équilibre national, il en résultera une augmentation de l'investissement par rapport à l'épargne. Lorsqu'il y a plus d'investissement que d'épargne, il s'agit d'une erreur comptable : il y a un déficit de la balance courante. Autrement dit, un déficit de la balance courante ne pose aucun problème, car un déficit de la balance courante – c'est-à-dire un excédent d'investissement par rapport à l'épargne – peut être dû à différents facteurs. De toute évidence, si vous avez un déficit budgétaire et qu'un déficit de la balance courante se produit, il y a bel et bien un problème. Car de quoi dépend-il ? Ils dépendent de manière cruciale des financements extérieurs, et le jour où ces financements sont coupés, ils partent en fumée.

L'autre possibilité est d'avoir un déficit courant dû à l'augmentation de l'investissement, ce qui est le cas. Les dernières données sur l'investissement ont augmenté de 32 %. Ainsi, si l'on considère l'augmentation des importations, 70 % sont liés à l'augmentation de la production, elle-même liée à l'investissement. Il n'y a donc aucun problème, car il n'y a pas non plus de déficit budgétaire ; autrement dit, l'État ne consomme pas l'épargne. En fait, nous avons restitué 15 points de PIB au secteur privé. Il n'y a donc pas lieu de paniquer. Enfin, lorsqu'on examine les cas de forte croissance économique, la caractéristique essentielle de ces processus est qu'ils génèrent également des déficits courants, car ils génèrent une forte croissance. Je vous pose une question : vous voyez une opportunité commerciale et vous vous dites : « Non, eh bien, je vais la saisir et attendre. » Dans ce cas... un crocodile endormi est un portefeuille. En d'autres termes, il est naturel que lorsque les taux d'intérêt baissent, vous – si vous les percevez comme permanents – soyez plus enclin à investir et à générer ce phénomène. Je souligne donc cela, car je ne sais pas si les économistes sont stupides ou malveillants, ou peut-être les deux à la fois. Car, outre la caste, il existe aussi des professionnels au service du parti-État.

Et la vérité, c'est que nous avons réussi tout cela contre toute attente ; nous y sommes parvenus malgré les piquets de grève exorbitants ; malgré le bombardement médiatique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, de mensonges, de calomnies et d'insultes ; malgré leurs tentatives systématiques de saper notre excédent budgétaire, et même malgré leurs tentatives constantes de nous destituer. Nous y sommes parvenus avec seulement 15 % des représentants et 10 % des sénateurs. Des héros qui ont résisté à la machine d'obstruction. Et dans ce sens, je tiens également à souligner, mentionner et saluer – il n'est pas là aujourd'hui, il n'est pas venu – l'excellent travail de ce brillant chef de cabinet, Guillermo Francos.

Car des choses très, très intéressantes se sont produites tout au long de cette administration. Au début, la situation semblait plutôt équilibrée : il y avait des colombes, enfin, certaines se sont échappées. Rome ne paie pas les traîtres. Puis il y avait les faucons, et il y avait deux talibans. Aujourd'hui, la quasi-totalité du gouvernement est talibanisée. Cela oblige Guillermo à redoubler d'efforts, car nous sommes tous, de surcroît, talibanisés avec bonheur. Je remercie donc Guillermo, qui est le lien fondamental entre les talibans et la politique ; et aussi pour le travail de Martín Menem ; de ma sœur Karina Milei ; et du « géant » Santiago Caputo.

En réalité, notre modèle a déjà gagné, car il a démontré qu'avec de la volonté politique, ce qui paraît impossible est possible, ou, comme je le dis souvent : pour nous, la politique n'est pas l'art du possible, mais l'art de rendre possible ce que l'establishment déclare impossible. Et nous avons également gagné parce que nous avons démontré à nos adversaires que la loi de la gravité est la loi de la gravité, même s'ils persistent à vouloir l'abroger.

Je recommande une fois de plus avec insistance l'ouvrage d'Axel Kaiser, « Parasites mentaux », car il est inestimable. Comme nous l'avons toujours dit et le répéterons : nous préférons les vérités dérangeantes aux mensonges réconfortants, et nous n'avons jamais promis que le chemin serait facile, mais plutôt que c'était le bon. Ce que nous avons démontré au monde entier – durant cette première moitié de notre mandat – n'est rien de moins qu'un miracle, le grand miracle argentin. Nous sommes ces élèves récidivistes qui, las de l'hyperinflation et de la destruction de leur propre monnaie, ont décidé de faire leurs devoirs correctement et sont devenus – aujourd'hui – un exemple mondial. Même si nous savons que ce miracle n'est qu'un premier pas, aujourd'hui, après avoir chassé le spectre de l'inflation de l'esprit des Argentins, nous sommes pleinement capables de commencer à résoudre les autres problèmes urgents que les administrations précédentes nous ont légués. L'état de l'État est catastrophique et exige des réformes urgentes dans tous ses domaines. Pour y parvenir, il est impératif d'accumuler du pouvoir politique, grâce auquel il sera possible de défier la caste pour l'univers de privilèges qu'elle a construit à l'intérieur et à l'extérieur de la loi.

Et si la loi n'existait pas, ils l'ont fait précisément pour préserver leurs privilèges, un bel exemple qu'ils nous ont donné dans la province de Buenos Aires. Il s'agit donc de plus qu'un sprint ; c'est un marathon, où nous gagnerons en vitesse et en élan, et dont les résultats se feront sentir plus profondément au fil des mois et des années, à chacune des élections à venir. Sachez que ce n'est que le début.

C'est pourquoi je tiens à souligner les prochaines élections de mi-mandat, et en particulier celles de la province de Buenos Aires, qui sont encore plus serrées. Pour la première fois dans l'histoire récente de notre pays, le modèle de liberté est présenté à grande échelle au niveau législatif. Ces élections définiront la profondeur et la rapidité du changement que nous allons poursuivre, et nous devrons affronter le statu quo dans son ensemble, nous rangeant derrière les privilèges qu'ils refusent de perdre. Ne nous leurrions pas : nous pouvons opérer des changements profonds dans l'administration publique nationale, mais les provinces représentent une part importante des dépenses publiques et subissent une pression réglementaire étouffante sur le secteur privé.

Il y a peu, la plupart des gouverneurs ont signé le Pacte de mai, par lequel nous avons convenu de réduire les dépenses publiques à 25 points de PIB, mais aucun d'entre eux n'a procédé aux ajustements nécessaires dans leurs juridictions, au mépris de la société qu'ils prétendent représenter.

C'est pourquoi il est impératif d'apporter des changements dans les provinces, car cela accélérera exponentiellement le processus de croissance que nous connaissons dans les années à venir, enracinant les racines de la Nouvelle Argentine que nous plantons ensemble. Ainsi, aujourd'hui, la province est le dernier bastion que la classe politique a trouvé pour s'y retrancher et continuer à mettre la main sur les citoyens, et elle illustre parfaitement comment, depuis le pouvoir local, certains cherchent à boycotter le changement national. Non seulement ils n'ont pas prêté la moindre attention à la clameur générale qui s'est élevée dans tout le pays en faveur de la réduction de la taille de l'État, mais, dans leur arrogance fatale, ils se sont consacrés à l'accroître, utilisant le Trésor de Buenos Aires comme un chéquier illimité pour se retourner contre lui. Si nous disions vouloir vendre Aerolíneas Argentinas, ils nous attaqueraient en prétendant l'acheter ; si nous proposons de fermer l'INCAA, ils en créeraient une provinciale. Autrement dit, ils ne cherchaient même plus à se baser sur la logique ; au contraire, par défaut, ils réagissaient à nos actions comme si leurs esprits avaient été envahis par des parasites qui les privaient de toute raison. En d'autres termes, des parasites mentaux.

De plus, ils étaient tellement infectés qu'ils sont devenus ce dont ils accusaient les gorilles : s'opposer simplement à tout ce que fait leur adversaire. Ils ont ainsi démontré qu'ils n'avaient d'autre objectif que la défense irrationnelle des intérêts de leur caste, intérêts en opposition ouverte avec ceux du reste des bons Argentins, et c'est pourquoi – clairement – nous les appelons des mandrins, car nous les battons aussi, c'est pourquoi on les appelle des mandrins. Non contents d'embellir tous les journaux, magazines, émissions de radio et de télévision du pays avec de la publicité officielle, ils ont vidé les poches des Buenos Aires pour créer des dizaines de chaînes de streaming sans aucun public. Ces chaînes de streaming sont merveilleuses, je vous l'assure, elles sont merveilleuses, le volume d'absurdités qu'elles débitent est innommable.

Écoutez, je vais vous dire pourquoi je trouve ça si drôle. Il y a un idiot qui, par exemple, a déclaré dans une émission en streaming que l'inflation était causée par des rumeurs concernant des coiffeurs. Écoutez, j'ai entendu des bêtises comme l'inflation multicausale, l'inflation structurelle, j'ai entendu des choses, mais je n'avais jamais entendu ça auparavant, que l'inflation était causée par des rumeurs. Bien sûr, après coup, cette personne, sur les réseaux sociaux, s'est fait tabasser comme dans un feuilleton et a pleuré, mais même avec une telle bêtise, que voulez-vous ? Gagner un prix ? Alors, ne méprisons pas le streaming, parce que, franchement, c'est amusant. Et puis, c'est génial. Par exemple, aujourd'hui, j'ai fait un petit point sur les réseaux sociaux, parce que vous avez vu que j'adore suivre ce genre de choses, et c'est vraiment intéressant. Aujourd'hui, un journaliste a avoué que, à la demande d'un autre journaliste qui présentait une émission, ils me harcelaient avec mes enfants à quatre pattes, autrement dit, une preuve évidente de malveillance. Donc, encore une personne qui va être poursuivie en justice. Mais en réalité, ils agissent ainsi dans une tentative désespérée d'inverser les profonds changements que nous opérons, car ils savent que c'est leur dernière chance ; ils savent qu'à mesure que notre modèle se consolidera, l'avenir sera meilleur que le présent et le passé. Les gens comprendront l'ampleur de la tromperie dans laquelle ils vivaient et dirigeront leur colère contre eux, comme ils l'ont déjà fait en 2023. Car si, à l'époque, vous pensiez que nous n'étions pas des libertariens, mais des libérés, et que nos idées ne pouvaient se concrétiser, la situation est bien différente aujourd'hui. Aujourd'hui, nous avons déjà gagné sur le terrain des idées, et même nos adversaires savent que nous avons raison depuis le début, même s'ils ne peuvent pas le dire haut et fort, car le dire haut et fort reviendrait à admettre qu'ils ont menti et volé le peuple pendant toutes ces années.

Ni eux ni le reste du monde ne peuvent croire que nous avons démolé trois grands mythes de la politique économique, décrits par mon grand ministre, le « colosse » Federico Sturzenegger. En gros... ils appellent souvent Federico et lui disent : « Je dois procéder à un ajustement », et Federico répond : « Quel est le montant à ajuster ? » Ils répondent : « Eh bien, quatre, cinq points de PIB. » « Et comment allez-vous y parvenir ? » « Eh bien, un point par an. » Federico répond : « Et si vous en faisiez cinq en un mois ? » « Non, c'est impossible. » « Non, c'est ce que Javier a fait. » Le premier mythe que nous avons démolé, en matière d'ajustement budgétaire, est donc celui de l'ampleur, qui associe également le quantum et le temps. Autrement dit, nous avons effectivement réduit les dépenses publiques de 30 %, et Federico a demandé à son équipe d'étudier combien de fois, depuis 1940, lorsque les statistiques du FMI sont homogènes, un tel phénomène s'était produit. Or, cela n'est arrivé que 24 fois. Or, le plus intéressant, c'est que sur ces 24 fois, c'était après une guerre. Si l'on exclut l'effet d'après-guerre, nous sommes les seuls à l'avoir fait. Et comme si tout cela ne suffisait pas, comme cela représentait 5 points de PIB, nous avons également ajusté la Banque centrale de 10 points. Je suis donc fier que nous ayons réalisé le plus grand ajustement budgétaire de toute l'histoire de l'humanité.

Le deuxième point que Federico souligne aussi – si je ne me trompe pas –, c'est qu'il a avancé cet argument pour la première fois à la Fondation pour le Fédéralisme et la Liberté, lors d'une conférence à Tucumán. Il l'a ensuite répété au Fonds, et d'ailleurs, je m'en sors très bien, car c'est un argument marketing pour le moment où je devrai à nouveau gagner ma vie – dans le secteur privé – lorsque je quitterai ce poste. Je ne mentionnerai pas la chaire Rivadavia, car je ne l'utilise pas. Et dans ce contexte, que disaient-ils ? Que nous allions plonger l'économie dans une récession. En réalité, les ajustements, la moitié de ce que nous avons fait, ont généré des baisses de production de 15 %. Par conséquent, ils ont prédit que nous allions plonger l'économie dans une grande dépression et, comme je le disais il y a un instant, en 2024, notre croissance sera supérieure de 6 % à celle de 2023 en décembre, décembre-décembre, en données corrigées des variations saisonnières. Au premier trimestre, nous avons progressé de 6 % ; Au cours de la deuxième période, nous avons enregistré une croissance de 8 %. Nous avons ainsi brisé le mythe selon lequel un resserrement de l'étau nous mènerait à une terrible récession. De plus, la faible inflation, la reprise de l'activité économique et l'énorme travail de la ministre Sandra Pettovello ont permis de faire passer la pauvreté de 57 % – en toute honnêteté – à 35 %. Autrement dit, nous, les libéraux sans cœur, avons réduit la pauvreté de 22 points de pourcentage ; autrement dit, nous avons également sorti 10 millions de personnes de la pauvreté.

De plus, nombreux sont ceux qui sont surpris par le soutien populaire dont nous bénéficions. En réalité, ce n'est pas seulement notre action contre l'inflation, mais aussi notre politique sociale, qui est en cause. Il existe aussi une autre politique fortement en faveur des pauvres, à savoir l'énorme travail mené par la ministre Patricia Bullrich, à la tête du ministère de la Sécurité. Ceux d'entre nous qui ont la chance d'être mieux lotis, de bénéficier de services de sécurité privés, d'être dans des lieux plus surveillés, de bénéficier de la sécurité... Les problèmes de sécurité touchent surtout les plus démunis, ceux qui ne peuvent pas bénéficier de services de sécurité privés, qui ne peuvent pas vivre dans une résidence sécurisée, etc. C'est pourquoi nous sommes si populaires auprès des populations les plus vulnérables : nous avons fait baisser l'inflation, créé des emplois, et, outre cela, les salaires réels – qui augmentent systématiquement depuis plus d'un an –, nous avons aussi réduit l'insécurité. Aujourd'hui, nous sommes le pays le plus sûr d'Amérique latine et l'un des premiers au classement mondial de la paix, grâce au travail remarquable du ministre Bullrich. Comme vous pouvez le constater, il est très facile d'être président avec tous ces monstres dans son équipe.

Le troisième mythe que nous avons brisé est celui de l'impopularité de cette mesure. Aujourd'hui, notre image – tant personnelle que celle de l'administration – est à un niveau comparable à celui que nous avions à l'arrivée au pouvoir. De plus, nous sommes en mesure de provoquer un bouleversement majeur dès septembre dans la province de Buenos Aires, et en octobre dans tout le pays. Autrement dit, nous avons non seulement inventé l'ajustement expansionniste, mais aussi l'ajustement populaire ; c'est intéressant.

En fait, je ne me souviens plus très bien si c'était hier ou avant-hier, j'ai rencontré un sondeur qui venait de publier une étude sur la politique budgétaire. C'est incroyable, car c'est la chose la plus précieuse : nos politiques d'ajustement budgétaire et d'austérité sont ultra-populaires. Alors, pendant que ces sales ordures – vos collègues, mes anciens collègues – veulent ruiner nos résultats budgétaires avec des politiques démagogiques, ils ne réalisent pas qu'ils peuvent retarder – un peu – le rythme de notre expansion parce qu'ils augmentent le risque pays, mais le peuple les punira dans les urnes. Autrement dit, les gens ont compris qu'ajuster le Trésor revient à rendre de l'argent au peuple, et ils s'en portent mieux. Cruauté ? Oui, je suis cruel, je suis cruel, bande de sales voyous. Je suis cruel envers vous, envers les dépensiers ; envers les fonctionnaires ; envers les étatistes ; envers ceux qui cassent le cul des bons Argentins.

Et en ce sens, comme je l'ai déjà souligné, il ne nous a fallu qu'un mois pour démystifier le premier mythe ; le deuxième nous a pris un peu moins d'un an, et le troisième est en train de voler en éclats au cours de notre deuxième année. Il convient de noter que tous les gouvernements provinciaux ont truqué les élections pour nous nuire, et la bombe leur explose au visage encore et encore.

Et c'est pourquoi ils jouent pour avoir le dessus lors des prochaines élections, se comportant comme un animal enragé et acculé, cherchant désespérément à bloquer les changements – au niveau national – pour survivre. Cependant, par exemple, l'image soviétique du gouverneur Kicillof, qui, dans une tentative désespérée, a transformé la province en une jungle sans loi, ne cesse de s'estomper. Il n'y a pas d'autre solution, la vérité triomphe toujours du mensonge. Ils ont également fait tout cela en ignorant, ce faisant, la première loi fondamentale de l'économie. C'est barbare. C'est ce que dit Tomás Sowell, et c'est une phrase merveilleuse. Il dit : « La première loi de l'économie est la rareté », autrement dit, il n'y a pas tout pour tout le monde. Et quelle est la première loi de la politique ? La leur : ignorer la première loi de l'économie. Et, suivant à la lettre le modèle des castes, ils ont également augmenté le personnel permanent de militants obéissants et se sont consacrés à engraisser leurs juteux coffres, comme les politiques de genre, le seul problème qu'ils ont résolu étant la situation économique des amis de ceux qui sont au pouvoir.

Nous avons ainsi commencé à démanteler le réseau d'impôts et de subventions croisées qui piégeait la population argentine et qui, sous couvert d'aides sociales, a fini par lui porter un préjudice bien plus profond. Il est nécessaire de faire de même à Buenos Aires, où chaque jour s'ajoutent de nouvelles réglementations et de nouveaux impôts destinés uniquement à financer cette guerre inutile contre la réforme de l'État national. Je tiens également à souligner un point très important et sérieux : le travail que notre dirigeant, Sebastián Pareja, accomplit dans la province de Buenos Aires, et l'énorme travail que le professeur Espert accomplit également, discrètement, auprès de chaque ministre pour qu'il aille porter à Buenos Aires et dans les autres provinces, par exemple, comme Lisandro Catalán à Tucumán, afin d'appliquer, dans chaque province, le modèle que nous appliquons au niveau national, et de le transposer au niveau provincial.

Alors, parions là-dessus, car imaginez si, en plus de le faire au niveau national, nous le faisons au niveau provincial ou municipal, comme le fait par exemple Diego Valenzuela lors du Tres de Febrero ? Nul doute que dans 40 ans, l'Argentine sera la première puissance mondiale.

Par conséquent, comme je l'ai mentionné, il est nécessaire de faire de même à Buenos Aires, où chaque jour s'ajoutent de nouvelles réglementations et de nouveaux impôts destinés uniquement à financer cette guerre inutile contre les réformes de l'État national. Le déficit chronique perpétué par ce modèle désastreux signifie que, tôt ou tard, les plus de 2 500 réformes que nous avons mises en œuvre, en tant que nation, auront un impact sur le secteur privé. Les efforts de l'État national pour se soustraire à la rentabilité du secteur privé afin de gagner en compétitivité, de réinvestir et d'améliorer ses prix pour le public sont neutralisés si, à sa place, un autre État s'impose par la force dans l'espace vacant. Tel est le véritable prix d'un dégénéré fiscal au pouvoir... et il n'est pas le seul. Le gouvernement soviétique n'est pas le seul, mais, autrement dit, il est l'un des deux plus tenaces. C'est pourquoi nous devons d'urgence mettre la tronçonneuse à la disposition d'une province qui a souffert de décennies de retard économique et de sous-développement dus à près de quarante ans de gouvernements péronistes.

Pour donner un exemple concret : Kicillof a quitté le RIGI pendant environ un an, ce qui a coûté aux Buenos Aires d'énormes investissements, avec pour conséquences la création d'emplois et, disons, un impact sur les salaires réels. Quel genre de gouverneur est celui qui s'oppose à la création d'emplois dans sa province ? Nous avons la solution : un gouverneur qui ne gouverne pas pour le peuple, mais uniquement pour les parasites de l'État.

Apporter le changement – dans la province de Buenos Aires – est l'une des principales priorités de notre parti. Je crois même que cela devrait être une priorité pour quiconque souhaite voir l'Argentine prospérer et tourner la page du siècle d'humiliation auquel Kicillof – que ce soit de la part de ses amis ou de ses idoles politiques, autrement dit, de ses grands mentors – nous a soumis, nous, nos parents, nos enfants et nos grands-parents. Il est nécessaire d'empêcher que le moteur productif de la nation – une province dotée d'une telle puissance, d'une telle richesse naturelle et d'un tel capital humain – ne soit systématiquement réprimé et stigmatisé alors que le reste du pays progresse. Il est inhumain qu'un groupe de scélérats continue de soumettre le peuple de Buenos Aires au pire châtiment : la pauvreté engendrée par l'État lui-même.

Nous voulons restaurer la dignité de la province et nous n'aurons de cesse d'y parvenir. Ne vous y trompez pas : lors de cette élection, deux, et seulement deux, modèles sont en jeu : le modèle de liberté et le modèle de caste. Nous ne sommes pas face à un scénario normal, où l'on distingue des différences de degré, où l'on trouve des nuances. Nous sommes face à un adversaire organisé, dont le seul objectif est que l'État serve – exclusivement – lui-même et non les citoyens, qui ont démontré, en 2023, qu'ils étaient capables de tout pour se maintenir au pouvoir. Par exemple, en émettant une monnaie équivalant à 13 points de pourcentage du PIB. Et comme nous le disons toujours : seuls les bien organisés peuvent vaincre les mal organisés.

Nous avons prouvé que nous étions la seule force politique dotée du courage, de la sagesse et de la détermination nécessaires pour affronter de front ce modèle appauvrissant et criminel. Nous avons assurément tranché le nœud gordien du réseau corrompu. Nous avons anéanti, sans hésitation, les dépenses incontrôlées. Dès notre premier mois au pouvoir, nous avons réalisé un exploit sans précédent : un excédent financier, sans défaut de paiement, grâce auquel nous avons pu reconstruire l'économie et enfin lever les restrictions, grâce à un taux de change flottant, à la déréglementation et à la protection sociale. C'est pourquoi ceux qui nous accusent d'être fous ou d'improviser ont totalement tort. Jamais engagement politique n'a été aussi judicieux. Nous avons fait ce qu'il fallait, quel qu'en soit le prix, et les résultats sont là.

Nous sommes face à une opportunité unique, et probablement unique. C'est pourquoi nous avons invité, à maintes reprises, ceux qui souhaitent participer au changement à nous rejoindre. Mais sachez que nous priver de notre force n'est pas une option : cela ne sert qu'à la donner à l'élite. Le terrain de la province n'est pas facile pour nous ; il est plutôt hostile. C'est un terrain que, depuis des années, nos adversaires ont semé de tranchées et de mines en tout genre, dans le seul but de protéger leurs privilèges. Cependant, nous sommes habitués à jouer à l'extérieur. La Libertad Avanza, en tant que force politique, s'est formée dans un contexte de désavantage. C'est pourquoi, pour nous, reculer face aux difficultés n'est pas une option. Comme nous l'avons fait au niveau national, nous devons lutter dans la province contre Kicillof et sa ligue de maires pour faire connaître les idées de La Libertad à une population qui en a un besoin urgent.

C'est pourquoi le soutien de chacun d'entre vous nous fournit les fournitures et les outils nécessaires pour mener cette bataille décisive, dans ce domaine et dans tous les autres où, avec grand plaisir, nous continuerons à démontrer que, lorsque nous faisons nos devoirs, lorsque nous réduisons la taille de l'État et permettons au secteur privé de croître, il n'y a rien de plus populaire que de se débarrasser du kraken aux mille tentacules.

Après des années d'épuisement et de paupérisation, causées par des décennies d'esclavage fiscal, les gens recherchent désespérément une alternative, un véritable changement qui leur permettra de se reconstruire et de savoir que leurs enfants auront une vie meilleure. Nous sommes ce changement. Et, encore une fois, nous vous remercions de votre soutien pour le faire avancer.

Que Dieu bénisse les Argentins, qu'Il vous bénisse tous.

Que les forces du ciel soient avec nous.

Et vive la liberté, bon sang !

Merci beaucoup.

Discours du président Javier Milei au CPAC à Washington, DC, 2025.

Mardi 20 mai 2025

Bonjour à tous. C'est une grande joie pour moi d'être de retour aux États-Unis et un honneur de pouvoir m'adresser à vous tous aujourd'hui. Merci beaucoup à tous ceux qui sont présents, et en particulier à CPAC, qui a toujours été très attentionné à mon égard. Merci, Matt. Merci, Mercy.

Il y a tout juste un mois, je déclarais au Forum de Davos que je croyais que nous traversions un tournant dans notre histoire. L'histoire se déroule par phases, par étapes, par moments où l'esprit et l'idée se matérialisent chez une personne ou un groupe de personnes, parfois proches, parfois éloignées, mais avec un fil conducteur invisible qui, s'il pouvait être observé, ressemblerait, je suppose, beaucoup aux images que nous percevons dans les réseaux neuronaux du cerveau humain.

Nous nous trouvons aujourd'hui précisément à un de ces moments où l'Histoire, avec un grand H, change de cours. Nous assistons en temps réel au destin du monde qui s'engage sur une voie nouvelle, différente de celle vers laquelle nous menaient les élites et l'establishment politique de nos pays.

Tout comme dans les années 1930 nous avons pu constater que la flamme de la liberté s'éteignait et qu'une nouvelle ère de servitude commençait pour l'humanité, aujourd'hui nous pouvons enfin dire que l'ère de l'État omniprésent est révolue.

Nous vivons aujourd'hui un moment où la longue marche de l'État sur l'individu touche à sa fin. Je fais bien sûr référence à l'effondrement du modèle collectiviste et à l'aube d'une nouvelle ère de liberté. Nous nous sommes préparés à ce moment et je crois que nous menons véritablement une bataille cruciale pour l'avenir de l'humanité. Comme je le dis toujours, nous ne pouvons agir efficacement qu'en partant d'un diagnostic précis. Nous devons comprendre où nous en sommes et à quoi nous sommes confrontés afin de savoir comment atteindre nos objectifs.

Partout dans le monde, les sociétés occidentales sont confrontées au même problème et au même ennemi : une classe politique qui prélève toujours plus de ressources sur les citoyens par le biais de l'impôt, afin de mettre en œuvre un modèle d'expansion étatique illimitée. Une classe politique, habitée par un complexe de Dieu, cherche à réglementer chaque aspect de la vie des citoyens, faisant honneur à l'une des maximes fascistes de Benito Mussolini : « Dans l'État, tout ; hors de l'État, rien ; et rien contre l'État. »

Nous avons appelé cette classe politique le « parti de l'État », une caste très répandue dont les membres, au-delà des différences superficielles, partagent l'idée fondamentale de l'avancée de l'État sur la société. Ce sont tous ceux qui, par intérêt économique, conviction idéologique ou un certain individualisme naïf, œuvrent pour les intérêts de l'État : les médias traditionnels, l'oligarchie syndicale, les hommes d'affaires corrompus, les bureaucrates permanents non élus et, par conséquent, intrinsèquement irresponsables ; les soi-disant organisations non gouvernementales qui font le sale boulot des politiciens ; les institutions universitaires qui fournissent le cadre théorique de l'expansion de l'État ; les organisations supranationales ; et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, appartiennent à la grande secte du collectivisme mondial.

Et, bien sûr, cela inclut les partis politiques traditionnels qui, quelle que soit leur affiliation politique, s'accordent sur la thèse fondamentale selon laquelle plus d'État est toujours préférable. En Argentine, par exemple, nous avons un système politique composé de « 50 nuances de socialisme ». Aux États-Unis, régnait l'illusion d'un système bipartite, avec un Parti démocrate fixant le programme et un Parti républicain incapable de le confronter... jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

Longue vie... Curieusement, la mienne devra attendre la fin.

Curieusement, le président Trump est un outsider, tout comme moi, car la tâche qui nous attend, le défi qui nous attend, n'est pas du ressort des politiciens traditionnels qui ont vécu toute leur vie au sein du système. Il est du ressort de ceux qui ne doivent rien à personne, qui ne sont pas compromis par les vices du système et qui savent que le changement est plus important que le pouvoir pour le pouvoir.

Au sein de l'establishment politique, il existait une mentalité plus ou moins explicite selon laquelle le progrès de l'État équivalait à celui de la démocratie ; que chaque réalisation de l'État impliquait un acte de « justice sociale » face aux prétendues injustices de la liberté ; que le rôle de l'État était de nous conduire vers une utopie égalitaire par la création systématique de nouveaux droits, qui devaient évidemment être financés par les contribuables. C'est précisément au cœur de ce schéma que se trouvent les hommes politiques, principaux bénéficiaires de ce modèle d'expansion étatique illimitée. Ceux qui ont fait de la vie au détriment d'autrui un mode de vie, dépositaires de pouvoirs et de privilèges qui feraient l'envie de n'importe quel monarque de l'histoire.

Peu importent les disputes télévisées ou les prétendues divergences partisans : tout le monde travaille pour le même Dieu, le sinistre, et sa manifestation sur Terre, le Léviathan dont parlait Hobbes.

Ainsi, malgré les particularités de chaque nation, nous avons tous ici la même mission : retirer le pouvoir à l'État et le restituer à la société. Autrement dit, comme l'a écrit Albert Nock dans son livre **Notre ennemi l'État**, le pouvoir social a été progressivement retiré et transféré à l'État par la force. Notre objectif est d'emprunter la voie inverse : accroître le pouvoir des citoyens et retirer le pouvoir à l'État.

Bien sûr, cela ne peut se faire simplement par une meilleure gestion de l'État actuel ou une administration adéquate de ses ressources. La seule solution rationnelle est de réduire la taille de l'État à la plus petite taille possible. Réduire la taille de l'État est, en soi, un acte de justice, car toute réduction de la taille de l'État est une soustraction au contribuable. De notre point de vue, le seul État acceptable est le plus petit possible, afin de rendre au citoyen ce qui lui appartient.

Par conséquent, tous les pouvoirs non directement liés à la protection des trois droits fondamentaux – le droit à la vie, à la liberté et à la propriété privée – doivent revenir à leur origine : les individus, associés volontairement et sans interférence de l'État. Il doit en être ainsi car, contrairement à l'économie, le pouvoir est un jeu à somme nulle. Tout le pouvoir de l'État ne peut pas nécessairement être obtenu simultanément par la société. C'est pourquoi nous ne croyons pas aux solutions partielles ni aux compromis centristes. Nous savons que faire les choses à moitié est une invitation au retour de l'État, qui, tel un cancer métastatique, ne sait que s'étendre et doit être activement contraint à se replier. Il est inutile de chercher un juste milieu : tout ce qui dépasse sa fonction essentielle doit être définitivement retiré de son orbite, sous peine d'usurper à nouveau, tôt ou tard, ce qui ne lui appartient pas.

Nous savons que ce n'est pas une tâche facile. L'État moderne dispose de nombreux outils, qui se sont perfectionnés au fil du temps. Il ne s'agit pas d'un État évident, comme l'État néofasciste ou communiste, mais plutôt d'un État subtil et insidieux, qui s'attaque à l'individu par l'art, la propagande et l'infiltration culturelle. Du moins, c'était le cas jusqu'à récemment, car il devient de plus en plus difficile de dissimuler sa nature totalitaire. Nous avons vu, pour ne citer qu'un exemple, que dans certains pays européens, des citoyens sont arrêtés pour s'être exprimés sur les réseaux sociaux. Mais, plus généralement, je parle du financement du monde universitaire, de l'incitation à la production d'études justifiant la mise en œuvre de politiques publiques interventionnistes et de l'achat clandestin de médias par le biais de la publicité publique. Je parle des nombreuses ONG qui vivent de nos impôts, des subventions culturelles pour produire de la propagande et, ici aux États-Unis, bien sûr, du scandale de l'USAID, qui a utilisé des millions de dollars des contribuables pour financer tout, depuis les magazines et les chaînes de télévision jusqu'à la fraude électorale, comme au Brésil, ou des gouvernements aux aspirations discriminatoires, comme celui de l'Afrique du Sud.

Et, comme je le disais, les gouvernements aux aspirations discriminatoires, comme celui de l'Afrique du Sud, parmi tant d'autres aberrations, y compris l'agenda de la paranoïa climatique, les excès de l'idéologie du genre et les recherches qui ont conduit à la création du virus COVID-19.

Cependant, la seule chose que ce mécanisme mondialiste de rentabilité accomplit réellement est le transfert de richesses des classes populaires d'un pays riche vers les classes supérieures d'un pays pauvre. En résumé, je parle d'un réseau mondial d'influence, d'information et d'opinion financé par les impôts des citoyens, un appareil de propagande sans précédent dans l'histoire de l'humanité, peut-être le plus grand scandale politique jamais vu. Et puis, ces mêmes hypocrites accusent Elon Musk d'ingérence dans les élections d'autres pays. De toute évidence, leur audace est à la hauteur de leurs aspirations totalitaires.

Et si ce niveau de collectivisme sanguinaire avait pu être résolu, ses défenseurs auraient au moins une base sur laquelle se raccrocher, mais même pas. C'était historiquement l'excuse des étatistes du passé : la prospérité passerait par une gestion rationnelle des ressources par l'État, ressources que le secteur privé était incapable d'exploiter. Et qui gère le secteur public ? Ne sont-ils pas humains ?

Cependant, nous avons constaté que plus l'État s'étend, plus la qualité de vie des citoyens se dégrade. Ce n'est pas pour rien que Hayek a consacré son dernier livre à expliquer ce phénomène, qu'il a intitulé « L'idée fatale ».

Mais ce n'est pas un hasard. Au-delà de son incompétence évidente, la classe politique ne se consacre pas à la résolution des problèmes. Après tout, un problème résolu est un domaine dont l'État devrait se retirer. Au contraire, la classe politique se consacre à perpétuer les problèmes et à en vivre éternellement. C'est pourquoi elle crée constamment de nouveaux problèmes, les instillant par sa propagande, puis se présentant comme des solutions. Et en quoi consiste cette solution ? La mise en œuvre de réglementations qui engendrent encore plus de problèmes, devant être résolues par d'autres réglementations.

En médecine, le terme « iatrogénèse » désigne le préjudice subi par un patient suite à des soins médicaux. On pourrait donc dire que le régime étatique considère l'iatrogénèse comme une politique d'État. Autrement dit, c'est le médecin qui s'enrichit grâce à la détérioration progressive et intentionnelle de l'état de ses patients. Dans le modèle étatique actuel, l'État vous brise les jambes, vous vend des béquilles à prix d'or, vous obligeant à le remercier, et vous persécute si vous ne le faites pas. En revanche, certains témoignages affirment qu'en médecine traditionnelle chinoise, le médecin de famille facturait des honoraires réguliers pour maintenir la famille en bonne santé. Autrement dit, selon la légende, lorsqu'un membre tombait malade, le médecin cessait de percevoir ses honoraires, incité à traiter la maladie efficacement et rapidement. Imaginez, si seulement l'État pouvait fonctionner de cette manière... Combien de misère aurions-nous épargnée ?

Aujourd'hui, ceux d'entre nous qui souhaitent démanteler ce système insensé sont qualifiés d'antidémocratiques. Mais, encore une fois, il s'agit d'une déformation des mots, typique de la gauche, pour une fois. Ils n'appellent pas démocratie le gouvernement du peuple, mais plutôt le paradigme d'une expansion étatique totale et illimitée qu'ils administrent eux-mêmes. C'est pourquoi la démocratie n'existe que s'ils obtiennent ce qu'ils veulent, afin de soumettre le peuple à leurs caprices. Mais lorsqu'ils sont minoritaires sur le plan électoral, le choix de la majorité devient autoritarisme.

En réalité, nombre de ceux qui nous accusent d'être antidémocratiques n'ont même pas été élus. Ils prennent des décisions qui affectent des milliards de personnes dans le monde, et pourtant personne ne les connaît. Ils ne sont responsables que devant eux-mêmes et ne peuvent être destitués par le vote populaire. Et pourtant, ils viennent nous parler de démocratie.

En bref, ils disent que Trump et moi sommes un danger pour la démocratie, mais en réalité, ils disent que nous sommes un danger pour eux. Nous sommes un danger pour le parti-État, pour ceux qui vivent de son expansion illimitée, pour ceux qui veulent un individu dépendant et soumis à leurs caprices réglementaires. Et ils savent qu'ils ont raison : nous sommes leur pire cauchemar. Nous sommes venus pour leurs privilèges, ayant été élus par la majorité de chacun de nos peuples, avec le mandat clair de leur retirer un pouvoir qui ne leur appartient pas. Aujourd'hui, nos pays, l'Argentine et les États-Unis, doivent connaître une seconde indépendance. La première nous a libérés du pouvoir des monarchies européennes ; la seconde nous libérera de la tyrannie du parti-État.

C'est pourquoi nous avons déployé tant d'efforts pour l'identifier, car on ne peut combattre ce qu'on ne connaît pas. Avoir un ennemi bien défini est un aspect fondamental de notre combat culturel. Maintenant que nous le connaissons, nous avons gagné les élections et nous sommes en train de désarmer son Léviathan, cet outil d'oppression perpétuelle. Nous n'avons pas de formule magique, seulement la connaissance de l'histoire humaine, de ce qui a fonctionné et de ce qui a échoué. C'est pourquoi, avec humilité, je souhaite réfléchir brièvement à la manière dont nous avons mené ce combat.

Nous agissons avec fermeté et franchise, sans compromis. Nous défendons un ensemble de valeurs que nous refusons de négocier, tout comme ils n'ont pas voulu négocier lorsqu'il s'est agi de nous priver de notre liberté. Ce qu'ils ont imposé sans notre consentement est éliminé sans le leur.

Nous avons donc sabordé les secteurs et les pouvoirs de l'État que nous considérons comme superflus, redondants, inutiles ou carrément nuisibles à la société. De plus, nous avons l'intention de lancer cette année la phase 2, que nous avons baptisée « La Tronçonneuse Profonde », afin de poursuivre le rétrécissement de l'État et de restituer au peuple les richesses qui n'auraient jamais dû lui être retirées.

Ce qui est intéressant, c'est que ce processus de justice a une contrepartie politique, car, de par sa nature même, le parti État a toujours été financé par des dépenses publiques mal réparties et des transactions douteuses avec l'État. Par conséquent, réduire la taille de l'État revient à couper les ponts avec ses clients bien établis, qui ont farouchement résisté au changement, en utilisant l'argent des contribuables pour les maintenir dans l'esclavage.

Notre méthode est similaire à celle de notre cher ami Elon Musk : passer chaque bureau en revue, conserver ce qui fonctionne et jeter le reste. C'est pourquoi je lui ai donné une tronçonneuse. Chez nous, ceux qui ne peuvent justifier le coût de leur salaire en impôts ne sont pas en sécurité. Nombre d'entre eux devront retourner dans le secteur privé et gagner leur vie en proposant leurs biens et services sur le marché, tout comme les contribuables dont ils ont vécu pendant tant d'années.

Mes plus sincères condoléances aux politiciens qui ont cru que ce moment n'arriverait jamais et qui ne sont pas préparés, car ils vont avoir une douche froide.

Heureusement pour eux, chaque malheur recèle une opportunité, et grâce à nos progrès en matière de déréglementation, les salaires du secteur privé continueront d'augmenter. Ainsi, s'ils font les choses correctement, ils pourront contribuer au progrès, mais loin de la caste étatique.

Comme je l'ai dit, ce n'est pas une tâche facile. Ici, aux États-Unis, des bureaucrates véreux ont tenté de saboter le travail du Département de l'Efficacité gouvernementale et ont recours à des mécanismes bureaucratiques et juridiques pour tenter de bloquer toute réforme. Ce phénomène se produit également dans notre pays, et nous devons le combattre au quotidien. Mais rien de tout cela ne nous a pris par surprise. Nous savons qu'ils feront tout leur possible pour empêcher ce changement, quels que soient les dommages qui en résulteront. S'ils doivent détruire le monde pour préserver leurs privilèges, ils le feront, et nous continuerons à nous battre.

Mais aujourd'hui, le problème dépasse les difficultés auxquelles le modèle étatique actuel a soumis chacune de nos nations individuellement. Le déclin de nos gouvernements tout au long de l'histoire récente, partout en Occident, a non seulement appauvri nos citoyens matériellement et spirituellement, mais nous a également affaiblis politiquement, économiquement, culturellement et socialement face à l'ennemi extérieur. Il nous a rendus moralement faibles et vulnérables aux pires manifestations de la barbarie, aux pires ennemis de la liberté. Nous ne pouvons leur céder d'un pouce, car dès qu'ils sentent le sang, ils avancent avec enhardissement et impitoyabilité. Les lâches attentats perpétrés le 7 octobre 2023 en Israël en ont été la preuve, causant la mort de plus d'un millier d'innocents et la capture de 251 personnes.

Cette semaine, Israël a reçu les corps sans vie de la famille Bibas, retenue en otage par le régime terroriste et meurtrier du Hamas. Parmi eux se trouvait une mère et ses deux enfants : un garçon de 4 ans et un bébé de 9 mois. Ce régime est si peu scrupuleux et sanguinaire que, dans son dernier geste ignoble, il n'a eu d'autre idée que d'exposer vulgairement leurs cercueils sous les acclamations de la foule, sans le moindre respect. Tel est l'enjeu, et nous ne pouvons nous permettre d'échouer. Il est donc essentiel que les nations qui ont embrassé les idées de liberté restent unies et collaborent.

Nous devons former une alliance de nations libres, car, comme je l'ai dit à d'autres occasions, le mal organisé ne peut être vaincu que par le bien organisé. Seule cette internationale de droite pourra nous permettre de mettre fin à la caste politique à laquelle nous sommes confrontés, qui plonge l'Occident dans les profondeurs les plus sombres, et de retrouver l'élan nécessaire pour nous protéger des forces despotiques qui cherchent à nous asservir.

Je profite donc de cette occasion pour annoncer que l'Argentine souhaite être le premier pays au monde à adhérer à cet accord de réciprocité commerciale souhaité par l'administration Trump. En effet, si nous n'étions pas limités par le Mercosur, l'Argentine travaillerait déjà à un accord de libre-échange avec les États-Unis, mutuellement bénéfique et qui ne pénaliserait pas injustement les producteurs argentins ni les producteurs américains.

Car c'est seulement en travaillant ensemble que ceux d'entre nous qui souhaitent construire un monde libre pourront progresser. C'est seulement ainsi que nous pourrons échapper au cauchemar de l'État omniprésent et continuer à faire ce que nous savons faire en Occident : tester les limites du possible, faire confiance à la créativité de la société et non à la discrétion stérile des bureaucrates.

C'est seulement de cette manière que nous pourrons revenir sur notre chemin de grandeur en tant que civilisation, en honorant nos ancêtres, qui ont donné leur vie pour voir un monde libre et une humanité prospère.

Ce n'est qu'alors, enfin, que nous pourrons nous redécouvrir et croire à nouveau en ce qui a fait notre grandeur en tant que civilisation.

Que Dieu bénisse la République argentine, que Dieu bénisse les États-Unis, et que les forces du ciel soient avec nous. Vive la liberté, bon sang !

Discours du président Javier Milei lors du gala 1775 à Washington, D.C., où il a reçu le prix « Champion de la liberté économique ».

Dimanche 19 janvier 2025

Bonsoir à tous. Je tiens à remercier les autorités latino-américaines de Wall Street et Tony Delgado, PDG de l'organisation, de m'avoir honoré de cette distinction.

Pour nous, la liberté est la valeur suprême, et c'est pourquoi je suis particulièrement reconnaissant de cette distinction prestigieuse. À la lumière du concept de ce prix, je voudrais profiter de cette occasion pour revenir brièvement sur la liberté et les efforts de notre gouvernement pour la restaurer. Pour nous, la liberté n'est rien d'autre que l'autodétermination, c'est-à-dire la capacité d'agir selon sa propre volonté, indépendamment de la volonté ou du jugement d'autrui.

À l'opposé, on trouve l'imposition par la force et, en un sens, la présence même de l'État dans la sphère économique. L'intervention de l'État se manifeste par des taxes ou des réglementations qui entravent le fonctionnement du système des prix et, par conséquent, le processus de découverte dont parle Hayek, lequel, dans un modèle de marché libre, se traduit par une concurrence accrue et des avantages pour les consommateurs.

En termes simples, la liberté économique conduit en fin de compte à de meilleurs prix, favorise la concurrence et génère une plus grande prospérité, tandis que l'action coercitive du gouvernement produit toujours le contraire.

Dans le cas des impôts, l'exemple le plus flagrant est le suivant : ils nous privent de notre liberté de faire ce que nous voulons avec cet argent. En principe, selon les partisans de la fiscalité, cette liberté nous est rendue sous forme de biens publics, tels que des routes, des hôpitaux ou des forces de police.

Bien que cette idée présente des problèmes théoriques et puisse être débattue, ce que nous savons tous ici, c'est que l'argument est utilisé dans la pratique pour étendre l'État et interférer dans la vie des citoyens, sans limite, dans le seul but de maximiser les profits de la classe politique, au détriment des citoyens.

Je viens d'Argentine, un pays qui, à mon avis, est loin d'être libre. Il y a plus de cent ans, ce pays était libre et fidèle à cette liberté, il était l'un des plus riches du monde.

Mais la progression progressive de l'État sur la liberté des Argentins nous a fait passer du podium mondial du PIB par habitant, aux côtés de géants comme les États-Unis et la France, à un pays médiocre. Nous avons pris nos fonctions avec le mandat social de rendre à l'Argentine sa grandeur, et nous sommes convaincus qu'il existe un lien naturel et direct entre liberté et prospérité. C'est pourquoi, dès notre arrivée au pouvoir, nous avons lancé une croisade que nous avons appelée la guerre contre le monstre du coût de la vie argentin, car l'Argentine est devenue, au cours des cent dernières années, un enfer d'obstacles et de réglementations qui ont rendu impossibles non seulement l'accumulation du capital, le calcul économique et le progrès, mais aussi la vie elle-même.

Et quel est le coût pour l'Argentine ? C'est une hydre mythologique à plusieurs têtes, née de réglementations générant des coûts rendant impossible la création de richesses et l'accumulation de capital. Il s'agit du coût financier, du coût bureaucratique, du coût du travail, du coût fiscal et du coût de la fermeture des marchés aux puissants par le biais de barrières douanières. Un enchevêtrement d'obstacles qui explique en grande partie pourquoi le PIB argentin est resté stable au cours des 18 dernières années.

Notre priorité, dès notre arrivée au pouvoir, était d'assainir une macroéconomie minée par une longue histoire de déficits chroniques, de dettes impayées et d'impression monétaire effrénée qui nous avait plongés dans un enfer inflationniste. Contre toute attente, nous avons dégagé, pour la première fois en 123 ans, un excédent budgétaire durable, sans défaut de paiement, grâce à une discipline budgétaire qui a mis fin à l'impression monétaire. Nous avons réussi à réduire l'inflation mensuelle à des niveaux jamais vus depuis au moins 16 ans et, conjugués à notre engagement avéré à rembourser nos dettes, nous avons abaissé le risque pays de 3 000 points à environ 600 points de base. Cela s'est traduit non seulement par une amélioration immédiate du pouvoir d'achat des Argentins, mais aussi par une baisse significative des coûts financiers du pays. Aujourd'hui, entreprises et particuliers disposent de la prévisibilité nécessaire pour planifier l'avenir.

Par ailleurs, nous mettons en œuvre le plan de réformes structurelles le plus ambitieux de l'histoire. À cet égard, outre notre travail législatif, notre ministre de la Déréglementation élimine chaque jour des obstacles ou des réglementations inutiles. À ce jour, nous avons supprimé plus de 900 réglementations, soit plus de trois par jour. L'exemple le plus frappant est peut-être la déréglementation du marché immobilier, qui a considérablement augmenté l'offre de biens locatifs. Par conséquent, la valeur locative moyenne a diminué de plus de 30 % en termes réels. Sur le plan commercial, nous réduisons chaque jour les droits de douane sur un nombre croissant de biens, ce qui fait baisser les prix et profite à l'ensemble de la société grâce à une saine concurrence. Par ailleurs, nous cherchons à assouplir les conditions d'association du Mercosur afin d'obtenir une autonomie et de libéraliser les relations commerciales avec le reste du monde. Concernant les coûts de la main-d'œuvre, nous avons mis en place un régime d'embauche plus dynamique qui réduira les litiges du travail et créera davantage d'emplois formels.

Les questions que j'aborde ici, dans votre pays, sont des débats largement tranchés, car elles relèvent d'une idiosyncrasie commune. Malgré des degrés variables d'intervention du gouvernement fédéral au fil des décennies, les Américains ont toujours réussi à préserver un fondement large et inébranlable de liberté pour le secteur privé. Cela est dû, en grande partie, à la conception fédérale de leur système politique, une confédération d'États, chacun jouissant d'une relative autonomie et indépendance par rapport au gouvernement fédéral. La concurrence fiscale constante entre les États est la règle, comme c'est le cas aujourd'hui avec l'exode des entreprises de Californie vers le Texas et la Floride. C'est là que nous souhaitons aller : vers un système de concurrence fiscale entre nos provinces, afin que chacune puisse décider de la charge fiscale à imposer à ses citoyens et des services à offrir en contrepartie.

De cette façon, avec un programme économique axé sur l'éducation, avec un État responsable qui ne dépense pas plus qu'il ne perçoit, avec des taux d'intérêt plus bas qui se traduisent par un meilleur accès au crédit, avec un programme de réformes structurelles qui dérègle l'économie, avec des réformes du travail qui abaissent les coûts de la main-d'œuvre, avec un programme progressif d'ouverture commerciale et avec une réforme fiscale qui encourage la concurrence fiscale, nous détruisons l'hydre à plusieurs têtes qu'a été l'État argentin.

Enfin, et comme nous l'avons dit au début, pour nous, la liberté est la valeur suprême, et en tant que telle, nous voulons faire de l'Argentine le pays le plus libre du monde.

Qu'implique cette définition ? Elle implique qu'il ne peut y avoir de liberté si les dépenses primaires de l'État dépassent de 40 points de pourcentage le PIB. Elle implique qu'il ne peut y avoir de liberté tant que règne le seigneurisme et l'inflation galopante qui en résulte. Elle implique qu'il ne peut y avoir de liberté si chaque décision économique doit être jugée par la bureaucratie. Nous réduisons l'État pour élargir la société. Nous luttons contre l'inflation pour redonner de la prévisibilité au peuple argentin.

Nous coupons une à une les têtes de cette hydre monstrueuse qu'est la cote argentine.

Nous ne nous sommes pas lancés dans cette aventure en pensant que changer le pays serait une sinécure.

Nous l'avons fait en sachant que le chemin serait long et semé d'embûches, et avec la certitude que les bénéficiaires de l'ancien régime ne renonceraient pas de bon cœur à leurs privilèges.

Encore une fois, je vous remercie pour ce prix ; c'est un honneur pour lequel nous travaillons dur chaque jour.

Que Dieu bénisse chacun d'entre vous et tous les Argentins, et que les forces du ciel soient avec nous pour rendre à nouveau l'Argentine et l'Amérique grandes.

Merci beaucoup.

Vive la liberté, bon sang !

Discours du président Javier Milei à la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC) à Washington, DC

Samedi 24 février 2024

Bonjour à tous.

Je suis le lion. Je vous aime aussi.

Vive la liberté, bon sang !

On dirait que ce qu'on appelle un phénomène de quartier a pris de l'ampleur dans le quartier.

Tout d'abord, merci beaucoup pour cette invitation. Concernant la conférence d'aujourd'hui, compte tenu de l'impact de la conférence de Davos, où j'ai souligné que l'Occident est en danger face à la progression des idées étatistes, je me concentrerai aujourd'hui sur les fondements techniques qui ont soutenu ces analyses politiques lors de cette conférence. Dans ce sens, je m'attarderai sur la manière dont l'économie néoclassique et sa vision des défaillances du marché contribuent à l'avancée du socialisme et comment elles détruisent la croissance économique, freinant l'amélioration du bien-être et la lutte contre la pauvreté.

Concernant la genèse de ce problème, il s'agit d'un problème méthodologique entre les modèles et la réalité. La réalité étant toujours très complexe à analyser, on l'analyse à l'aide de modèles. Mais, généralement, lorsque le modèle ne correspond pas à la réalité, on le corrige, on l'abandonne. Le problème du monde néoclassique, c'est que, face à ce problème – le modèle ne correspond pas à la réalité –, on s'en prend à la réalité, qu'on qualifie de défaillance du marché.

L'origine de ce problème apparaît lorsque l'on commence à étudier les qualités normatives de l'équilibre concurrentiel. Autrement dit, si l'analyse se concentrait sur l'existence, l'unicité et la stabilité, cela ne constituerait pas un problème sérieux d'un point de vue politique. Et à proprement parler, le problème apparaît lorsque l'analyse normative entre en jeu, de concert avec l'analyse de Pareto. Fondamentalement, l'optimum de Pareto repose sur le principe selon lequel on ne peut améliorer le sort d'autrui sans dégrader celui d'autrui. Plus précisément, si je me trouve dans une situation où je peux améliorer le sort de quelqu'un et que j'apporte une amélioration à quelqu'un sans dégrader celui d'autrui, on parle d'amélioration au sens de Pareto. Et évidemment, lorsque ces opportunités sont épuisées, cela signifie que nous avons atteint l'optimum de Pareto.

C'est là qu'apparaissent les définitions des défaillances de marché, qui portent différentes appellations. L'une d'elles est la non-convexité, c'est-à-dire l'existence de rendements croissants, ou, plus communément, les structures de marché concentrées et les monopoles. D'autres cas sont les externalités : les biens publics en formation asymétrique et le « dilemme du prisonnier ». En réalité, toutes ces définitions élégantes sont des éléments qui permettent l'intervention de l'État et, avec elle, l'avancée des étatistes et des socialistes. Mais pour que cela ne reste pas si abstrait, je vais donner un exemple concret : supposons que nous soyons à l'époque où nous nous éclairions à la bougie et qu'Ericsson n'était pas encore arrivé. Évidemment, au moment où Ericsson apparaît avec la petite ampoule, tous les fabricants de bougies font faillite. Naturellement, si nous avions prêté attention aux interventionnistes, aujourd'hui, au lieu d'avoir cette belle conférence, avec toutes ces lumières, nous utiliserions encore des bougies ; c'est ainsi que les socialistes nous gâchent la vie. Heureusement, éliminons l'optimalité de Pareto et avançons grâce au progrès technologique.

Il est donc essentiel de comprendre ce qu'est le marché et d'en avoir une définition précise. En ce sens, le marché est un processus de coopération sociale, où les droits de propriété sont échangés volontairement. En réalité, les échanges étant volontaires, il est impossible de parler de défaillances du marché, car personne ne se livrerait à un comportement autodestructeur. Par conséquent, une définition correcte du marché s'effondre.

D'un autre côté, il est également essentiel de bien comprendre les institutions sur lesquelles repose l'idée de marché. Deux institutions essentielles sont la propriété privée et les marchés libres de toute intervention de l'État, car, fondamentalement, si l'on échange des droits de propriété, cela signifie que la propriété privée est importante. Et si les échanges ne sont pas volontaires, il n'y a pas de place pour la présence intrusive et violente de l'État.

En ce sens, lorsqu'un échange a lieu et qu'une personne livre un bien contre de l'argent, cela établit un historique, appelé prix. Et cet historique, appelé prix, est un mécanisme de transmission d'informations, qui devient également un mécanisme de coordination, car il fait de certains des fournisseurs et d'autres des demandeurs.

Et comme la demande ne correspond pas nécessairement à l'offre, lorsque la demande excède l'offre, les prix augmentent, et lorsque la demande est supérieure à l'offre, ils baissent. Autrement dit, il y a un processus d'ajustement. En fin de compte, la propriété privée et le libre marché déterminent le fonctionnement du système des prix, et c'est ce qui permet les calculs économiques. Et cela montre pourquoi le socialisme, sous toutes ses formes, est inopérant ; dans le cas le plus extrême, faute de propriété privée, les échanges exigés par le marché ne peuvent avoir lieu. Deuxièmement, dans les versions plus légères qui autorisent l'existence du secteur privé, l'ingérence de l'État crée une crise dans le système des prix, et plus l'État est présent, plus la violence est intense, plus les distorsions sont importantes et plus le système fonctionne mal.

Une autre institution importante pour les marchés est ce qu'on appelle la libre concurrence, non pas au sens néoclassique de concurrence parfaite, mais plutôt en termes d'entrée et de sortie. D'autre part, il existe deux institutions très importantes : la division du travail et la coopération sociale. Adam Smith a parfaitement expliqué la division du travail : une seule personne ne pouvait produire que 20 épingles, mais si la tâche était divisée en quinze, chaque personne pourrait en produire 5 000 – soit environ 75 000. Mais quel est le problème ? S'il n'y a pas de demande pour 75 000 épingles, la division du travail sera limitée. Et cela, combiné à l'idée de combinaison sociale, finit par être absolument destructeur pour les idées socialistes. L'une d'elles est : je peux le détester, mais j'ai besoin qu'il achète mon produit, donc je dois inévitablement le livrer correctement. C'est pourquoi, comme le disait Bastiat, « Là où le commerce entre, les balles n'entrent pas. » Et promouvoir le libre-échange, c'est promouvoir la paix.

En même temps, le marché, en tant que processus de coopération sociale, porte un coup terrible au socialisme, car si les échanges sont libres, les deux parties concernées sont gagnantes. Il n'y a donc pas de place pour la théorie de l'exploitation, ni pour la plus-value, ni pour le marxisme et le socialisme.

Parallèlement, il est important de noter que, dans la logique du marché, un entrepreneur prospère est un bienfaiteur social. En effet, dans le capitalisme de libre entreprise, le succès ne peut être atteint qu'en fournissant aux autres des biens de meilleure qualité ou à un meilleur prix. Si cet entrepreneur ne réussit pas, un autre peut émerger, capable de fournir le même bien à un meilleur prix, ou au même prix, avec une meilleure qualité, ce qui entraînera la faillite des entrepreneurs inefficaces et améliorera le bien-être. Les entrepreneurs sont donc des bienfaiteurs sociaux, car ils nous fournissent des biens de meilleure qualité à un meilleur prix, tout en créant des emplois et en favorisant le progrès dans toute la société. Par conséquent, accueillons les entrepreneurs, qui sont le fondement de la prospérité.

Compte tenu de cette introduction, il convient d'aborder le dilemme néoclassique. Dans la théorie de la croissance économique et ses preuves empiriques, ce phénomène est appelé « la crosse de hockey ». Si l'on observe l'histoire, depuis l'ère chrétienne, le PIB par habitant est resté quasiment constant entre 0 et 1800. Cependant, de 1800 à aujourd'hui, il a été multiplié par plus de 15. Au cours de la même période, la population était de 800 millions d'habitants en 1800, et elle a été multipliée par 10 aujourd'hui. Autrement dit, la productivité par habitant a augmenté, et le PIB a également été multiplié par près de 150, au point que nous vivons le meilleur moment de l'histoire de l'humanité. Tout cela, malgré l'existence de l'État. Et durant cette même période de croissance économique significative, l'extrême pauvreté est passée de 95 % de la population à 5 %. Cependant, cette présence de rendements croissants implique l'existence de structures concentrées, c'est-à-dire de monopoles. La question est donc : si tant de bien-être a été généré, pourquoi la théorie néoclassique affirme-t-elle que les monopoles sont néfastes, s'ils nous ont apporté tant de bien-être et une telle chute dans la pauvreté ? Et en réalité, comme le dirait Murray Newton Rothbard, l'inventeur de l'anarcho-capitalisme, le problème est que l'analyse néoclassique est erronée. Imaginez que dix entreprises se disputent la fabrication de téléphones portables et que l'une d'elles découvre une technique pour fabriquer un téléphone de meilleure qualité à un meilleur prix, il y aura naturellement neuf entreprises qui feront faillite. Cependant, l'un d'entre vous se plaindrait-il d'avoir de meilleurs téléphones à un meilleur prix ? Alors, fini la théorie néoclassique.

Voyons donc où se situent ces erreurs dans la théorie néoclassique. En termes simples, elles viennent du fait que l'on affirme que le prix de monopole est supérieur à celui de la concurrence et que la quantité produite est inférieure à celle de la concurrence. Cependant, cette analyse est erronée car elle présente plusieurs problèmes. Premièrement, il s'agit d'une analyse d'équilibre partiel ; elle ne prend en compte que l'équilibre d'un marché unique et ne tient pas compte du reste de l'économie. Autrement dit, j'ai un monopole sur Javier Milei, et vous avez un monopole sur vous-mêmes, sur chacun d'entre vous, et il n'y a rien de mal à cela ; heureusement, nous sommes tous différents, Dieu merci. De plus, nous célébrons nos différences parce que nous n'aimons pas l'uniformité grise du socialisme. Mais elle est non seulement erronée parce qu'il s'agit d'une analyse d'équilibre partiel qui ne prend pas en compte le reste des marchés, mais elle est aussi si grossière qu'elle ne tient pas compte des effets futurs, c'est-à-dire de l'impact de ces structures de marché sur l'avenir. En fait, cela me rappelle un excellent ouvrage de l'économiste et penseur américain Henry Hazlitt, intitulé « L'économie en une leçon », qui disait : « La différence entre un bon économiste et un mauvais économiste est qu'un mauvais économiste n'étudie le marché que sur une période donnée, tandis qu'un bon économiste étudie tous les marchés, non seulement le présent mais aussi l'avenir. » Cela montrerait donc que l'analyse traditionnelle des monopoles et de leur réglementation relève d'une analyse économique médiocre. Et si l'on considère également le rôle des profits dans la croissance économique, les perturber implique également un impact négatif sur la croissance. La question est donc : quelle est la véritable réponse, ou le véritable fondement de cette analyse ? En réalité, la réponse ne réside pas dans l'analyse économique, mais dans la structure mathématique utilisée par l'équilibre général. Fondamentalement, elle est liée à l'analyse de l'optimum de Pareto et au problème des non-convexités dans l'ensemble de production. L'optimum de Pareto... Pour que l'équilibre existant soit optimal, consommateurs et producteurs doivent tous deux maximiser. Or, avec des rendements croissants, les fonctions de production sont convexes, et ces fonctions ne permettent pas de trouver de maximum. Naturellement, il s'agit également d'une erreur mathématique, car avec des rendements croissants, je peux trouver un maximum en utilisant toutes les dotations de l'économie, ce qui engendrerait un autre problème : il ne me resterait qu'une seule entreprise. Or, ce qui semble empiriquement correct comporte également une autre erreur conceptuelle : cela revient à ignorer la nature de l'entreprise et, entre autres, à ignorer le fait que les entreprises sont gérées par des êtres humains. Naturellement, plus on travaille pour produire, plus... Le coût d'opportunité du temps libre augmente de façon phénoménale. À quoi vous servirait un emploi offrant 12 millions de dollars par an si vous deviez travailler 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 ? Vous risqueriez de vous écraser contre votre propre humanité. Cependant, l'analyse néoclassique traite les entreprises comme des machines, et non comme des entreprises dépendant d'êtres humains.

Enfin, une autre critique adressée aux monopoles est qu'ils génèrent moins de production dans l'économie, ce qui est également faux car l'argent gagné par les monopoleurs peut évidemment être canalisé vers la consommation et générer de la production et de l'emploi ailleurs dans l'économie.

Examinons maintenant quelques cas qui irritent encore plus les keynésiens. Que se passe-t-il si nous épargnons ces importants profits ? Cette épargne est transformée en investissement dans d'autres entreprises, ce qui génère une croissance de la production et de l'emploi dans d'autres secteurs. Rien n'est perdu. Ou supposons que ce monopoleur soit si ambitieux qu'il veuille tout investir dans sa propre entreprise. Toutes ses économies sont alors transformées en investissement. Mais cet investissement signifie plus de capital, plus de productivité, des salaires plus élevés et, simultanément, une production accrue du bien. Par conséquent, cela fait baisser les prix, donc des salaires plus élevés et des prix plus bas. Il s'agit donc d'un gain de bien-être.

De plus, comme on ne trouve plus d'attaques contre le monopoleur – s'il consomme, il génère du bien-être ; s'il épargne dans le système financier, il génère du bien-être ; et s'il épargne et investit en lui-même, il génère également du bien-être –, nous pouvons maintenant nous demander ce qui se passerait si le « maudit homme d'affaires » décidait d'enterrer cet argent. Personne n'y aurait alors accès.

Que va-t-il se passer ? La masse monétaire diminuera et les prix chuteront, au bénéfice de toute la population. De plus, cet homme d'affaires malhonnête profitera surtout aux plus démunis, car ce sont eux qui profitent de la déflation. Par conséquent, nous venons de constater que toutes les analyses justifiant l'intervention ne font qu'accroître le pouvoir de l'État et les dommages causés aux populations.

Pour conclure cette présentation, je vais montrer comment l'intervention socialiste détruit l'économie. Cette attaque des socialistes s'appuie essentiellement sur deux perspectives. D'une part, la réglementation des monopoles, qui, en les régulant, brise l'effet des rendements croissants et provoque la stagnation des économies. Si la réglementation était fondée sur l'idéal néoclassique, la quasi-rente serait nulle. Nous serions donc dans un monde de concurrence parfaite, sans incitation à la croissance.

En fin de compte, cela revient à interrompre le processus de destruction créatrice à la Schumpeter. Car ces processus de destruction créatrice reposent sur l'idée de résoudre certains problèmes de société en permettant plus d'argent, et c'est ce qui génère le progrès technologique et la croissance. Par conséquent, si je réglemente les prestations sociales, si je réglemente les profits, le problème auquel je vais faire face sera la stagnation. Indépendamment du fait que réguler les prix et les quantités implique la destruction des droits de propriété.

En fait, je vais vous raconter l'histoire d'un pays que je connais, l'Argentine. Un pays qui, au début du XXe siècle, était l'un des plus riches du monde, et pourtant, il est aujourd'hui classé 140e au monde, avec plus de 50 % de sa population vivant dans la pauvreté et plus de 10 % de sa population vivant dans la pauvreté. Et quand on regarde le nombre de réglementations, on comprend pourquoi.

Au sein de nos instances dirigeantes, nous avons jusqu'à présent découvert 380 000 réglementations qui entravent le fonctionnement du système économique. De fait, nos deux principales demandes de réformes structurelles – la DNU et la Ley de Fundamentos (Loi des Fondements) – propositions visant à donner plus de liberté aux Argentins, à évoluer vers des structures de marché plus compétitives et, surtout, à éliminer la corruption de la politique – se sont heurtées à une forte résistance de la part des bénéficiaires de ce système décadent, qui appauvrit les Argentins honnêtes au profit d'une élite corrompue. Cette élite corrompue est composée de politiciens voleurs qui privilégient leurs privilèges au bien-être des Argentins ; d'hommes d'affaires corrompus qui font affaire avec des politiciens corrompus ; de médias corrompus qui nous en veulent beaucoup parce que nous avons supprimé leur publicité officielle ; de syndicalistes qui dirigent leurs entreprises contre le peuple ; et de professionnels qui servent la religion d'État et gagnent leur vie en défendant ces individus corrompus. Ainsi, ils prendront conscience du grand combat que nous menons. Mais nous ne renoncerons pas à rendre à l'Argentine sa grandeur.

L'autre grande menace que les socialistes et l'étatisme s'attaquent est essentiellement le débat entre efficacité et répartition, où le capitalisme est dépeint comme un système hyperindividualiste et comparé à l'altruisme socialiste avec l'argent des autres. Toujours avec l'argent des autres. Et cette aberration est perpétrée au nom de la justice sociale, là où Hayek parlait du mot « fouine ». Là où chaque adjectif lui donnait exactement le contraire. En fait, comme le dit le grand Jesús Huerta de Soto, la justice sociale est violente et injuste ; elle n'est ni juste, ni sociale, ni rien ; c'est une aberration.

Premièrement, c'est injuste, car cela implique une inégalité de traitement devant la loi, et la redistribution qu'implique la justice sociale revient à voler les uns pour donner aux autres. Cela rend la justice sociale, outre sa violence, injuste. De même, cette situation est aggravée par l'idée d'une démocratie illimitée. Autrement dit, la démocratie a été conçue à l'origine pour respecter les droits de la plus petite minorité : l'individu. Mais lorsque les idées socialistes et l'idée d'une démocratie illimitée font leur apparition, le populisme fait son apparition. Mais pour que cela ne reste pas si abstrait, je vais vous donner un exemple. Imaginons que quatre loups et une poule se réunissent. Votons maintenant pour savoir ce que nous mangerons ce soir. Ils viennent de manger la poule.

En fin de compte, c'est aussi ce qui se passe en économie. La poule aux œufs d'or est le segment qui génère la richesse, mais en raison de la répartition des revenus, 80 % de la population a un revenu inférieur à la moyenne. C'est alors qu'intervient le politicien populiste, qui affirme qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres. Pas seulement le Venezuela, l'Argentine et tous les populismes latino-américains. Et lorsque cela se produit, les profits et la croissance économique sont anéantis. Concrètement, l'Argentine produit de la nourriture pour plus de 400 millions de personnes, et la pression fiscale sur le secteur agroalimentaire s'élève à 70 %. Autrement dit, l'État conserve la nourriture de 280 millions de personnes. Malgré cela, 5 millions d'Argentins n'ont pas assez à manger à cause de ce maudit État.

Un autre aspect abordé par les socialistes, lié à la répartition des revenus, est l'injustice du système. Israel Kirzner a publié un excellent livre intitulé « Créativité, capitalisme et justice distributive ». Ce livre part de l'hypothèse selon laquelle le système capitaliste est plus productif, mais que s'il était réellement injuste, il n'y aurait aucune raison de le défendre. En ce sens, il s'appuie sur deux idées : le principe d'appropriation de Locke : celui qui découvre quelque chose le garde. Si vous découvrez quelque chose, vous en êtes propriétaire. L'autre idée, celle de Hayek, est que le marché est un processus de découverte, ce qui implique qu'il n'y a pas un seul gâteau à partager, mais qu'il se crée au fur et à mesure de sa production. Par conséquent, si ce gâteau est découvert au fur et à mesure du processus de production, il est logique qu'il soit approprié par celui qui l'a découvert. Ainsi, le système est non seulement plus productif, mais aussi le seul système équitable.

Et la vérité, disons tout cela, c'est que les socialistes sont plus que capables l'un de l'autre. Je dirais que... c'est pourquoi je vais vous en donner un autre. Naturellement, lorsque vous réglemez les monopoles, réglemez les entreprises, quels étaient les processus concurrentiels, et que vous introduisez en même temps le concept de justice sociale, cela conduit évidemment à la stagnation. Et cette stagnation, compte tenu de la croissance démographique, conduit à l'appauvrissement progressif de ce pays. Et comment corrigent-ils cela ? Ils le corrigent avec le programme meurtrier de l'avortement. Un programme meurtrier dont les origines remontent aux Égyptiens qui tentaient d'exterminer les Juifs, ou à Malthus et à son traité sur la population, la loi d'airain et les salaires qu'il a promus dans le contrôle des naissances ; ou plus récemment, à la fin des années 1960, le Club de Rome, qui affirmait que le monde fonctionnait aux combustibles fossiles, et que, comme ces énergies n'étaient pas renouvelables, ils prédisaient que ces ressources seraient épuisées d'ici l'an 2000. Or, cette situation allait engendrer une pénurie de nourriture pour tous, la mort de tous et la disparition d'un milliard d'êtres humains sur la planète. Sur cette base, aujourd'hui, après la déclassification des dossiers Nixon et Kissinger, nous savons qu'ils avaient proposé ce programme meurtrier d'avortement ; par exemple, (INAUDIBLE) compte plus de succursales que McDonald's dans le monde entier. Heureusement, ils se trompaient encore une fois, car il y a aujourd'hui 8 milliards d'êtres humains sur la planète. Cependant, ils n'ont pas mis fin à ce programme meurtrier. De fait, le post-marxisme, confronté à sa défaite économique, a transféré ses luttes de classe à d'autres aspects de la vie, par exemple l'environnementalisme. Là où l'on évoque la lutte de l'homme contre la nature, où l'on accuse l'homme d'être responsable du réchauffement climatique, alors que cela s'est déjà produit quatre fois dans l'histoire de la planète Terre sans qu'aucun être humain n'y ait vécu, et où, pour corriger ce problème, les néo-marxistes ne voient d'autre solution que l'extermination des humains. Si nous avions vraiment un problème de ressources, nous devrions attendre de coloniser d'autres planètes, plutôt que de nous condamner à mort. En réalité, toutes ces analyses contre la croissance démographique sont fausses. Je voudrais donc vous citer le cas d'un économiste très optimiste, Julian Simon, qui a souligné que la croissance démographique entraînait davantage de progrès technologiques. Il a ainsi souligné que la croissance technologique était tirée par la demande, où l'augmentation de la population et les problèmes de pénurie, etc., affectaient le système des prix et généraient de nouvelles réformes et avancées technologiques pour résoudre ces problèmes. D'autre part, il a souligné le progrès technologique tiré par l'offre, où, par exemple, les chances que Mozart l'obtienne sont bien plus grandes si un million de personnes vivent que si dix.

En bref, le message est le suivant : ne laissez pas le socialisme progresser, ne cautionnez pas la régulation, ne cautionnez pas l'idée de défaillances du marché, ne laissez pas progresser le programme meurtrier et ne vous laissez pas séduire par le chant des sirènes de la justice sociale. Je viens d'un pays qui a adhéré à toutes ces idées stupides et, bien qu'étant l'un des pays les plus riches du monde, il est à la 140e place. Par conséquent, ne renoncez pas à votre liberté, battez-vous pour votre liberté, car si vous ne vous battez pas pour la liberté, ils vous mèneront à la misère. Mais je veux aussi vous laisser un message d'optimisme. L'Argentine ressemblait à une nation de moutons, condamnée à la pauvreté que les socialistes nous imposent, et je me souviens, au début de ma carrière politique en tant que député national, que je disais : je ne suis pas là pour guider des agneaux, je suis là pour réveiller des lions. Et c'est ainsi que chaque jour nous réveillons davantage de lions, et le message de liberté nous a non seulement conduits à la présidence de l'Argentine, mais nous réveillons aussi le monde entier.

Alors, ne cédez pas au combat pour la liberté.

Vive la liberté, bon sang !

Vive la liberté, bon sang !

Merci beaucoup.

Discours du président Javier Milei au sommet de l'AmCham 2025.

Mardi 20 mai 2025

Bonjour.

Désolé, j'ai un peu la gorge serrée, mais il s'est passé des choses ce week-end.

En gros, je vais vous présenter l'Argentine comme un cas d'entreprise et expliquer pourquoi elle représente une excellente opportunité d'investissement. Ainsi, lors d'une évaluation, les principaux facteurs de valeur sont : une entreprise génératrice de trésorerie, l'exonération d'impôts, la croissance et le taux d'intérêt. Ce sont les facteurs de valeur clés que l'on retrouve dans toute évaluation conventionnelle.

En résumé, je vais vous expliquer pourquoi l'Argentine est un excellent cas d'espèce et pourquoi ceux qui misent sur elle en sortiront gagnants. Je commencerai par la croissance économique afin que nous comprenions la logique de tout ce processus. En fait, la logique fondamentale de la croissance économique avait déjà été décrite par Adam Smith dans ses Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. D'ailleurs, dans le quatrième livre, il avait esquissé un modèle de croissance. Par conséquent, je maintiens qu'Adam Smith est à l'économie ce que Gauss était aux mathématiques : quelqu'un qui avait 200 ans d'avance sur son temps. En réalité, tous les éléments étaient contenus dans ce chapitre 4. Puis, je dis, Malthus est arrivé et l'a réfuté, et à la lumière des données empiriques disponibles à l'époque, un économètre aurait également été d'accord avec Malthus.

Puis vint toute une série de travaux sur la croissance, repris au milieu des années 1930, pour ainsi dire ; non pas comme un problème d'explication de la croissance, mais plutôt par la négative, pour éviter un nouveau désastre. La puissance des données conduisit, en 1956, deux économistes – Robert Solow d'un côté et Trevor Swan de l'autre – à développer ce que nous connaissons aujourd'hui comme le modèle de croissance néoclassique, qui corrigea fondamentalement certains problèmes de ses prédécesseurs des années 1930, Harrod, et des années 1940, Domar. Dans ce contexte, nous avons procédé à sa validation empirique à partir de ce modèle, qui était essentiellement centré sur l'accumulation du capital. Or, lorsque le modèle fut testé en 1957 par Robert Solow lui-même, il n'expliquait que 15 %. Autrement dit, l'accumulation du capital par habitant n'expliquait que 15 %. Face à cette situation, le problème était qu'au sein de ce résidu, il manquait une définition assez précise de « résidu ». Car si c'est 85 %, c'est un nombre trop grand pour l'appeler « résidu ». D'autres analogies me viennent à l'esprit, mais je ne vais pas les faire, avec des gens qui commettent beaucoup d'erreurs... Ces deux groupes vivent donc à Mandrillandia, mais je ne vais pas les mentionner.

François Mais ensuite, à partir de là, de l'Université de Chicago, dans le département d'économie à l'époque dirigé par George Stigler, il a suggéré à Solow que fondamentalement ce qu'il fallait faire était d'intégrer le capital humain et à ce sujet, à Chicago même, deux lignes de recherche apparaissent, l'une est probablement celle que tout le monde connaît le mieux, qui est la ligne de recherche micro, qui est celle de Gary Becker avec sa théorie du capital humain et une autre moins connue est la ligne de Hirofumi Uzawa, qui couvre l'aspect macroéconomique, qui est très intéressant et très précieux pour expliquer la croissance, mais aussi, ce qui est intéressant, par exemple, c'est qu'Hirofumi Uzawa était celui qui a supervisé la thèse de doctorat de Miguel Sidrauski, qui était probablement l'un des cinq meilleurs économistes de l'histoire argentine et fondamentalement, lorsque la contre-alternative qui a été faite par le MIT était le progrès technologique et qui est venu de manière exogène, alors le modèle a pu être corrigé, mais disons, la vérité est que nous avons beaucoup, disons que c'était très pauvre pour l'expliquer parce que tout est venu de manière exogène. Pour des raisons académiques, c'était la ligne qui dominait, et dans les années 1970, la littérature sur la croissance était en train de disparaître.

Dans les années 1980, Paul Romer, récemment lauréat du prix Nobel d'économie, a développé la théorie de la croissance endogène avec sa thèse de doctorat. Cette théorie a ensuite été reprise par Robert Lucas Junior. Sa thèse de doctorat a été rédigée en 1983, sous la direction de Robert Lucas Junior ; ses travaux constituent les conférences Lionel Robbins de 1985. C'est de là que toute la littérature sur la croissance économique a pris naissance. En 1989, Gregory Mankiw, David Weil et David Romer ont testé ce modèle et ont constaté qu'en intégrant le capital humain, il explique 85 % de la croissance. Autrement dit, 70 points de pourcentage sont expliqués par le capital humain. Cela signifie que nous ne sommes pas venus ici pour improviser ; nous avons toujours eu la croissance en tête. Car l'une des grandes innovations que nous avons présentées au monde est, fondamentalement, notre ministère du Capital humain. Et ce ministère n'est pas apparu en mars ou avril de cette année ; il existait avant notre arrivée au pouvoir. Et l'un des ministères les plus importants que nous avons est le ministère du Capital humain.

Fondamentalement, le capital humain est essentiel à la croissance, et il se décline en deux types : le capital humain de première génération, qui consiste essentiellement à maintenir les individus en bonne santé et à bien manger ; et le capital humain de deuxième génération, qui est lié à l'éducation. Il est essentiel de garder cela à l'esprit, car si l'on considère l'histoire de l'humanité – et c'est un autre élément essentiel – le PIB par habitant est resté pratiquement constant jusqu'en 1800. De fait, entre le début de l'ère chrétienne et 1800, le taux de croissance du PIB par habitant était de 0,02 %. Autrement dit, il a fallu 3 500 ans pour doubler le PIB par habitant. Au XIX^e siècle, le taux de croissance par habitant a connu une forte accélération, atteignant 0,66 %, dont plus des deux tiers s'expliquent par le fait que les gens ont commencé à se nourrir eux-mêmes, et par tout ce qui touche à l'eau et à l'assainissement.

Mais ce n'est pas tout. Durant la première moitié du XXe siècle, l'économie a progressé de 1,1 % par habitant. Autrement dit, elle a encore accéléré, pour atteindre 2,1 % durant la seconde moitié du XXe siècle. Il a donc fallu 35 ans pour doubler le PIB par habitant. De plus, si l'on considère que les comptes nationaux ont tendance à sous-estimer les effets du progrès technologique, et que ce dernier pourrait être d'un point et demi, nous pourrions progresser à un rythme de trois points et demi par habitant. Autrement dit, tous les 20 ans, nous pourrions doubler le PIB par habitant. Cela nous place non seulement dans une situation de bien-être et de richesse sans précédent dans l'histoire de l'humanité, mais repose également sur une autre idée essentielle : celle des rendements croissants. En 1800, la planète comptait 800 millions d'êtres humains. En 2000, ce chiffre a été multiplié par huit, atteignant près de 6,4 milliards. Aujourd'hui, nous avons même déjà dépassé les 8 milliards d'êtres humains, ce qui constitue un facteur extrêmement important et positif pour la croissance économique, car l'augmentation de la population facilite la division du travail.

Autrement dit, l'un des aspects les plus remarquables d'Adam Smith, lorsqu'il parle de la fabrique d'épingles, qui est la représentation des rendements croissants, est que les gains de productivité possibles ont une limite. Par exemple, une personne produisait 20 épingles, mais si l'activité était divisée en 18, disons, la production par habitant grimperait à 5 000 épingles. Bien sûr, où sera la limite ? Si vous pouvez vendre toutes ces épingles, vous devrez en vendre 90 000. Où est la limite ? C'est la taille du marché. C'est ce qu'Adam Smith disait : la division du travail est limitée par la taille du marché. Par conséquent, le rôle de la population est fondamental dans la croissance économique. Je dis cela pour tout ce qui était, disons, l'Agenda 2030 et tout ce qui constitue le programme de progrès. Mais bon, maintenant, ils réalisent qu'ils sont allés trop loin en attaquant la famille, en attaquant les deux vies, et nous en payons le prix avec la baisse du taux de natalité. Aujourd'hui, la crainte est que le monde soit à court d'habitants. Si on y avait pensé plus tôt, nous aurions évité de nombreux meurtres. Mais au-delà de certains problèmes criminels, l'important ici est la présence du concept de rendements croissants. Nous ne pouvons rien faire pour l'autre, si ce n'est l'améliorer à l'avenir, ce à quoi nous travaillons également.

Et ce qui est important avec les rendements croissants, c'est que leur contrepartie, si on les considère du point de vue de la théorie économique, est l'existence de structures concentrées, autrement dit de monopoles. Apparemment, pour la théorie néoclassique, c'est faux, c'est mauvais. Or, il est étrange de croire une telle chose si l'on multiplie la population par plus de huit ou dix et que le nombre de personnes extrêmement pauvres passe de 95 % à 5 %. Qui pourrait penser que ce qui est lié à cela est faux ? Il faut être un économiste idiot pour dire une chose pareille. Donc, de ce point de vue, on réalise que les problèmes de l'économie néoclassique résident dans l'adaptation de toute la structure de l'économie aux mathématiques, et non l'inverse. Autrement dit, c'est mettre la charrue avant les bœufs. Mais voyez la folie à laquelle ils sont parvenus en économie néoclassique : lorsque ce que l'on voit ne correspond pas au modèle, on parle de « défaillance du marché ». Vous devez être arrogant, vraiment, tous ceux d'entre vous qui font des affaires et dont le modèle ne correspond pas à la vraie vie, ne vous fâchez pas contre la vraie vie.

Ils peuvent insulter, peu importe, mais ils changent le modèle, non ? Ils n'essaient pas de forcer la réalité à ressembler au modèle. Le revers de la médaille, c'est que, lorsque les économistes insistent là-dessus, ils réglementent. Et ce faisant, ils tuent les rendements croissants. Et en tuant les rendements croissants, ils tuent la croissance économique. Et c'est aussi intéressant, pour ceux qui nous traitaient d'improvisateurs : depuis le milieu de l'année dernière, nous avons un ministère de la Déréglementation. On pourrait précisément l'appeler le ministère des Rendements Croissants, le ministère qui simplifie la vie des gens, le ministère qui stimule la croissance. Et le plus intéressant, c'est que Federico n'était pas ministre auparavant, car il enseignait à Harvard et préférait être un outsider. Mais si vous remarquez, lors du lancement – je ne sais pas si c'était la DNU ou... je crois que c'était la DNU... Federico est en retrait. Donc, il était là aussi. Autrement dit, tout cela a toujours été conçu en termes de croissance. Autrement dit, nous visons la croissance économique. Voyez donc la situation : le gouvernement le plus réformateur de l'histoire était celui de Menem. Aujourd'hui, nous avons mis en œuvre 2 000 réformes en 500 jours. Nous sommes 20 fois plus réformateurs que l'ensemble du gouvernement Menem pendant toute sa durée.

Et c'est ainsi que Federico supprime les réglementations à longueur de journée. Nous avons également un travail impressionnant à accomplir en matière de capital humain. Car ce qui a été fait, c'était de séparer l'enfance et la famille. Qu'avons-nous dit ? Que la première priorité était l'alimentation et la santé. Nous avons donc créé l'enfance et la famille. Nous avons dû ouvrir la santé, car c'était un sujet assez complexe, qui méritait donc son propre ministère. Mais à l'origine, le plan était de le placer au sein du capital humain. Ensuite, voyez-vous, vient tout ce qui touche à... c'est-à-dire à l'alimentation et à la santé. Et enfin, il y a la réinsertion professionnelle. C'est pourquoi le travail est au sein du capital humain ; l'éducation est au sein du capital humain. Alors pourquoi ? Parce qu'il s'agit essentiellement de s'occuper du capital humain de deuxième génération, qu'il s'agisse de ceux qui doivent étudier ou de ceux qui doivent se réinsérer. Et c'est très important, et c'est aussi lié à quoi ? Au travail. Ainsi, il y aura moins d'informalité et nous commencerons à nous attaquer au problème de l'informalité. Donc, si vous regardez attentivement, ces deux ministères ont clairement pour objectif d'expliquer 70 points de croissance économique.

Alors, quel est le fondement de la croissance économique ? Il faut d'abord se débarrasser du cliché keynésien. La croissance n'est pas générée par la consommation. Elle est générée par l'augmentation du ratio capital/travail. Or, pour que ce ratio augmente, il faut investir. Et pour investir, il faut le financer. Et pour cela, il faut épargner. Autrement dit, les gouvernements précédents, ou plutôt les populistes, qui voulaient essentiellement stimuler la consommation pour stimuler l'économie, se sont tiré une balle dans le pied. Ce n'est pas pour rien que depuis 2011, nous n'avons pas dépassé ce niveau maximal de PIB, dont nous sommes à trois dixièmes près. Autrement dit, nous nous efforçons de l'atteindre. Et vous savez que lorsque je me fixe un objectif, je suis très déterminé à le poursuivre.

En ce sens, la clé réside dans l'épargne. Or, pour épargner, il faut protéger les droits de propriété. C'est pourquoi une autre de nos politiques est également axée sur la liberté. Nous plaçons le respect des droits de propriété au cœur de nos préoccupations, non seulement pour protéger les épargnants, mais aussi les résultats de ceux qui investissent. D'ailleurs, l'une de nos politiques pour générer de la croissance est le RIGI, que le ministre Caputo m'a d'ailleurs confirmé aujourd'hui avant d'entrer dans le pays. Je le remercie de sa présence, ainsi que Cuneo, Bullrich, Vladimir Werning, Javi Lanari, Petri, le chef, et, eh bien, les travailleurs bien huilés, le crack Guillermo Francos. Il m'a confirmé qu'aujourd'hui, une société minière a conclu un RIGI pour 2 milliards de dollars ; autrement dit, ça marche.

Ce qui est intéressant ici, c'est que l'un des aspects les plus précieux pour moi au sein du RIGI, c'est que j'ai pu m'y intéresser. Je vais donc vous expliquer ce que j'ai fait. Au RIGI, on respecte l'équation économique et financière de l'entreprise, qui est l'inverse de la façon dont on détermine la valeur ou, si vous préférez, le taux de rentabilité interne. Dans ce contexte, qu'il s'agisse d'une augmentation d'impôt, de la création de taxes ou de réglementations, c'est quantifiable, et on peut donc tenter une action en justice contre l'État. De plus, nous avons introduit la possibilité de choisir entre trois instances d'arbitrage international, où non seulement on peut choisir l'arbitre, mais aussi, si l'on n'est pas satisfait en cours de procédure, on peut le modifier. Nous avons également créé un tribunal local à cet effet, dont la contribution à la décision est assurée par le Bureau de défense de la concurrence. Si vous avez suivi les chaînes, la recherche de ces équipes techniques a également commencé aujourd'hui, et des personnes hautement qualifiées les évalueront.

Mais pas seulement. J'explique tout un tas de choses : le capital humain, le respect des droits de propriété, les rendements croissants... autant de facteurs qui génèrent une forte croissance. Mais remarquez ce que j'ai dit : l'épargne et l'investissement. Et qu'avons-nous fait pour l'épargne ? Eh bien, nous en avons fait beaucoup. À notre arrivée, nous avions un déficit quasi budgétaire de 10 points de PIB et un déficit du Trésor de 5 points de PIB. Puis Toto est arrivé avec sa tronçonneuse, et après 123 ans de déficit permanent, c'était la première fois que nous atteignons l'équilibre financier, que nous avons atteint en un mois de mandat, et qui est là pour durer.

Mais ce n'est pas tout. Personne ne parlait de ce qui se passait au sein du bilan de la Banque centrale. Et ce groupe de géants, disons, dirigé par Santiago Bausili – et ici Vladimir Werning –, ainsi que les travaux menés au Secrétariat aux Finances avec Pablo Quirno, sous les ordres de Toto Caputo, ont permis, incroyablement, en six mois, de démanteler l'énorme passif portant intérêt de la Banque centrale. Et cela, de plus, sans violer les droits de propriété. De plus, dans ce contexte où nous avons atteint l'équilibre budgétaire, cette idée de déficit zéro a une conséquence très importante : le ratio dette/production n'augmente pas. Cela implique donc que l'Argentine est solvable intertemporellement. Par conséquent, cela implique que, inexorablement, le risque pays va chuter. L'Argentine est l'un des cinq pays au monde affichant un excédent financier. Par conséquent, tôt ou tard, les taux d'intérêt s'effondreront car le risque pays va chuter.

Et ce n'est pas tout, si vous voyez bien, ils prenaient 15 points de PIB aux gens et les leur rendaient. Évidemment, une partie sera consommée, l'autre épargnée. Après avoir discuté d'hyperinflation en décembre 2023, nous parlons aujourd'hui essentiellement de prêts à 30 ans. Autrement dit, le changement de paradigme est énorme. Mais ce n'est pas tout, tout au long de ce processus, nous avons réduit le taux d'inflation. De 54 % par mois pour les grossistes – soit 17 000 par an – l'année dernière, nous sommes tombés à moins de 1 %. Et si l'on soustrait le taux de change à crémaillère, en dollars, c'était de la déflation. Quelqu'un pourrait sûrement me dire : « Le dernier chiffre était de 2,8. » Oui, mais il indiquait également 2,7 pour la consommation et 0,5 pour la construction.

Voilà, bien sûr, tout le désordre que la politique monétaire a généré en mars et avril, provoquant une baisse de la demande de monnaie. Voyez comme l'IPC et l'IPG ont augmenté symétriquement. Pourquoi ? Parce qu'ils ont quitté le secteur non échangeable, la demande de monnaie a chuté, et ils se sont tournés vers le secteur échangeable. Qu'était-il censé se passer avec le secteur non échangeable ? Un retard. Que s'est-il passé ? La construction est en baisse. L'impact de l'impact sur la demande de monnaie et le taux d'inflation a été immédiatement perceptible. Encore une fois, nous ne sommes pas inquiets, car l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, et nous avons fixé la masse monétaire depuis le milieu de l'année dernière. Et comme le décalage de la politique monétaire peut être de 18 à 24 mois, je peux également vous assurer que, puisque nous n'allons pas émettre de monnaie, quelles en seront les conséquences ? D'ici le milieu de l'année prochaine, l'inflation aura disparu.

De plus, contrairement à toutes les prédictions qui annonçaient qu'un ajustement de 15 points du PIB entraînerait une baisse d'au moins 15 points, car ils disaient : « Oui, ils ont réussi à réduire l'inflation, mais ils ont plongé l'économie dans la Grande Dépression. » Ils ont donc commencé par la Grande Dépression, puis avec le « L », puis avec le petit Nike, doux, le petit Nike, enfin, comme nous l'avons dit, le « V », et finalement, c'était un tilde, car malgré le plus grand ajustement de l'histoire de l'humanité, l'économie a progressé de 6 %. Car si l'on compare décembre à décembre, en données corrigées des variations saisonnières, le PIB était supérieur de six points. Autrement dit, non seulement nous avons procédé à un ajustement considérable, mais nous avons également réduit l'inflation, et nous avons aussi réussi à relancer l'économie. Et pour couronner le tout, les libéraux cruels, malfaisants, tyranniques et horribles ont sorti plus de 10 millions de personnes de la pauvreté.

D'autre part, l'effet de l'équilibre budgétaire a été quantifié par un économiste argentin très prestigieux, Juan Pablo Nicolini, professeur à Di Tella et travaillant à la Réserve fédérale de Minneapolis. Il a réalisé des estimations pour différents pays sur l'impact des comptes publics sur la croissance économique. Ce qui est intéressant, c'est que, dans le cas argentin, un ajustement budgétaire, un cadre budgétaire comme le nôtre, implique un taux d'au moins 4 % par habitant. C'est un chiffre énorme, car il faut savoir qu'en 17 ans, nous pourrions doubler le PIB par habitant. Or, la réalité, comme le dit Juan Pablo Nicolini, est l'équilibre budgétaire, mais elle ne dit rien sur la manière dont il a été atteint. Et en ce sens, c'est intéressant car, au lieu de procéder comme l'aurait fait n'importe quel politicien, en dévaluation, liquéfiant ainsi les dépenses et en générant de profondes redistributions des revenus, faisant exploser le nombre de pauvres, nous l'avons fait. ou en augmentant les impôts, nous sommes le premier gouvernement de l'histoire à le faire en procédant à un ajustement budgétaire, en réduisant les dépenses publiques de plus de 30 %.

De plus, nous nous sommes même permis le luxe de baisser les impôts. Nous en avons baissé plus de 19. Aujourd'hui, nous avons annoncé des baisses d'impôts, des réductions tarifaires et, pour les bonnes récoltes, la prolongation de la réduction de la retenue à la source jusqu'en mars prochain. Pas le reste, a-t-il précisé. Donc, en gros, nous continuons à baisser les impôts. Notre plan est de continuer à baisser les impôts. D'ailleurs, l'autre jour, il a fait une présentation où, avec une croissance de 6 % sur deux mandats, si le peuple argentin le souhaite, nous estimions que nous pourrions rapporter environ 450 milliards de dollars, et avec une croissance de 8 %, 550 milliards de dollars. Mais ce n'est pas tout : l'ajustement réalisé en réduisant la taille de l'État générera une croissance bien plus importante. La mise en œuvre de réformes structurelles favorisera la croissance.

Nous nous dirigeons donc vers un contexte de croissance plus élevée, de pression fiscale plus faible et de respect absolu de la propriété privée, car notre objectif est d'être le pays le plus libre du monde. Les pays les plus libres sont douze fois plus riches que les plus opprimés, comptent cinquante fois moins de pauvres dans des conditions extrêmes, connaissent une croissance deux fois plus rapide, le taux d'actualisation chute avec la baisse du risque pays. Nous accomplissons un travail considérable en matière de capital humain, de déréglementation, et un travail colossal en matière de respect des droits de propriété et de sécurité, sous la direction des ministres Bullrich et Petri. Je tiens donc à vous dire que nous sommes face à un cas de croissance exceptionnel, et c'est une opportunité à saisir, car dans ces conditions, l'Argentine pourrait devenir l'une des premières puissances mondiales d'ici trente ans, où les deux tiers de cette amélioration se produiront au cours du premier tiers, c'est-à-dire en dix ans. C'est donc une excellente opportunité d'achat, car l'Argentine est très bon marché et va s'envoler comme un pet d'otarie. Vive la liberté, bon sang !

Discours du président Javier Milei, au Forum économique de Madrid, Espagne

Dimanche 8 juin 2025

Vive la liberté, bon sang ! Vive la liberté, bon sang ! Vive la liberté, bon sang ! Mort au socialisme ! Vive la liberté, bon sang !

Bonjour à tous. Merci beaucoup.

C'est toujours bon pour moi parce que ça me permet de reprendre mon souffle, donc s'ils veulent tabasser le bandit local, ça me va.

Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour cet accueil. Il me remplit de joie et de fierté, mais surtout, je sais qu'être le premier président libéral libertaire de l'histoire implique une immense responsabilité. Alors merci.

Je tiens également à remercier les organisateurs de m'avoir accordé le privilège non seulement d'être ici, mais aussi de pouvoir clôturer cet événement, auquel ont participé de véritables géants, des personnes que j'admire profondément et qui font tant pour la lutte culturelle, pour que cette réalité libérale libertaire devienne une réalité en Argentine et qu'elle avance aujourd'hui dans le monde entier, car la liberté avance.

L'exposé d'aujourd'hui se déroulera en trois parties. Après une brève introduction sur les mythes politiques que nous démystifions, je décrirai brièvement la situation initiale dans laquelle nous nous trouvons. J'expliquerai comment nous sommes parvenus à la réalité que nous percevons aujourd'hui, puis je vous présenterai l'Argentine telle que je la vois à l'avenir.

En guise d'introduction, il y a un ou deux mois, tout au plus, l'un de mes brillants ministres, le Dr Federico Sturzenegger, a déclaré : « En Argentine, nous détruisons trois mythes sur la politique économique. » Il a fait remarquer que de nombreux présidents ou ministres des Finances du monde entier, confrontés aux problèmes d'endettement et de déficit budgétaire – qui est l'envers de la médaille – lui ont dit qu'ils devaient procéder à un ajustement budgétaire. Il a alors répondu : « Eh bien, vous avez procédé à un ajustement budgétaire. » Federico a alors répondu : « Et de combien devez-vous ajuster ? » « Eh bien, quatre ou cinq points de pourcentage du PIB. » Il a ensuite demandé : « Et de combien pensez-vous pouvoir ajuster par an ? » « Eh bien, un point de pourcentage. » Federico a alors répondu : « Et comment envisageriez-vous un ajustement de cinq points du PIB en un mois ? » Il a répondu : « Non, non, mais c'est impossible. » « Eh bien, c'est ce que nous avons fait en Argentine. »

Autrement dit, la première chose que nous avons brisée est la relation entre le quantique et le temps. En d'autres termes, nous avons, à proprement parler, ajusté le PIB de sept points dès notre arrivée au pouvoir. En résumé, nous sommes arrivés au pouvoir dans une situation très critique, et si nous ne nous étions pas adaptés, je ne serais pas président argentin aujourd'hui. Et, disons, nous avons réagi de manière excessive à cet ajustement, car dans ce cas-là, c'était une véritable épreuve de force. Mais cela a fonctionné.

Le deuxième mythe est que si l'on met en œuvre un ajustement de cette nature, l'économie sombrera dans la récession, le chômage atteindra des sommets et le nombre de pauvres et de démunis atteindra des niveaux socialement insupportables. En réalité, entre l'ajustement du Trésor et celui de la Banque centrale, nous avons appliqué un ajustement du PIB de 15 points, alors que des ajustements deux fois moins importants avaient entraîné des baisses du PIB d'au moins 11 à 15 %. On prévoyait donc une Grande Dépression. Cependant, nous avons modifié le type d'ajustement. Nous avons décidé que l'ajustement ne devait pas se faire par des augmentations d'impôts, par l'inflation, par la dette, mais par le parasite, et que l'ajustement devait incomber au secteur public. Ainsi, nous avons réduit les dépenses publiques de 30 % en termes réels. Nous avons ajusté le PIB de 15 points de pourcentage, ce qui impliquait un retour des revenus au secteur privé. Le résultat est que, si l'on compare le PIB du 24 au 23 décembre, non seulement il n'y a pas eu de baisse, mais il a même augmenté de 6 %. Nous avons ajusté la situation en fonction de l'expansion économique.

Et ce n'est pas tout : au cours du premier trimestre de cette année, l'économie a progressé à un rythme de 6 %, et maintenant, au deuxième trimestre, à 8 %. Alors, ne reconnaissons pas à ces politiciens minables le fait que cet ajustement soit récessionniste : si la politique le finance, le secteur privé se développe.

Et le troisième mythe, c'est que les ajustements, même si c'est nécessaire à l'économie pour se redresser, impliquent une baisse de popularité, une dégradation de l'image. Et en ce sens, dans le Triangle de Fer – composé de ma sœur Karina, la Cheffe, qui est là... Debout, Cheffe, allez, allez, Cheffe, allez – se trouve l'architecte du triomphe libéral, ce brillant consultant qui nous accompagne également, Santiago Caputo. Face à cette situation, nous nous sommes dit : nous sommes venus pour accomplir une tâche. S'il y a une image et qu'elle doit être consommée pour la bonne cause, nous devons la consommer. Nous devons faire ce qui doit être fait. Nous devons cesser de nous fier aux votes et faire ce que l'économie exige.

Et contrairement à ce que tout le monde pensait, à savoir que l'image, le soutien et la popularité seraient anéantis par l'ajustement, la popularité est aujourd'hui plus élevée qu'à notre arrivée au pouvoir. Et si l'on considère les cabinets de conseil internationaux, elle est encore bien plus élevée. Autrement dit, l'ajustement n'entraîne pas de perte d'image s'il touche la classe politique ; son image s'améliore car il implique de donner des ressources au peuple.

Et maintenant, pour entrer dans le vif du sujet, je pense que l'une des raisons pour lesquelles nous avons pu agir ainsi et pour lesquelles le soutien perdure – non seulement en termes d'image, mais aussi de résultats électoraux – est que, pendant la campagne, nous avons affirmé préférer une vérité dérangeante à un mensonge confortable. Autrement dit, nous n'avons jamais menti au peuple. Nous avons toujours dit ce que nous allions faire et, en ce sens, notre politique a toujours été claire. Notre politique économique était claire : nous avons affirmé que nous allions attaquer l'État à la tronçonneuse. Notre position concernant la Banque centrale était claire : même si on parlait de dollarisation et que les gens arboraient des billets à mon effigie, nous avons toujours parlé de dollarisation endogène, un phénomène qui est en cours aujourd'hui. Et, sur le plan institutionnel, nous avons également parlé d'une évolution vers des idées de liberté, en mettant en œuvre des réformes structurelles qui feraient de l'Argentine le pays le plus libre du monde. Et tout cela, en termes économiques, non seulement nous l'atteignons : nous avons des objectifs très ambitieux, qu'ils disaient impossibles, et pourtant aujourd'hui, un an et demi plus tard, nous avons dépassé tous nos objectifs de campagne.

D'autre part, concernant la sécurité intérieure, nous avons souligné que l'abolitionnisme était terminé et que, fondamentalement, ceux qui commettent des crimes en paient le prix. Aujourd'hui, l'Argentine affiche le taux de criminalité le plus bas de son histoire, car ceux qui commettent des crimes en paient le prix.

De plus, nous avons décidé de rehausser le prestige de nos forces armées. Nous avons entamé un processus de rééquipement, et aujourd'hui, l'Argentine figure parmi les 20 premières puissances militaires, ayant réalisé les plus importants achats d'armes des 50 dernières années. Nous avons indéniablement fait quelque chose pour la sécurité nationale et intérieure !

Enfin, notre politique étrangère a été claire. Nous avons toujours défendu la paix et le libre-échange, sachant, comme l'a dit Bastiat, que là où le commerce entre, les balles restent. Dans ce sens, nous travaillons à un accord entre le Mercosur et l'Union européenne, nous travaillons à un accord de libre-échange avec les États-Unis, et nous œuvrons pour que l'Argentine redevienne un pays ouvert et grand.

Mais nous ne nous sommes pas contentés de le souligner ; nous avons également affirmé qu'en Argentine, nous embrassons à nouveau les valeurs occidentales. Et ces valeurs ne sont ni plus ni moins que l'adhésion à la culture judéo-chrétienne, la reconnaissance du Dieu d'Israël et, politiquement, disons, la République romaine et la démocratie grecque. C'est ce qui constitue la démocratie libérale que nous sommes venus défendre dans les valeurs occidentales. Et cela se manifeste dans mon alliance avec les États-Unis et Israël. Par conséquent, personne ne devrait être surpris par ce que nous faisons sur la scène internationale.

Nous avons donc annoncé notre intention, car s'il y a une chose qui m'a caractérisé tout au long de ma vie, c'est de ne pas seulement dire ce que je pense, mais aussi de le faire. Et après tant d'années passées à dire ce qu'il fallait faire, j'ai décidé de prendre la parole pour défendre les idées de liberté et pour que ce modèle de liberté triomphe dans le monde entier.

Naturellement, on pourrait imaginer qu'un libéral libertaire devienne président d'un pays ; cela n'arrive pas dans des conditions normales de pression et de température. La réalité est qu'à son arrivée au pouvoir, l'Argentine traversait la pire des trois crises les plus graves de son histoire, qui, si elle s'était produite, aurait été une véritable catastrophe. En résumé, nous avions un déséquilibre monétaire deux fois plus important qu'en 1975, lorsque la crise dite du Rodrigazo a éclaté, ce qui a pratiquement doublé le taux d'inflation. Imaginez que si l'Argentine avait connu une inflation d'environ 300 %, cela aurait porté l'inflation à au moins 2 000 %. Parallèlement, la Banque centrale était en faillite, pire encore que celle de 1989, lorsque l'hyperinflation d'Alfonsín a éclaté, nous laissant avec l'équivalent de quatre bases monétaires dans nos passifs, arrivant à échéance en un jour. Autrement dit, nous aurions pu quintupler la masse monétaire en une journée ; autrement dit, tout était prêt pour une flambée hyperinflationniste. Mais ce n'est pas tout. Nos indicateurs sociaux étaient pires qu'en 2001. En réalité, lorsque nous avons rendu les variables macroéconomiques plus transparentes – car, entre autres, sur le marché des changes, il y avait un écart de 200 % entre le dollar officiel et le dollar parallèle –, nous avons également instauré un contrôle des prix, et cela ne transparait clairement pas dans les statistiques, ni la pénurie. Ainsi, lorsque les variables sont devenues transparentes, la pauvreté enregistrée a grimpé à 57 %. Et, un an plus tard, elle est tombée à 35 %. Autrement dit, nous, les libéraux sans cœur, ceux d'entre nous qui sont sans cœur, ceux d'entre nous qui manquent d'empathie, ceux d'entre nous qui ne se soucient pas des pauvres, avons réduit la pauvreté de 22 points de pourcentage. Autrement dit, nous avons sorti 10 millions de personnes de la pauvreté. Les idées de liberté sont bénéfiques pour tous, surtout pour les plus démunis.

Dans ce désastre macroéconomique, nous avons également l'équivalent de 90 milliards de dollars de dette en pesos, arrivant à échéance en moins de trois mois. Cela n'aurait représenté que 15 points de PIB de base monétaire supplémentaire, alors que la base monétaire argentine était alors de 2,5 points. Autrement dit, nous aurions multiplié la quantité de monnaie, l'augmentation, par seulement sept fois et demie.

De plus, le gouvernement précédent, par le biais du contrôle des changes, avait également accordé à ses alliés le droit d'importer au taux de change officiel. La Banque centrale s'était ainsi retrouvée avec une dette de 45 milliards de dollars. De plus, le non-respect systématique des objectifs fixés avec le Fonds monétaire international rendait l'accord également caduc. Autrement dit, nous nous trouvions dans une situation où, si nous n'agissions pas rapidement, nous risquions d'être en défaut de paiement auprès des organisations multilatérales, en défaut commercial et au sein du système financier local, ce qui aurait constitué un véritable désastre macroéconomique et aurait fait grimper la pauvreté à au moins 95 %.

Parallèlement, le déficit budgétaire du Trésor représentait 5 % du PIB et la dette à la Banque centrale, portant son taux d'intérêt à 15 points de pourcentage du PIB, a été ramenée à 15 points de pourcentage du PIB. La première étape du plan de stabilisation a donc consisté à appliquer la méthode de la tronçonneuse. Initialement, cette méthode impliquait un ajustement du Trésor de 7 points de pourcentage du PIB, qui a été progressivement reconstitué pour finalement atteindre 5 points de pourcentage du PIB. Mais face à l'urgence, nous avons dû résoudre des problèmes, et c'est pourquoi l'ajustement du Trésor était de 7 points de pourcentage, puis de 5 points de pourcentage. Dans ce contexte, nous avons réduit le nombre de ministères d'un tiers, licencié plus de 50 000 fonctionnaires et non renouvelé la grande majorité des contrats arrivant à échéance, mettant en œuvre un ajustement drastique. Nous avons fini par supprimer les travaux publics, source de corruption incessante, et nous avons également mis fin à la publicité officielle dans les médias, ce qui explique pourquoi on nous critique quotidiennement.

Et c'est incroyable, car il y a quelques jours, ils nous ont interrogés et ont parlé de la perte de la liberté d'expression, alors que la seule chose qui a diminué en Argentine en termes d'expression, c'est qu'ils ont arrêté de donner de l'argent aux médias corrompus.

Ils semblent très doués pour pointer du doigt les autres quand ils ont des subventions, mais pas quand cela touche à l'organe le plus sensible de l'être humain : le portefeuille. Alors je vous le dis : s'ils disent que j'ai tué Kennedy, je vous dirai que je suis né en 1970, et c'est pourquoi, comme je vous le dis, je n'aurais pas pu le faire.

Après avoir comblé le déficit budgétaire – c'est-à-dire, compte tenu de la nature monétaire de l'inflation –, nous savions qu'il fallait stopper l'émission de billets et combler le déficit budgétaire dès cette première étape, et nous l'avons fait. L'Argentine, au cours des 123 années précédentes, avait toujours eu un déficit budgétaire, et s'il y avait eu des périodes où ce n'était pas le cas, c'était parce qu'elle était en défaut de paiement. Nous avons adopté une politique de déficit zéro et décidé qu'il n'y aurait plus de déficit budgétaire en Argentine. L'Argentine est l'un des cinq pays au monde à ne pas avoir de déficit budgétaire sur le plan financier, et nous y sommes parvenus après 123 ans d'histoire où personne n'y était parvenu, et nous y sommes parvenus dès notre premier mois au pouvoir.

Mais, comme le dit mon colosse, Luis « Toto » Caputo, ministre de l'Économie, même si nous avons remis de l'ordre dans les comptes budgétaires, le Trésor n'en avait toujours pas assez, car le problème de la Banque centrale était deux fois plus grave que celui du Trésor. Et si nous n'avions pas redressé la Banque centrale, nous aurions de toute façon connu une hyperinflation, avec le facteur aggravant que nous l'avons fait en mettant en œuvre un ajustement budgétaire, ce qui aurait été extrêmement néfaste pour les idées de liberté. En ce sens, dans une tâche monumentale et colossale, « Toto » Caputo, le président de la Banque centrale, Santiago Bausili, et le secrétaire aux Finances ont entrepris d'assainir le bilan de la Banque centrale. Et comme nous avons démontré que la solvabilité budgétaire était là pour durer, il a été possible de commencer à assainir la dette de la Banque centrale. Ainsi, au milieu de l'année dernière, la deuxième étape du programme a été conclue, c'est-à-dire lorsque l'émission de monnaie a pris fin, le déficit quasi-budgétaire de l'Argentine a pris fin, les comptes de la Banque centrale ont été assainis et le montant de la monnaie est resté fixe depuis lors.

Autrement dit, à ce moment-là, nous sommes passés à une situation où les émissions étaient nulles et où la base monétaire générale de l'Argentine était fixe. De plus, en pleine crise spéculative, le taux de change parallèle avait grimpé en flèche, et nous avons dit : les taux de change vont converger, mais ils convergeront avec une baisse du taux de change parallèle, et c'est effectivement ce qui s'est produit.

Cependant, nous avons constaté que l'économie argentine se redressait très fortement. Après avril, elle a commencé à montrer des signes de reprise importants ; entre décembre et avril, elle a même progressé de 10 %. De plus, la monétisation de l'Argentine était très faible. Par conséquent, dans ce contexte, marqué par une augmentation de la demande de monnaie à terme, laisser la quantité monétaire inchangée poserait problème : une fois l'excédent monétaire résorbé, l'économie argentine pourrait entrer en période de déflation.

C'est dans ce contexte que nous avons lancé la dollarisation endogène, c'est-à-dire que nous avons autorisé les agents à effectuer toutes les transactions économiques, à l'exception du paiement des impôts ; toutes les transactions pouvaient être effectuées en devises étrangères. Et, en ce sens, une autre promesse de campagne, qu'ils disaient impossible, avait également été tenue. Cependant, les gens n'effectuaient plus de transactions en devises étrangères ; autrement dit, cela ne posait pas de problème, car il restait un excédent de monnaie, mais je dis : tôt ou tard, le problème allait apparaître. Parallèlement, nous avions encore des restrictions sur le marché des changes. En ce sens, pour nous, le contrôle des changes était un instrument de torture, et c'était aussi un outil avec lequel nous étions critiqués non seulement par ceux qui avaient imposé ces contrôles, mais aussi par ce que j'appelle les libéraux – pas les libéraux libertariens, mais les libéraux, les libertariens.

Sans aucun doute, le trophée suprême du libéral libertaire, stupide et imbécile est revenu à l'ignorant imbécile en matière monétaire, Hans-Hermann Hoppe. Ce dernier, affichant une ignorance infinie, mais poussé par les Argentins qui l'ont maudit – ceux qui me connaissent peuvent imaginer qui ils sont –, ceux-là mêmes qui ont demandé que le Juan de Mariana ne me soit pas remis, a déclaré que cette réforme était la plus simple ; fermer la Banque centrale résoudrait le problème. Il semble que cet imbécile ignore que la dette rémunérée, la dette de la Banque centrale, qui est une émission future, et la base monétaire sont des dettes, et que si nous avons fermé la Banque centrale de cette façon, cette dette n'aurait plus aucune valeur et aurait donc généré une hyperinflation. Grâce à cette stupidité, les populistes péronistes visionnaires seraient revenus, et ils verraient aujourd'hui une Argentine chaviste.

Compte tenu de l'aberration qu'impliquait le contrôle des changes, essentiellement parce qu'il restreint ma liberté de disposer de mon argent comme je le souhaite, essentiellement parce qu'il conditionne mes choix, ce qui constitue un affront insupportable pour un libéral libertaire. De plus, le fait de les forcer à exiger plus de monnaie nationale qu'ils ne le souhaitent élargit l'assiette de l'impôt inflationniste, qui est également un impôt non imposé par la loi, donc inacceptable même pour un libéral classique. Par conséquent, le contrôle des changes devait de toute façon être supprimé, et c'est dans ce sens que nous avons commencé à travailler sur un programme avec le Fonds monétaire international pour assainir le bilan de la Banque centrale. L'idée était que, tout comme le gouvernement national avait placé des titres publics non transférables à la Banque centrale et ainsi retiré les dollars, nous avons estimé qu'il était temps de recapitaliser la Banque centrale. Nous avons donc conclu un accord avec le Fonds monétaire international pour rembourser progressivement cette dette, afin que la dette totale n'augmente pas, mais que les pesos que les Argentins ont actuellement dans leurs poches aient une valeur. En d'autres termes, nous avons procédé à l'ajustement de la caste pour rendre l'argent aux bonnes personnes.

Dans ce contexte, nous avons estimé que pour nous libérer des lourdeurs administratives, il nous faudrait environ 12 milliards de dollars. Comme « Toto » et moi sommes très frileux face au risque, je comprends que vous compreniez mon aversion pour le risque, mais je pense que c'est comme si j'étais nu, tout mouillé, sur une chaise électrique. Ils vont donc faire très attention aux fils à couper. Nous avons alors dit que si nous obtenions 15 milliards de dollars, nous ouvririons les lourdeurs administratives afin de disposer de 3 milliards pour une attaque spéculative. Et dans ce contexte, ils nous ont donné 20 milliards de dollars en liquide. Puis ils ont dit non, que je n'oserais pas ouvrir le taux de change en année électorale, car cela provoquerait une explosion du taux de change et un taux d'inflation de 5 ou 7 %, pendant que les médias corrompus, les journalistes corrompus, s'affairaient à répandre ces informations obscènes, même si personne n'avait fait ces prédictions.

C'est pourquoi, comme le dit notre ami Wall Street Wolverine, nous ne détestons pas assez les journalistes. Et, malgré le fait que nous étions en année électorale, malgré les affirmations selon lesquelles le taux de change atteindrait le sommet de la fourchette, contrairement à l'opinion générale, nous avons levé le contrôle des changes et achevé la troisième phase du programme. Nous avons levé le contrôle des changes, et loin d'avoir atteint le sommet de la fourchette, le taux de change se situe aujourd'hui bien plus près du creux de la fourchette, ce qui, une fois de plus, est un point pour le gouvernement, un point contre, une fois de plus, les écologistes anti-chanteurs et les journalistes avec leurs enveloppes.

En fait, aujourd'hui, après avoir prédit des taux d'inflation mensuels de 5 à 7 % – c'est vrai –, le taux d'inflation a bondi à 3,7 %, mais ils ont dit qu'il resterait à des niveaux de 5 et 7 %. Le mois suivant, il est retombé à 2,8 % ; ce mois-ci, on s'attend à ce qu'il dépasse les 2 %. Et je peux vous assurer que d'ici l'année prochaine, l'inflation en Argentine appartiendra au passé.

Mais ce n'est pas tout. De plus, pendant longtemps, le fisc a passé son temps à persécuter les Argentins qui voulaient se protéger de l'arnaque de l'inflation. L'Argentine a d'ailleurs supprimé trois zéros de sa monnaie, et aujourd'hui, nous pourrions en supprimer trois autres si nous le pouvions. Autrement dit, la politique monétaire argentine a été une arnaque récurrente. De plus, en refusant de corriger la racine du problème, à savoir le déficit budgétaire, les Argentins ont été persécutés par les lois soviétiques pour avoir tenté d'échapper à l'arnaque. Ainsi, par exemple, au lieu de réprimer et d'arrêter l'émission de monnaie – car cela impliquait de réduire le déficit budgétaire – ils ont eu recours au contrôle des prix ; lorsque ce contrôle s'est avéré inefficace, ils ont eu recours à la loi de l'offre, autrement dit à un autre édit de Dioclétien. Ou, par exemple, lorsque, pour protéger votre épargne contre l'inflation du peso, vous avez opté pour le dollar, ils ont alors imposé une loi de change pénale et un contrôle des capitaux. Les Argentins étaient persécutés comme des criminels. En fait, nous avons atteint un point de folie où, aux yeux du fisc argentin, tous les Argentins étaient coupables jusqu'à preuve du contraire. Je suis convaincu, même si j'ai un esprit socialiste en tête, qu'ils ont le même problème.

Cependant, il y a quelques jours, nous avons promulgué une nouvelle déréglementation liée au jour de la libération et à la réparation historique des épargnants, permettant aux Argentins de bonne foi d'utiliser leurs dollars non déclarés pour effectuer des transactions. Finies les condamnations jusqu'à preuve du contraire. Désormais, les Argentins sont innocents jusqu'à preuve du contraire.

Par-dessus tout, sache que je serai toujours à tes côtés contre les socialistes de merde.

Parallèlement, je tiens à souligner les avancées que nous avons obtenues en matière sociale et de sécurité dans le contexte difficile que nous avons dû affronter : la politique sociale héritée du kirchnérisme, une version retravaillée du pire du péronisme. Dans ce contexte, la politique sociale a été transformée en une politique destructrice pour les plus vulnérables. Autrement dit, comme partout ailleurs, le socialisme s'empare d'une noble cause et la prostitue au profit de la corruption du pouvoir.

Et dans ce contexte très défavorable et hostile, ma ministre du Capital humain, Sandra Pettovello, dans un acte de courage immense, a décidé de confronter les gestionnaires de la pauvreté et a conclu qu'il n'était plus nécessaire de rendre compte des prestations sociales, car c'est là qu'ils volaient l'argent des personnes vulnérables. Autrement dit, la moitié de l'argent destiné aux personnes vulnérables était récupérée par les gestionnaires de la pauvreté voleurs. Mais bien sûr, lorsque nous avons annoncé cela, ils nous ont menacés d'une manifestation, et l'Argentine, qui comptait entre 8 000 et 9 000 piquets de grève par an, dans ce contexte, nous a menacés d'une manifestation en annonçant qu'il y aurait 50 000 personnes, alors qu'en réalité, ils en attendaient 100 000. Et, dans ce contexte, grâce à une autre de mes grandes ministres, le Dr Patricia Bullrich, elle m'a présenté le protocole anti-piquets de grève. En ce sens, grâce à une action conjointe du ministre Pettovello, du ministre Bullrich et, qu'il repose en paix, de l'ancien ministre des Transports, le Dr Guillermo Ferraro, une opération de grande envergure a été menée. Non seulement nous avons retiré l'argent des mains des gestionnaires de la pauvreté, mais nous sommes également intervenus auprès des forces de sécurité, auxquelles nous avons apporté tout notre soutien. Et ceux qui coupaient les services n'étaient pas payés ; ceux qui coupaient les services allaient en prison. Nous avons utilisé le réseau de transport pour les informer et déposer des plaintes. Ce premier jour, nous avons reçu 18 000 plaintes, dont beaucoup ont déjà été portées devant la justice et sont actuellement en cours de traitement contre ces escrocs. Mais surtout, dès le premier jour, nous avons rétabli l'ordre dans les rues : sur les 100 000 attendues, 3 000 ont été rétablies, et à partir de ce jour, le chaos en Argentine a pris fin et l'ordre a repris.

De plus, dans le cadre de cette politique du « quiconque commet des crimes en paie le prix », disons que nous abandonnions cette doctrine qui favorise les criminels. Ici, nous défendons les victimes, et non les auteurs. Et, dans ce contexte, parmi les politiques que nous avons éliminées figuraient toutes les politiques de genre, car elles affaiblissent les femmes, les traitent comme des êtres inférieurs. Et ce que nous, les libéraux, proposons, c'est que nous soyons tous égaux devant la loi. À l'époque, ils prédisaient que nous étions favorables aux féminicides, et pourtant, les homicides contre les femmes ont diminué de 14 %, et aujourd'hui, l'Argentine affiche le taux de criminalité le plus bas de son histoire, car qui commet des crimes en paie le prix.

Ainsi, après tant de réalisations, l'heure de la croissance a sonné. Aujourd'hui, l'Argentine s'engage sur une voie qui, si elle continue à embrasser les idées de liberté, deviendra sans aucun doute la première puissance mondiale d'ici 40 ans.

À cet égard, je vais maintenant vous présenter chacun des éléments fondamentaux de la croissance économique. Premièrement, l'ajustement budgétaire de 15 points de PIB a redonné des revenus aux Argentins. Cela a permis une reprise de l'activité économique, des salaires, des retraites et du cycle des stocks. Cela a permis à l'économie d'entamer une très forte reprise dès avril dernier.

Mais ce n'est pas tout : un déficit zéro signifie que la dette ne change pas. Nous l'avons également réduite de 45 milliards de dollars, la première fois que la dette a diminué dans la démocratie argentine – je veux dire, depuis 1983. Mais l'important, c'est que cette politique de déficit zéro signifie que le ratio dette/PIB n'augmente pas. Cela signifie que l'Argentine est solvable à long terme, qu'elle peut honorer sa dette. Et, en ce sens, cela signifie aussi que le risque pays, qui était de 3 000 points de base lors de notre victoire électorale, est désormais de 600 points de base. Et soyez certains que si le pays passe au violet en octobre, nous pulvériserons le risque pays et serons en passe de devenir un pays de qualité « investment grade ».

Par conséquent, à mesure que le taux de risque pays et les taux d'intérêt baissent, le stock de capital par habitant augmentera, ce qui entraînera une hausse de la productivité et des salaires, et un meilleur niveau de vie. À cet égard, une étude réalisée par un économiste argentin de renom, Juan Pablo Nicolini, travaillant à la Réserve fédérale, estime qu'après avoir procédé à l'ajustement que nous avons effectué, ramenant le déficit à zéro, l'Argentine pourrait enregistrer une croissance par habitant de 4 % par an, de manière soutenue pendant un certain nombre d'années, qui pourraient s'étendre sur dix à vingt ans.

Cependant, comme le souligne Nicolini, cette méthode ne tient pas compte du type d'ajustement. Si l'on considère que cet ajustement ne s'est pas fait par une augmentation des impôts, mais par une réduction des dépenses publiques, et si l'on considère également que nous avons déjà mis en œuvre plus de 2 500 réformes structurelles, l'Argentine connaîtra une croissance très forte, et les chiffres montrent qu'elle est en passe de retrouver sa grandeur.

En outre, la fin de l'inflation a deux effets très positifs. Premièrement, elle élimine la distorsion des prix relatifs, élargit l'horizon temporel et permet ainsi une meilleure allocation des ressources. Parallèlement, en tant qu'impôt hautement régressif, elle a faussé la relation entre épargne et investissement, et donc aussi le taux d'intérêt et l'accumulation du capital, conduisant à des investissements erronés, car les prix relatifs étaient fondamentalement faussés. Cela signifie qu'une fois l'inflation éliminée, cette distorsion disparaîtra. Et cela entraînera, bien que cet effet soit définitif, une hausse du PIB par habitant qui, à terme, se traduira également par de la croissance.

D'autre part, nous considérons l'État comme une organisation criminelle et, en ce sens, les impôts comme du vol. C'est pourquoi, l'année dernière, même pendant ce processus de stabilisation, nous avons non seulement cessé de frauder les Argentins par le biais du seigneurage, mais nous avons également baissé les impôts explicites de deux points de PIB, une première dans l'histoire argentine. Mais vous imaginez bien que si je considère les impôts comme du vol, je ne compte pas m'arrêter là. Nous travaillons donc à une réforme fiscale et, selon nos estimations, si l'économie argentine continue de baisser de plus d'un point et demi de PIB par an en impôts, cela signifierait que le peuple argentin ne recevrait pas moins de 500 milliards de dollars. C'est libertaire !

D'autre part, nous accomplissons un travail remarquable par l'intermédiaire du ministère du Capital humain. Ce ministère intègre le capital humain de première génération, principalement lié à la santé et à la nutrition. Car si l'on ne mange pas bien ou si l'on n'est pas en bonne santé, on ne peut pas accéder à l'éducation. Ce ministère intègre donc également le capital humain de deuxième génération, qui concerne non seulement la possibilité d'étudier, mais aussi la réinsertion de ceux qui ont été laissés pour compte. Autrement dit, il ne faut pas oublier que nous partons d'une économie déséquilibrée. Le troisième élément à intégrer est le marché du travail. Dans ce sens, nous travaillons sur le capital humain de première et de deuxième génération afin qu'ils puissent intégrer le marché du travail, où près de la moitié de l'emploi est aujourd'hui informel. Cela impliquera non seulement une amélioration des conditions de travail, mais aussi, à mesure que l'écart entre les salariés formels et l'emploi total se réduira – autrement dit, que les emplois informels diminueront –, cela nous permettra de réformer le système de retraite et, ainsi, de relancer la croissance.

Évidemment, c'est maintenant à mon tour de m'attaquer à un autre ministère phare. Il y a deux ministères dont je suis très fier – outre le ministère de l'Économie, avec lequel j'entretiens une relation symbiotique, outre le fait que j'admire le travail des ministres Bullrich et Petri – mais il y a deux créations que j'ai créées et qui n'existaient pas. L'une est le ministère du Capital humain, et l'autre est celle de Federico Sturzenegger : le ministère de la Déréglementation. Le concept essentiel du ministère de la Déréglementation est une attaque frontale et directe contre la boîte à outils néoclassique. Ce merveilleux article qui m'a transformé en libertarien ne me vient plus à l'esprit. Je me souviens – et là, le cher Philipp Bagus le mentionne souvent – qu'un jour, on m'a apporté l'ouvrage de Murray Newton Rothbard, *Monopoly and Competition*, qui figure dans le deuxième volume de « *Man, Economy, and State* ». Et après trois heures de lecture de cet article de 140 pages, et 25 ans comme professeur de microéconomie, j'ai terminé ma lecture et je me suis dit : tout ce que j'ai enseigné sur la structure du marché ces 25 dernières années est faux. Et ce jour-là, je suis devenu anarcho-capitaliste.

Si l'on examine les statistiques sur la croissance économique et le PIB par habitant depuis l'ère chrétienne, on constate qu'elles ont la forme d'une crosse de hockey. Et si l'on y regarde de plus près, le PIB par habitant a fortement augmenté au cours des 250 dernières années, dans un contexte où la population a été multipliée par dix et où l'extrême pauvreté, qui atteignait 95 %, doit être constamment réduite aujourd'hui, sinon elle serait nulle. La question était donc : comment les rendements croissants que l'économie néoclassique associe aux monopoles – et qu'elle considère, selon ce maudit optimum de Pareto, comme néfastes – ont-ils pu sortir tant de personnes de la pauvreté ? Il devait y avoir un problème. Et là, disons que celui qui m'a ouvert les yeux, c'est Murray Newton Rothbard. Et, fondamentalement, on a affaire à la structure de l'économie néoclassique mise en place pour prouver l'existence de l'unicité et de la stabilité à l'équilibre. Et cela nous a conduits à nous concentrer sur les mathématiques et non sur la signification économique de ce que nous disions lorsque nous les utilisons. En économie néoclassique, ce problème est appelé « problème de non-convexité ». Autrement dit, c'est comme un dilemme entre l'usine d'épingles d'Adam Smith et la main invisible. Ainsi, pour rester fidèle à la vision parétienne de la main invisible, nous avons sacrifié l'usine d'épingles. Pire encore, nous nous sommes retrouvés incapables d'expliquer la croissance économique, car les rendements d'échelle constants, ou rendements marginaux décroissants, font disparaître la croissance économique.

Et c'est en ce sens que l'article de Rothbard est si inspirant, car il montre que les monopoles ne sont néfastes que s'ils sont créés par l'État – par exemple, en matière de monnaie. De ce fait, lorsqu'on réglemente une entreprise dont les rendements d'échelle sont croissants et qu'on veut la faire passer pour compétitive, dans le paradigme néoclassique, on détruit ces rendements croissants. Et, en les détruisant, on détruit la croissance économique. Pour un exemple concret de réglementation détruisant les rendements croissants et mettant fin à la croissance économique, il suffit de regarder autour de soi. L'Europe en est le meilleur exemple : la réglementation détruit la croissance économique.

Et, dans ce sens, nous avons commencé à déréglementer l'économie et à mettre en œuvre des réformes structurelles, comme sous le gouvernement Menem, qui, selon une étude de Gerardo Della Paolera, Bózzoli et Irigoin, avait été le meilleur gouvernement de l'histoire argentine : il avait mis en œuvre 100 réformes structurelles. Aujourd'hui, nous en avons mis en œuvre 25 fois plus et avons réduit l'inflation bien plus rapidement que la convertibilité, sans recourir à des expropriations, sans ajuster les prix relatifs et sans respecter les droits de propriété. Par conséquent, il ne fait aucun doute que ce gouvernement libéral-libertaire est le meilleur gouvernement de l'histoire argentine.

En même temps, nous voulons aussi faire de l'Argentine le pays le plus libre du monde, puisque les pays les plus libres sont 12 fois plus riches que les plus réprimés, croissent deux fois plus vite, ont 25 fois moins de pauvres dans le format standard et 50 fois moins dans le format extrême.

Dans le cadre de ce programme, nous travaillons également à l'ouverture économique. Parallèlement, nous travaillons à une réforme fiscale qui permettrait une concurrence entre les différents États provinciaux, afin que les provinces puissent également commencer à baisser leurs impôts. C'est d'ailleurs ce qui se fait dans certaines municipalités. Diego Valenzuela, un ancien camarade de classe, nous a réunis en politique. Le maire de Tres de Febrero baisse les impôts, et les entreprises quittent les colonies péronistes étouffantes pour investir à Tres de Febrero, car, en résumé, les impôts baissent.

Enfin, nous disposons du programme d'incitation aux grands investissements, plus connu sous le nom de RIGI. Par exemple, il y a quelques jours, nous avons signé un accord avec ENI pour un investissement de 20 milliards de dollars, qui générera pour l'Argentine des entrées de devises de près de 200 milliards de dollars sur les 20 prochaines années. Le modèle fonctionne !

C'est pourquoi je souhaite vous laisser le témoignage que les idées de liberté fonctionnent. Nous savons ce qu'il faut faire, nous savons comment le faire. Alors, ne manquons pas de courage, car nous sommes ceux qui peuvent remettre tout le monde sur pied.

Et c'est pourquoi je vous demande de prendre courage, de vous impliquer et de jouer, et de vous lancer dans le combat politique, car le changement ne s'obtient pas sur les bancs ; il s'obtient en luttant corps à corps contre les politiciens corrompus.

Portons haut les idées de liberté, rendons à l'Occident sa grandeur.

Vive la liberté, bon sang ! Vive la liberté, bon sang ! Vive l'Espagne ! Vive l'Argentine !

Vive la liberté, bon sang !

Merci beaucoup.

Contact



[LinkedIn Institut pour le Progrès](#)



[Page X de l'Institut pour le Progrès](#)



<https://www.institutpourleprogres.org/>